

Impliqué dans le scandale Recruit-Cosmos

M. Takeshita, premier ministre japonais a donné sa démission

Politique et affairisme

M. Takeshita s'est enfin résigné à présenter sa démission mardi 25 avril, après neuf mois d'un scandale à répétition, le plus grave qu'ait connu le Japon, et qui a déconstruit non seulement sa propre personne, mais aussi son parti et la classe politique dans son ensemble. Tirant les conséquences d'une impopularité qui avait battu tous les records, il abandonnera ses fonctions une fois le budget voté.

Dans un pays comme le Japon, il est des formes à respecter. Bien que gangréné par l'affaire Recruit-Cosmos, le chef du gouvernement ne pouvait se permettre de quitter le pouvoir de manière humiliante, alors que l'empereur Hirohito agonisait. Les funérailles de l'ancien dieu ne pouvaient être conduites par un premier ministre démissionnaire et personnellement compromis dans de peu savoureuses relations financières. Il aura donc fallu que les cérémonies s'achèvent pour que M. Takeshita reconnaisse enfin à être lui aussi enrichi illégalement, et la fin de la vie du premier ministre chinois pour qu'il annonce son départ.

Reste encore à savoir si cette démission sera définitive. L'homme dont on parle pour la succession, M. Itô, est vieux et malade. L'opposition, qui a déjà aussi succombé aux tentations du pouvoir, se divise en deux camps : le « wonder boy » de la finance japonaise, est trop dévié et manque de crédibilité aux yeux d'une opinion qui a reconstruit péniblement sans discontinuer depuis la guerre le Parti libéral-démocrate au pouvoir. La récente élection du maire de Nagoya, la quatrième ville du pays, a confirmé son manque de cohésion : l'opposition non communiste a fait cause commune avec les conservateurs pour éliminer le maire communiste.

Homme fort du clan le plus puissant au sein du PLD, M. Takeshita pourrait être tenté, une fois satisfaction donnée à son parti et à l'opinion, de confier son poste à un premier ministre intérimaire chargé de passer le cap, périlleux, des élections sénatoriales de juillet. Il pourrait ensuite, si les résultats de celles-ci ne sont pas trop catastrophiques, rebondir au premier plan, faire d'autres candidatures capables de lui donner sa place. Le gérontocrate japonais n'est pas, en effet, menacé par des réformateurs.

On comprend, dans ces conditions, la lassitude de l'opinion, mais aussi des milieux économiques, devant cette débâcle d'affairisme doublée d'un immobilisme politique inquiétant. Après avoir vécu au ralenti pendant l'agonie de l'empereur, le Japon se trouve paralysé par cette crise et par l'absence de décisions dans des domaines importants : diplomatie, questions monétaires - qui en découle. Décidément, le Japon, puissance mondiale, n'a pas d'hommes politiques à la hauteur de son poids économique ou de ses ambitions diplomatiques. M. Nakasone, plus populaire à l'étranger que chez lui, tente, une fois de plus, de se dégarer de la scène de l'affaire Recruit, dont il est le premier suspect. M. Takeshita n'a pas fait ses preuves - c'est le moins que l'on puisse dire - et les principaux dirigeants du PLD ont trébuché dans cette corruption structurelle, qui mine la vie politique de l'archipel. Il faudra plus qu'un replâtrage pour que la machine gouvernementale retrouve son efficacité et son honnêteté, une vertu si importante au Japon.

M 0147 - 0426 0 - 4,50 F



3790147004500 04260

Les conditions de séjour des étrangers

M. Joxe est prêt à modifier profondément la loi Pasqua

A la demande du Parti socialiste et de nombreuses associations, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a modifié son avant-projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Le nouveau texte, présenté le 24 avril, se démarque beaucoup plus que le précédent de la « loi Pasqua » du 9 septembre 1986, même si aucun assouplissement n'est apporté au dispositif de délivrance des visas.

M. Joxe avait choisi de soumettre son texte à quelque cent vingt associations qui s'étaient mobilisées pour l'« abrogation de la loi Pasqua ». Ayant reçu de leur part une volée de bois vert, il a été obligé d'en tenir compte. D'autant que le PS demandait, de son côté, « des modifications indispensables » et que le président de la République lui-même réclamait plus d'audace à son ministre de l'intérieur.

Le nouveau texte, qui sera présenté au conseil des ministres le mois prochain, supprime la réserve d'ordre public dans la délivrance des cartes de résidence de plein droit, renforce le contrôle judiciaire dans les reconduites à la frontière, protège contre l'expulsion les personnes résidant régulièrement en France depuis plus de dix ans et précise le fonctionnement de la commission de séjour.

Les premières réactions des associations sont plutôt positives.

(Lire page 8 l'article de ROBERT SOLÉ.)

L'ONU et le Liban

Un nouvel appel au cessez-le-feu
PAGE 3

La Chine malade de ses réformes

II - Un pouvoir en pleine liquéfaction
PAGE 4

Le plénum à Moscou

La répression en Géorgie à l'ordre du jour
PAGE 6

M. Giscard d'Estaing et l'Europe

L'ancien chef de l'Etat a peu de chance d'accéder à la présidence de l'Assemblée de Strasbourg
PAGE 10

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Hémophilie et sida

Les pouvoirs publics pris en faute
■ Les savants et la révolution
■ Des roches pleines d'énergie
Pages 19 et 20

Le sommaire complet se trouve en page 48

Plus de 15000. exécutions capitales en dix ans



Un rapport d'Amnesty International sur la peine de mort (lire page 2)

Un entretien avec le chancelier de l'Echiquier

« Nous sommes opposés à un nouveau traité » sur l'union monétaire

Le rapport du « comité Delors » sur l'union monétaire européenne, qui implique la rédaction d'un nouveau traité, a été favorablement accueilli par tous les pays de la CEE sauf un, la Grande-Bretagne. Le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, a exprimé, en termes vifs, son hostilité dès la publication du rapport, le lundi 17 avril.

LONDRES
de nos envoyés spéciaux

A quelques mètres du numéro 10, où réside le premier ministre, qu'il peut joindre par un simple couloir, cet ancien journaliste du Financial Times constitue

un cas à part par sa longévité dans le gouvernement de M^{me} Margaret Thatcher. Au même poste depuis le 11 juin 1983, il est devenu l'un des « poids lourds » du cabinet.

S'il partage la profession de foi libérale de la Dame de fer, si sa conception de la souveraineté nationale reste soignée, il n'est pas sur la même longueur d'onde pour des sujets sensibles comme l'entrée de la livre dans le système monétaire européen. Ferme opposé à un nouveau traité, jugé essentiel par le comité Delors, pour parvenir à une véritable union monétaire européenne, le chancelier de l'Echiquier est plus positif sur l'entrée dans le SME mais la décision dépend du premier ministre.

« Les propositions du rapport Delors ne constituent-elles pas une occasion rêvée d'adhérer au SME ? »

« Le gouvernement de la Banque d'Angleterre a participé à titre personnel à l'élaboration du rapport Delors sur une union monétaire par étape, notre objection porte sur le but final. Il n'appartient pas au comité Delors de se prononcer sur ce sujet, mais de déterminer un plan de marche au cas où les gouvernements seraient prêts à aller jusque-là. Or il existe une différence fondamentale entre une adhésion au SME et une union monétaire européenne. Le rapport est très clair sur ce point.

FRANÇOISE CROUGNEAU
et DOMINIQUE DHOMBRES.
(Lire la suite page 45.)

Le Livre blanc sur la sécurité routière

Pour une conduite « apaisée »

La commission Giraudet sur la sécurité routière a remis au gouvernement un Livre blanc destiné à réduire l'accidentologie et à apaiser et civiliser la conduite automobile en France. Établissant un constat plutôt sévère sur l'inconscience de certains conducteurs partisans du « laissez faire - laissez passer », la commission estime que dix mille cinq cents morts par an est un tribut excessif versé au progrès technique, à la liberté et au plaisir de conduire.

Le Livre blanc suggère au gouvernement des mesures radicales pour modifier en profondeur les comportements routiers. Il propose que la permis de conduire soit attribué aux jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans avec une période probatoire de deux ans. La création d'une police de la route, l'institution d'un délit de mise en danger de

la vie d'autrui et la confiscation des véhicules des conducteurs très dangereux, rendraient la répression plus crédible et plus juste.

Afin d'offrir un environnement sûr pour les usagers, il propose un contrôle technique renforcé des infrastructures et une limitation à 50 kilomètres/heure de la vitesse dans les agglomérations. La dernière mesure avancée, qui sera jugée la plus utopique et qui, en même temps, touche aux racines du mal, est la limitation de vitesse, au niveau européen et dès la fabrication : 160 kilomètres/heure pour les automobiles ; 130 kilomètres/heure pour les motos et pour les camions. Un beau débat en perspective.

(Lire page 11 l'article d'ALAIN FAUJAS.)

La démission du chef du Philharmonique de Berlin

Le coup de cymbales de Karajan

Le chef d'orchestre autrichien Herbert von Karajan a démissionné de son poste de chef de l'Orchestre philharmonique de Berlin (nos dernières éditions datées 25 avril). Agé de quatre-vingt-un ans et très diminué physiquement par une maladie osseuse, le successeur de Furtwängler a invoqué entre autres des raisons de santé.

BONN
de notre correspondant

Pour Herbert von Karajan, nommé en avril 1955 « chef de vie » de l'Orchestre philharmonique de Berlin, il n'était pas question jusque-là que quiconque puisse mettre en doute le caractère perpétuel de sa fonction : « Aussi longtemps que je pourrai tenir une baguette, vous ne vous débarrasserez pas de moi, et

aussi longtemps que je vivrai il ne saurait être question d'un autre chef », avait-il déclaré l'an passé, au moment où certains membres de l'orchestre, s'armant bien tard de courage iconoclaste, avaient osé évoquer la retraite du maître.

La lettre de démission remise, lundi 24 avril, par Herbert von Karajan à M^{me} Anke Martiny, sénateur à la culture du nouveau gouvernement de Berlin-Ouest, met pourtant séchement fin à une collaboration de plus de trois décennies entre un chef ombreux et un orchestre dont les membres se considéraient plus comme une libre association d'artistes que comme des fonctionnaires de la musique.

M^{me} Martiny avait fait le voyage de Salzbourg, où séjourne le maître, pour tenter une dernière fois de régler le contentieux entre l'administration de la ville et son chef d'orchestre prestigieux.

Mais Herbert von Karajan n'est pas homme à discuter, encore moins à négocier. Il se contente de remettre à M^{me} Martiny une lettre ainsi formulée :

« Madame le sénateur. Je vous prie de prendre connaissance de ma décision de mettre fin à compter d'aujourd'hui à mes fonctions de directeur artistique et de dirigeant permanent de l'Orchestre philharmonique de Berlin. Les résultats des examens médicaux auxquels j'ai été soumis ces dernières semaines me font conclure que je ne suis pas en état de remplir mes obligations telles que je les conçois.

Par ailleurs, je dois vous faire remarquer que depuis de nombreuses années j'avais demandé à votre prédécesseur au Sénat de fixer définitivement les principes de mes droits et de mes devoirs.

LUC ROSENZWEIG.
(Lire la suite page 15.)

LE MANAGEMENT DES ÉCONOMIES LOCALES

Outils et méthodes pour le plein-emploi

Par MICHEL ROUSSEAU

Préface de François Dalle et Jean Bounine



ÉDITIONS EYROLLES

Etranger

La tournée européenne du président Ortega

La France est favorable à une augmentation de l'aide au Nicaragua

Le chef de l'Etat nicaraguayen, M. Daniel Ortega, a quitté Paris pour Bruxelles, lundi 24 avril en fin d'après-midi, après une visite de vingt-quatre heures en France.

Au cours de sa brève escale parisienne, le président nicaraguayen a obtenu de la France la révision à la hausse de l'aide à son pays, dans le cadre de l'assistance consentie par la CEE. Un succès en demi-teinte, annonce à l'issue d'un entretien de plus de deux heures avec le président François Mitterrand. Mais pour cette première étape d'une tournée européenne sans précédent, qui le conduira dans huit autres capitales, M. Ortega, renonçant à ses habitudes et virulentes diatribes, semble avoir délibérément adopté un ton conciliant. L'enjeu est de taille. Il s'agit de rechercher un appui économique et politique au moment où la révolution sandiniste rencontre d'énormes difficultés dans ces deux domaines.

Lors d'un petit déjeuner de presse, M. Daniel Ortega n'a, en effet, pas caché que « les problèmes économiques devenaient cruciaux » et que « le plan de réajustement mis en place requerrait des financements extérieurs urgents ». Pour « sortir le pays de sa profonde crise », le président Ortega voudrait obtenir « une aide extraordinaire » (1). La « démocratisation » en cours dans le pays « va bien au-delà de ce qui existe en Amérique centrale », a déclaré le chef de l'Etat nicaraguayen, regrettant qu'on ne lui donne pas suffisamment de publicité.

Au sujet du plan de paix pour l'Amérique centrale, M. Ortega a jugé que le moment était favorable à une nouvelle approche. Il a affirmé que la nouvelle administration américaine de M. George Bush semblait s'orienter « vers une politique différente de celle suivie par l'ancien président Reagan », même si, selon lui, la récente décision d'octroi d'une aide humanitaire à la Contra, prise « avec la meilleure bonne volonté,

va tout de même à l'encontre de la paix ». Profitant de la prochaine visite du président François Mitterrand à Washington, le 20 mai, M. Ortega a souhaité, lors d'un déjeuner à l'Elysée, que M. Mitterrand s'entretienne avec son homologue américain sur les intentions des Etats-Unis de parvenir à un accord de paix dans la région, en affirmant que Managua souhaitait « normaliser ses relations » avec Washington.

Appelant une « participation plus active de l'Europe aux problèmes de l'isthme », le président nicaraguayen a souligné que l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite au Salvador constituait « un élément explosif dans la région ». La prochaine réunion des ministres des affaires étrangères d'Amérique centrale et du groupe de Contadora, qui doit avoir lieu le mois prochain, devrait être consacrée, selon lui, « aux limites à apporter concernant l'introduction d'armements dans la région » et à « l'éradication de toute présence étrangère », sans qu'il soit pour autant envisageable d'« introduire l'aide américaine ou soviétique ». En précisant que « l'aide de Moscou à Managua était stable », M. Ortega a évoqué la perestroïka : « Elle est bien pour l'URSS, mais elle ne s'applique pas au Nicaragua, notre modèle étant un modèle révolutionnaire avec économie mixte, multipartisme et totale liberté d'expression ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUD.

(1) Sous le gouvernement de M. Chirac, la France avait diminué de près de moitié, en 1987, l'aide au Nicaragua en procédant à un redéploiement de la coopération française dans cette région.

En 1987 et 1988, 10 millions de francs avaient été attribués au Nicaragua contre 17 millions pour la seule année 1986. Après le cyclone Gilbert, qui a ravagé au mois d'octobre dernier la côte atlantique du pays, Paris avait accordé une aide d'urgence de 15 millions de francs à Managua. Depuis 1979, le Nicaragua a reçu environ 1,2 milliard de francs de la CEE.

Plus de 15 000 exécutions en dix ans

Un rapport d'Amnesty International sur la peine de mort

L'arbitraire et la discrimination sont souvent liés à l'utilisation de la peine de mort. Sur les 107 prisonniers exécutés entre janvier 1977 et mars 1989 aux Etats-Unis, 48 étaient noirs ou hispaniques et 93 étaient accusés d'avoir tué des Blancs. En Afrique du Sud, la très grande majorité des 1 250 personnes exécutées au cours des dix dernières années étaient des Noirs, indique l'organisation.

Dans un rapport intitulé *Quand l'Etat tue*, l'organisation Amnesty International demande à une centaine de gouvernements d'abolir la peine de mort, qu'elle qualifie de « meurtre prémédité exécuté de sang-froid ».

Au cours des dix dernières années l'organisation a recensé 15 320 exécutions dans 90 pays, mais ce chiffre, affirme-t-elle, est inférieur au nombre réel des exécutions après décision de justice, que certains évaluent à 40 000. L'affirmation selon laquelle la peine de mort aurait une fonction dissuasive « n'est pas corroborée par les faits », déclare Amnesty qui ajoute que, sur les

63 pays qui y ont eu recours ces quatre dernières années, 25 seulement l'ont utilisée contre des meurtriers.

Le rapport décrit les procès injustes et les mauvais traitements qui, souvent, précèdent cette sentence, ainsi que certaines des méthodes qui sont utilisées pour son exécution et qui sont assimilables à la torture.

M. O'Connesse

ambassadeur à Djakarta

M. Patrick O'Connesse a remis ses lettres de créance au président Suharto. Il avait été nommé, le 25 mars, ambassadeur de France à Djakarta, en remplacement de M. Lolo Hennekin, nommé secrétaire général du sommet des pays industrialisés.

[Né en 1930, ancien élève de la France d'outre-mer, M. O'Connesse a été en poste à Lomé (1960-1962), à Vienne (1962-1966) et à l'administration centrale (coopération économique) (1966-1982). M. O'Connesse a été ambassadeur à Accra (1982-1986).]

La prochaine visite en France de M. Arafat

La communauté juive se mobilise

L'annonce, lundi 24 avril, de la venue à Paris, le mardi 2 mai, de M. Yasser Arafat et de sa rencontre avec M. François Mitterrand a soulevé, comme on pouvait s'y attendre, une vague de protestations parmi les organisations juives qui ont, d'ores et déjà, affirmé leur intention d'organiser des manifestations hostiles à cette visite le jour même où le chef de l'OLP sera reçu à l'Elysée. C'est le cas, notamment, du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), qui a appelé à un rassemblement le 2 mai à 18 h 30, devant la synagogue de la rue Copernic, à Paris, « à la mémoire de toutes les victimes du terrorisme ». Appel auquel s'est joint l'Union des étudiants juifs de France (UEJF).

Si le programme exact de la visite de M. Arafat — qui devrait durer quarante-huit heures — n'est pas entièrement connu, on sait déjà que, outre sa rencontre avec M. Mitterrand, il s'entretiendra avec le premier ministre, M. Michel Rocard, ainsi qu'avec d'autres personnalités politiques et des membres de la communauté juive. Parmi les quelques voix au sein de cette communauté qui se sont prononcées en faveur de cette visite, figure celle de

Manque d'information

Pour l'association Identité et Dialogue, si le geste de M. Mitterrand « inquiète » une partie de la communauté juive, il « est aussi un espoir pour ceux, nombreux, qui croient que cette rencontre représente une chance de plus pour la paix ». Estimant qu'en recevant M. Arafat le président « ne peut que légitimer et renforcer ceux qui, au sein de l'OLP, ont choisi la part du dialogue », Identité et Dialogue rappelle que « ce choix » a été celui des Etats-Unis ainsi que de « la majorité des pays amis d'Israël », mais,

« aussi et surtout, celui de centaines de milliers d'Israéliens qui savent et qui disent que c'est avec l'OLP qu'il faudra négocier ».

En revanche, le président du CRIF, M. Théo Klein, a déploré « le manque d'information qui entoure cette visite, l'absence d'un vrai débat sur ce problème important » et relevé que la date de la venue de M. Arafat « coïncide avec le Yom Ha-Shoah, jour de commémoration annuel de l'holocauste nazi ». Enfin, M. Klein a plaidé en faveur des propositions de M. Itzhak Shami soutenant des élections dans les territoires occupés (rejetées par l'OLP). L'Association France-Israël qualifie, quant à elle, de « politiquement nuisible, moralement condamnable, humanitairement injustifiable », la visite de M. Arafat qui, dit-elle, risque d'aboutir à ce que la France soit « évincée du processus de paix par un choix partisan ».

Elu UDF du dix-neuvième arrondissement de Paris, M. Jean-Thomas Nordmann, s'est violemment élevé lundi, à l'occasion d'une séance du Conseil de la capitale, contre la visite du « champion de la haine antijuive », tandis qu'à Nice près de deux mille cinq cents personnes ont

assisté, en présence du maire de la ville, M. Jacques Médéric, à une réunion de protestation contre l'initiative de M. Mitterrand. Dimanche, rue des Rosiers, à Paris, M. Jacques Axtal, conseiller du président, avait été pris à partie par des militants sionistes extrémistes alors qu'il dédicait son livre *La Vie éternelle* dans une librairie juive.

Pour sa part, le Parti socialiste s'est employé, lundi, à rassurer la communauté juive. M. Marcel Debarge, secrétaire national chargé des élections, a ainsi insisté sur le fait que la visite de M. Arafat constituait « une démarche pour la paix », qui « ne peut remettre en cause l'amitié avec l'Etat d'Israël ». « Quand le président de la République reçoit le leader de l'OLP, il n'épouse pas les thèses de l'OLP ».

Quant à M. Ibrahim Souss, représentant de la centrale palestinienne en France, il a estimé que la rencontre Mitterrand-Arafat était « de nature à donner un souffle nouveau aux efforts entrepris par l'OLP en vue de créer les conditions propices pour la tenue d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient ».

Les relations de la CEE et des pays de l'Est

Les Douze veulent hâter la conclusion d'accords de coopération avec la Pologne et l'URSS

LUXEMBOURG (Communautés européennes) de notre correspondant

La Communauté souhaite hâter la conclusion d'un accord de coopération et de coopération avec la Pologne et examinera donc avec compréhension les demandes présentées par Varsovie. De même, elle va faire en sorte que des négociations en vue d'un accord de coopération puissent rapidement s'ouvrir avec l'Union soviétique. Elle confirme, en revanche, sa volonté de geler ses relations avec la Roumanie. C'est ce qui ressort de l'échange de vues que les ministres des affaires étrangères des Douze ont tenu, lundi 24 avril à Luxembourg, ont consacré aux relations de la CEE avec les pays de l'Est.

A propos de la Pologne, le mandat confié à la Commission pour négocier un accord de commerce et de coopération a été adopté en février. Il s'agit maintenant d'éviter que les discussions tirent en longueur. L'idée est de conclure un accord que les ministres pourraient approuver

lors de leur réunion du mois de juin. Il prévoit la suppression graduelle d'une large partie des restrictions quantitatives encore appliquées par les pays de la CEE aux importations en provenance de Pologne. C'est là une des requêtes prioritaires des autorités de Varsovie.

Le mandat des négociations avec l'URSS pourrait être prêt pour la réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE, qui se tiendra le 22 mai. Les Soviétiques souhaitent un accord ambitieux, mais les Douze préfèrent, à ce stade, faire preuve de prudence. Certains d'entre eux, tels les Britanniques, ne croient pas encore opportuniste de pousser trop loin la coopération technologique ou nucléaire.

Préoccupés par les atteintes aux droits de l'homme en Roumanie, les ministres des Douze, confirmant officiellement l'initiative prise en mars par la Commission, ont décidé de suspendre les négociations avec le pays. « Elles ne pourraient être reprises que si l'on disposait de preuves manifestes que la situation s'est améliorée d'une façon signifi-

cative... », indique la déclaration publiée conjointement par le conseil et la Commission. Mais la Communauté est décidée à exercer, si nécessaire, une pression accrue sur Bucarest. « Il a été convenu de suivre cette question dans le but d'entretenir d'autres mesures à la situation en Roumanie et les relations de la CEE et de ses Etats membres avec le gouvernement roumain continuant à se détériorer », note la déclaration. C'est là une allusion à la possibilité de geler l'accord commercial qui lie la CEE à la Roumanie. L'objectif des négociations qui viennent d'être suspendues était précisément d'élargir la portée de cet accord.

Les ministres ont souligné enfin leur désir d'une meilleure coordination des actions menées tant par les Etats membres que par la Communauté. Le conseil a aussi souligné « l'importance de la transparence et de la cohérence des politiques suivies par les Etats membres en matière de crédits à l'exportation à l'égard des pays de l'Est... ».

PHILIPPE LEMAÎTRE.

A TRAVERS LE MONDE

Soudan

Un convoi des Nations unies est arrivé à Torit

Un convoi de camions transportant quelques 350 tonnes de vivres, envoyés par le Programme alimentaire mondial (PAM) et destiné aux populations menacées par la famine dans le sud du Soudan, est arrivé à Torit, a annoncé, lundi 24 avril à Nairobi, un responsable du PAM,

M. Paul Michel. Ce convoi, qui participe à l'opération « Savoir Soudan » organisée par les Nations unies, avait été attaqué mardi dans le sud du Soudan par des bandes armées alors qu'il tentait de rejoindre Torit. L'incident avait fait sept morts, tous membres de l'escorte organisée par l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), et trois blessés parmi les accompagnateurs kenyans.

Le convoi avait alors dû faire demi-tour jusqu'à Kapoeta. Seulement trois ou quatre des trente et un camions du convoi initial ont dû rester à Kapoeta.

M. Michel a également indiqué que le PAM avait acquis, auprès du gouvernement français, un avion de transport Transall, qui a commencé dimanche à transporter des vivres au Soudan depuis Entebbe (Ouganda). Dans les prochains jours, il effectuera trois ou quatre voyages quotidiens, transportant à chaque fois environ quatre-vingt-dix sacs de nourriture.

Le massacre des Arméniens en 1915 a été commémoré à Erevan et... à Téhéran

Venant de toute l'Arménie, un million et demi de personnes — selon l'agence soviétique Tass — se sont rendues, le lundi 24 avril, au monument au génocide d'Erevan pour la journée traditionnelle de commémoration du massacre des Arméniens par les Turcs en 1915. Pour la première fois, cette journée avait été déclarée fériée par les autorités. Selon des habitants joints par téléphone,

un cortège de cinquante mille manifestants s'était formé dans la rue principale, à sa tête, quarante personnes revêtues de costumes de prisonniers pour symboliser les onze membres du comité Karabakh et les trois autres militants nationalistes détenus au secret à Moscou depuis le mois de janvier.

A Paris, l'Association de solidarité franco-arménienne a une nouvelle fois protesté, lundi, contre le refus du gouvernement de prendre à son compte la dénonciation de génocide pour les massacres de 1915. Elle a, en outre, rendu public un appel de plusieurs intellectuels français en faveur des membres du comité Karabakh.

Le massacre de 1915 a également été commémoré... à Téhéran, sous la bénédiction des mollahs. Plusieurs milliers d'Arméniens d'Iran se sont rassemblés sous des grands portraits de Khomeini et des banderoles dénonçant « le régime fasciste turc ».

« Spécial Arménie » pour l'école française de Léninsk. — « Spécial Arménie Journal » — une école. L'association Diasporas communication a mis en vente en kiosque, lundi 24 avril, un magazine de deux cents pages sur le tremblement de terre et les événements politiques en Arménie. Le produit des ventes sera consacré à la reconstruction de l'école française de Léninsk, principale ville de la zone ravagée par le séisme du 7 décembre 1988 sous la direction de Martin Parichian, un professeur de français dont la femme et les deux enfants ont été tués lors de la catastrophe. Tiré à 300 000 exemplaires, ce magazine donne le point de vue de la diaspora sur la question arménienne.

2 nuits à Londres 400F

En mai, changez de saison avec Sealink !

Mai est un mois plein de soleil et de longs week-ends. Jusqu'au 31 mai, Sealink vous propose l'Angleterre à des prix fous ! Ex. avec votre voiture, 125F/pers* la traversée A.R. ou 400F/pers* 2 nuits à Londres en B&B. (Le printemps sera très britannique. Riez à l'anglaise !)

* Prix spécial "G.B. en mai", base 1 voiture + 4 personnes, séjour 3 jours.

SEALINK C'EST POSSIBLE !

CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGE

1550 مائات

Proche-Orient

LIBAN : l'évolution militaire et diplomatique du conflit

- Appel de l'ONU au cessez-le-feu
- Reprise des bombardements à Beyrouth

Le Conseil de sécurité des Nations unies a lancé, lundi 24 avril, un nouvel appel au cessez-le-feu au Liban, et a apporté son soutien aux efforts déployés par la Ligue arabe pour tenter de résoudre la crise libanaise et mandaté le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, pour « prendre tous les contacts utiles » en vue de mettre fin aux affrontements dans ce pays.

Lors d'une réunion de trois minutes, l'ambassadeur soviétique, M. Alexandre Belousov, actuel président du Conseil de sécurité, a donné lecture d'une déclaration approuvée par les quinze pays membres lors de consultations privées répondant à une demande de la France. Cette déclaration intervient avant la réunion - prévue mercredi à Tunis - d'un comité ministériel de la Ligue arabe dont les six membres étudieront un appel au cessez-le-feu et l'envoi éventuel au Liban d'observateurs de la Ligue chargés de superviser la cessation des hostilités.

Peu après cette déclaration, le gouvernement français, qui est à l'origine de cette démarche, s'est « réjoui » de la décision du Conseil de sécurité qui, estime le Quai d'Orsay, « doit contribuer à ramener la paix dans ce pays [le Liban] durablement ébranlé par quatorze années de déchirement ».

Nouveaux affrontements

A Beyrouth, qui a connu une semaine de relative accalmie, la déclaration du Conseil de sécurité a coïncidé avec une reprise des bombardements de part et d'autre de la ligne de démarcation, nous signale notre correspondant Lucien George.

Ces nouveaux affrontements ont éclaté peu après que le général Michel Aoun, chef du gouvernement militaire chrétien - qui a affirmé, à plusieurs reprises, son intention de chasser les Syriens du Liban, - ait accusé Damas d'avoir renforcé ses positions et de préparer de nouveaux bombardements à la veille de la réunion du comité de la Ligue arabe. Le général Aoun a appelé les habitants du secteur chrétien à prendre « les mesures de précaution nécessaires » pour se protéger.

Parallèlement, le pétrolier français *Penhors* a pu, lundi, ravitailler la centrale électrique de Zouk, en secteur chrétien, et décharger sans incident 4700 tonnes de fuel avant de reprendre la mer pour Larnaca, à Chypre. La veille, le *Penhors* avait fourni 2000 tonnes de fuel à Zouk, en secteur musulman, pour alimenter la centrale de Jiyeh, au sud de Beyrouth (le Monde du 25 avril). Faut-il de carburant, la centrale de Zouk était arrêtée depuis neuf jours, privant totalement d'électricité plus de deux millions de Libanais. Le fuel livré par la France devrait permettre le rétablissement de l'électricité pendant deux heures seulement par jour.

Soulignant, lundi, la réalisation « avec succès des premières opérations d'aide humanitaire » engagées en faveur du Liban, le Quai d'Orsay s'est félicité de ce que « d'autres aides » aient été annoncées ou décidées ces derniers jours, et notamment celles de la CEE. Le ministre des affaires étrangères indique que la France « entend, pour sa part, poursuivre sans relâche son soutien au Liban et apporter sa contribution active à l'aide humanitaire ».

JORDANIE : après la démission du gouvernement

Le roi Hussein admet qu'il doit réviser sa politique économique

Amman (AFP). - Les manifestations jordanaises qui réclamaient, la semaine dernière, le départ du premier ministre Zeid Rifai ont en gain de cause. Le chef du gouvernement, cinquante-trois ans, a annoncé la démission de son équipe de vingt-six ministres au roi Hussein, le lundi 24 avril, en début d'après-midi. Le souverain hachémite a aussitôt accepté cette démission dans une lettre où il souligne les « circonstances délicates et difficiles » dans lesquelles il a accompli son mandat. Toutefois, le roi estime que la situation en Jordanie exigeait « une révision précise de la politique économique » du pays.

Le souverain hachémite a rendu hommage aux efforts de M. Rifai pour « l'assainissement des relations interarabes, qui a permis la création du Conseil de coopération arabe (CCA) », y voyant une « étape positive vers l'action commune et l'entente arabe ». Il a également cité les efforts de M. Rifai pour « établir les bases de la coopération jordanienne-palestinoise et du soutien à la résistance des habitants des territoires occupés ». Pour éviter un vide politique, les directeurs généraux des ministères ont été chargés de gérer les affaires courantes, en attendant la formation du nouveau gouvernement, qui ne saurait tarder.

M. Rifai avait présidé aux destinées du gouvernement depuis avril 1985, remaniant son équipe à cinq reprises. Il était devenu extrêmement impopulaire et jamais un premier ministre n'avait été critiqué en Jordanie. Il a été accusé de museler la presse en faisant de l'Etat l'actionnaire majoritaire des jour-

naux et son nom a été mêlé à plusieurs scandales sur des projets non productifs. Fait inhabituel en Jordanie, un « dossier noir » anonyme, contenant des documents « compromettants » pour M. Rifai et des membres de son gouvernement, a circulé sous le manteau en Jordanie en 1987.

Ce dossier a été suivi par une floraison de pamphlets anonymes et de poèmes irrévérencieux contre le gouvernement, glissés dans les boîtes aux lettres, à Amman notamment. Récemment, des anecdotes sur la personne de M. Rifai ont circulé parmi les Jordaniens. Toutefois, malgré cette impopularité évidente, le roi Hussein maintenait son premier ministre et lui a même renouvelé sa confiance en automne dans une déclaration à un journal koweïtien.

L'impopularité grandissante de M. Rifai atteint son paroxysme avec les récentes décisions de majoration des prix des carburants et autres produits de première nécessité, adoptées par le gouvernement pour se conformer au plan d'austérité recommandé par le FMI. Les tribus bédouines, qui ont mené les manifestations, l'accusaient d'incarner « la classe bourgeoise au pouvoir » et d'avoir été « un écran entre elles et le roi », qui n'écoutait plus leurs doléances.

La vie a repris presque normalement lundi dans les localités du sud et de l'ouest de la Jordanie, où des centaines de personnes se sont rassemblées la semaine dernière. Mais un couvre-feu partiel était toujours en vigueur à Ma'an, quadrillée par l'armée depuis jeudi.

IRAN

L'imam Khomeiny désigne une commission chargée d'amender la Constitution

Téhéran (AFP, Reuters). - L'imam Khomeiny a approuvé, lundi 24 avril, les décisions du Parlement iranien et du Conseil judiciaire supérieur en vue d'amender la Constitution iranienne.

Le « Guide de la révolution » a nommé une commission composée de vingt personnalités de la République islamique pour préparer un projet de réforme de la Constitution.

La révision portera notamment sur le chapitre concernant la direction du pays. Elle devra, par ailleurs, prévoir une « concentration » des pouvoirs au sein de l'exécutif (président et premier ministre) et du judiciaire, actuellement dirigé par un directeur de cinq membres.

La révision affectera, en outre, le législatif. La représentation des élus en sera modifiée et le nombre des députés au Parlement vraisemblablement accru. L'Assemblée prendra le nom officiel d'Assemblée islamique.

Les constituants devront enfin s'attacher à modifier les règlements de la loi fondamentale et prévoir une

représentation des trois pouvoirs - exécutif, législatif et judiciaire - au sein de la radio et de la télévision.

La réforme devra également porter sur le Conseil de discernement (créé en février 1988). Composé de treize membres, ce conseil a pour tâche d'appaiser les conflits de compétence qui surgissent entre le Parlement et le Conseil de surveillance chargé de veiller sur la constitutionnalité des lois et leur conformité à l'islam.

Les vingt personnalités ont deux mois pour préparer le projet de Constitution qui sera soumis à référendum après l'accord de l'imam Khomeiny. Parmi ces personnalités, figurent le chef du Parlement Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, le président de la République Ali Khamenei, le premier ministre Mir Hossein Mousavi, le président de la Cour suprême Abdolkarim Mojtahedi, le procureur général Khomeini. Le ministre de l'Intérieur Ali Akbar Mohtashami, considéré comme un « dur », est en revanche absent.

(Suite de la première page.)

M. Takeshita a tenu, peu après, une conférence de presse au cours de laquelle il a déclaré avoir pris sa décision le matin même. Il a « présenté ses excuses les plus sincères pour la méfiance dans la politique et la grave crise provoquée par l'affaire Recruit », qui « a entraîné une grave crise pour la démocratie parlementaire de notre pays (...). J'ai décidé de me retirer afin que le peuple reprenne confiance en la politique. Mais il est important de faire adopter le projet de budget, qui est essentiel pour la vie du peuple ». Le premier ministre démissionnaire a refusé toute déclaration sur sa succession, se bornant à dire que « ce n'est pas à moi, alors que je me retire, de prédire qui me succèdera ou d'en formuler les conditions ».

Le premier ministre se rendra cependant, comme prévu, du 29 avril au 7 mai en visite officielle dans les pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est : Brunei, Indonésie, Philippines, Singapour et Thaïlande). Ce voyage a

des élections sénatoriales prévues en juillet prochain, dans lesquelles le parti au pouvoir risque de faire pitoyable figure.

Sordides déballages

L'affaire Recruit-Cosmos avait pourtant commencé comme un de ces nombreux scandales qui émaillent l'histoire du Japon moderne et qui avaient fait tomber, entre autres, M. Tanaka dans les années 70. Le patron fondateur de cette société de postes amonées d'emploi Recruit - dont Recruit-Cosmos était la filiale immobilière - M. Hirotsugu Ezoe, avait de grandes ambitions et d'excellentes relations dans les milieux politiques de tout bord. Pour s'assurer leur reconnaissance et élargir le cercle de ses contacts, il avait distribué de nombreuses actions de sa société avant leur introduction en Bourse. Une fois citées en Bourse, elles avaient pris une valeur beau-

coup plus élevée, permettant aux heureux bénéficiaires de faire des profits considérables.

En juin dernier, le quotidien *Asahi* avait révélé l'affaire, du moins la partie émergée de cet iceberg politico-financier. Au fil des jours et des révélations, la liste des responsables politiques et des hauts fonctionnaires impliqués s'était allongée pour dépasser les cent cinquante. Deux anciens vice-ministres dormaient en prison, tout comme M. Ezoe ; le président de NTT, la plus importante société de télécommunications mondiale, les y a rejoint pendant plusieurs jours après avoir été contraint de démissionner.

La liste des personnalités citées comprend, outre M. Nakasone, les anciens ministres des finances, de la justice et du Plan, forcés de quitter leur poste après avoir reconnu avoir touché de l'argent de M. Ezoe. L'affaire la plus profitable aura sans doute été celle de l'achat d'ordina-

teurs géants américains Cray par NTT, revendus au prix coûtant à Recruit. Ces ordinateurs, a affirmé un ancien ministre de l'éducation, auraient été payés huit cents millions de dollars alors que leur prix de départ était seulement de deux cents millions. Il avait aussi affirmé que des hommes politiques japonais et américains auraient reçu des pots-de-vin à cette occasion.

La presse et les partis d'opposition - pourtant eux aussi impliqués, à l'exception du PCJ - ont poursuivi l'enquête, qui a connu rebondissement après rebondissement depuis neuf mois. La justice s'était saisie du dossier dès septembre dernier. Son travail acharné et sa résistance aux pressions du pouvoir ont été facilités par le fait que l'opinion, cette fois, réclamait la lumière sur une affaire qui empoisonnait la vie politique. L'homme désormais le plus menacé reste M. Nakasone.

PATRICE DE BEER.

Asie

JAPON

M. Takeshita a donné sa démission

Une chute sans gloire après une fulgurante ascension

TOKYO
de notre correspondant

« Mon prénom est Noboru [qui signifie « monter »], mais je devrais plutôt m'appeler Sageru [qui veut dire « descendre »] », plaisantait M. Takeshita depuis que l'affaire Recruit avait fait chuter sa popularité jusqu'à quelques points au-dessus de zéro, « record » absolu dans l'histoire du Japon. Le petit instituteur du lycée de Nakaya, son village natal dans la lointaine province de Shimane, sur la mer du Japon, ne se sentait pas fait pour enseigner l'anglais (langue qu'il ne parle d'ailleurs plus), il avait de l'ambition.

Bien que ni sa famille de notables de village, marchands de saké, ni ses études ne le prédisaient à parvenir jusqu'au plexus du pouvoir, il avait un talent : l'art de la médiation. Un à une, les grandes tentatives - qu'il démontra au cours du scandale Recruit - ce don de manœuvrier lui permit de faire son chemin dans les rangs du camp conservateur.

La politique dans ce qu'elle a de plus terre à terre, les arbitrages d'intérêts, M. Takeshita en fit l'enseignement dès l'enfance sur les tatamis de la maison paternelle. Mais le jeune homme, élu conseiller à l'assemblée pré-fectorale de Shimane en 1951 (il avait alors vingt-sept ans), allait surtout avoir deux parrains en politique, et non des moindres : Eisaku Sato, qui conserva le poste de premier ministre pendant huit ans (jusqu'en 1972), dont il reprit comment on conserve le pouvoir, et Kakuei Tanaka, l'ancien premier ministre impliqué dans l'affaire Lockheed, qui lui enseigna comment le prendre.

Dans l'ombre de Sato, M. Takeshita tenait les fichiers des députés. Il savait tout sur tout le monde. Passé du clan Sato au clan Tanaka, lorsque celui-ci accéda au gouvernement en

1972, il continua à contrôler en sous-main les rouages du pouvoir, d'abord en tant que secrétaire adjoint du Parti libéral démocrate (PLD), puis comme chef du secrétariat du premier ministre. A la chute de Tanaka, en 1974, il ne perdit pas pied. Au contraire : ministre de la construction, puis président de la commission budgétaire, il consolida sa position, ayant la haute main sur une bonne partie des fonds publics, la construction ayant été, avant les tractations boursières, la grande source de financement du Parti conservateur. Il devint ainsi un des hommes-clés des réseaux politico-affairistes.

Par la suite, M. Takeshita alterna les fonctions de ministre des finances - dans le cabinet Ohira en 1979 puis, entre 1982 et 1986, dans les quatre gouvernements Nakasone - avec celle de chef de la commission électorale du PLD, fonction essentielle pour gérer les fonds du parti. Considéré à soixante-trois ans comme l'un des représentants d'une nouvelle génération de politiciens, il devint secrétaire général du parti conservateur un an avant d'accéder au poste de premier ministre, en octobre 1987.

« L'homme du kaki noir »

M. Takeshita devait sa puissance au sein du PLD dans lequel il contrôla le clan le plus nombreux (plus d'un quart des députés et des sénateurs), à Kakuei Tanaka, le « faiseur de rois » de la politique japonaise jusqu'à ce qu'en 1985 une hémorragie cérébrale ne brise sa carrière de « shogun de l'ombre ». M. Takeshita lança alors une OPA sur le clan de son mentor, débouchant la majorité de ses membres et formant son propre groupe, qui devint en quelques mois le plus puissant du parti conservateur. Opposé à MM. Abe et Miyazawa,

les deux autres « nouveaux leaders » du camp conservateur dans la succession de M. Nakasone, il l'emporta à la suite d'âpres négociations en coulisse et avec l'appui du premier ministre sortant.

La fulgurante ascension de M. Takeshita avait été confirmée en juillet 1987 lorsque, en une seule soirée, il draina plus de 1 milliard de yens en « contributions » diverses, sous forme d'achat de tickets de participation à un cocktail organisé par son clan. Ces succès financiers ne sont pas étrangers à sa chute. Le 11 avril dernier, devant la Diète, M. Takeshita avait dû admettre qu'il avait reçu au total 151 millions de yens de la société Recruit, dont une partie fut versée au cours de cette réception. Par l'entremise de son secrétaire, il avait également réalisé quelque 26 millions de yens de bénéfices grâce aux tractations sur les actions Recruit.

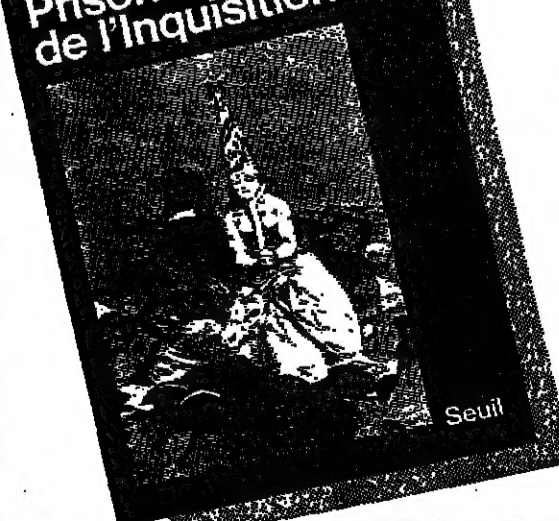
M. Takeshita quitta le pouvoir en laissant à son actif l'introduction d'une TVA, un problème pendant depuis des années. Mais, à l'exception d'un programme quelque peu extravagant de « renaissance des villages », il n'eut pas fait preuve d'une grande originalité dans la conduite des affaires de l'Etat. Après M. Nakasone, qui soigna son image internationale, M. Takeshita, personnalité un peu grise, a incarné l'anonymat traditionnel du pouvoir au Japon. Ses opinions sur les grands problèmes auxquels le pays est confronté étaient celles de son parti.

L'une des qualités de M. Takeshita était la patience. C'est, dit-on, l'homme du *kaki noir*, qui ne cueille le fruit que lorsqu'il est prêt à tomber. Il semble, cette fois, avoir trop longtemps louvoyé. Le fruit du pouvoir est tombé sans qu'il ait eu le temps de le retaster.

PHILIPPE PONS.

PRISONNIERS DE L'INQUISITION

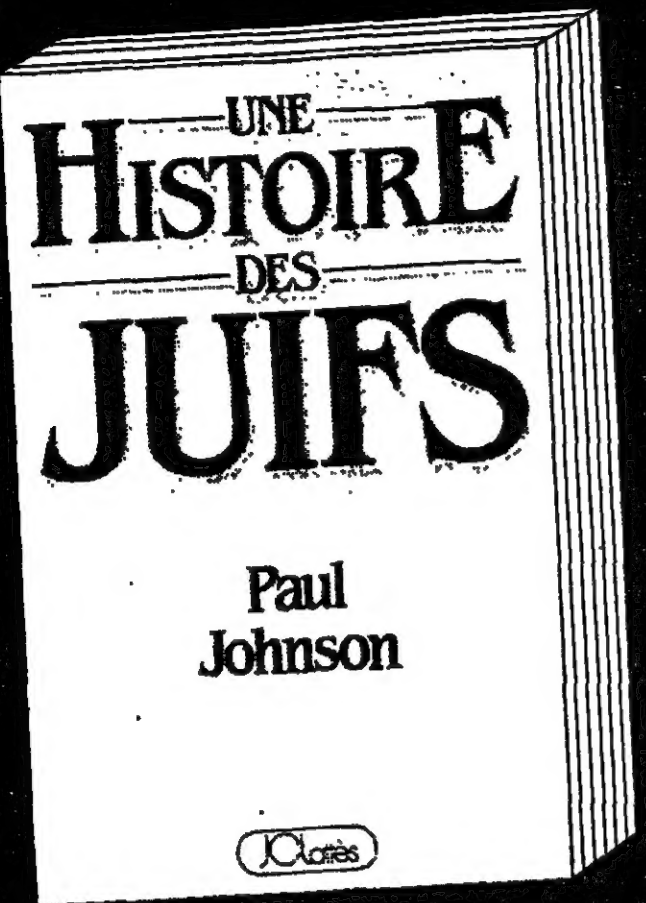
Frédéric Max
Prisonniers de l'Inquisition



Les victimes du Saint-Office n'étaient pas seulement vouées à la torture, à l'humiliation, au déshonneur. Elles étaient condamnées à se taire. Quelques-unes ont pourtant bravé l'interdiction. Frédéric Max est parti à la recherche de ces voix perdues. Il nous présente, et c'est une première en France, neuf récits commentés, vivants et authentiques, qui s'échelonnent entre 1620 et 1818 et qui se lisent comme autant de petits romans, de nouvelles, parfois terrifiants, parfois carrément picaresques.

130 F
Editions du Seuil

UNE ÉPOPÉE DE 4 000 ANS



Un grand livre émouvant, pour un terrible sujet.

Françoise Ducout - Elle

Une histoire complète, fiable (...), une histoire de longue durée (...), une histoire déployée comme une immense fresque.

Catherine David
Le Nouvel Observateur

Un livre très bien informé et parfaitement lisible.

Dominique Bourel
Le Monde

CHOISI COMME
LIVRE DE L'ANNÉE
PAR LE MAGAZINE
TIME

250 F. J. C. Lattès 684 p.

Asie

La Chine malade de ses réformes

II. - Un pouvoir en pleine liquéfaction

Confronté aux effets pervers de ses réformes économiques, le régime de M. Deng Xiaoping paraît bien mal armé pour y faire face (le Monde du 25 avril). D'autant que réapparaissent des phénomènes d'un autre âge.

PÉKIN
de notre correspondant

Lorsque M. Deng Xiaoping a entrepris - sans le dire trop fort sur le moment - de modifier radicalement le système mis en place par Mao Zedong, il ne prévoyait certainement pas qu'on en arriverait, dans des localités du pays profond, désespérément à la recherche de solutions de rechange, à « vendre » aux enchères des usines entières, avec leurs travailleurs, voire... des cadres politiques ! C'est pourtant ce qui s'est produit il y a peu à Zhuzi, un petit bourg de Mongolie intérieure, lorsque l'administration décida de céder au secteur privé une salle de réunion délabrée. Pour supporter le morose face aux autres offres, le secrétaire local de la Ligue de la jeunesse et cinq de ses collaborateurs doublèrent la mise à prix avec la bagatelle de 220 000 yuans (près de 376 000 francs). L'enchère représentait leur propre proposition pour acquérir le bâtiment, augmentée du dédommagement qu'ils offraient à l'Etat pour être déchargés de leurs obligations de service public.

Ainsi remis en « liberté », ils réparent le bâtiment, y ouvrent des boutiques et des restaurants, et, dit l'histoire, font à présent des affaires fructueuses. Le « prix » du cadre supérieur avait été fixé à 25 000 yuans par tête, celui des subalternes à 15 000 et 20 000 yuans respectivement, soit de douze à quinze ans de salaire chacun.

Le plus sidérant n'est pas l'histoire elle-même, mais le fait qu'elle soit donnée aujourd'hui en exemple par un journal de la presse officielle pour illustrer la nécessité de poursuivre la réforme politique. La revue chinoise *Le Nouvel Observateur*, où a été publié ce reportage, s'inscrit ainsi en faux contre les vœux qui prévalent pour le moment à la tête du régime, qui a décrété une pause dans les réformes les plus hardies.

Un pays « à deux vitesses »

Car la « mise à prix » des cadres candidats au privé n'est pas la seule innovation portée au crédit de Zhuzi. Au cours des deux dernières années, ce district a mis fin au double système des prix (libres et imposés par l'Etat), en vigueur partout ailleurs, pour laisser la loi du marché s'appliquer pleinement. Il s'est offert deux ventes d'usines d'Etat aux enchères. Et, pour faire bonne mesure, a dégraisé son administration de 50 % de son personnel. Résultat, à en croire le reportage, également repris par le *China Daily*, le revenu moyen par habitant à Zhuzi a été multiplié par six entre 1980 et 1987.

Autrement dit, ce trio perçu dans la campagne de Mongolie a fait tout ce que le gouvernement central a renoncé à faire pour le moment : libéraliser plus avant l'économie, reconstruire le secteur d'Etat, sabrer dans la bureaucratie pléthorique, et mettre, en somme, tout le monde sérieusement au travail. Car ces plans, qu'on lit entre les lignes des projets du régime entre la fin de 1987 et 1988, ont été officiellement remis dans les tiroirs cette année, pour plusieurs années dit-on maintenant, en raison des réactions chaotiques suscitées dans la société face à leurs effets secondaires.

Mais ces effets secondaires sont causés en grande partie par le mode de gouvernement. En quatre décennies, le régime n'a non seulement pas tenté de moderniser les rouages du pouvoir, mais il s'est même efforcé de les récupérer à son avantage. L'autorité du cadre communiste ne diffère virtuellement en rien de la relation paternaliste humiliante liant le gouvernant au gouverné. Ainsi, en ce moment même, l'effort entrepris pour refroidir l'économie, ramener l'inflation à un taux supportable pour le citoyen salarié, ce coup de frein si brusque qu'il trahit l'effacement, est opéré par des méthodes typiques de la bureaucratie impériale : à coups de décrets, de froncements de sourcils, de menaces qu'on serait bien en peine de mettre à exécution, d'exclusions symboliques mais à la valeur en chute libre - bref, sur le mode confucéen qui suppose une autorité pleinement acceptée et reconnue. C'est sur ce dernier point que le bât blesse pour le régime.

Quand M. Zhao Ziyang, chef du parti, a proposé l'an dernier de développer en priorité les zones côtières ce qu'il avait entrepris le Kuan-tang de Tchiang Kai-shek avant de perdre le pouvoir, il lui fut reproché de vouloir créer une Chine « à deux vitesses ». En fait, les réformes

introduites par M. Deng avaient déjà créé une Chine à plusieurs vitesses, ou plusieurs Chines parallèles, qui commencent à évoluer de manière sinon autonome, du moins bien moins interdépendantes que ne l'avoue la propagande.

La monnaie parle d'elle-même. Il en existe officiellement deux. La deuxième, imprimée sur les mêmes dénominations que la première, mais convertible, en théorie réservée aux étrangers, circule partout. L'existence de deux taux de change - celui pour les prisonniers du système et celui pour les petits malins - vient de recevoir la bénédiction implicite, quoique provisoire, du président du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, en visite à Pékin. Il a ravi le presse officielle chinoise lorsqu'il a déclaré que le système à double taux de change avait permis à la Chine, entre autres

avantages, d'équilibrer sa balance commerciale - ce qui est vrai - et qu'en tout état de cause Pékin s'engageait à réformer un jour l'économie de son monnaie - ce qui tient du vœu pieux. Dans la pratique, c'est le dollar qui commence à réguler le marché noir.



Derrière ce double système monétaire se profile un éclatement social complet. Au sommet des strates de la société chinoise, on trouve aujourd'hui une amorce de nouvelle classe moyenne qui n'a presque rien à envier, dans son mode de vie, à celle de plusieurs pays non communistes de la région. Hommes d'affaires amateurs de golf, dont les moyens les mettent à l'abri des contingences de la vie quotidienne, rude et aléatoire, de l'homme de la rue. « Compradores » habilités à négocier avec les firmes étrangères.

En ce qui concerne les « masses » de province, champions de la débrouillardise, qui traitent avec qui ils veulent sans prendre leurs ordres du gouvernement, à moins qu'ils ne s'y infiltrent. Une des personnalités impliquées dans un des plus grands scandales financiers des dernières années, portant sur des voitures importées illégalement à Hahua, est redevenue vice-maire de Canton, blanchie par le pouvoir.

Puis il y a la « petite bourgeoisie » - compradore, ces employés qui, en nombre eux aussi croissant, travaillent pour des intérêts mixtes chinois et étrangers, et commencent à adopter les comportements de leurs homologues de Hongkong ou d'autres pays du Sud-Est asiatique : acquiescent, vestimentaire, lectures choisies, langues étrangères et perspective plus ou moins lointaine de se rendre « au dehors », de voir ce monde moderne, capitaliste, cet ailleurs réhabilité par M. Deng, contre les dernières volontés du Grand Timonier. Tout en bas de l'échelle des nouvelles professions, on trouve les petits commerçants et entrepreneurs, les trafiquants de tout poil, les marchands de soupe et *maffiosi* ouïgours venus du Xinjiang, les loueurs de tables de billard qui se tournent les pouces et ramassent la monnaie, les bricoleurs de génie...

Bureaucrates et « planqués »

Il est devenu impossible d'estimer la masse humaine employée dans le secteur privé : certaines études l'évaluent à au moins trente millions de personnes, on parle même d'un volume qui approcherait celui d'avant 1949. Dans certaines régions, les trois quarts des entrepreneurs privés sont d'anciens bureaucrates - quand ils ont pris le peine de démissionner de leurs fonctions.

En face, il y a les autres. Ceux dont il ne faut pas dire trop vite qu'ils n'ont rien compris, mais qui s'ingénient encore à faire comme si. Les bureaucrates sous-payés mais encore si puissants - puissants par la fonction ou, plus souvent encore, par l'immobilisme. Les rois du tampon officiel. Les policiers jaloux,

intéressés par le racket. Les anciens « progressistes » volontaires pendant tant d'années pour surveiller l'ilot d'habitation du quartier. Les employés du service d'Etat, le morgue du pouvoir suprême au visage, la paresse dans tous les muscles, le mépris pour le client bien accablé dans la voirie. Une bouffée d'air d'un autre âge vous saute au visage quand vous tentez d'avoir affaire à eux et qu'ils se retranchent dans leur superbe tour d'ivoire, parvenant à vous ignorer à 25 centimètres de vous.

Il y a aussi - sujet hélas ! révélateur - le petit responsable des « relations publiques », concept totalement inconnu ici pendant trente ans, au sein de tel ou tel organisme, qui ne sait même pas qu'il a décaissé le droit, donc le devoir, de parler à un journaliste étranger d'un sujet parfaitement anodin, et qu'il n'y a pas besoin pour cela d'alerter

le ministère des affaires étrangères. Ou, enfin, ces armées de parasites que l'on peut voir un peu partout, détenteurs d'une place inoccupable au sein de la société de « bol de fer » (l'équivalent chinois de la « planque » en or), rigoureusement incapables de lever le petit doigt pour faire leur travail, depuis longtemps oubliés, mais parfaitement à même de dénoncer leur voisin auprès des petits chefs de l'unité de production - sous tel ou tel prétexte cachant, en général, une jalousie personnelle. Et, tout en bas sur ce pan-ci de la pyramide, les dizaines de millions qui triment un pont semblant, selon qu'ils sont un peu ou pas du tout motivés financièrement.

L'austérité pour le voisin

Le problème n'est pas tant dans la coexistence de ces « vitesses ». Il est dans l'absence d'un embrayage. La première catégorie d'individus, vaguement consciente du fossé existant entre la Chine et l'Asie qui se développe, commence à fuir contre la deuxième - qui le lui rend bien. Ce qui bloque toute évolution pour le moment, c'est que le régime n'a pas encore osé avouer qu'il avait opté pour une certaine injustice sociale.

La raison saute aux yeux. Pendant trente ans, le régime a cherché à plaquer un modèle égalitaire sur une société multiforme fondamentallement inégalitaire. Depuis dix ans, il cherche, sans le dire vraiment, à restaurer des mobiles sociaux par essence générateurs d'inégalité. C'est sa légitimité même qui est, là, en jeu. M. Deng a franchi un pas consistant à affirmer que le socialisme « ne veut pas dire pauvreté ». Il a franchi celui qui consisterait à reconnaître que la logique de ses réformes est de ne pas favoriser tout le monde, et aboutit notamment à faire des chômeurs.

Cette timidité politique a une conséquence principale : elle donne un champ de manœuvre assez vaste aux escrocs porteurs d'une parcelle d'autorité gouvernementale. D'où la réapparition de presque toutes les tares de l'« ancienne société », que le régime se targuait d'avoir éradiquées : corruption, prostitution, criminalité, maîtres-chanteurs de haute et basse volée, une certaine forme d'usure... Phénomènes qui permettent, du même coup, aux esprits grincheux qui cherchent à préserver les dogmes, d'assimiler l'ouverture et la réforme à une vaste gabegie et les profiteurs démunés de scrupules à tous ceux qui font de l'argent honnêtement.

Le pouvoir central s'est littéralement liquéfié sous nos yeux depuis un an. Le banditisme de grand chemin a refait surface. Le régionalisme bat son plein, sous toutes ses formes. Le gouverneur de la province de Canton - fils d'un déchu très haut dignitaire du régime - se permet de dire publiquement à Pékin que les conditions particulières de sa province rendent largement inopérantes les mesures natio-

nales d'austérité. Après tout, la situation géographique du Guangdong, que jouxte Hongkong, est « le fait de Dieu », et non des hommes, a-t-il ajouté. De partout en Chine, on entend le même refrain : l'austérité, d'accord, mais pour le voisin. Les provinces frontalières de l'URSS violent d'un œil gourmand s'enterrer la rivalité sino-soviétique, en raison des possibilités économiques qui s'ouvrent. Il n'est pas jusqu'aux provinces frontalières du Vietnam, le Yunnan et le Guangxi, qui ne demandent avec insistance à leur voisin, malgré l'hostilité encore vive entre les deux frères ennemis - évidemment, pour des raisons commerciales.

Les comportements familiaux sont un autre baromètre du déclin de l'autorité. Pas moins de 30 % des mariages célébrés en Chine ne sont pas enregistrés officiellement. Ce chiffre constitue une gifle pour le gouvernement. L'une des toutes premières actions du régime parvenu au pouvoir avait été de promulguer une loi sur le mariage (celle du 30 avril 1950) dans le but de briser les mœurs ancestrales en la matière.

Le retour du préteur sur gage

Dans le Guangdong encore, le régime vient de reconnaître que la « bigamie » - en fait, l'achat de concubines - avait refait surface à une échelle non négligeable. La presse dénonce encore la résurgence de la traite des femmes, du travail des enfants (fréquent à la campagne), et d'autres phénomènes on ne peut plus « féodaux ». Une augmentation marquée du nombre des divorces légaux a été relevée au cours des quelques dernières années. Des sociologues chinois ont même comparé ce phénomène aux deux précédentes grandes vagues de divorces, toutes deux indicatrices d'une mutation sociale importante : celle du début des années 50, lorsque les mariages arrangés avant l'avènement du régime ont été rompus, et celle qui a suivi immédiatement la révolution culturelle, lorsque l'état-civil entraînera les divorces provoqués par la politique.

Nulle part ailleurs qu'en milieu des champs, peut-être, la contradiction que le gouvernement ne parvient pas à surmonter entre les intérêts économiques modernes et le fond culturel n'est mieux illustrée. La Chine risque de manquer de céréales, mais les autorités ont été contraintes de céder aux paysans une place de plus en plus importante au milieu des terres cultivées, pour y enterrer leurs morts. À la manière ancienne. Début avril, la campagne environnant Pékin était constellée de momifères funéraires fraîchement rehaussés et ornés d'une petite marque blanche en l'honneur de la fête des morts. Cette pratique est un obstacle supplémentaire au nécessaire regroupement des terres.

Dans le registre de la corruption généralisée, on vient d'avoir l'inquiétante confirmation d'un trafic dont il devenait presque impossible de douter, celui de la drogue. Plus de deux mille affaires de cet ordre ont été traitées par la justice locale en 1988 dans la seule province du Yunnan, frontalière de la Birmanie. Il s'agit vraisemblablement - encore n'en est-on pas sûr - d'opium provenant des cultures de pavot du nord de la Birmanie, et destiné à l'exportation.

Les provinces commencent à considérer leurs limites comme des frontières économiques, et à instaurer des taxes à l'« import-export » avec le reste du pays. Sur les routes, des cas nombreux ont été signalés de contrôles policiers assimilables à un racket sur la circulation des marchandises. Enfin, pour couronner le retour en force des habitudes pré-communistes, on voit revenir le préteur sur gage et le financier privé, ce dernier s'offrant par endroits le luxe, de l'aveu même du régime, d'avancer des fonds à l'autorité locale dérangée.

Dans bien d'autres pays du tiers-monde, cette pagaille finirait par provoquer un coup d'Etat militaire. Pour des raisons tenant au particularisme local, c'est un peu ce qui s'est produit au Tibet avec la promulgation d'une « loi martiale » d'autant plus symbolique que, dans la réalité des choses, l'armée est au pouvoir à Lhasa depuis 1950. De même n'est-il pas exclu qu'à l'avenir telle ou telle province particulièrement agitée doive recourir à un état d'exception de manière à rétablir un semblant d'ordre. La raison pour laquelle la Chine semble pour le moment à l'abri d'un tel spasme tient principalement aux cicatrices encore profondes de la révolution culturelle, loin d'être aussi cautérisées qu'il y paraît à première vue.

FRANCIS DERON.

Prochain article :

LE DÉFI DE LA RUE

Après 11 mai 1989

Asie

CORÉE DU SUD

Condamnation à mort d'une terroriste nord-coréenne

Une jeune Coréenne de vingt-sept ans, responsable de l'attentat contre un Boeing-707 de la KAL, qui avait fait cent quinze morts le 29 novembre 1987, a été condamnée à mort mardi 25 avril par un tribunal à Séoul. M^{me} Kim Hyun-hee avait avoué, après son arrestation, avoir placé avec un complice des explosifs à bord de l'appareil, avant de débarquer à une escale. Elle avait déclaré avoir agi sur ordre du régime nord-coréen pour décourager les pays communistes et du tiers-monde de participer aux Jeux olympiques de Séoul.

Selon des responsables sud-coréens, M^{me} Kim, qui s'est repentie et a déclaré « mériter cent fois la mort », pourrait être graciée. La Corée du Nord a toujours démenti toute implication dans l'attentat et a affirmé que celui-ci avait été orga-

nisé par les autorités sud-coréennes afin de souligner de prétendues menaces de son voisin du Nord et assurer ainsi l'élection du président Roh Tae-woo.

D'autre part, le président nord-coréen Kim Il-sung a invité lundi 24 avril son homologue sud-coréen Roh Tae-woo à effectuer une visite à Pyongyang, lors d'un banquet en l'honneur du secrétaire général du PC chinois, M. Zhao Ziyang, arrivé lundi en visite officielle à Pyongyang. M. Zhao est le premier chef du PCC à se rendre en Corée du Nord depuis la visite de M. Hu Yaobang en mai 1984. Les entretiens entre MM. Zhao et Kim Il-sung devraient porter, entre autres, sur le sommet sino-soviétique entre MM. Deng Xiaoping et Gorbatchev, prévu à la mi-mai à Pékin. — (AFP, UPI, AP.)

● PHILIPPINES : le meurtre d'un colonel américain revendiqué. — La Nouvelle Armée du peuple (NPA), bras armé du PC clandestin des Philippines, a officiellement revendiqué, samedi 22 avril, le meurtre, la veille, d'un colonel de l'armée de terre des États-Unis dans le nord

de Manille (le Monde du 22 avril). Dans un communiqué, la NPA affirme que l'assassinat de James Rowe « reflète le ferme engagement des forces révolutionnaires à poursuivre les actions militaires contre le personnel américain et ses installations ». — (AFP.)

Afrique

La tension entre Sénégalais et Mauritanais

Les pillages de Dakar ont suscité une riposte à Nouakchott

En réaction au pillage des commerces mauritaniens par des milliers de Dakarais, à la fin de la semaine dernière (le Monde du 25 avril), des manifestations accompagnées de violences ont eu lieu lundi 24 avril à Nouakchott. Selon un premier bilan, il y a eu trois morts, dont un enfant, et une trentaine de blessés. Les forces de l'ordre ont pris position aux abords du marché central, principal foyer d'agitation. Des passants sénégalais ont également été attaqués dans la rue et une manifestation a eu lieu dans le quartier dit « de la mosquée marocaine ».

Préside par le ministre de l'Intérieur, un comité interministériel a été mis en place pour étudier les conditions du rapatriement des Mauritanais désireux de quitter le Sénégal. L'agence mauritanienne de presse s'en prend à la presse sénégalaise, dont les commentaires, selon elle, ont « favorisé le développement des actes de xénophobie » de la semaine dernière.

A Dakar, où les pillages ont repris lundi, plusieurs milliers de Mauritanais sont sans abri, dont quelque deux mille réfugiés dans leur ambassade. Certains ont trouvé refuge dans les commissariats ou chez des Sénégalais qui les hébergent discrètement. Le ministre sénégalais de l'Intérieur, M. André Sonko, a lancé un appel au calme et a déploré ces « événements graves et regrettables », assimilables à « une brigue de pureté et de sang » et causés, selon lui, par « des individus sans scrupules ». Il a estimé que le prétexte à ces exactions semble être lié aux « événements malheureux » de Diawara (nord-est du Sénégal).

L'incident de Diawara, rappelé-t-on, avait opposé, le 9 avril, des paysans sénégalais à des éleveurs mauritaniens sur une question de divagation de troupeaux. Les incidents avaient fait deux morts côté sénégalais. Les Sénégalais avaient accusé des gardes mauritaniens d'être les auteurs des coups de feu mortels. Une commission mixte d'enquête mauritano-sénégalaise a commencé ses travaux pour établir les responsabilités dans cet incident.

« Certains de nos concitoyens se sont crus autorisés à exercer des représailles odieuses sur des personnes (mauritanaises) totalement innocentes et qui vivent et travaillent en bonne harmonie avec nous depuis très longtemps », a notamment affirmé M. Sonko.

Le ministre, qui a annoncé que la police sénégalaise avait procédé à « de nombreuses arrestations » (plusieurs centaines selon de bonnes sources), a ajouté que les actes « inadmissibles » seront « réprimés avec la plus grande sévérité », les pouvoirs publics « ne pouvant tolérer que des vaines déclarations compromettent l'avenir de nos relations avec un Etat voisin, où vivent nombre de nos compatriotes et avec lequel nous sommes engagés dans l'aménagement prometteur du fleuve Sénégal ».

Selon des sources diplomatiques, la communauté mauritanienne au Sénégal serait de l'ordre de 200 000 à 300 000 personnes, dont environ un tiers résideraient à Dakar. Des incidents avec les boutiquiers mauritaniens ont également été signalés lundi dans plusieurs villes de province, dont Rufisque, Thiès, Kaolack et Mbour. — (AFP.)

du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO). — (AFP.)

● AFRIQUE DU SUD : acquittement du secrétaire général du syndicat des métallurgistes. — Après une arrestation et quinze jours de détention, Moses Mayekiso, secrétaire général du syndicat des métallurgistes (NUMSA), et ses quatre coaccusés ont été relaxés, lundi 24 avril, à Johannesburg, des charges de sédition et de subversion. Ces cinq hommes étaient accusés d'avoir voulu rendre la township d'Alexan-

dria, à la périphérie de Johannesburg, ingouvernable lors des émeutes qui se sont produites dans cette cité noire de juin 1985 à juin 1988. — (Corresp.)

● TUNISIE : un nouveau président pour la Ligue des droits de l'homme. — Un professeur de médecine, M. Moncef Merzouki, quarante-trois ans, a été élu, vendredi 21 avril, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) en remplacement de M. Mohamed Charfi, nommé ministre de l'éducation nationale il y a dix jours. — (Reuters.)

CREATION

"L'Été de la Révolution"

La Révolution éclate sur ANTENNE 2 pour vivre un été flamboyant. C'est "L'ÉTÉ DE LA RÉVOLUTION".

L'été 1789 : "L'ÉTÉ DE LA RÉVOLUTION", le plus important de la Révolution qui, de mai à septembre 1789, dans un bouillonnement irrésistible de l'histoire, voit naître l'Assemblée Nationale, se succéder le Serment du Jeu de Paume, la Prise de la Bastille, l'Abolition des Privilèges et la Déclaration des Droits de l'homme. Naissance fulgurante du grand souffle de liberté qui allait embraser l'Europe et ébranler le monde, et qui marque le début de l'histoire contemporaine. L'originalité de cette œuvre télévisuelle de 3 heures, coproduite par ANTENNE 2 et PATHE CINEMA, dont on doit le scénario à Pierre MOUSTIERS et la réalisation à Lazare IGLESIS, c'est de représenter "l'Histoire" avec vigueur et clarté, dans sa dimension humaine. D'une part les personnages clés d'une monarchie qui se meurt, incapables de saisir l'élan de justice et de liberté qui traverse le pays profond : Marie-Antoinette (Brigitte FOSSEY), Louis XVI (Bruno CRÉMER) et Necker (Guy TREJEAN). De l'autre, à côté des Mirabeau (Bernard FRESSON), quelques hommes méconnus de la légende mais qui ont joué un rôle considérable pendant cet été 89 marqué par la Déclaration des Droits de l'homme : Barnave (Bruno DEVOLDERE), Mounier (Alain MOTET), et Malouet (Gabriel CATTAND)... tous députés du Tiers Etat.

ANTENNE 2: LA CHAÎNE DE LA RÉVOLUTION

Avec une vigueur créatrice digne de la jeunesse du monde, avec une volonté d'innover qui lui confère un ton unique dans l'espace audiovisuel d'aujourd'hui, Antenne 2 fête le Bicentenaire de la Révolution Française par des émissions originales, spécialement conçues, réalisées et produites pour en faire comprendre les aspects et les aspirations multiples. Du premier "Souffle de la Liberté" qui embrase le Siècle des Lumières à "L'esprit des Lois" qui allait lui donner sa structure, la folle épopée qui s'inscrit chaque jour dans "Le Journal de la Révolution", se commente au "Quart d'heure du Procès", bascule avec "La Grande Cabriole", s'emballe avec "Les Chouans" s'enflamme avec "Espoir et Passions" et revit dans "Ciné-Révolution". Au total cent heures de programmes réconciliant le grand spectacle et l'analyse historique, le romanesque et l'information pour mieux perpétuer la mémoire de la Révolution. "L'ÉTÉ DE LA RÉVOLUTION", une coproduction ANTENNE 2, diffusée en 2 parties les mercredis 26 Avril et 3 Mai à 20 h 35.

Ogilvy & Mather

L'ÉTÉ DE LA RÉVOLUTION - MERCREDI 20 H 35 SUR ANTENNE 2

Surtout, ne manquez pas le début.



"L'Été de la Révolution", une grande fresque historique de Pierre Moustiers rendue vivante par Brigitte Fossey, Bruno Crémer, Bernard Fresson, Bruno Devoldère et Guy Tréjean. Une réalisation de Lazare Iglesis. Première partie Mercredi 20 h 35. Ça c'est de la télé!



Afrique

NIGER : la mort de l'ancien président Diori Hamani

Un ami oublié par la France

La dépouille mortelle de Diori Hamani, ancien président du Niger, décédé dimanche 23 avril à l'âge de soixante-trois ans dans une clinique de Rabat (le Monde du 25 avril), sera rapatriée à Niamey. Le roi Hassan II a exprimé son émotion lundi, au cours d'une cérémonie religieuse à l'occasion du ramadan, et il a invité l'assistance, composée en partie de diplomates, à prier pour le disparu. Un silence — peut-être gêné — a accueilli à Paris et en Afrique noire le décès d'un des pères de l'Afrique indépendante, longtemps incarnée après le putsch qui le renversa.

Une des pages les plus remplies et, sur la fin, les moins glorieuses des relations franco-africaines vient d'être tournée avec la mort de Diori Hamani. Sa biographie est une plongée dans les dernières années de la IV^e République et la restauration gaulliste, assortie du grand rêve de communauté avec les anciennes colonies africaines. Elle semble déjà à des années-lumière. Cette session du printemps 1957 au Palais-Bourbon, où un colosse noir en habit, vice-président de l'Assemblée nationale, avançait à petits pas entre deux haies de gardes républicains pour officier au « perchoir ».

Seule la France aura offert de pareils destins aux plus doués de ses colonisés. L'enfant musulman d'un petit village du bord du fleuve était passé par l'école normale William-Ponty de Dakar et par l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, comme répétiteur de langue haoussa, avant de se faire élire en 1946 député du Niger à la première Assemblée d'après la libération. Cofondateur du Rassemblement démocratique africain (RDA) avec M. Houphouët-Boigny, il fut l'un de ceux qui, en 1950, allèrent expliquer aux sections territoriales de la grande formation africaine pourquoi son groupe parlementaire avait décidé de rompre avec le Parti communiste.

Dans cette mosaïque de races qu'est alors le Parlement français, il côtoie l'Algérien Ferhat Abbas, un autre nationaliste marqué indélébilement par le pays des Lumières. En novembre 1960, il se rend à Tunis, en compagnie du Camerounais Ahidjo, pour rechercher avec M. Bourguiba les moyens de faciliter le dialogue entre Paris et le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne). Bien avant que ne s'établisse la tradition des sommets franco-africains, dont il fut l'initiateur, il savait qu'un destin commun lie le Maghreb et l'Afrique subsaharienne, ne serait-ce que parce que leurs élites étaient éduquées dans la langue de Descartes.

Celui qui, devenu chef d'Etat, assista à une représentation d'Andromaque pour sa première visite officielle en France est, avec MM. Léopold Sedar Senghor, Habib Bourguiba, Norodom Sihanouk et Charles Héliou, l'animateur du mouvement international qui s'exprimera le mois prochain à Dakar lors du sommet francophone. Avant qu'elle ne devienne de plus en plus une sinécure pour fonctionnaires, la mise sur l'Agence de coopération culturelle et technique en y associant largement le Canada. Président d'un pays pauvre, il est de ceux qui tentèrent de rassembler l'Afrique francophone au lieu de se complaire dans les ruines délaissées du présidentialisme ultra-nationaliste. Le Conseil de l'Entente, l'Organisation commune africaine malgache et mauricienne (OCAM) vécurent leurs éphémères heures de gloire en partie sous son impulsion.

Des liens

« Indissolubles »

L'homme en qui l'on voit déjà un des « pères fondateurs » de l'Afrique francophone, « l'ami très considéré » du général de Gaulle, sait aussi se faire entendre de Paris quand, en 1972, il demande la « réadaptation » de la coopération dans un sens laissant plus de liberté économique et financière aux interlocuteurs de Pompidou, mais sans rompre des liens « indissolubles ».

L'existence au Niger d'importants gisements d'uranium lui tourne-t-elle un peu la tête au moment où l'Europe affronte la crise pétrolière ? A l'automne 1973, il refuse de se contenter d'une rente modeste en échange des fournitures pour le Commissariat à l'énergie atomique.

Le 15 avril 1974, à 2 heures du matin, des putschistes investissent sa résidence. Sous le nom de code de « Cheval noir », une opération concoctée à l'époque de de Gaulle devait permettre l'évacuation de l'assigé vers un camp militaire français grâce à l'intervention de quelques automitrailleurs. Malgré les coups de feu tirés au cours d'un affrontement de plusieurs heures, personne ne réagit du côté des gradés français. L'ambassade alerte M. Jacques Foccart, alors responsable des affaires africaines à l'Elysée. En pleines fêtes pascales, celui-ci téléphone à plusieurs chefs d'Etat africains, mais l'Elysée et Matignon ne décident pas en faveur de Diori Hamani une opération analogue à celle par laquelle des parachutistes avaient rétabli Léon M'Ba au pouvoir au Gabon, en 1964.

En 1984, Diori Hamani a porté de graves accusations dans l'hebdomadaire *Jeune Afrique* : « A la conférence islamique de Lahore, en février 1974, il avait été décidé que l'Arabie saoudite, la Libye et le Maroc augmenteraient leur aide au Niger, y favoriseraient les progrès de l'islam. (...) Les dirigeants français ont pensé que, en raison de sa position stratégique et de sa richesse en uranium, le Niger allait échapper à l'influence de l'ancienne métropole. (...) La coup d'Etat a eu lieu le 13 avril. Le président Pompidou était mort le 6, et quelques hommes de l'ombre, des services spéciaux et de Foccart, ont fait marcher la machine du complot. »

M. Foccart fut affecté par ces propos, d'un effet désastreux de la part d'un des chefs d'Etat symbolisant l'entente franco-africaine. L'intérêt très relatif que suscite actuellement l'uranium nigérien sur un marché mondial saturé semble enlever leur crédibilité à certaines supputations. Revenus aux affaires dans le gouvernement de la cohabitation comme conseiller de M. Chirac, l'accusé se préoccupait en tout cas du sort de sa victime supposée et intervenait en sa faveur. En deuil de son épouse, ébattue lors du putsch, longtemps incarcéré dans des conditions indignes, Diori Hamani constituait un remords permanent pour Paris, trop pusillanime pour arracher un élargissement à ses successeurs. Avant une libération intervenue bien tardivement, en 1987, sa détention posait le douloureux problème de l'attitude à adopter en faveur de décadents hôtes de l'Elysée plongés dans l'abîme après avoir été congratulés.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Europe

URSS : les gaz toxiques ont fait des morts à Tbilissi

La répression en Géorgie devait être évoquée lors du plénum du comité central

Une session plénière du comité central du PC soviétique s'est ouverte le mardi matin 25 avril à Moscou. Le rapport principal est présenté par M. Gorbatchev. Le plénum devait, en principe, s'achever dans la journée. C'est la première fois que le comité central se réunit en session plénière depuis les élections du 25 mars au Congrès des députés du peuple.

MOSCOU
de notre correspondant

Le nouveau premier secrétaire du PC géorgien, M. Ovi Goumaridze, a confirmé, lundi 24 avril, que plusieurs personnes avaient été mortellement intoxiquées par un gaz employé par l'armée lors de la répression des manifestations du 9 avril à Tbilissi. A la veille d'une réunion du comité central, dont tout indiquait mardi matin qu'elle s'achèverait dans la soirée sur un renforcement de la position de M. Gorbatchev, ces déclarations témoignent de l'importance des dissensions suscitées au sommet par la violence de cette répression.

Elles viennent, en effet, donner une caution officielle à tous ceux des Soviétiques qui dénoncent dans le comportement des forces de l'ordre à Tbilissi une volonté de tuer — c'est-à-dire une provocation délibérée organisée dans un but de déstabilisation du pouvoir central. Nommé il y a dix jours sous le patronage de M. Chevardnadze, M. Gorbatchev avait aussitôt dépeché sur place, M. Goumaridze à d'ailleurs indiqué à des envoyés spéciaux des grandes agences internationales de presse que « les règles de la prise de décision collective avaient été violées » dans cette affaire par l'ancienne direction géorgienne et que l'origine de l'ordre d'utilisation de ces gaz toxiques était à présent à l'étude.

Ces déclarations sont d'autant plus frappantes que, parallèlement, les responsables de la commission d'enquête indépendante créée à Tbilissi avec l'aide de M. Chevardnadze ont déclaré à ces mêmes journalistes que l'armée refusait toujours de faire connaître aux médecins la composition chimique de ces gaz, que plus de huit cents personnes intoxiquées ne pourraient donc pas être traitées et que ce problème devait être évoqué au cours du plénum par la délégation géorgienne.

Rarement les luttes d'influences au sein du haut appareil soviétique ont été aussi visibles et, surtout, on n'a encore vu l'équipe de M. Gorbatchev choisir aussi publiquement le soutien populaire contre le faux semblant de l'unité de l'appareil — le pays réel contre le pays légal. Toujours officiellement niée et menée par l'intermédiaire des journaux ou des cadres de second rang, la bataille politique qui oppose, tout

au sommet du système, conservateurs et réformateurs s'est en fait brutalement et très logiquement accélérée.

Révolte concertée ?

D'un côté, les conservateurs sont en état de panique, car, mis à mal par les élections parlementaires de mars, ils ont maintenant réalisé que le nouveau Parlement va se réunir dans un mois, qu'un nouveau pouvoir législatif est en train d'émerger là, qu'il allie à M. Gorbatchev, risque de devenir le vrai pouvoir et que les élections locales pourraient bien à l'automne prochain leur donner un coup de grâce.

De l'autre, M. Gorbatchev et ses amis viennent de voir — avec les événements de Tbilissi, d'étranges déplacements de troupes dans les pays Baltes, les récentes tentatives d'assaut dans le métro de Moscou, et la mauvaise humeur affichée de plusieurs directions locales — que

l'on frôlait la révolte concertée. Dans une situation comme celle-ci, c'était à qui trait le plus vite et paralyserait l'autre avant de l'être lui-même. D'où la nervosité qui n'a cessé de monter à Moscou jusqu'à mardi et le flot de rumeurs contradictoires sur la convocation d'un congrès extraordinaire du parti ou l'organisation d'une fraction conservatrice au sein du comité central.

Dévoilé mardi, en fin de matinée, l'ordre du jour de ce plénum. « Quelques problèmes de travail du comité central et des organisations locales du parti » laissent avant tout prévoir des mesures de réorganisation, et donc des changements de personnes. A lire depuis quelques jours la presse, à voir, à l'heure où M. Gorbatchev présentait son rapport introductif, la sérénité de ses fidèles, la perestroïka semblait à l'abri de mauvaises surprises. Pour ce qui est de surprises tout court, on en promettrait en revanche — et de taille.

BERNARD GUETTA.

POLOGNE

Andrzej Wajda est contraint de reporter le tournage d'un film sur Katyn

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Andrzej Wajda et son équipe ne sont pas partis pour Katyn mardi 25 avril comme prévu. Le cinéaste polonais et le réalisateur Marcel Lozyski, qui ont commencé il y a un an un film sur la tragédie de Katyn, devaient y amener vingt-trois membres des familles d'officiers polonais assassinés pendant la seconde guerre mondiale dans cette forêt proche de Smolensk, après avoir été faits prisonniers par les Soviétiques.

Le voyage en train Varsovie-Smolensk devait permettre à Wajda, qui a lui-même perdu son père à Katyn, et à Lozyski de tourner une grande partie de leur film en faisant raconter aux familles leurs souvenirs et ce qu'avait représenté ce drame pour elles.

Mais vendredi après-midi, trois jours avant la date du départ, l'agence de tourisme officielle polonaise Orbis — passage obligé pour l'organisation du voyage, en liaison avec l'agence soviétique Intourist — leur a annoncé que celui-ci ne pouvait se faire. Raison invoquée : pas de place d'hôtel à Smolensk. On conseille donc aux cinéastes, qui ont demandé à Orbis de faire une réservation il y a trois semaines, de tenter

à nouveau leur chance dans cinq ou six semaines.

On peut facilement admettre que l'infrastructure hôtelière de Smolensk ne soit pas la meilleure du monde et qu'héberger une trentaine de personnes puisse poser un problème. Mais il est difficile de ne pas voir là un signe supplémentaire des réticences des Soviétiques à reconnaître leur responsabilité dans le massacre de Katyn — dont ils accusent officiellement les Allemands — au moment où la Pologne s'est décidée à exiger la vérité.

Preuve que la situation n'est pas encore mûre : l'inscription du monument aux morts de Katyn au cinétière Powazki de Varsovie a été modifiée la semaine dernière, mais évite toujours d'imputer la responsabilité du massacre à l'URSS.

L'inscription « Aux officiers polonais victimes du fascisme : 1941 » a été remplacée par « Aux officiers polonais morts à Katyn », sans précision de date. Cette date est en effet cruciale : en 1941, la région de Katyn était aux mains des Allemands, alors qu'en 1940 elle était sous contrôle soviétique. Tous les témoignages et enquêtes indiquent que les quatre mille officiers polonais retrouvés dans les fosses communes de Katyn avaient été tués en avril-mai 1940. Dix mille autres sont toujours portés disparus.

SYLVIE KAUFFMANN.

● AUTRICHE : remaniement gouvernemental partiel. — A la suite du limogeage de M. Alois Mock de la direction du parti populiste (ÖVP) et du départ du ministre populiste de l'économie, M. Graf, le chancelier Vranitzky, socialiste, a procédé, le lundi 24 avril, à un remaniement ministériel partiel du gouvernement de coalition. M. Mock reste ministre des affaires étrangères. Mais il est remplacé comme vice-chancelier par le nouveau président de son parti, M. Riegler, qui prend le portefeuille de ministre à la chancellerie. Le successeur de M. Riegler à l'agriculture est M. Franz Fischer et le ministre de l'économie est confié à M. Wolfgang Schuessel.

● Elections sans frontières. — A l'approche des élections qui doivent avoir lieu début juin en Pologne, l'Association du 26 août 1989 (AD 89) annonce, avec le soutien d'Yves Montand, la création d'Elections sans frontières pour la Pologne. Notant que le « comité civique Solidarnosc » a été dépourvu de matériel pour organiser la campagne électorale, l'association lance un appel à tous les individus et groupements afin qu'une aide lui soit apportée. Pour envoyer des chèques : CCP 141 J Paris ; pour connaître le matériel à envoyer : minimal code 3815 AD 89 ; pour se renseigner sur le matériel d'expédition le matériel par la société Calberson : (1) 47-30-16-17, service de presse : 48-87-19-88.

LA TRAGÉDIE ARMÉNIENNE de 1915

de Georges de MALEVILLE

150 pages

60 F

ÉDITIONS FERNAND LANORE

1, rue Palatine - 75006 Paris

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

VENTE au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 16 MAI 1989 à 13 h 30

PAVILLON à MONTFERMEIL (93)

11, avenue des Peupliers
Situé sur terrain divisé en trois plots, d'un rez-de-chaussée divisé en 4 pièces, cuisine, salle d'eau, w.c., sur un terrain de 433 m².
MISE A PRIX : 200 000 F
S'adresser à Maître Brigitte MARIGNY, avocat à Noisy-le-Grand (93), 9, allée du Clos-Gagnier, tél. : 43-05-67-36 - Maître Jean-Claude FREAUD, avocat à Paris (9^e), 69, rue d'Amsterdam, tél. : 49-95-03-37. Sur les lieux pour visiter le MARDI 9 MAI 1989 de 14 h 45 à 15 h 45.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à NANTERRE le JEUDI 11 MAI 1989, à 14 h - EN UN LOT

UN PAVILLON de 5 P. PRINC. à CLAMART (92)

2, rue du Bois - Av. du Général-de-Gaulle, sans n^o rez-de-cha. avec ent. cuis. salle d'eau, w.c. - Grenier - Cave-Garage Chauffage - Petite construction en briques - Jardin 987 m².
MISE A PRIX : 750 000 F
S'adr. M^{re} Céline RANJARD-NORMAND, avocat à BOIS-COLOMBES (92) - 5, rue des Bourguignons - Tél. : 47-80-75-18 M^{re} NORMAND-BODARD, avocat associé à PARIS (16^e), 37, rue Gallée Tél. : 47-20-30-01 - Tous avocats près T.G.J. NANTERRE - S'Placer pour visiter, les 3 et 9 mai 1989, de 14 à 15 h par M^{re} SIMARD, huissier à CLAMART.

Adjudication Tribunal de Commerce de PARIS le Mardi 9 mai 1989 à 14 h

Vente en gros, demi-gros et détail de tous ARTICLES DE CONFECTION

exploité à PARIS 10^e 2 et 4, rue de Paradis et à PANTIN (93) 21, rue de la Paix comprenant le droit aux baux
MISE A PRIX : 500 000 F pouvant être baissée
Cons. pr ench. 100 000 F pr. chèque cert. ou ch. de bque S'adr. M^{re} CRUNELLE Not. tél. : 42-25-66-00 - M^{re} BAUMGARTNER Mand. Ligu. Vistes s/pl. les 28 avril et 3 mai 1989 - à PARIS de 9 h à 11 h et à PANTIN (93) de 14 h à 16 h.

Amériques

MEXIQUE

Les enseignants célèbrent la chute de leur dirigeant syndical mais poursuivent la grève

MEXICO
de notre correspondant en Amérique centrale

La « démission » spectaculaire du « leader moral à vie » de leur syndicat, M. Carlos Jonguitud, a été célébrée, le lundi 24 avril, par plus de cent mille enseignants dans les rues de Mexico (le Monde du 25 avril), mais la grève qu'ils ont entamée le 17 avril ne s'arrête pas pour autant.

« La chute de Jonguitud est un succès, reconnaissent les dissidents du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), mais nous maintenons nos exigences salariales (augmentation de 100 % alors que le gouvernement n'offre que 10 %). Nous voulons, en outre, la convocation d'un congrès national du syndicat dans les plus brefs délais. » Les porte-parole de la dissidence ont invité les professeurs à poursuivre la lutte et dénoncé la désignation « à la sauvette », dans la nuit de dimanche à lundi, d'un nouveau secrétaire général du SNTE, M^{re} Elba Gordillo.

Le mouvement de grève a pris de l'ampleur : il est presque total dans

la capitale, où vivent vingt millions d'habitants et dans les Etats du Chiapas et d'Oaxaca, mais partiel seulement dans les autres.

De plus, les grévistes bénéficient de l'appui de secteurs importants de la population. Les parents participent à des collectes et organisent des loteries pour venir en aide aux enseignants. Enfin, les dissidents d'autres syndicats les soutiennent.

La décision d'écarter M. Jonguitud est venue du plus haut niveau : du président de la République lui-même, M. Carlos Salinas de Gortari, qui s'était engagé, lors de sa campagne électorale, l'an dernier, à favoriser la démocratisation des syndicats.

En ce qui concerne les principaux dirigeants, la purge suit son cours, mais le plus influent des caciques, M. Fidel Velazquez, secrétaire général depuis un demi-siècle de la Confédération des travailleurs mexicains (CTM), reste à son poste. Il a fêté lundi ses quatre-vingt-neuf ans et il a l'intention d'aller jusqu'au bout de son mandat, qui se termine en 1992.

BERTRAND DE LA GRANGE.

L'AMÉRIQUE DE BUSH LE POIDS DE L'HÉRITAGE

Deux termes s'imposent pour décrire la nouvelle Administration de George Bush : professionnalisme et centrisme. Ils traduisent en profondeur l'évolution de l'opinion publique américaine à l'égard de la diplomatie et de la défense.

Comment l'Administration de Bush pourra-t-elle répondre aux messages de l'opinion faite de satisfaction, de scepticisme et de conscience que le monde est en train de changer ?

politique étrangère

n° 1/89

en vente en librairie - 90 F le numéro

Directeur de la publication : Thierry de Montbrial

Revue trimestrielle publiée par :

l'Institut français des relations internationales

Abonnements : A. COLIN, B.P. 22 - 41033 VINEUX

Jeudi 11 mai 1989

Europe

L'affaire du lance-missiles Blowpipe

M^{me} Thatcher est «gravement préoccupée» par le trafic d'armes entre l'Afrique du Sud et les extrémistes protestants de l'Ulster

M. «Pik» Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a annoncé lundi 24 avril, au Parlement, l'ouverture d'une enquête sur le trafic d'armes dans lequel est impliqué un ressortissant sud-africain, M. Daniel Storm. M. Botha a expliqué que s'il était prouvé qu'Armstrong (fabrique d'armements sud-africains) avait tenté d'obtenir de cette manière une technologie, «cette action excédait les besoins raisonnables de l'Afrique du Sud et que cela s'était produit sans la connaissance du gouvernement». Le ministre a assuré que son pays ne «fournissait aucune arme à une organisation terroriste», que tout individu ou organisation reconnue coupable serait puni et que de tels faits ne se reproduiraient pas.

LONDRES
de notre correspondant

Le gouvernement britannique est embarrassé par l'affaire du trafic

d'armes entre l'Afrique du Sud et un groupe paramilitaire d'Irlande du Nord - l'Ulster Resistance - révélée par l'arrestation, le 21 avril à Paris, de trois loyalistes protestants. Ceux-ci s'approprièrent à remettre à un diplomate sud-africain un missile sol-air Blowpipe fabriqué par la société Shorts de Belfast. Cet accident de parcours, dont on aurait présumé qu'il ne devenait pas public, oblige Londres à dénoncer l'attitude de Pretoria, ce qui n'est pas fréquent, et peut compromettre le rôle de médiation que les Britanniques envisagent de jouer, si on le leur demande, en Afrique australe (le Monde du 25 avril).

Recevant, lundi 24 avril, le ministre sud-africain des finances, M. Barred Du Plessis, pour une visite prévue de longue date, M^{me} Thatcher a exprimé sa «grave préoccupation» devant le fait que l'Afrique du Sud s'appropriât apparemment à fournir des armes, de l'argent, ou les deux, aux paramilitaires protestants d'Ulster en échange du Blowpipe. L'exportation de ce missile vers le pays de l'apartheid est interdite en raison de l'embargo décrété par l'ONU en 1977 et auquel la Grande-Bretagne a souscrit.

Comment manifester son indignation face au soutien ainsi apporté à un groupe terroriste d'Irlande du Nord, sans pour autant détendre les liens de confiance maintenus au fil des ans entre Londres et Pretoria? Tel est le dilemme du cabinet conservateur, qui a prudemment laissé cette tâche difficile à Sir Geoffrey Howe. Le chef de la diplomatie britannique a affirmé lundi, devant les Communes, que «la fourniture d'armes à ceux qui ont recours à la violence terroriste dans ce royaume est une affaire extrêmement sérieuse».

Une démarche minimale

Ce sont là des propos très fermes dans le langage codé des diplomates, mais ils n'ont aucune conséquence pratique. Il n'est pas question de renvoyer chez eux des diplomates sud-africains en poste à Londres, et l'idée de sanctions économiques, inlassablement repoussée par M^{me} Thatcher depuis son arrivée au pouvoir, n'est pas davantage à l'ordre du jour. L'ambassadeur sud-africain a été convoqué au Foreign Office pour s'expliquer, mais

l'action de Londres se borne à cette démarche minimale.

L'opposition travailliste dénonce cette mansuétude, qui contraste avec l'attitude nettement plus ferme adoptée lorsque des pays comme la Libye ou la Syrie étaient impliqués dans des actions violentes sur le territoire même du Royaume-Uni.

L'affaire est d'autant plus gênante que Shorts est, par sa taille, la première entreprise d'Irlande du Nord, qu'elle est encore nationalisée même si elle est en cours de privatisation, et qu'elle vit essentiellement des commandes du ministère de la défense. Il reste à expliquer comment un missile Blowpipe de démonstration a pu ainsi être volé et transporté jusqu'à Paris. Le fait que 90 % du personnel de Shorts soit protestant et que les groupes paramilitaires loyalistes soient bien implantés dans l'usine constitue une première explication. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que des missiles, entiers ou en pièces détachées, disparaissent de cette entreprise.

L'Ulster Resistance a été créée en novembre 1986 par des extrémistes protestants pour lutter, au besoin

par la force, contre l'application de l'accord anglo-irlandais signé le 15 novembre 1985 par M^{me} Thatcher et le premier ministre irlandais de l'époque, M. FitzGerald, lequel donne un certain droit de regard à la République du Sud sur les affaires d'Irlande du Nord.

Selon les services de sécurité britanniques, les trois loyalistes protestants arrêtés à Paris, MM. Noel Little, James King et Samuel Quinn, essayaient de faire croire à leur contact sud-africain qu'ils avaient en leur possession un missile Blowpipe en état de marche, et non un prototype, non armé, de démonstration. Mais ce dernier n'était peut-être pas d'ap, et cherchait probablement à mieux connaître ses interlocuteurs afin de leur demander, à l'avenir, de lui fournir des armes beaucoup plus récentes et élaborées fabriquées par Shorts à Belfast, telles que le missile sol-air Starstreak, extrêmement rapide, et dont les performances peuvent être comparées au Stinger américain.

Les détails d'une précédente transaction sont révélés, mardi 25 avril, par l'Independent. A la suite d'un hold-up commis en juillet 1987 en Irlande du Nord, et qui avait rap-

porté 150 000 livres (environ 1,6 million de francs), trois groupes paramilitaires protestants avaient «fait leur marché» ensemble auprès des Sud-Africains. Ils avaient obtenu pour cette somme 10 roquettes RPG 7, 90 pistolets Browning, 200 fusils d'assaut tchèques, et 450 grenades à fragmentation. La livraison avait eu lieu en janvier 1988. Certaines de ces grenades ont été utilisées lors de l'attaque contre le cimetière de Milltown, à Belfast-Ouest, le 16 mars 1988, lors des obèques des militants de l'IRA tués à Gibraltar. Il y avait eu alors trois morts et une soixantaine de blessés.

DOMINIQUE DHOMBRES.

INFORMATION

"Edition Spéciale"

Le prix de la santé: pour Claude SERILLON votre santé est trop chère pour être chère. Il vous invite jeudi soir sur Antenne 2 pour en parler dans "Edition Spéciale".

La santé racketée, vendue au plus offrant, notre capital le plus précieux soumis à la loi du plus fort. La santé n'a pas de prix sauf pour ceux qui font profession de la vendre.

Claude SERILLON, à l'occasion d'un rapport sur l'évaluation des techniques médicales, présenté à la fin du mois au Ministère de la Santé, aborde ce soir dans "Edition Spéciale" les abus cachés de la médecine. Nombreux et souvent insoupçonnés, ils prennent toutes les formes, des pratiques à haut risque au coût des greffes, des médicaments trompeurs à la rentabilité scandaleuse des cabinets médicaux. Accusés: laboratoires, cliniques et pharmaciens.

LA VÉRITÉ DE L'OMBRE

Claude SERILLON débusque la vérité de l'ombre pour la soumettre à notre réflexion. Son magazine n'est pas le constat tranquille de la réalité, il est le révélateur passionné d'un malaise de société. Résultat d'un travail d'investigation approfondi qui se mène sans concession ni goût du scandale, il se traduit par une série d'enquêtes au-dessus de tout soupçon, soumises en direct aux personnalités les mieux placées pour en débattre. L'interactivité de l'émission, par les témoignages et questions que peut poser le téléspectateur sur minitel (3615 code A2), en accroît l'acuité.



Claude SERILLON anime le jeudi vers 22 h 25 "EDITION SPECIALE".

A CHAUD COMME AU JOURNAL

Tous les sujets traités par "Edition Spéciale" depuis sa création portent leur parcelle de vérité à la connaissance de l'opinion publique. Qu'il s'agisse de la fraude fiscale et de ses pratiques inattendues, du pouvoir syndical et de ses fluctuations, du monde caché des privilèges, des pratiques de fraudes électorales, des pompes funèbres ou des armes chimiques, "Edition Spéciale" ose parfois déplaire.

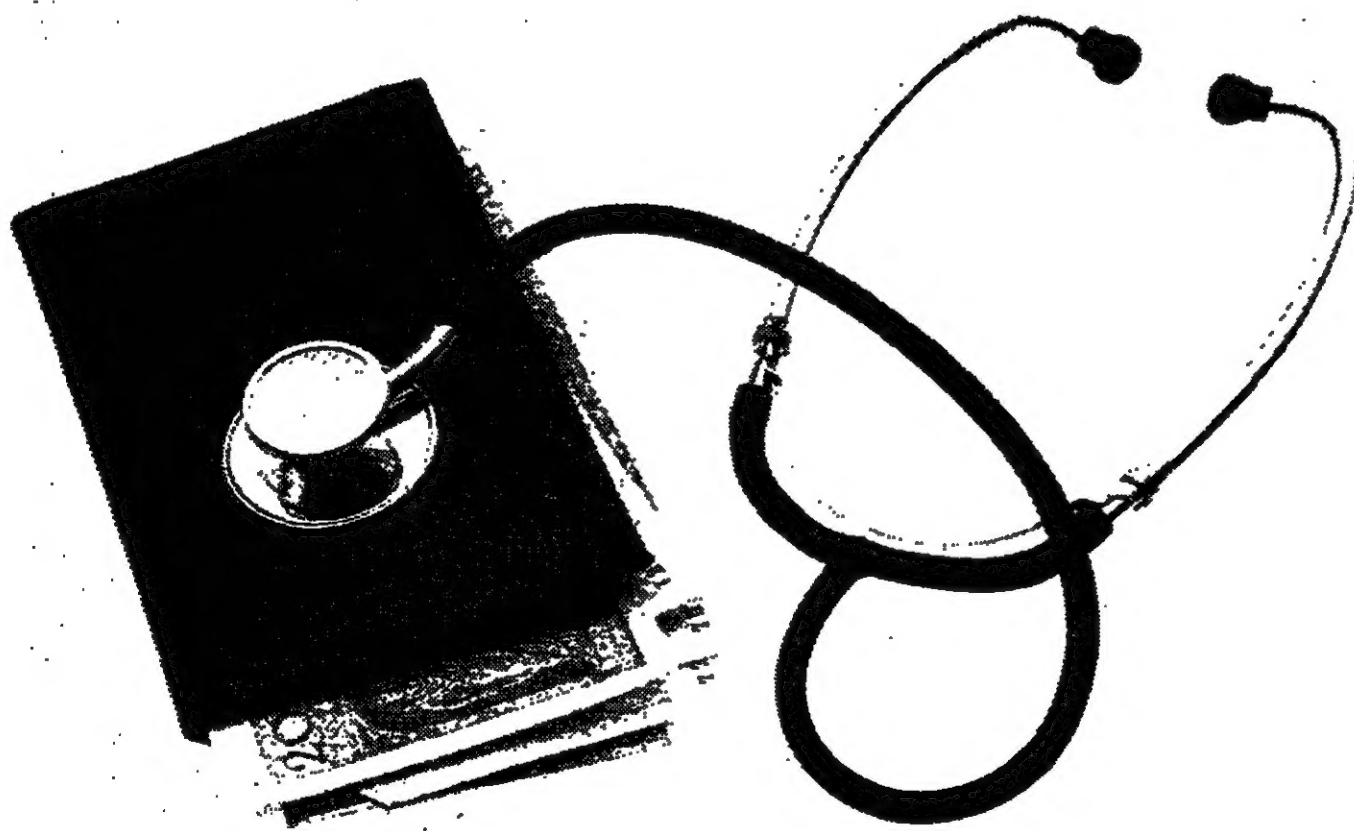
Présenté en direct, à chaud comme un journal, "Edition Spéciale" en a le ton impertinent et rigoureux. Servi par la mise en scène de Serge MOATI, il est une plage de liberté dans le monde des conventions. Le grand public lui confirme d'ailleurs de plus en plus sa confiance.

"EDITION SPECIALE", chaque jeudi vers 22 h 25 sur Antenne 2.

Ugley & Muller

EDITION SPECIALE JEUDI 22 H 25 SUR ANTENNE 2

POURQUOI TU TOUSSSES?



Profits effervescents, interventions qui n'ont rien de gratuit... "EDITION SPECIALE", le magazine de la Rédaction d'Antenne 2 présenté par Claude Sérillon enquête sur "Le Prix de la Santé". Jeudi 22 h 25. Ça c'est de la télé!



Politique

A la demande du PS et de nombreuses associations

M. Pierre Joxe a nettement assoupli son projet de loi sur le séjour des étrangers en France

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a présenté, lundi 24 avril, une nouvelle version de son avant-projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Tenant compte des suggestions du Parti socialiste et des protestations de nombreuses associations, il a nettement assoupli son texte en matière de carte de séjour et de reconduite à la frontière, tout en maintenant diverses dispositions de la « loi Pasqua » du 9 septembre 1986.

M. Joxe a donc refait sa copie. Sans doute ne s'attendait-il pas à une telle levée de boucliers de la part des quelque cent vingt associations qu'il avait voulu consulter. Colles-ci — de la Ligue des droits de l'homme à SOS-Racisme, en passant par le MRAP, la CIMADE et le GISTI — comptent de véritables services juridiques, capables d'éplucher un texte de loi dans ses moindres détails et d'en déceler tous les pièges. Elles ne se sont pas privées de dire au ministre tout le mal qu'elles pouvaient de son avant-projet, beaucoup trop proche à leurs yeux de la « loi Pasqua ».

Le Parti socialiste leur avait fait plus ou moins écho. Félicitant M. Joxe pour son premier texte, il n'en avait pas moins demandé une série de « modifications indispensables ». De son côté, l'Elysée appuyait sur l'accélérateur, réclamant une « abrogation » de la « loi Pasqua » et non un simple ravaudage.

En accord avec le premier ministre, M. Joxe était décidé, dès le départ, à ne pas revenir purement et simplement à la législation antérieure à septembre 1986. Une législation qui avait montré ses limites, voire son caractère pernicieux, et qui ne permettait pas, selon lui, de lutter suffisamment contre l'immigration clandestine.

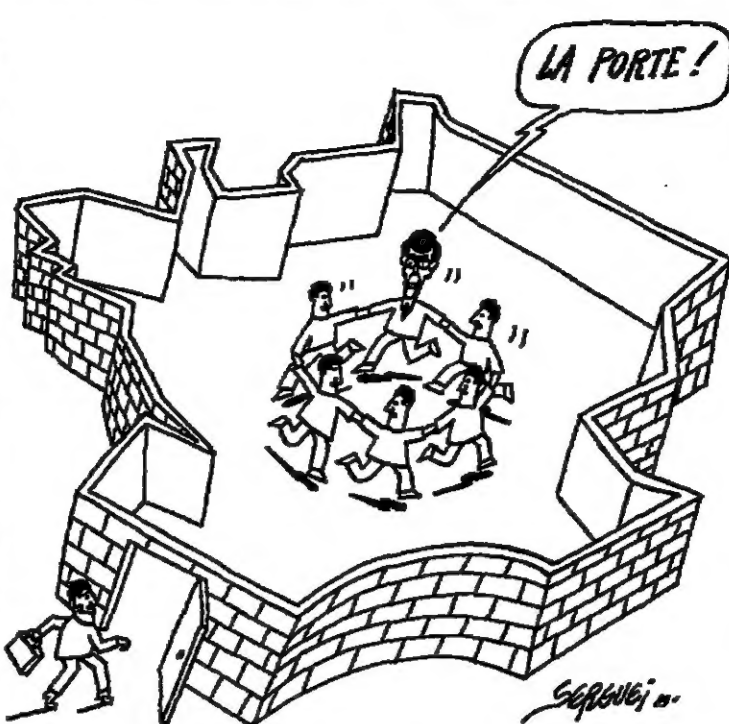
Fallait-il réécrire de toutes pièces un nouveau texte ? Le ministre de l'intérieur a préféré aménager la loi de son prédécesseur, faisant valoir qu'on devrait agir vite, ne pas prendre le risque d'un débat parlementaire interminable et d'une remise en question de la législation au premier changement de majorité.

Sept nouvelles modifications

Pour ce qui concerne les cartes de séjour et les mesures d'éloignement du territoire, le ministre a fini par accepter presque toutes les objections qui lui étaient faites : son nouvel avant-projet se distingue très nettement de la « loi Pasqua ». Il est resté intransigeant, en revanche, sur les conditions d'entrée en France. Le texte légalise ainsi la pratique des visas d'une durée inférieure à trois mois, et les consulats ne seront pas tenus de justifier leurs refus. M. Joxe va même plus loin que son prédécesseur : depuis la « loi Pasqua » les étrangers ne sont soumis à l'obligation de la carte de séjour qu'au-delà d'un séjour excédant trois mois. Cette obligation pèsera désormais sur eux dès l'expiration du visa, mais le ministre « souhaite écarter à nouveau » les associations sur ce point.

Les modifications annoncées lundi viennent s'ajouter à celles contenues dans la première mouture de l'avant-projet (le Monde du 8 avril). Elles sont au nombre de sept :

- La carte de résident, délivrée « de plein droit » à certaines catégories d'étrangers (conjoint de français, père ou mère d'enfant français, etc.) ne sera plus refusée « si la présence de l'étranger constitue une menace pour l'ordre public ».
- M. Joxe maintenait cette restriction de la « loi Pasqua » dans son avant-projet. Il vient d'y renoncer. De même renonce-t-il à considérer le



sejour irrégulier comme un obstacle à l'attribution de la carte de résident.

- La commission de séjour limitera les pouvoirs du préfet. Composée de la même façon que la commission départementale d'expulsion, elle sera saisie par le préfet lorsque celui-ci envisagera de refuser le renouvellement d'une carte de séjour temporaire, la délivrance d'une carte de résident de plein droit ou d'un titre de séjour à un étranger non expulsable. L'étranger aura le droit d'être assisté d'un conseil ou de toute personne de son choix et les débats de la commission seront publics. Son avis, transmis à l'immigré, s'imposera à l'autorité préfectorale. Cependant, la compétence de

la commission de séjour ne sera pas étendue aux demandeurs d'asile déboutés.

- La reconduite à la frontière d'un étranger en situation irrégulière continuera à être du ressort du préfet. Dans son avant-projet, M. Joxe prévoyait un contrôle judiciaire. A la demande des associations, il précise maintenant que cette procédure donnera lieu à une audience publique contradictoire, avec communication préalable du dossier et assistance obligatoire d'un avocat. Si le juge annule l'arrêt de reconduite à la frontière, l'étranger sera muni d'une autorisation provisoire de séjour, le temps que le préfet statue à nouveau sur son cas.

- L'expulsion d'un étranger peut être décidée, selon la « loi Pasqua », quel que soit l'avis de la commission d'expulsion. Déjà, dans la première mouture de son avant-projet, M. Joxe avait rendu à la commission la possibilité de s'opposer à une telle mesure. Il affirme aujourd'hui que deux catégories d'étrangers seront protégées de l'expulsion : ceux qui résident en France depuis plus de dix ans et les délinquants qui n'auront pas été condamnés à une peine d'au moins un an d'emprisonnement ferme en une seule condamnation. Le ministre de l'intérieur maintient, en revanche, la procédure d'expulsion « en urgence absolue ».

- Les interdictions de territoire pour entrée ou séjour irrégulières ne seront pas supprimées. M. Joxe annonce cependant que cette mesure ne s'appliquera pas aux étrangers non expulsables ou non reconduits à la frontière. Ces personnes « qui justifient de liens particuliers avec notre pays » ne pourront ainsi faire l'objet d'aucune mesure d'éloignement du territoire, sauf en cas d'infraction à la législation sur les stupéfiants. Et, même dans ce dernier cas, la levée d'une interdiction définitive du territoire serait envisagée mais dans une autre loi, celle que prépare le garde des sceaux en matière de stupéfiants.

- L'avertissement et l'assignation à résidence étaient deux nouveautés envisagées par M. Joxe. Il y renonce, estimant que ces mesures ont été mal comprises.

- Les jeunes de seize à dix-huit ans n'auront plus besoin de détenir un titre de séjour, avait annoncé le ministre de l'intérieur. Les associations s'en étaient félicitées, tout en s'interrogeant sur le statut de ces étrangers sans papiers. Comment accèderaient-ils au marché du travail ? Et comment voyageraient-ils à l'étranger ? Réponse de M. Joxe : un document de circulation transfrontalière sera créé à l'intention des

mineurs entrés en France avant dix ans ou ayant bénéficié d'un regroupement familial. D'autre part, ceux qui souhaitent travailler entre seize et dix-huit ans recevront un titre de séjour qui pourra être la carte de dix ans. Les accès au marché du travail, aux formations et aux prestations seront précisés dans la loi.

Des réactions positives

Les cent vingt associations signataires d'un « Appel pour l'abrogation de la loi Pasqua » devaient réagir officiellement mardi à ce nouveau texte. Leurs premières réactions étaient cependant connues. M. Henri Leclerc, vice-président de la Ligue des droits de l'homme, a salué « des progrès importants », estimant que « nous enrons dans une logique de rupture par rapport à la loi Pasqua ». Mais il regrette que « rien n'ait changé en ce qui concerne les conditions d'entrée » des étrangers en France. Même tonalité à SOS Racisme qui demande encore un effort à M. Joxe et annonce qu'il s'adressera à l'ensemble des parlementaires pour leur expliquer ses positions.

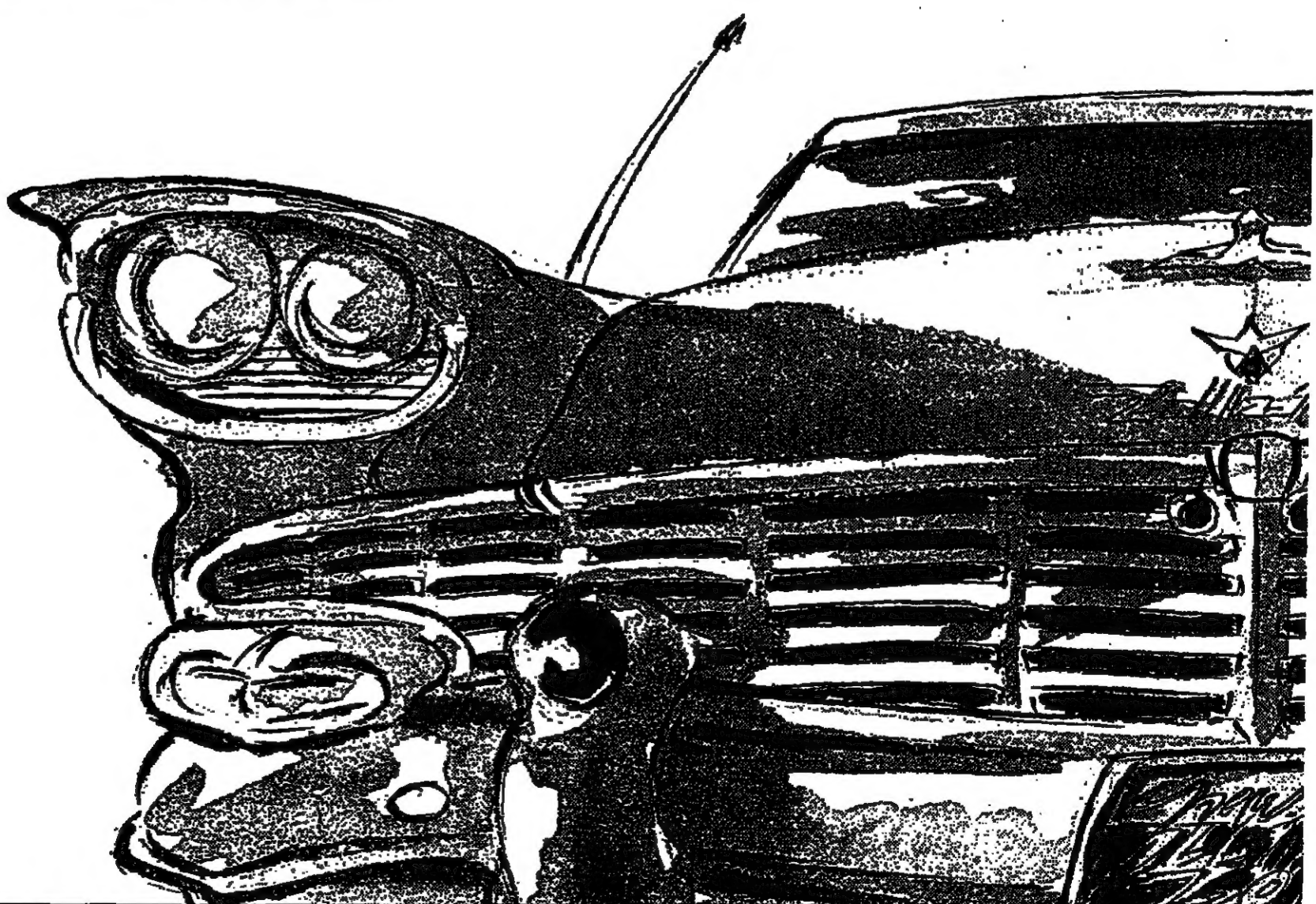
Ayant à peu près désamorcé l'hostilité sur sa gauche — quitte à mettre beaucoup d'eau dans son vin — le ministre de l'intérieur devra maintenant affronter l'opposition. Si la première version de son texte avait suscité des remarques plutôt nuancées au RPR et à l'UDF, la nouvelle mouture risque d'être accueillie différemment. Après avoir été soumis au Conseil d'Etat, le texte définitif sera adopté en conseil des ministres, probablement dans la première quinzaine de mai. Son examen par le Parlement commencerait le mois suivant. L'orateur le plus attendu sera évidemment M. Charles Pasqua, auteur d'une loi épouvantable qui restera associée à son nom, même s'il ne l'a pas toujours appliquée avec la rigueur qu'on imaginait.

ROBERT SOLÉ.

NORTHWEST

A PARTIR DU 2 JUIN, UN AVION

PARIS-DETROIT NON STOP



L'ESPRIT DE CONQUÊTE @ NORTHWEST AIRLINES

1550

Culture

MUSIQUES

L'ère Bychkov à l'Orchestre de Paris

Changement, mais continuité...

C'est dans le nouvel auditorium du Musée du Louvre que Semyon Bychkov a inauguré ses fonctions de directeur musical de l'Orchestre de Paris et dévoilé les programmes de sa première saison.

Semyon Bychkov, né à Leningrad en 1952, naturalisé américain, s'est exprimé avec aisance en français (au-delà de savoureuses imprécisions), n'utilisant l'anglais que pour quelques réponses délicates. Il n'aura sûrement pas de difficultés à se faire comprendre par ses musiciens.

Il a rendu hommage à son prédécesseur, Daniel Barenboim, qui ne dirigera aucun concert de l'Orchestre de Paris la saison prochaine. Lui-même sera au pupitre vingt-quatre fois sur les cinquante-neuf concerts d'abonnement salle Pleyel, ainsi que pour une tournée en Italie, un vidéodisque compact Erato de la Symphonie Rêverie de Mahler et des enregistrements pour Philips (fort peu originaux, avec en particulier la Symphonie de Franck que l'OP a déjà gravée deux fois avec Karajan et Barenboim).

En feuilletant le dépliant 1989-1990, on ne découvre pas de non-

veau bouleversant, mais nombre de programmes intéressants, surtout ceux où Bychkov révélera l'envergure de son talent : Timbres, espace, mouvement de Dutilleul, les Troisième et Cinquième Symphonies de Beethoven et Prokofiev, la Stabat Mater de Rossini, la Huitième Symphonie de Chostakovitch, etc.

Parmi les chefs invités, on retrouvera Giulini (le Chant de la Terre), Herbig, Nagano, Sanderling, Mehta, Dohnanyi, Flor et, pour les Français, Boulez, Lombard et Bando.

Feront leurs débuts à l'Orchestre de Paris, entre autres, Devoyon, Dronet, Pludermacher, ainsi que M^{me} Sian Edwards, chef britannique, Mischa Maisky, Josef Suk, Maria Tipo et quelques jeunes produits internationaux (Golub, Haimowitz, Imai, Kashkashian, etc.). On pensera plus tard aux jeunes Français.

La musique contemporaine occupera une place modeste dans ces programmes avec une création de Takemitsu et des premières françaises de Schnittke (fort médiocres, malheureusement), Penderecki, Reich et Kochan. Une coproduction avec l'Ensemble intertemporel permettra d'entendre Diadèmes, de Dalbavie, dirigé par Boulez, qui créera, le 17 novembre, avec l'Orchestre et les chœurs de la BBC, la Ville d'en-haut, de Messiaen, associée au Chant du rossignol, de Stravinski, et à ses propres Visage nocturne et Soleil des amers. Continuité plutôt que changement.

Interrogé sur le déficit de la saison passée, qui s'élève à 10 millions de francs (sur un budget de 75 millions), les responsables de l'Orchestre n'ont ni confirmé ni infirmé ce chiffre, ajoutant qu'il s'agissait d'un nouveau président, M. Michel Prada, ancien directeur du budget au ministère des finances, d'assainir cette situation dont les causes sont multiples.

J. L.

La démission du chef de la Philharmonie de Berlin

Le coup de cymbales de Karajan

(Suite de la première page.)

« Bien que l'on m'ait assuré à plusieurs reprises que cela allait être fait, rien ne s'est passé. La semaine dernière, je vous avais personnellement demandé de procéder à une clarification écrite avant notre rencontre de Salzbourg. Une fois de plus, je n'ai pas reçu de réponse. »

Karajan s'en va donc sur un point d'exclamation, qui résonne comme un coup de cymbales dans le petit monde des intrigues berlinoises.

Karajan aurait pu se contenter de faire valoir de très réelles raisons médicales pour justifier son retrait : il souffrait de la voir souffrir de son mal de dos lors de ses dernières prestations pour être saisi tout à la fois de pitié et d'admiration pour cet homme qui l'on devait porter vers un pupitre, où il continuait de faire merveille. Mais, comme l'écrit le critique musical du quotidien Die Süddeutsche Zeitung : « L'ère Karajan ne pouvait se terminer que par un divorce. Dans les dernières années, Karajan avait naturellement peu innové ; il s'était beaucoup répété, avait fait preuve de beaucoup d'entêtement, beaucoup exercé son autorité. Les vieillards sont parfois ainsi. Surtout les vieillards géniaux. »

Un seul journal, le quotidien d'extrême gauche Tages Zeitung, fait allusion au passé nazi de Karajan de manière ironique en se demandant si ses ennemis de santé ne « considéraient pas aussi sa mémoire ». Une polémique s'était en effet développée ces dernières années, le chef d'orchestre ayant « omis » de rappeler qu'il avait adhéré au Parti nazi en 1933.

Les relations entre l'orchestre et son chef à vie étaient notablement dégradées ces dernières années. La manifestation la plus spectaculaire avait été le conflit au sujet de l'engagement, en 1983, de la jeune clarinettiste Sabine Meyer. Herbert von Karajan voulait imposer cette jeune virtuose à une formation qui ne voulait pas de femmes dans ses rangs, et qui, surtout, voyait là une grave entorse au système de cooptation.

A ces querelles de préséance s'étaient ajoutées des histoires d'argent : les musiciens de l'orchestre exigeaient de leur chef une augmentation des pourcentages sur les

contrats d'enregistrement et les rééditions sur les supports modernes disques compacts et vidéodisques, des quelque mille cinq cents concerts donnés sous sa direction.

Avec le Sénat de Berlin-Ouest, le contentieux portait sur le nombre de concerts que la Philharmonie devait donner chaque année dans la ville. Les édiles berlinois, de toutes tendances politiques, souhaitent en effet que cet investissement culturel « lourd » qu'est la Philharmonie de Berlin soit plus souvent présent devant le public de la ville.

Herbert von Karajan s'était également fâché avec les organisateurs du Festival de Salzbourg. Il avait démissionné l'an passé de son poste de directeur et menaçait de se retirer totalement du Festival en 1991 si les idées de réforme du nouveau directeur, Hans Landesmann, qualifiées par lui de « bulles de savon d'un dilettante », étaient mises en œuvre.

Herbert von Karajan donnera-t-il à nouveau des concerts à la tête de la Philharmonie ? M^{me} Martiny souhaite que, « même à la retraite, il retrouve le chemin de Berlin ». Le programme du mois prochain prévoyait deux concerts à Berlin-Ouest, les 8 et 9 mai, et surtout la première apparition de la Philharmonie à Berlin-Est, le 30 mai prochain.

Qui sera le successeur de Karajan ? Les noms de tous les chefs les plus prestigieux sont avancés, mais, comme le font remarquer les observateurs de la vie musicale, « ce sont des gens qui ne sont pas précisément au chômage ». Le favori du public serait Daniel Barenboim, récemment nommé à Chicago, dont le maître, Wilhelm Furtwängler, fut le prédécesseur de Karajan à Berlin. On renouvellerait ainsi avec la tradition de celui que l'on appelait le « chef d'orchestre des poètes et des rêveurs », par contraste avec le « chef des mathématiciens et des ingénieurs » qu'est Karajan.

LUC ROSENZWEIG.
Herbert von Karajan, enregistré environ 700 disques depuis cette ouverture de la Flûte enchantée de Mozart qu'il gravait pour Polydor en 1938. Il en a vendu, au total des millions, chez plusieurs éditeurs. A titre d'exemple, les Triumphe de Karajan se sont vendus en France à 300 000 exemplaires en deux mois.

VARIÉTÉS

La mort de Johnny Stark

Tonton Pygmalion

Le producteur et manager Johnny Stark est mort d'une crise cardiaque lundi 24 avril à Paris. Il était âgé de soixante-sept ans.

Organisateur de tournée pour Tino Rossi, Edith Piaf, Line Renaud et Marino Marini, dont il fut aussi l'agent, Johnny Stark devient dans les années 60 un des personnages hauts en couleur du show-bizz. D'abord impresario de Johnny Hallyday, de 1962 à 1966, il contribue à la réussite de celui qui est alors l'« idole des jeunes » en l'entourant d'une mythologie et en l'enfermant dans un splendide isolement.

Mais c'est surtout en jouant le rôle de Pygmalion auprès d'une jeune chanteuse à voix, fille d'un tailleur de pierre d'Avignon, qu'il se fait connaître du public. Johnny Stark découvre Mireille Mathieu un après-midi de novembre 1965 dans un concours de chant télévisé organisé à la mémoire d'Edith Piaf. Il n'est pas nécessaire de construire une légende à Mireille Mathieu, puisque celle-ci a vécu son enfance

et son adolescence avec ses parents pauvres et méritants et avec ses frères et sœurs dans une HLM d'Avignon.

Mais Johnny Stark va faire de la jeune chanteuse l'héroïne d'un conte de fées. Et il va imposer le produit Mireille Mathieu en utilisant les ressources publicitaires de l'époque, en lui fournissant une technique sans faille et un répertoire composé d'histoires d'amour avec des ingrédients dramatiques ou exotiques.

Créateur de Mireille Mathieu, Johnny Stark illustre à sa manière bonhomme un peu papa gâteau (« Tonton Johnny », comme l'appelaient ses élèves toujours dans l'ombre, l'image du manager diffusée par les films hollywoodiens des années 30 et 40. Pendant plus de vingt-trois ans, il a gardé prise sur le destin de Mireille Mathieu et continué à imaginer la chanson comme une usine à rêve.

En 1973, à Montréal, à la suite d'émous fâcheux, Johnny Stark avait eu une première crise cardiaque.

CLAUDE FLÉOUTER.

Susana Rinaldi à l'Olympia

Renaissance du tango

Susana Rinaldi veut faire bouger le tango, débarrasser celui-ci de son image traditionnelle, empêtrée dans la nostalgie.

La chanteuse réinvente quelques-uns des plus beaux airs du tango, ceux qui sont signés par des poètes et des musiciens de génie, Homero Manzi, Anibal Troilo et Enrique Discipolo.

Susana Rinaldi est une chanteuse de passions contentes. Surtout lorsqu'elle interprète des milongas - des ballades très sobres, premières formes du tango. Elle prend ainsi en charge, dans ses chansons en tempérament atypique du Porteno, l'habitant de Buenos-Aires si individualiste qu'on ne peut jamais préjuger de ses réactions.

Comédienne (elle vient de jouer durant cinq mois l'Opéra de quat' sous

dans la capitale argentine) et chanteuse, Susana Rinaldi a enregistré récemment un album (Monton de Vida, « Morceau de vie ») caractéristique de son nouveau répertoire, mélange de tangos et de milongas, de classiques interprétés autrefois par Carlos Gardel et de compositions nouvelles qui prennent de la distance avec l'image nostalgique de l'âge d'or du tango (années 30 et 40) et battent au rythme de notre temps.

Accompagnée d'un groupe de musiciens qui combine les instruments traditionnels du genre avec les synthétiseurs et la batterie, Rinaldi affirme ainsi avec force que le tango est une musique populaire vivante, capable d'évoluer sans perdre ses racines.

C. F.
* Olympia, les mardi 25 et mercredi 26 avril, à 20 h 30.

Le Théâtre des Variétés nous informe que la soirée du 26 avril de la pièce La Présidente aura lieu exceptionnellement à 21 h, en raison de la participation de Roland Giraud à l'émission « Sacrée soirée ». Location 42-33-09-92 45-08-42-61.




SupersPORT
TurboPORT 386
SupersPORT 286

Les Portables de Zenith
SupersPORT, SupersPORT 286
TurboPORT 386
Processeur 80C88, 80286 ou 80386
à 8 ou 12 MHz. Extension mémoire
à 3 Mo RAM. Zero Wait State.
Compatible PC et AT. De 4 à 6 kg.
Batterie NiCad intégrée. Ecran Super
Twist LCD ou Page White. Modem.
Télécopieur. MS-DOS, UNIX
MS-DOS/2



"C'est clair, j'ai tout
à y gagner."



ZENITH data systems

☐ Envoyez-moi sans engagement de ma part votre documentation
☐ Je souhaite rencontrer un ingénieur commercial Zenith

Nom _____
Société _____
Adresse _____
Tél. _____

Renvoyez ce coupon à: Zenith Data Systems
B.P. 201 - 92002 Nanterre cedex.

Communication

Après son rachat par M. Parretti

Pathé va construire plus de 50 salles de cinéma aux Pays-Bas

AMSTERDAM
de notre correspondant

« D'ici au mois de juin les firmes portant le nom Canon s'appelleront Pathé » et cette enseigne prestigieuse ornée aussi le fronton des quatre complexes représentant une soixantaine de salles dont la construction est prévue à Amsterdam, Rotterdam et La Haye. C'est ce qu'a déclaré au correspondant du Monde, le jeudi 20 avril, M. Jean Bruinstroop directeur général du Cannon Groep, la tête de pont européenne du groupe de production américain.

Les négociations avec les municipalités se trouvent à un stade plus ou moins avancé : préliminaires à La Haye (complexe de 15 salles), finales à Amsterdam (20 salles) où un accord pourrait être annoncé.

M. François d'Aubert saisit le ministre des finances

Dans une question écrite adressée à M. Pierre Bérégovoy, M. François d'Aubert, député de la Mayenne et vice-président de la commission des finances, demande une enquête sur « les activités financières de M. Giancarlo Parretti sur le territoire français depuis 1983 ». Contestant la façon dont l'homme d'affaires italien a pris le contrôle du groupe cinématographique Pathé, le député met en cause le rôle joué par la filiale hollandaise du Crédit lyonnais, banque nationalisée, pour financer l'opération (le Monde du 9 février). M. d'Aubert demande notamment au ministre des finances

« dans les quatorze jours ». A Rotterdam sont discutées la construction d'un établissement de 15 salles et la transformation d'un cinéma existant en un complexe de 9 salles.

Les premiers coups de pioche seront donnés « d'ici la fin de l'année », espère M. Bruinstroop. Les projets d'Amsterdam et de Rotterdam représentent un investissement de 105 millions et 150 millions de francs. La filiale néerlandaise du Crédit lyonnais, le Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN) qui est la banque traditionnelle de Cannon, propriété de M. Giancarlo Parretti, et qui a également aidé ce dernier à racheter Pathé, ne financerait pas ces opérations, selon M. Bruinstroop : « M. Parretti m'a assuré que le financement était en ordre ».

CHRISTIAN CHARTRIER.

quelle a été la position des représentants de l'Etat au conseil d'administration du Crédit lyonnais, et soutient l'augmentation des provisions pour risques accumulées par la banque en 1988. Le député de la Mayenne estime aussi que l'intervention de la société Max Thérêt Investissements (MTI), a servi à « franciser » le rachat de Pathé et éviter la présentation du dossier au comité des investissements étrangers. Il demande à M. Bérégovoy si ses services ont connaissance de « l'origine exacte des capitaux de MTI et de M. Parretti ».

Le marché international des programmes à Cannes

La SEPT veut réconcilier culture et télévision

Autorisée le 20 avril à émettre sur le satellite TDF 1, la SEPT ouvrira officiellement son antenne le 1^{er} mai prochain. Son état-major était à Cannes, lundi 24 avril, pour présenter les projets et les programmes de la chaîne culturelle européenne.

CANNES
de notre envoyé spécial

Culturelle, résolument. La SEPT a pris à rebrousse-poil un marché international des programmes de télévision (MIP-TV) tout entier voué aux lois du marché. Dans un Palais des festivals transformé en foire de l'image, la nouvelle chaîne a fait entendre sa différence, au risque de choquer par des philippiques anticommerciales ne sont plus habitués. « Foyer de créations », la SEPT entend « réconcilier culture et télévision » en proposant un programme « alternatif ». « Nous sommes sûrs de répondre à une attente et à un besoin », assure le président de son directoire, M. Jérôme Clément, qui réfute au passage les accusations d'« élitisme » lancées contre l'action de ses prédécesseurs, MM. Georges Duby et Michel Guy, exilés depuis la mi-mars dans un conseil de surveillance spécialement conçu à cet effet. Ces derniers ont, il est vrai, bénéficié d'égards particuliers, à la demande,

semble-t-il, du président de la République qui ne souhaitait pas qu'un intellectuel ami - M. Duby - soit publiquement désavoué. L'héritage est donc assumé.

Encore faut-il ouvrir de vraies perspectives à une entreprise trop longtemps handicapée par un statut ambigu. Société d'édition de programmes de télévision - sans réseau de diffusion, - elle avait dû trouver refuge sur FR 3 en attendant de devenir diffuseur il y a un mois et de se voir attribuer un canal sur TDF 1 vendredi dernier. « Nous sommes adultes », se félicite M. Clément. « Nous serons la seule grande chaîne gratuite à émettre sur le satellite. Nous serons la vraie chance de rénovation de l'audiovisuel public ».

Pour justifier leur optimisme, les responsables de la SEPT tablent sur plusieurs atouts. Côté diffusion, l'absence dans l'immédiat d'antennes de réception devrait être compensée par une reprise de la chaîne sur les réseaux câblés. En France, un premier accord vient d'être signé avec la Caisse des dépôts, ouvrant la voie à une retransmission dans des villes comme Marseille, Rennes, Le Mans, Strasbourg. D'autres réseaux devraient suivre, y compris en Belgique et en Suisse où des démarches sont en cours. La SEPT pourrait ainsi bénéficier d'une extension de sa

zone de diffusion vers la Scandinavie, la Suède lui ayant proposé un canal inoccupé sur son satellite Télé X. La mise en place d'une politique de doublage et de sous-titrage devrait aller de pair, malgré son coût : 63 millions de francs par an environ pour les seules langues française et allemande.

L'actuelle vocation franco-allemande de la chaîne n'est pas remise en cause, malgré les frictions qui ont divisé ces derniers mois Paris et Bonn sur l'audiovisuel. Le sommet Mitterrand-Kohl la semaine dernière a été au contraire l'occasion pour les deux partenaires de réaffirmer leur volonté d'aboutir. Les Allemands se sont notamment engagés à apporter leur quote-part de financement, quelles que soient les divergences internes. Le gouvernement fédéral pourrait même - ce serait une grande première européenne - se substituer à ses Länder en cas de désaccord persistant. L'obligation faite à la SEPT par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) lors de l'attribution de son canal sur TDF 1 de conclure un accord avec ses partenaires avant le 31 décembre devrait donc être aisément tenue.

Dans un deuxième temps, la chaîne devrait s'ouvrir comme prévu à d'autres pays européens, la Belgique, la Suisse, la Suède et l'Espagne ayant déjà manifesté

leur désir d'y adhérer. « Seuls deux grands absents sont à déplorer », regrette M. Michel Anthonioz, directeur général adjoint chargé des relations internationales : la Grande-Bretagne, où Channel Four, pourtant premier partenaire de la SEPT pour la coproduction d'émissions, se tient sur une prudente réserve ; l'Italie, où la RAI publique ne répond pas aux appels qui lui ont été lancés.

Côté programmes enfin, la SEPT attend les résultats des tests effectués sur quelques réseaux câblés pour connaître les premières réactions du public aux émissions qui lui sont proposées. Une démarche tardive et timide. Une démarche prolongée par la création au sein de la chaîne culturelle d'un service commercial chargé non seulement de gérer les droits de diffusion et de démarcher du parrainage, mais surtout d'élaborer une véritable politique de marketing. « Pour l'instant nous n'avons qu'une seule certitude », a noté le directeur des programmes, M. André Harris, « notre public est plus jeune que celui des autres chaînes ». Dernière inconnue, mais de taille : la poursuite ou non de la collaboration avec FR 3, soumise à une décision gouvernementale sur l'avenir du service public.

PIERRE-ANGEL GAY.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

La folle semaine ou Ces guides qui nous gouvernent

1 L'homme qui a inventé l'Alsace

Je souhaite, comme on l'imagine, longue vie à Gilles Pudlowski, mon jeune confrère du Point et de Cuisine et vins de France, mais certainement, de toutes les personnes que j'ai eu le plaisir de rencontrer depuis dix ans, si j'arrive à maîtriser l'émotion bien compréhensible qui m'entraînerait en cette pénible circonstance, c'est de lui dont il me serait le plus facile de faire l'éloge, funèbre, tant son rôle public m'a toujours semblé lumineux : il aura été le plus adroit, le plus prolifique des voyageurs gourmards de nos provinces, il a pratiquement redécouvert et même inventé l'Alsace.

Si cette province qui m'est chère est encore française, c'est grâce à tout ce que l'on sait, de Gaulle, de de Lattre de Tassigny, à ses habitants bien sûr, mais c'est aussi grâce à Pudlowski. Tandis qu'Antoine Blondin, avec sa frivolité habituelle, était prêt, dans les *Enfants du Bon Dieu*, à ne pas signer le traité de Westphalie, qui nous a permis d'acquiescer les droits des Habsbourg sur l'Alsace en 1648, il n'y a pas d'année où Pudlowski, par sa présence pacifique mais active aux meilleures tables de Strasbourg, de Marlenheim, de Brumath, de Colmar, d'Ammerschwihr, de Kayserberg ou de Colroy, n'ait confirmé le traité de Nimègue qui nous en a assuré la tranquille jouissance malgré quelques contretemps.

Aussi il était naturel que ce fût par Strasbourg que Pudlowski commandât sa campagne pour le Guide Pudlowski des villes gourmandes (Albin Michel, 140 francs). Nous étions quelques-uns à l'accompagner dans son retour aux sources, au vieux pays : Joël Robuchon, Alain Senderens, Guy Savoy et Robert Sabatier parmi une centaine d'autres.

Robert Sabatier m'a paru tout à fait remis du méchant Rinaldi qu'il avait attrapé cet hiver à propos du dernier tome ou du supplément à son *Histoire ou à son Anthologie de la cuisine française*. Son appétit n'en laissait rien paraître. Il est vrai que s'il y a des douleurs muettes, il y en a d'autres voraces. J'ai toujours bien aimé Robert Sabatier, et, dans la mesure où je n'écris pas de romans, je crois pouvoir compter sur sa voix. Mais je l'apprécie particulièrement dans ce type de voyage, il y a chez lui un côté président de la République style IV^e qui me rassure. Et dès que nous entrons dans une *Winstub* (je me demande pourquoi ce mot ne figure ni dans le Petit Larousse ni dans le Robert qui accueillent avec tant de facilité le pub) où l'on sert d'abondance tartes aux oignons ou aux quenelles, salades de cervelas ou de gruyère, presskopf, carafes de pinot blanc ou de muscat, je me glisse à ses côtés, sûr que nous serons les premiers servis et que mon verre ne restera pas longtemps vide ni longtemps plein, ce qui est le meilleur des deux d'après moi.

Pour revenir au Guide Pudlowski, on sait qu'en France, et depuis 1900, il n'y a qu'un guide, le Michelin, qui a tout pour lui sauf la parole. Et c'est ce silence cabalistique qui fait son charme, sa force et sa durée. Le Michelin a d'ailleurs la millénaire de la Révolution et l'âge du nuet. Depuis la fin des années 60 et l'invention du volant, le Michelin est assisté - ou doublé si vous préférez - par le Gault-Millau. Forcément un guide qui parle devait susciter la conversation et donc la concurrence.

Les imitateurs du G.M. ne se comptent plus. L'un des plus redoutables, dont l'un des plus doués, sera le Pudlowski. Il faut le goûter dans sa jeunesse, dans sa verdeur, quand il n'est pas encore obsédé. Gilles P. ne s'est occupé que de vingt villes (Annecy, Biarritz, Bordeaux, Cannes, Clermont-Ferrand, Colmar, etc.) et de leurs environs, mais là où il est passé, je me demande si l'herbe repousse encore pour ses confrères. Quand nous nous sommes quittés après un excellent déjeuner au Crocodile d'Emile Jung, le nouveau trois-étoiles de Strasbourg, « Pudlo » était déjà en route (par la pensée) vers Nancy, sa prochaine étape. Si la France a besoin d'un homme qui sache la vendre, elle et ses produits de table, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières, je ne connais pas pour ce haut-commissariat à la gourmandise d'homme plus capable pour cette fonction que celui qui fut il y a trois ans le premier lauréat du prix Charbonnet.

2 Le plus grand Pivot du monde

Deux heures après avoir quitté le Guide de la table et des bonnes adresses, je retrouvais chez Guy Savoy, précisément, le guide incontournable de notre littérature quand elle peut encore bouger et parler, Bernard Pivot, qui vient d'ailleurs d'accueillir le Dieu vivant sous son Arctique. Ce déjeuner en tête à tête a duré au moins cent vingt minutes, c'est-à-dire infiniment plus qu'une banale émission d'« Apostrophes » où il y a au moins quatre écrivains et un meneur de jeu pour vous couper la parole, et plus même que les grands entretiens de l'éte - avec Marguerite Duras, par exemple.

Un autre avantage, c'est qu'il n'y avait pas ce jour-là ces millions de personnes indisciplinées et médisantes qui vous écoutent et qui vous regardent quand vous essayez de balbutier quelques mots sur un livre qui ne devrait manifestement plus vous intéresser puisque vous avez écrit le mot de la fin depuis belle lurette, puisque vous avez donné vous-même le signal du départ. Pourquoi, en effet, les lecteurs liront-ils ce que vous n'avez plus envie d'écrire ?

Le dernier avantage - et non le moindre - de notre émission sur celle du vendredi, c'est qu'elle se passait chez Guy Savoy (8, rue Troyon, fermé du 14 juillet au 4 août. Encore un qui fête la Révolution !). Le vendredi, chez le Pivot ordinaire, il n'y a que de l'eau, de l'orangeade, à la rigueur du whisky pour ceux qui cherchent désespérément dans les coins ; ce jour-là, il y avait du potage de homard, du Château Palmer (en l'honneur du dix-septième arrondissement, des frères Persaire qui ont su faire de ce marigaux ce qu'il est, l'un des meilleurs, et de leur boulevard qui est tout à côté de Savoy) et d'autres bonnes choses.

J'avais l'esprit très gai, après une marche de santé avenue Mac-Mahon, à l'idée que j'allais pouvoir annoncer à mon libraire - qui, comme tous les libraires un peu sérieux, ne lit que la télévision - la longue robeorative de ce déjeuner. Je voyais déjà dans sa vitrine le placard qui annoncerait mes ouvrages : « Un record », Bernard Frank a déjeuné deux heures avec Bernard Pivot. Et ce communiqué serait diffusé dans toutes les librairies de France. Le million d'exemplaires était à ma portée. Notre émission au restaurant, qui avait été filmée et

enregistrée en douce loin des curieux, pouvait très bien passer en feuilleton cinq minutes avant le journal de 20 heures. Sur TF 1, « La route de la fortune » n'avait plus qu'à bien se tenir.

3 Le bonheur de Matignon

Qu'on ne s'attende pas, à l'évidence, que je révèle ce qui s'est dit, vendredi à l'hôtel Matignon, entre le premier ministre, son épouse - je les ai trouvées en forme - et quelques-uns de ses conseillers, très convenable, beau plateau de fromages, qui était le point de départ de Guy Savoy, et excellent vin, - et quelques personnalités du monde des arts et des lettres. Les photographes et les journalistes, qui nous attendaient nombreux dans la cour de l'hôtel à notre arrivée aussi bien qu'à notre sortie, en ont été pour leurs frais. Tout ce que je peux dire, c'est que nous n'interviendrons pas en Syrie et que ma suggestion d'envoyer Jean-Paul Kuffmann au Liban a été prise avec le sérieux qu'elle méritait.

Je n'étais pas retourné à Matignon, si mes souvenirs sont exacts, depuis que Jacques Duhamel, entre la présente ouverture aurait ravi, et qui était alors le directeur de cabinet d'Edgar Faure et dans le même temps mon éditeur, m'y avait convié. Quand Georges Pompidou était premier ministre et, me concernant, puissance invitée, je crois qu'il préférerait pour ses dîners les bistrotiers style Alard ou le Georges de la porte Maillot à son hôtel. Ce déjeuner d'artistes m'a permis de rencontrer des personnes que je ne connaissais pas. Ainsi Milton Karmel, d'origine d'Israël, assis presque en face de moi m'a donné envie de le lire. Il me semble qu'entre écrivains c'est vraiment ce qu'on appelle le coup de foudre. J'ai été également content de voir que notre premier ministre semblait heureux de l'être. Le bonheur est communicatif.

4 L'éternité retrouvée

Il n'est pas question que je vous parle sérieusement cette semaine du Mitterrand du vingtième siècle (Nathan), qui a près de neuf cents pages et que je viens juste de recevoir. Pour simplifier, disons qu'il propose aux élèves des lycées, aux étudiants, aux professeurs et à tous ceux que les écrivains intéressent à la fois une histoire et une anthologie de notre littérature au moment où nous pouvons échanger avec un certain battement de cœur, comme lors du lancement d'une fusée, les dernières années de ce siècle. A moins onze de la fin, le temps des bilans commencent. Ils sont dix-sept universitaires au moins à avoir tenté de mettre un peu d'ordre dans ce siècle sanglant. Ils l'ont divisé en quatre parties : 1. « De la Belle Époque à la Grande Guerre » ; 2. « Années folles et Front populaire » ; 3. « De mai 1940, 1945, 1958, 1968 » ; 4. « Modernisme et post-modernisme ». Cette division, on s'en doute, n'empêche pas la confusion la plus totale. Il n'y a que les siècles futurs qui sauront mettre à leur rude clarté dans notre vingtième siècle quand ils auront besoin de place pour leurs propres écrivains. Le Mitterrand accorde quel que répit, un refuge provisoire à ces centaines de réfugiés-écrivains qui vont croire follement que l'éternité est retrouvée !

L'agence de presse algérienne dénonce le « colonialisme audiovisuel »

« Chassez le colonialisme par la porte, il revient par la ciel » : c'est ainsi que l'agence de presse officielle algérienne APS commente les annonces faites au MIP-TV de Cannes du lancement de deux chaînes francophones par satellite destinées à l'Afrique, Canal France International et TV 5. « L'Afrique est toujours ce bon gâteau que l'on continue à se disputer, mais cette fois on le coupe d'en haut avec des satellites », poursuit l'APS, qui ajoute toutefois : « Rien ne sert de se lamenter, si l'on n'oppose aucune contre-offensive rationnelle » et reconnaît que « les autorités des pays concernés par ce déferlement d'images étrangères ont vu les choses venir avec une grande passivité ».

Canal France est une sorte de banque d'images distribuées par satellite qui doit alimenter à partir de mai des chaînes hertziennes africaines. Quant à TV 5 Afrique, son lancement a été discuté à Bruxelles vendredi 21 avril par les ministres des pays francophones concernés, mais sans doute, annoncé un peu rapidement à Cannes par le président de TV 5, M. Jean-Jacques Celerier (le Monde du 25 avril). M. Alain Decaux, ministre délégué chargé de la francophonie, a tenu à préciser que ce dernier « n'était nullement mandaté pour rendre compte des délibérations des ministres ». Pour M. Decaux, « l'extension de TV 5 à l'Afrique doit prendre en considération les aspirations des pays du Sud tout en tenant compte des contraintes de financement » et « ses modalités de développement seront arrêtées au sommet de Dakar ». Lors de ce sommet des chefs d'États francophones, du 23 au 26 mai prochain, on parlera sans nul doute beaucoup d'audiovisuel.

Inquiétude des Québécois

Les Québécois sont inquiets. Inquiets et dépités. Occupés à construire l'Europe de la télévision - via la dernière directive, - les Français auraient-ils oublié leur partenaire francophone d'outre-Atlantique, brusquement relégué dans le clan américain ? La préférence pour les programmes communautaires soulevée par le CEE sur les chaînes européennes risque en effet d'exclure les émissions québécoises.

Les cinq millions de francophones du Québec ne forment pas un marché suffisant pour les producteurs, qui misent sur l'ouverture aux autres marchés francophones : la France d'abord, la Belgique, puis la Suisse. Sans ce marché, la production en langue française se révèle impossible et les professionnels devront recourir à l'anglais.

« C'est une question de vie ou de mort pour nombre de nos sociétés », commente, à Cannes, un producteur de Montréal, qui se défend pourtant de vouloir dramatiser. « C'est en tout cas l'avenir de notre production francophone qui est en jeu », explique plus calmement Mario-José Raymond, de Rose Film. « La directive ne concède pas de label européen en coproduction avec le Canada. Cela découragera, qu'on ne passe qu'à la coopération avec le Québec. Que vont devenir les accords signés depuis dix ans entre nos deux pays ? »

Le nouveau ministre de la communication du Québec, M. Dutil, est donc venu à Cannes rassurer les producteurs québécois et sensibiliser M. Jack Lang au problème. « Ce n'est pas assez, se plaint M. Raymond, il faudrait prévoir une éventuelle clause additionnelle à la directive ou réaffirmer la primauté de nos accords traditionnels ».

A. Co.

Des « plombiers » cambriolent deux journaux belges

Deux journaux belges ont en la visite, le week-end dernier, de « plombiers ». Au siège de l'hebdomadaire le *Vif*-l'Express-Pourquoi pas ?, des cambrioleurs se sont emparés de matériels électroniques mais aussi de dossiers, d'agendas et de documents judiciaires consacrés à diverses affaires judiciaires comme celle des « tueurs fous du Brabant » ou celle de « Latimus » (nom d'un militant d'extrême droite mêlé à un dossier politico-criminel et retrouvé pendu dans sa cellule en 1984). Les notes prises par un journaliste sur la Sécurité de l'Etat et les services de renseignements belges, destinées à un futur livre, ont elles aussi disparu. Début avril, l'hebdomadaire, qui appartient au groupe français l'Express et à l'imprimeur-éditeur flamand Roulaert, avait déjà été « visité » : des cassettes d'enregistrement et un magnétoscope avaient

alors été dérobés. Un autre journal, le quotidien le *Libre Belgique*, a lui aussi, été victime de cambrioleurs, ce week-end. Mais ceux-ci ont vraisemblablement confondu la salle de rédaction avec celle des abonnés, et de nombreux documents ont été éparpillés par ces « plombiers » maladroits.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

10/11/1989

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Sida : le scandale des hémophiles

Mille deux cents hémophiles français sont aujourd'hui contaminés par le virus du sida. Où sont les responsables ? Qui doit payer ?

C'EST l'un des dossiers les plus difficiles et les plus douloureux que le ministre de la Santé ait à prendre en charge. Un dossier on ne peut plus polémique, auquel il conviendrait d'apporter la plus vite une réponse satisfaisante. L'affaire, à dire vrai, dépasse depuis longtemps les seules responsabilités du ministère de la Santé. Elle pose aussi un grave problème d'assurance au ministère des finances et, au-delà, au gouvernement dans son ensemble.

Il s'agit, en effet, d'un véritable casse-tête médical, juridique et financier qui pourrait prendre la dimension d'un scandale national dans la mesure où il met directement en cause l'exercice des responsabilités dans le système transfusionnel français, dont on vante justement, par ailleurs, les principes éthiques (bénévolat, anonymat, gratuité) qui régissent son fonctionnement.

Parce qu'ils souffrent d'une maladie héréditaire grave (transmise par les femmes et ne frappant que les hommes) altérant le processus normal de la coagulation du sang, les hémophiles ne peuvent vivre qu'en ayant recours de manière plus ou moins fréquente à des substances thérapeutiques injectables (des facteurs de coagulation) fabriqués à partir de sang humain.

Cette situation, on le sait, expose les hémophiles à certains risques, notamment ceux d'une contamination infectieuse à partir de virus pathogènes présents dans le « sang matière première », ou dans ses dérivés industriels. Ainsi, les spécialistes de virologie et de transfusion sanguine connaissent bien, au début des années 80, les risques encourus

par les malades hémophiles de contamination par le virus de l'hépatite B. Il y eut aussi rapidement celui du sida.

Il faut, pour comprendre, rappeler les principaux éléments chronologiques de ce dossier. Le virus responsable du sida fut découvert pour la première fois par l'équipe du professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) dans les premiers mois de 1983. Cette découverte ne fut pourtant « officialisée » qu'en

avril 1984 au terme d'un célèbre contentieux franco-américain. Identifiée à la fin de l'année 1981, l'épidémie de sida avait alors déjà alerté de nombreux responsables sanitaires, et l'examen de la situation épidémiologique permettait, dès 1982, de penser que l'agent infectieux responsable de la maladie pouvait être transmis par voie homosexuelle, ainsi que par le sang.

Avant même que le virus ne soit identifié, on savait donc que les produits dérivés du sang étaient potentiellement infectieux, qu'il s'agisse des transfusions sanguines ou, a fortiori, des produits — comme les facteurs de coagulation destinés aux hémophiles — obtenus à partir d'un très grand nombre de donneurs.

Face à cette situation difficile, les responsables médicaux

n'avaient, au départ, guère de solutions à proposer, hormis une certaine sélection des donneurs excluant les homosexuels et les toxicomanes, qui pouvaient, a priori, être considérés comme potentiellement contaminés ou contaminants. Après l'identification du virus, il y eut la mise au point de techniques de dépistage puis, plus tard, celle de procédés permettant, par chauffage, d'éliminer tout risque d'infection.

Il n'en reste pas moins vrai que la moitié d'entre eux (plus de mille deux cents sur les trois mille hémophiles graves recensés en France) sont contaminés et que plusieurs dizaines d'entre eux sont décédés des suites du sida.

De nombreuses voix s'élèvent aujourd'hui chez ces malades pour s'indigner, voire pour accu-

ser les responsables de la transfusion sanguine et les pouvoirs publics de ne pas avoir pris suffisamment tôt les mesures qui s'imposaient.

La principale anomalie de ce dossier tient à la décision prise en juillet 1985 par le ministre des affaires sociales et de la solidarité

nationale (M^{me} Georgina Dufoix) et par le secrétaire d'Etat chargé de la Santé (M. Edmond Hervé) de ne plus désormais rembourser par la Sécurité sociale que les facteurs de coagulation chauffés.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 20.)

LE PRIX DE LA FAUTE

L'AFFAIRE de la contamination des hémophiles par le virus du sida ne met pas seulement en lumière le retard dans la prise des décisions par les autorités sanitaires. Elle soulève aussi aujourd'hui la très délicate question de l'indemnisation du risque thérapeutique, puisque la France n'a pas, comme la plupart des pays européens, su apporter une réponse (sous la forme d'un geste de solidarité le plus souvent) en temps voulu.

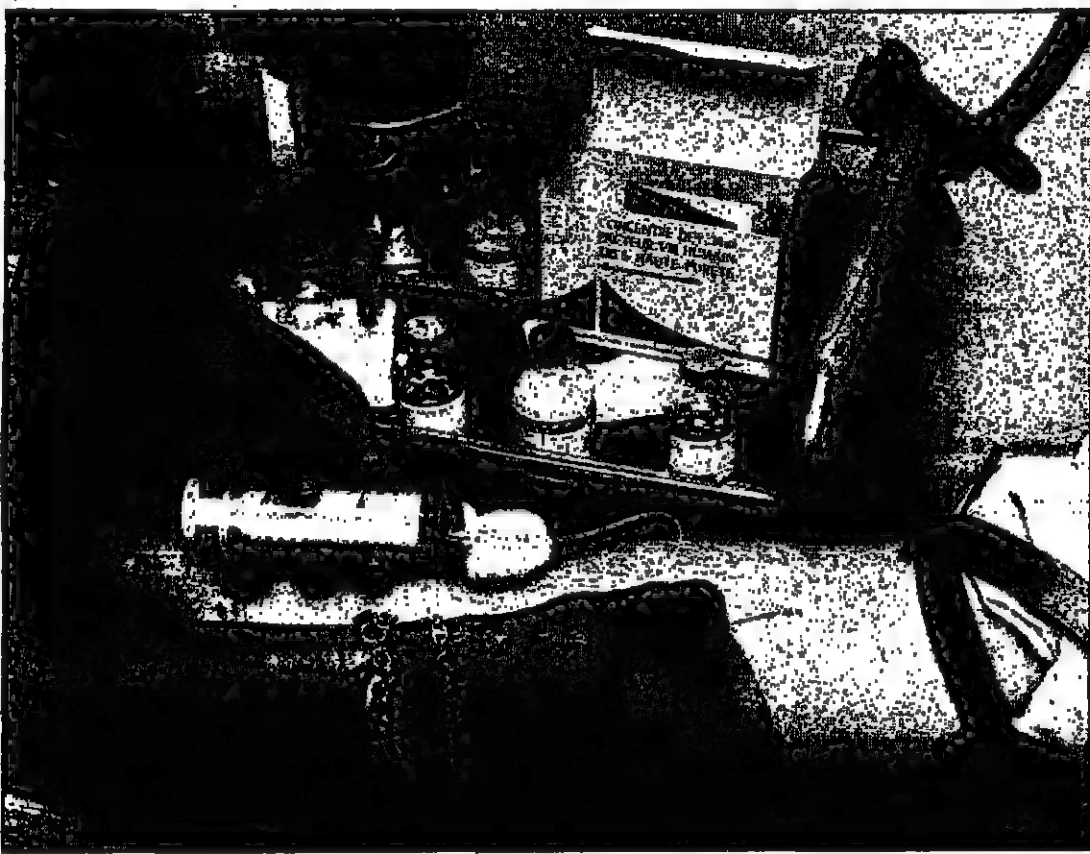
Après l'ultimatum fixé dans ces colonnes (Le Monde du 25 mars) par M. Bruno de Langre, président de l'Association française des hémophiles — qui tient son assemblée générale les 29 et 30 avril — la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) a annoncé, il y a quelques jours (Le Monde du 5-10 avril), la décision du gouvernement de créer un « fonds de solidarité ». Le montant de ce fonds et les modalités de son application ne devraient pas être connues avant la fin du mois de juin. Plusieurs points semblent toutefois acquis. Il s'agit d'un « geste de solidarité » à l'égard de malades hémophiles atteints du sida et non d'une forme d'indemnisation. Ce geste ne devrait a priori concerner que les « situations humaines les plus douloureuses ». Rien n'est, semble-t-il, prévu pour les familles des hémophiles déjà morts du sida (près d'une centaine), pas plus que pour les malades séropositifs.

Jusqu'à présent, seule l'Association des polytransfusés que préside M. Jean Peron Garvannoff, avait incité ses membres à porter plainte tant au civil qu'au pénal. « Il

s'agit pour nous, certes, d'obtenir une indemnisation, mais aussi et surtout de dénoncer les fautes », explique M. Peron Garvannoff, qui met en cause les liens qui unissent l'Association française des hémophiles (AFH) et les autorités transfusionnelles, ainsi que le « laxisme » dont ont longtemps fait preuve les dirigeants de l'AFH. « Nous pensons, explique-t-il, que la politique de discrétion menée par l'AFH constitue une faute et a peut-être permis au CNTS d'écouler ses stocks contaminés durant l'été 1985. Pourquoi l'AFH n'a-t-elle pas montré auparavant les documents internes dont elle parle aujourd'hui et qui montrent qu'il y a eu écoulement volontaire de produits potentiellement dangereux ? »

C'est dans ce contexte qu'intervient la toute récente décision des responsables de l'AFH d'appeler « tous les hémophiles » contaminés à entamer des procédures de réparation auprès des assurances des centres de transfusion. Cette action de grande ampleur tranche avec la politique de cette association, qui avait depuis le début du drame cherché par tous les moyens à obtenir discrètement réparation des préjudices subis par ses membres. Il reste aujourd'hui à savoir quelle logique prévaudra — celle de l'AFH ou celle de l'Association des polytransfusés, — et si la justice aura à se prononcer sur la nature des responsabilités — voire sur l'existence de fautes — dans ce qui prend la dimension d'un drame, sinon d'un scandale national.

J.-Y. N.



Des roches pleines d'énergie

Le site de Soultz-sous-Forêts (Bas-Rhin) semble particulièrement convenir pour l'étude d'un nouveau type de géothermie.

LES équipes françaises et allemandes qui ont travaillé en commun en 1987 et 1988 au projet de Soultz-sous-Forêts (Bas-Rhin) sur les roches chaudes et sèches (1), préparent en ce moment les propositions qu'elles vont soumettre dans quelques semaines à leurs autorités de tutelle respectives, ainsi qu'à la Grande-Bretagne et aux Communautés européennes pour poursuivre leurs études.

Le forage de Soultz-sous-Forêts (Le Monde du 2 septembre 1987 et du 30 décembre 1987) a montré que le site présentait des avantages certains :

- à 2 002 mètres de profondeur, la température est de 141 °C.
- tout un réseau de fissures naturelles subverticales, est orienté à peu près parallèlement au fossé rhénan. Ces fissures perpendiculaires à la contrainte minimale que subit la région, pourront être réouvertes (ou plus ouvertes) moins difficilement que si leur direction était différente ;
- la pression au fond est relativement faible. Une pompe créant une pression légèrement supérieure à 30 bars en surface suffirait pour injecter les fluides

destinés à ouvrir les fissures indispensables à la circulation de l'eau dans les roches chaudes.

Le site présente cependant plusieurs inconvénients.

- Curieusement, le gradient géothermique anormalement élevé (8,8 °C par 100 mètres) n'existe que jusqu'à la profondeur de 1 200 mètres. De 1 200 à 2 000 mètres, le gradient géothermique n'est plus que de 2,8 °C par 100 mètres. Or, dans un graben

(fossé tectoniquement actif), par définition, la croûte continentale est amincie ; le manteau chaud est donc plus près de la surface. De plus, le granite, dans lequel a été foré le puits, est plus radioactif et dégage donc plus de chaleur que le granite moyen mondial.

Les spécialistes n'ont pas encore élucidé les causes des bizarreries du gradient géothermique. Mais ils pensent qu'elles seraient dues à une circulation d'eau infiltrée dans la Forêt-Noire. Cette eau, souterraine, ne se réchaufferait pas suffisamment pour refroidir le haut du granite (sitné à la profondeur de 1 376 mètres). Le gradient géothermique augmenterait de nouveau, à partir d'une profondeur qui reste à découvrir. Sans nouvelle augmentation, la température du granite devrait être déjà de 185 °C.

CHAUDIÈRES DE GRANITE

PAROUT sur la Terre, la température augmente avec la profondeur : c'est ce qu'on appelle le gradient géothermique. En moyenne, ce gradient est de 3 °C par 100 mètres. Mais il existe des zones — actives tectoniquement ou volcaniques — où ce gradient est plus élevé (8 °C, 8 °C, 10 °C parfois par 100 mètres).

Dans certaines de ces régions privilégiées (Italie, Japon, Californie, Nouvelle-Zélande, Mexique, Pérou, Antilles, etc.), de l'eau, qui a circulé naturellement dans la sous-croûte surchauffée, peut être récupérée à des températures de

200 °C, 300 °C ou même plus. Cette énergie géothermique dite de haute énergie peut être utilisée — avec diverses précautions — pour faire tourner des centrales thermiques.

Il existe d'autres zones à gradient géothermique anormalement élevé, mais le sous-sol est fait de granite, une roche où peu d'eau circule. D'où l'idée d'utiliser cette énergie potentielle beaucoup plus répandue que les géothermies à eau surchauffée. On fore deux puits assez proches l'un de l'autre que l'on met en communication (dans

leur partie inférieure) par des injections de fluides sous pression qui élargissent (les spécialistes disent « stimulent ») les fissures existantes. La communication établie, on injecte par l'un des puits de l'eau froide qui remonte par le second après s'être réchauffée par son passage dans les roches chaudes, comme dans un échangeur.

L'idée est simple, mais le problème est extrêmement complexe, et l'énergie des roches sèches et chaudes n'est pas encore exploitée.

Y. R.

Mais la dissolution présenterait aussi l'avantage de mieux ouvrir ces fissures entrouvertes seulement par la « stimulation » et de pouvoir colmater des fissures indésirables.

Autres sujets d'étude : d'abord la « stimulation » des fissures par injection d'eau additionnée de gels très visqueux et de microgrammés chargés de jouer le rôle d'agents de soutènement des fissures ouvertes. Mais il faut soigneusement choisir la pression des injections de façon à ne pas provoquer le confinement latéral des fissures. Ensuite, l'amélioration du repérage des réseaux des fissures par la micro-sismique. Si l'on ne connaît pas bien la localisation et la direction des fissures stimulées, on ne peut correctement implanter le deuxième puits, qui doit collecter et remonter l'eau chauffée.

Les équipes franco-allemandes s'attendent aussi à continuer l'exploration profonde du granite en forant, à partir du puits existant, jusqu'à 3 500 mètres, un puits de petit diamètre qui ne serait pas trop cher.

Soultz-sous-Forêts n'est pas le seul site auquel pourrait s'intéresser l'association France-Allemagne-Grande-Bretagne-Communautés européennes. Il y en a un en Cornouailles britanniques (75 °C à 2 000 mètres) et un au Bade-Wurtemberg (143 °C à 3 550 mètres).

Cela n'empêche pas les équipes franco-allemandes de Soultz-sous-Forêts de préparer le programme

qu'elles vont bientôt proposer. Si « leur » site est choisi, il faudra bien deux ans pour mener à bien les travaux qu'elles souhaitent et qui sont indispensables pour arriver à une deuxième phase « lourde » du projet de Soultz-sous-Forêts. De toute façon, cette deuxième phase serait consacrée à des études et non à faire fonctionner une sorte de pilote industriel.

Il est trop tôt pour évaluer le coût des deux ans d'études et, a fortiori, celui des cinq années de l'éventuelle deuxième phase. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la première phase (1987-1988) a coûté 50 millions de francs. Sur ces 50 millions, la France a apporté 16 millions, l'Allemagne fédérale 20 millions et les Communautés européennes 14 millions.

YVONNE REBEYROL.

(1) Le site est, en fait, sur la commune voisine de Kutzehausen. Mais, pour des raisons de prononciation et de mémorisation, le projet a reçu le nom usuel de Soultz-sous-Forêts. Du côté allemand, cinq organismes, le ministère de la recherche et de la technologie, des laboratoires des universités et du CNRS, Schlumberger, EDF et Total. Les coordinateurs du projet sont MM. André Gérard (BRGM) et Oskar Kappelmeier (Geothermik Consult). Les Britanniques, qui ont commencé en Cornouailles depuis 1979 des expériences similaires, ont prêté du matériel et ont fourni des conseils.

Allons, savants !

Les pionniers de la science moderne ont contribué à sauver la République en 1793. Une exposition à La Villette retrace leur aventure.

DANS le salon de son épouse, Sophie, le mathématicien et philosophe Nicolas de Condorcet reçoit quelques amis. Parmi eux, Jean-Charles Borda, venu lui exposer l'un des grands projets de l'époque : le système métrique. Plus loin, c'est aux savants Pierre-Simon Laplace, Antoine-François de Fourcroy et Claude Chappe — l'inventeur du télégraphe — qu'il revient de témoigner sur la situation de la communauté scientifique. Plus loin encore, Napoléon Bonaparte est surpris en pleine campagne d'Égypte entouré d'Etienne Geoffroy Saint-Hilaire, Claude-Louis Berthollet ou Gaspard Monge, qui élabore alors les prémices de son *Mémoire sur le mirage*.

A la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, dans l'exposition qui leur est consacrée depuis le 19 avril (1), les savants aussi font la Révolution. Sous les traits des comédiens de la Comédie théâtrale Alain Germain, les plus grands d'entre eux représentent vie pour nous présenter leurs inventions — de la machine à papier continu aux montres décimales, en passant par l'eau de Javel, le parachute... ou la boîte de conserve. Le tout accompagné de spectacles populaires, qui soulignent les rapports étroits — et parfois violents — qu'entretenaient alors les pionniers de la science moderne avec la politique.

« Citoyen, vous savez qu'il reste à la ménagerie un rhinocéros qui devient inutile dans ce pays. Je vous le conserve avec plaisir. » Rédigé par le régisseur de la

ménagerie de Versailles, cette lettre est adressée, le 17 janvier 1793, à son collègue du Jardin des Plantes (2). Au même moment, dans la salle du Manège, à Paris, les députés de la Convention votent la mort de Louis XVI.

Alors que la plupart d'entre eux ont jusqu'alors vécu les événements politiques en simples spectateurs, les premiers mois de la Terreur marquent le début d'une période noire pour les scientifiques. Certains, comme Cuvier, Berthollet ou Monge, se retrouvent brusquement mobilisés au service de la nation. D'autres, et ils sont nombreux, se voient contraints à l'exil et dans l'impossibilité de poursuivre leurs travaux. Un an plus tard, l'éminent chimiste Antoine-Laurent de Lavoisier (à qui l'on doit notamment la découverte de la composition de l'eau) et l'astronome Jean-Sylvain Bailly sont exécutés. Arrêté le 7 avril 1794, le mathématicien Condorcet est retrouvé mort quelques jours plus tard dans sa cellule de la prison de Bourg-la-Reine. Enoncé par la Convention, le 8 août 1793, un projet de loi abolit toutes les académies et sociétés littéraires subventionnées par la nation — parmi lesquelles l'Académie des sciences.

Souvent malgré eux, les savants de l'an II se trouvent ainsi plongés dans la tourmente révolutionnaire. En août 1793, c'est l'état d'urgence. Routes, ponts, ports et arsenaux, l'infrastructure du pays est en décomposition. La poudre manque, les armées étrangères



Caricature de Jean-Sylvain Bailly, astronome, maire de Paris après le 14 juillet 1793, exécuté en 1793.

sont aux frontières. Pour sauver la République, la formation de techniciens et d'experts devient une priorité absolue. Des centaines de jeunes gens, venus de toutes les provinces, convergent vers Paris pour apprendre à fondre les canons. La « méthode révolutionnaire » fait appel aux scientifiques qui, pour la première fois, prennent une part directe à la marche des affaires de l'Etat.

« Fondée le 2 février 1794, l'Ecole des armes doit, en trois « décades » — dix jours selon les divisions en vigueur du calendrier

révolutionnaire, — apprendre à raffiner le salpêtre et à fabriquer la poudre et les armes à feu de simples citoyens, délégués par les districts français et les sections de Paris », raconte Nicole Dhombras (3). En dehors de la lecture et de l'écriture, aucune connaissance préalable n'est exigée. Mais les professeurs figurent parmi les meilleurs savants de l'époque : Guyton de Morveau, Hassenfratz, Fourcroy, Berthollet, Monge.

« Si la plupart des progrès techniques apparus à la faveur de

la Révolution se trouvaient en germe à la fin de l'Ancien Régime, on observe alors, en revanche, un phénomène unique », estime Yves Laisus, inspecteur général des bibliothèques au ministère de l'éducation nationale et commissaire général de l'exposition de La Villette. « Imagines tous ces messieurs de l'Académie royale, dans leur grande majorité des esprits libéraux qui — du moins jusqu'à la Terreur — ont suivi les idées nouvelles, tous ces savants de cabinet en souliers à boucle et en habit de soie brusquement amenés, en l'espace de quelques semaines, à descendre dans la rue pour y diriger des fabriques de canons de fusil et donner des cours à des inconnus... »

Six mille fusils par jour

En 1795, le bilan est spectaculaire. « Six mille fusils par jour, trente fonderies fournissant treize mille bouches à feu au lieu de quatre en 1789 : une récolte de salpêtre douze fois supérieure à ce qu'elle était en 1792, soit plus d'un million de livres par mois », récapitule Nicole Dhombras. Un véritable exploit technique, auquel s'ajoutent deux inventions majeures — résultant il est vrai de découvertes antérieures, mais dont la mise en œuvre est accélérée par l'effort de guerre : le télégraphe aérien et l'aérostat.

Dès lors, le cours de l'histoire s'inverse pour les hommes de science. Très vite, la réussite des « cours révolutionnaires » et la puissance des concours apportés par les savants à la survie de la République aboutissent à deux événements majeurs, clés de voûte du prestigieux enseignement scientifique qui prédominera en France au début du dix-neuvième siècle : la création de l'Ecole centrale des

travaux publics, qui deviendra l'Ecole polytechnique en 1795 ; et celle de l'Ecole normale, qui ouvre ses portes le 20 janvier 1795 dans l'amphithéâtre du Muséum d'histoire naturelle de Paris. Supprimée le 8 août 1793, l'Académie des sciences renaît quant à elle le 25 octobre 1795, sous la forme d'un Institut national.

En mettant fin à la situation de précarité dont souffraient jusqu'alors les savants, ces nouvelles institutions modifient considérablement le paysage scientifique français. « Pour cette génération de savants qui avaient environ vingt ans quand éclata la Révolution française, la Convention, en créant des institutions scientifiques d'enseignement et de recherche, donna une impulsion nouvelle et décisive à leur carrière qui commençait », rappelle Nicole et Jean Dhombras (4). Parmi eux, le naturaliste Georges Cuvier : âgé seulement de vingt-six ans lorsqu'il est élu à l'Institut, en 1796, il prépare à cette même date la publication de son premier ouvrage majeur, *Tableau élémentaire de l'histoire naturelle des animaux*. Pour la première fois depuis le début de la Révolution, il devient possible, en France, de vivre de la science.

CATHERINE VINCENT.

(1) « Les savants et la Révolution », du 19 avril 1989 au 7 janvier 1990. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Leprieux, 75019 Paris.

(2) *La Révolution des savants*, Denis Guedj, Editions Gallimard, collection « Découvertes ».

(3) *Les Savants en révolution*, Nicole Dhombras, Coédition Cité des sciences et de l'industrie, Calmann-Lévy.

(4) *Naissance d'un pouvoir : sciences et savants en France (1793-1824)*, Nicole et Jean Dhombras. A paraître aux Editions Payot.

Le scandale des hémophiles

(Suite de la page 19.)

Cette décision, qui a pris la forme d'un arrêté daté du 23 juillet 1985, signé par les deux directeurs de cabinet, ne devait entrer en application — chose difficilement compréhensible — qu'à partir du 1^{er} octobre de la même année.

En d'autres termes, alors que l'on reconnaissait officiellement l'absolue nécessité de n'utiliser que des produits chauffés de manière à ne pas infecter ou surinfecter les hémophiles, on autorisait tacitement l'utilisation, durant deux mois, de substances potentiellement contaminantes. Rien, aujourd'hui, ne permet de comprendre et encore moins de justifier une telle décision.

Comment en était-on arrivé à ? A l'échelon international, les premières inquiétudes des fabricants de produits antihémophiliques remontent au début de 1983. Ainsi, un document daté du 4 mai de cette année et classé « confidentiel », signé par M. David Castaldi, président de la division Hyland Therapeutics de la multinationale Travenol, fait-il état de multiples problèmes posés par l'épidémie de sida et annonce la décision de sa firme de sélectionner ses donneurs et de ne plus commercialiser que des produits échantillonnés.

Faute de certitudes scientifiques, il apparaissait, dès cette date, raisonnable de s'engager dans une telle voie : une décision qui fut rapidement confirmée par les données épidémiologiques. En France, on était encore loin de la prise de conscience des risques encourus et des décisions indispensables.

Alors qu'une circulaire datée du 20 juin 1983 mettait en place une première sélection de donneurs de sang, il fallut attendre 1985 pour que la menace qui pesait sur les hémophiles com-

mence à être effectivement prise en considération.

« Si aujourd'hui, avec un recul suffisant, on sait que les techniques de chauffage ont fait la preuve de leur efficacité vis-à-vis du virus du sida, la convergence des travaux en faveur de la mise en œuvre de telles procédures d'inactivation n'a été acquise que lors du congrès sur le sida à Atlanta, en avril 1985, explique-t-on au Centre national de transfusion sanguine (CNTS), seul habilité à importer ce type de produit. Devant ces incertitudes, le traitement des hémophiles avec des produits chauffés ou non résultait du seul choix des utilisateurs. »

En octobre 1984, déjà, un groupe d'experts, de cliniciens et de biologistes spécialistes des problèmes de l'hémophilie recom-

mandait de ne plus soigner les nouveaux hémophiles (les hémophiles dits « vierges », c'est-à-dire n'ayant pas encore été traités) qu'avec des produits chauffés. Le CNTS avait déjà commencé à importer ces produits (419 000 unités internationales en 1983, 3 millions en 1984 et 5 millions entre janvier et juillet 1985).

Le 9 mai 1985, le docteur Michel Garretta, directeur général du CNTS, écrivait une lettre « confidentielle » à la direction générale de la santé. Il soulignait « l'urgence absolue » d'interrompre la propagation de la contamination des hémophiles et de leurs familles par le virus du sida. Il exposait la stratégie mise en œuvre par le CNTS. « Compte tenu de l'urgence, la procédure de chauffage doit s'effectuer pendant une période d'environ trois à quatre mois dans les locaux de la

firme Immuno, en Autriche, période pendant laquelle nous devons finir de transformer les locaux et acquérir le supplément d'équipement indispensable, écrivait-il. Les conséquences financières de cette stratégie d'urgence sont considérables, puisque non seulement nous cumulerons les charges de la rupture de stock à celles liées aux investissements nécessités par cette technologie, mais nous constatons une perte en rendement d'environ 20 %, portant aussi bien sur le facteur VIII que sur le facteur IX. Un réajustement des prix de cession est impératif. »

Le CNTS estimait alors que la date retenue (juillet 1985) pour passer à la distribution exclusive de produits chauffés constituait « le meilleur compromis entre les

impératifs de la santé publique et les contraintes économiques ».

Aujourd'hui, plus personne ne conteste que les hémophiles français ont été infectés par le virus du sida entre 1979 et le second trimestre de l'année 1985 par des produits transfusionnels d'origine étrangère, puis française. Si la plupart des contaminations ont été précoces, on sait aussi qu'un certain nombre ont été tardives. Ainsi, sur 71 hémophiles séronégatifs en mars 1984, 34 ont été retrouvés séropositifs en octobre 1985. On sait aussi que si la moyenne nationale est d'environ 50 %, le pourcentage de la séropositivité des hémophiles est très variable selon les régions. Il est ainsi de 63,5 % à Paris, de 35 à 42,5 % à Nancy, Strasbourg et Marseille ou encore de 8,5 à 12 % à Lille et à Lyon. « Ces variations », explique-t-on au CNTS, se

retrouvent dans la plupart des pays touchés. Elles s'expliquent par le mode de traitement de l'hémophilie, par l'origine des produits utilisés, par le niveau d'endémie du sida dans les pays ou dans les régions où le plasma-matière première a été collecté. »

En définitive, la principale question soulevée par cette dramatique affaire est celle de savoir si l'on pouvait agir plus tôt, à la fois pour réduire le nombre de contaminations mais aussi la fréquence des surinfections. La technique d'inactivation virale par chauffage avait été évoquée dès l'épidémie de sida. Il s'agissait alors de prévenir le risque d'hépatite virale chez les hémophiles.

En dépit des inquiétudes précoces manifestées par certains fabricants, les premiers documents officiels recommandant le passage aux concentrés chauffés pour la prévention du sida (la National Hemophilia Foundation et le Center for Disease Control d'Atlanta, tous deux américains) ne datent que d'octobre 1984. Il aura ainsi fallu un an après cette date pour que cette pratique soit officialisée en France. Un délai qui aurait sans doute pu être notablement raccourci si l'on n'avait cherché à faire valoir certains intérêts économiques et une forme de protectionnisme.

La même remarque vaut d'ailleurs pour la mise en place du dépistage systématique sur les dons de sang. Un point particulier devra notamment être au plus vite éclairci, celui de l'attitude des établissements de transfusion sanguine entre août et octobre 1985. Certains ont-ils, comme accusent aujourd'hui les responsables de l'Association française des hémophiles, cherché à « écouler leurs stocks » de produits non chauffés avant d'être — bien tardivement — contraints à utiliser des produits inactivés ?

JEAN-YVES NAU.

UN MANQUE DE JUGEMENT

NOUS publions ici les extraits d'une note transmise, le 28 août, au cabinet de M. Evén, ministre de la santé, par les responsables de l'AFH :

De l'avis de l'Association française des hémophiles, des erreurs d'appréciation et des hésitations sur les décisions à prendre ont empêché ces mesures protectrices d'intervenir plus tôt et de façon plus complète. Ainsi on n'a pas évité un certain nombre de contaminations non encore surveillées en 1984 et surtout des surcontaminations très néfastes d'hémophiles déjà infectés. Pour tant des produits dépourvus d'activité virale HIV ont été mis sur le marché à l'étranger bien avant l'année 1985. Longtemps, le risque du sida pour les hémophiles a été minimisé, malgré les

nouvelles inquiétudes venues des Etats-Unis et malgré les mises en garde des médias.

Longtemps, la contamination par le sang et par les produits dérivés du sang a été mise en doute. Longtemps, on a hésité à substituer aux produits sanguins contaminés les produits dits « chauffés », à activité virale atténuée, dont la technologie de fabrication était disponible, ainsi que les produits eux-mêmes (...). Il n'est pas étonnant que des doutes ainsi prolongés sur l'importance du risque du sida, sur ses causes et sur sa transmission par le sang, aient entraîné des retards dommageables dans les mesures de prévention. A ces fautes de jugement sur la gravité du sida et sur ses modes de

transmission se sont ajoutés des retards dans le retrait de la distribution des produits sanguins contaminés et dans la fourniture de nouveaux produits concentrés à innocuité virale (...).

La contamination d'hémophiles encore indemnes a pu continuer et les hémophiles déjà contaminés ont été surcontaminés par des produits prescrits avant le 1^{er} octobre 1985. Les instructions reçues par les services de distribution des produits sanguins destinés aux hémophiles sont tout à fait claires à ce sujet, notamment à Paris et dans la région d'Ile-de-France.

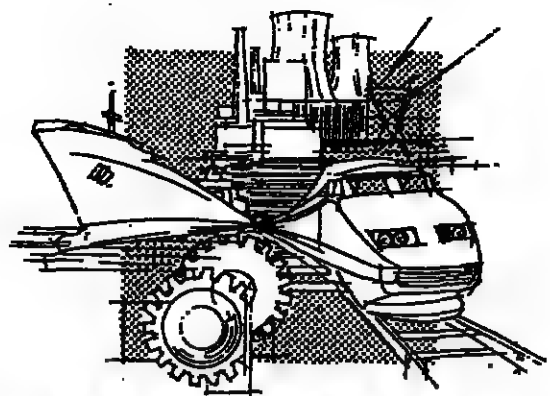
D'après ces instructions, « la distribution des produits non chauffés reste la procédure normale, tant qu'ils sont en stock ». La distribution de produits

chauffés n'est prévue que pour les hémophiles participant à un protocole d'essais cliniques et pour ceux qui sont anti-LAV négatifs. Pour garantir l'application de ces dispositions restrictives, on a été jusqu'à imaginer de faire mentionner par les médecins prescripteurs sur leur ordonnance l'état sérologique de leur malade (que devient le secret médical ?). L'indépendance des médecins ? En l'absence de cette mention, ou d'information arrivée au service de la distribution par d'autres canaux, le problème fera l'objet d'un examen spécial. » Il est même précisé que pour les malades connus anti-LAV positifs, les concentrés non chauffés doivent être utilisés jusqu'à l'épuisement des stocks.

15041101

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



ALSTHOM



DIVISION FERROVIAIRE
1^{er} CONSTRUCTEUR MONDIAL

Nos succès sont liés à nos hommes de haute technicité, qui ont pour habitude de travailler en équipes-projet autonomes dans un environnement humain stimulant. Nous vous proposons de nous rejoindre et de travailler dans un secteur de pointe.

L'ELECTRONIQUE EMBARQUEE

Tout comme les 150 Ingénieurs de notre établissement de Lyon, vous mettrez en œuvre les techniques les plus avancées et serez le moteur de notre développement.

**Jeunes ingénieurs
électroniciens**

de haut niveau

ENSTA, ENST, ESE, INPG, ENSEEIHT, ...

LYON

RESEAUX EMBARQUES
ETUDES GENERALES
AUTOMATES

HARD ET SOFT
MICRO INFORMATIQUE
LOGICIEL

Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés possédant idéalement une première expérience dans les domaines ci-dessus. Toutefois nous analyserons avec intérêt les candidatures de débutants à fort potentiel.

Travaillant dans un environnement international ils pourront avoir des ouvertures de carrière intéressantes au sein du Groupe.

Ecrire sous réf. A.69-M à notre Conseil, Référentiel
54, Cours Lafayette, 69003 Lyon,
qui traitera vos candidatures en toute confidentialité.

**De nouvelles compétences
et beaucoup d'enthousiasme...**

Branche du Groupe LIVRE HACHETTE, nous gérons les activités « Industrie et services ». La Direction Administrative et Financière joue un rôle pilote dans l'évolution des systèmes de gestion. Elle dispose d'équipes performantes, d'un environnement informatique sophistiqué et de moyens importants. Ses objectifs sont ambitieux.

De nouvelles compétences et beaucoup d'enthousiasme sont attendus pour deux fonctions qui se créent :

chef de projet

Ingénieur, doublé d'un gestionnaire ou universitaire (MAGE), vous êtes convaincu que la réflexion sur les systèmes d'information, puis leur développement, ne peut se faire qu'en y associant étroitement les utilisateurs.

Vous êtes déjà un homme d'applications et évoluez dans l'univers de la gestion. Nous vous proposons de rejoindre une équipe pour vous consacrer, entre autres projets, à l'étude et au développement d'applications commerciales.

Vous évoluerez dans un environnement IBM gros systèmes et disposerez de moyens importants : micros, bureautique, télématique et Infocentre.

Réf. FH/12M

organisateur

Cette fonction, pluridisciplinaire par excellence, s'adresse à un ingénieur ou à un diplômé d'école de gestion d'environ 30 ans. Son expérience, acquise dans l'industrie ou le service, lui donne une bonne pratique de l'analyse, du diagnostic, de l'étude fonctionnelle.

Il pourra dans notre environnement mettre en œuvre ses recommandations, suivre la réalisation informatique confiée à des spécialistes, former les utilisateurs. Il conduira ses projets dans le cadre d'une équipe déjà très opérationnelle.

Penser de nouvelles organisations, les proposer, calculer la rentabilité de chaque opération, implique une démarche très ouverte, un intérêt réel pour l'activité et les produits du groupe.

Réf. FH/13M

Merci d'adresser un dossier de candidature, en précisant la référence, à notre conseil : **INFRAPLAN 83**, boulevard Raspail, 75006 PARIS.

HACHETTE
GROUPE LIVRE

**Il est 5 heures,
la France s'éveille,
nos dispatcheurs agissent...**



**Jeunes ingénieurs Supélec, Centrale,
Sup Télécom, Enseeiht, Ensieg...**

25 millions de clients prennent leur petit déjeuner, des milliers d'entreprises démarrent leur activité en toute sécurité... la consommation d'électricité s'accroît.

Véritables aiguilleurs de l'énergie, nos dispatcheurs ajustent 24 h/24, la production d'électricité à la consommation, à l'aide d'outils à la pointe de la technologie. Qualité, sécurité, économie sont leurs maîtres-mots.

Savoir anticiper, analyser pour décider, agir vite avec sang-froid : des qualités indispensables pour s'investir dans ce poste stratégique à hautes responsabilités. Exercer ce métier, c'est passer à l'action avec une large autonomie de décision, travailler au sein de petites équipes et avoir la possibilité de faire reconnaître ses talents. C'est aussi bénéficier d'une vision globale de l'entreprise (production, transport d'énergie, gestion, recherche) et d'une ouverture privilégiée sur les multiples carrières qu'elle peut offrir.

Postes à pourvoir à Paris, Lille, Nancy, Nantes, Toulouse, Lyon, Marseille.

Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre, photo et prétentions) sous réf. M1/254 à EDF, Guy Lambert, Département Recrutement, 12 Place des Etats-Unis 75783 Paris Cedex 16.

**MANNESMANN
DEMAG S.A.**

DIVISION MANUTENTION

recherche pour une durée d'un ou deux ans à Offenbach (RFA)

INGENIEUR
(ENSAM, ICAM, ENI)

- Après formation, il pourra réintégrer la filiale française basée à Châlons-sur-Marne, ou il prendra en charge LES SYSTEMES DE MANUTENTION DANS L'AUTOMOBILE.
- Bilingue Allemand.
- Les candidatures sélectionnées seront adressées à la Direction en RFA.

Adresser CV avec photo et prétentions à MANNESMANN DEMAG - Division Manutention - Service du Personnel 5, av. Ampère - 51012 CHALONS-SUR-MARNE CEDEX.



Vous êtes jeunes et passionnés d'INFORMATIQUE TEMPS REEL, vous parlez l'anglais.

Nous sommes un Département en pleine expansion, spécialisé dans : LA CONDUITE DE PROCESS INDUSTRIELS, nous recherchons :

INGENIEURS DE REALISATION

EXPORT ET DE PROJETS D'INFORMATIQUE ET D'AUTOMATISMES INDUSTRIELS

REF. IR

INGENIEURS DE MISE EN ROUTE

D'INSTALLATION AUTOMATISEES SUR SITES FRANCE et EXPORT

REF. IMR

INGENIEURS DEVELOPPEMENT SYSTEME

EN EXECUTIF TEMPS REEL, RESEAUX...

REF. IDS

Ces postes vous permettront de prendre rapidement des responsabilités et d'évoluer à terme vers des fonctions D'INGENIEUR D'AFFAIRES. **Postes situés près de FONTAINEBLEAU (77).** Merci d'adresser CV et rémunération souhaitée en précisant la référence choisie à JEUMONT-SCHNEIDER DRH - 31, quai de Dion Bouton - 92811 PUTEAUX cedex.

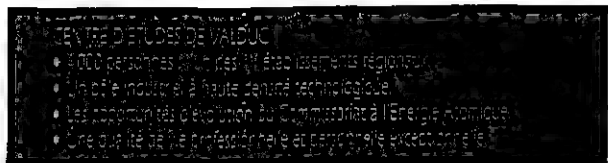
JEUMONT SCHNEIDER
L'électricité sans frontières

GROUPE SCHNEIDER

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

JEUNES INGENIEURS AU CEA VALDUC, ALLIEZ LA HAUTE TECHNOLOGIE A L'ART DE VIVRE EN BOURGOGNE



2 Ingénieurs génie chimique

- le responsable du laboratoire d'expérimentation, chargé de piloter les études sur les plans scientifique, technique et budgétaire. (Réf. M/2)
- le responsable des activités de retraitement et du développement de méthodes de traitements chimiques doit allier à un bon niveau scientifique, un sens relationnel développé et le sens de l'encadrement et de l'animation des hommes. (Réf. M/3).

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, CEA-VALDUC, 21120 Is-sur-Tille ou contacter Evelyne Guiberteau au (16)-80-23-46-83.



Ingénieur d'études métallurgiques

Vous définissez et conduisez les études de matériaux. Ingénieur attiré par les sciences des matériaux, avec si possible une 1ère expérience en laboratoire d'études métallurgiques générales, venez exprimer votre dynamisme, votre curiosité d'esprit et votre créativité dans un cadre évolutif. (Réf. M/32)

Ingénieur chimie analytique

Avec une équipe de 5 personnes, vous assurez les analyses par spectrométrie d'émission, fluorescence X et analyses de gaz dans les métaux et le suivi analytique des fabrications. Ingénieur spécialisé en chimie-physique, vous possédez de bonnes connaissances en informatique. Ouverture d'esprit, créativité, sens relationnel et aptitudes à l'encadrement complètent votre potentiel. (Réf. M/4).

Pour ces postes à pourvoir à partir du 1/10/89, appelez le 80.23.46.83.

DECISION INTERNATIONAL

Société française en informatique de haute technologie, implantée en Europe et aux USA, participant à des projets d'envergure française et internationale tels que : HERMES, COLOMBUS, BARRASAT, TELECOM 2, SPOT, ARGOS, AIRBUS, RITA, EUREKA, ESPRIT II... recherche

INGÉNIEURS Paris-Provence

- Vous avez :
 - une formation scientifique (école d'ingénieurs ou université)
 - une expérience de plus de 2 ans
 - des compétences dans l'un ou plusieurs des domaines suivants :
 - SPS7 sous SPX et SPART Langage C et Pascal
 - MLX et UNIGRAPH sous MOPTER, UNIRIT et UNIX
 - Série 680x0 sous VRTX
 - MITRA sous MMT2, MOP, langage LTR2
 - VAX sous VMS et ULTRIX
 - toutes compétences UNIX, C et temps réel
 - microprocesseurs 680x et traitement du signal.
- Nous vous offrons :
 - la possibilité de diriger ou de vous intégrer à des projets de haut niveau technologique en fonction de vos compétences et ambitions
 - l'environnement et les méthodes vous permettant d'accroître votre expertise sur toutes les gammes de matériels et environnements logiciels
 - une évolution de carrière à Paris, en province ou à l'étranger
 - des possibilités de partenariat.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. à

DECISION INTERNATIONAL
Service du personnel
52, rue d'Aguesseau - 92100 BOULOGNE.

N°1 Mondial des métros automatiques...

Nos pilotages automatiques de métro et notre système VAL, c'est le talent technologique appliqué aux transports terrestres : plus de 2 milliards de passagers transportés par an. Nous poursuivons notre expansion dans un contexte international très concurrentiel et recherchons pour notre Etablissement de LILLE (59) des

Ingénieurs Grandes Ecoles (Supelec, Centrale, IDN, INPG...)

Ingénieurs Automaticiens Génie Civil / Voie

Vous participez pour nos différents contrats VAL, aux études et à la rédaction des spécifications fonctionnelles des équipements de pilotage automatique embarqués ou des sous-systèmes (télésurveillance, poste de commande centralisé) et des interfaces associés. Débutant ou ayant une première expérience, votre formation en automatismes vous permettra d'intégrer facilement l'équipe en place et d'évoluer vers une participation à la réponse d'appels d'offre ou vers des fonctions d'ingénieur système. (Réf. KAL/M)

Jeune Ingénieur d'Affaires

Dans le cadre de nos projets VAL France et Export, vous définirez la voie du métro et mènerez les études spécifiques associées (technique, planning, budget...). Vous vous appuiez sur les spécialistes conception, fourniture, chantier... et vous assurez l'interface avec les équipes projet et les responsables des ouvrages de Génie Civil. Ingénieur Grande Ecole, option Génie Civil ou Mécanique, débutant ou ayant une première expérience similaire, les qualités d'organisation et de rigueur et la capacité d'autonomie dont vous ferez preuve vous permettront d'être rapidement opérationnel sur ce poste basé à LILLE. (Réf. IAL/M)

Ingénieur Electrotechnicien

Au sein du département responsable des équipements électriques fixes du VAL, vous serez chargé dans le cadre de nos affaires France et export des études des circuits Très Haute Tension, Haute Tension et Basse Tension. Vous participerez à l'élaboration des spécifications techniques et fonctionnelles, à l'établissement des plans en relation avec le Bureau d'Etudes, ainsi qu'aux négociations avec les fournisseurs. Votre solide formation en électrotechnique (Supelec, Ensieg...) et une première expérience (3 ans) d'ingénieur d'Affaires dans un domaine similaire seront nécessaires pour réussir dans ce poste. (Réf. IET/M)

Pour ces postes l'anglais est demandé
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à MATRA TRANSPORT
Direction du Personnel - 48/56 rue Barbès - BP 531 - 92542 MONTROUGE Cedex

MATRA TRANSPORT

La Société des Tuyaux Bonna - 2500 personnes - participe à la réalisation de grands projets - conduites de refroidissement des centrales nucléaires, galeries étanches, projet européen Eureka... - et vous confie dès le départ des responsabilités importantes, propices à d'intéressantes opportunités d'évolution de carrière :

- dans ses services Etudes au siège à Paris
- projets (Génie Civil et canalisations)
- conception d'usines (matériels, automatismes, ...)
- dans ses usines à Marseille et à Bordeaux
- suivi et contrôle de fabrication
- sur ses chantiers
régions Provence et Languedoc.



Merci d'adresser c.v. et photo sous/référence 1051 à la
Société des TUYAUX BONNA,
Boîte Postale 359-08,
75365 Paris Cedex 08.



Le département
informatique, garant de
la gestion de
l'entreprise,
constitué de
40 personnes, investit et
adapte ses systèmes
d'exploitation aux
évolutions
technologiques.
Pour notre
environnement établi
sur du matériel
IBM 3090 MVS/XX, CICS
et des logiciels
performants, nous
recherchons :

L'ASSURANCE
D'UN AVENIR

INGENIEUR-SYSTEME (réf. 65)

Rattaché ou responsable technique, il prendra en charge la mise en oeuvre et le suivi de l'évolution des systèmes. Il répondra aux différents besoins qui lui seront soumis tant au niveau du matériel que de l'exploitation et de la gestion des réseaux (VIMM).

A 25/30 ans (de formation supérieure BAC + 4) vous justifiez d'une expérience de la fonction.

Votre disponibilité, votre sens de l'équipe et de l'entreprise faciliteront votre intégration.

ANALYSTES PROGRAMMEURS, ANALYSTES, MIAGE

Débutant ou fort d'une expérience réussie de 2 à 3 ans, de préférence en milieu financier, vous prendrez en charge l'étude et la programmation de nouvelles applications de gestion. Après une période de formation aux matériels et logiciels existants et à l'assurance, vous participerez au développement de notre système de gestion avec LAG et SGBD relationnel. Votre formation supérieure, votre connaissance du COBOL (et si possible de MANTIS) seront appréciées. (réf. GA)

Votre envie de réussir au sein d'une équipe performante et jeune pourra satisfaire vos ambitions au sein d'un Groupe de premier ordre. Votre sens de l'écoute et du relationnel constitueront des atouts indéniables.

Nous avons confié ces missions à notre Conseil Bruno Tuma qui vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature : lettre, CV, photo, prétentions, sous référence choisie

SECOR - Ressources Humaines
113, Av Victor Hugo - BP 79 -
92503 Rueil Malmaison Cédex.

SECOR

RESSOURCES HUMAINES

Groupe CNIM BABCOCK ENTREPRISE



Leader français des constructeurs de chaudières
industrielles, nous recherchons dans le cadre
de notre développement :

INGENIEURS

DEBUTANTS ET CONFIRMES

Après une formation dans nos activités : CALCULS, ETUDES, MISE EN ROUTE et FABRICATION vous évoluerez vers une fonction d'INGENIEUR TECHNO-COMMERCE, d'INGENIEUR D'AFFAIRES ou d'INGENIEUR CONCEPTION. Notre forte implantation sur les marchés internationaux nécessite une bonne maîtrise de l'anglais. Une autre langue serait un plus. Ambitieux et doté d'un fort potentiel, vous souhaitez valoriser vos qualités de contact, de conception, d'innovation et évoluer vers des postes à responsabilités croissantes dans une société qui vous en donnera les moyens.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à
BABCOCK ENTREPRISE - Patrick KERVIC
80, rue Emile Zola - 93223 LA COURNEUVE.

Je Viens

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

N°1 mondial des métros automatiques...

Nos pilotages automatiques de métro et notre système VAL, c'est le talent technologique appliqué aux transports terrestres : plus de 2 milliards de passagers transportés par an.

Nous poursuivons notre expansion dans un contexte international très concurrentiel et recherchons

Ingénieurs Systèmes
(Ingénieurs Grandes Ecoles, généralistes
+ options automatique, mécanique, courants forts)

Vous avez déjà une expérience industrielle, vous souhaitez maintenant évoluer vers un travail autonome dans lequel vous saurez mettre en valeur vos qualités d'analyse et de synthèse. Votre place chez nous

concevoir les systèmes de transport automatique du futur

Si votre dominante est

- l'automatique

A partir de l'analyse des données du marché, vous écrivez les spécifications générales du système (configuration, performances), les formalisez par une méthode informatique, puis suivez ultérieurement les développements relatifs aux équipements de pilotage automatique et de télé supervision.

Ref. ISM/LM

- la mécanique

Dans le cadre des projets d'automatisation de matériels roulants existants français ou étrangers, vous rencontrez les constructeurs, analysez leurs produits, puis étudiez les sous-systèmes mécaniques (roulements, freinage mécanique, portes, atterrages...) en vue de leur adaptation à l'automatisation intégrale (sans conducteur).

Ref. ISM/LM

- l'électricité/courants forts

Votre mission sera identique à celle du poste précédent mais portera sur l'étude des sous-systèmes électriques (traction et chaîne de commande, traitement des courants forts embarqués et au sol), en vue de leur adaptation à l'automatisation intégrale (sans conducteur).

Ref. ISE/LM

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à MATRA TRANSPORT
Direction du Personnel - 48/56 rue Barbès - BP 531 - 92542 MONTROUGE CEDEX

MATRA TRANSPORT

**Au carrefour de
l'innovation et de la technique**

Jeune Ingénieur de recherche
- Composants électroniques -
ESE, ENSERG, ENSEEHT, ENSERB ou Universitaire (+ thèse)...

Le Service Matériel Electrique d'EDF a pour mission d'étudier, de qualifier et d'améliorer les matériels électriques utilisés dans nos installations (réseaux de transport et de distribution, centrales de production...).

Assurer la responsabilité du développement et de la mise en oeuvre des méthodes de tests, d'analyse de construction, d'expertise et de déverminage des composants électroniques des systèmes de contrôle-commande industriel : c'est une mission passionnante pour un jeune ingénieur grande école débutant ou possédant une première expérience.

Dans un environnement de haut niveau, au sein d'équipes de recherche très professionnelles évoluant à la pointe de la technique, vous enrichissez votre savoir-faire en préconisant des solutions originales aux problèmes qui vous sont posés.

Réelle motivation, sens de l'équipe, excellent sens des contacts pour entretenir des relations avec vos interlocuteurs des secteurs Industrie, Recherche et services internes : vos atouts pour évoluer dans un groupe aux activités multiples. Poste à pourvoir en région parisienne.

Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation) sous réf. M3/254 à EDF, Christian Chapouille, Département Recrutement, 12 place des Etats-Unis, 75783 Paris cedex 16.

Datacet des systèmes pour communiquer

La société DATACET conçoit et développe sur le marché européen des produits d'équipements informatiques à haute technicité destinés aux domaines de la sécurité, du contrôle d'accès et de la GTC.

Dans une optique de développement soutenue de l'entreprise, nous cherchons à pourvoir les postes de

INGENIEUR ELECTRONICIER

Vous connaissez les microprocesseurs 8 et 16 bits et vous avez dans ce domaine une expérience d'études et de développement.

Vous êtes prêt à appliquer ces technologies au domaine de la radiocommunication UHF.

Au sein d'une équipe projet, vous aurez la charge de réaliser jusqu'à l'industrialisation une nouvelle gamme de produits.

Poste basé à NANCY.

INGENIEUR CHEF DE PROJET

Sous l'autorité du Directeur Technique, vous élaborerez et développerez des matériels et logiciels répondant au cahier des charges émis par notre clientèle.

Pour mener à bien cette mission, des connaissances en systèmes d'exploitation, microprocesseurs et la maîtrise d'un langage évolué sont requises.

Le poste sera confié à un candidat justifiant d'une expérience dans ce domaine et ayant fait la preuve de qualités d'organisation et d'encadrement.

Poste basé à NANCY.

INGENIEURS CHARGE D'AFFAIRES

Vous prendrez en charge le suivi technique (étude et réalisation des projets, installations des systèmes) et commercial des affaires en amont et en aval de la vente, sur l'ensemble du territoire français.

Une expérience dans la conduite de projet en GTC ou B.T.P. est souhaitée mais non indispensable.

Postes basés à PARIS et NANCY.

Ces postes, s'adressent à des candidats désireux d'évoluer dans une entreprise à taille humaine et qui, grâce à sa technologie avancée occupe une place de choix sur le plan national.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV détaillé et présentations à
Daniel BESON - Agence Nationale Pour l'Emploi - Discretion assurée
12, place de la Croix-de-Bourgogne - 54042 NANCY Cedex

Point Cadres

**Nous avons déjà
une Europe d'avance**

Ingenieurs en telecommunications par satellite

EUTELSAT, organisation internationale pour le développement des services de télévision par satellite, a pour but de promouvoir et de développer les services de télévision par satellite en Europe.

Planification de l'exploitation
Commercialisation et développement des services de télévision par satellite

Vous êtes prêt à relever le défi de la télévision par satellite en Europe ? Vous avez une expérience en télécommunications ? Vous avez une expérience en planification de l'exploitation ? Vous avez une expérience en commercialisation et développement des services de télévision par satellite ?

mission analogique et numérique
logiciel/modulation/méthode de codage/méthode de transmission
PALESTRA/MAC/TVHD/Numerique. Services de distribution de TV techniques ou commerciales. Vous êtes de préférence bilingue anglais/français.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à
Chef de la Division du Personnel et des Services Généraux
EUTELSAT
301, rue de la République
75783 PARIS Cedex 16, France

EUTELSAT

**LA QUALITE DANS LES
TECHNOLOGIES DE POINTE**

**LE CENTRE NATIONAL
D'ETUDES SPATIALES**

recherche pour son SERVICE QUALITE :

**Ingénieurs
grandes écoles
ou équivalent**

Pouvant justifier de 3 à 6 ans d'expérience dans le développement et/ou l'assurance qualité de projets informatiques.

Envoyer CV + prétentions sous réf. 89/35
au CNES Division du Personnel
18 Avenue E. Belin - 31055 Toulouse Cedex.

CISI INGENIERIE

CISI INGENIERIE réalise des études, du logiciel et des systèmes dans les secteurs scientifique, technique et industriel. Dans le cadre du développement de ses activités dans les domaines Aérospatial et Spatial, CISI INGENIERIE TOULOUSE (200 personnes - 1^{er} SSU régionale), recherche :

Chefs de projets

Expérience de 4 à 6 ans en réalisation de logiciels embarqués, ou applications Temps réel Critiques dans les domaines Spatiaux, Aérospatiaux ou Militaires.

Ref. CICI 1804

Ingénieurs d'études

Expérience de 2 à 4 ans en informatique Scientifique et Technique sur environnements CDC-NOS/VE, HP, VAX, APOLLO, SUN, MICROPROCESSEURS.

Ref. CICI 1804

Ingénieur système CDC

Très bonne connaissance du système NOS/VE et expérience de 4 à 6 ans en informatique, pour renforcer l'encadrement des équipes de développement.

Ref. CICI 1804

Ingénieurs informaticiens

Ayant la pratique du contrôle et de l'assurance qualité logiciel.

Ref. CICI 1804

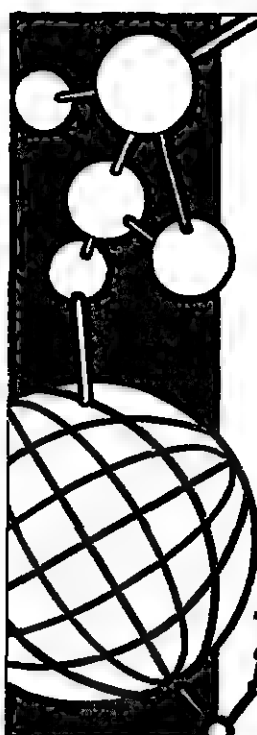
Pour ces postes, basés à TOULOUSE, formation Ecole d'Ingénieur ou 3^{ème} cycle universitaire. Connaissances appréciées : MACH, HOOD, ADA, UNIX, VME, SGBD.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à l'attention de Pascale TAURIGNAN
Cisi Ingénierie - BP 4042 - 31029 Toulouse Cedex.

Arg Bonade Pantier

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Ingénieurs Grandes Ecoles

X, CENTRALE, MINES, SUPELEC...

Le Commissariat à l'Energie Atomique, à l'avant-garde de la recherche française dans de nombreux secteurs : nucléaire, matériaux, robotique, micro-électronique, biotechnologies, offre une palette de métiers incomparable, à la croisée de la recherche et de l'industrie.

Son premier combustible : la matière grise.

Jeunes ingénieurs Grandes Ecoles (X, Centrale, Mines, Supélec...), si l'interaction recherche fondamentale-recherche appliquée jusque dans les domaines industriels vous passionne, connectez-vous sur le CEA.

Seul le CEA peut vous proposer de suivre un projet de bout en bout, de l'idée à la réalisation. Ses filiales peuvent épanouir vos talents, si vous souhaitez évoluer dans l'industrie.

Rejoignez le CEA : vous pourrez y vivre votre métier d'ingénieur avec passion et être parmi ceux dont la réussite engage l'avenir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre), sous référence 2504 LM, au CEA - Paul Queyssalier
Direction des Ressources Humaines
31-33, rue de la Fédération
75015 PARIS.

La Filière Matière Grise



CISE PARIS OUEST

Filiale de SAINT-GOBAIN, nous intervenons dans le domaine de l'eau, de l'assainissement, des loisirs et des services (2000 personnes, 1,4 milliard de CA). Nous développons actuellement nos activités en cartographie informatisée à destination des collectivités locales en nous appuyant sur une gamme de logiciels.

Nous recherchons, dans le cadre de notre croissance rapide,

LE RESPONSABLE DEVELOPPEMENT PROJETS

Vous serez chargé du choix technique des méthodes et outils de développement à mettre en œuvre, de l'élaboration des spécifications de nos produits et de l'encadrement de leurs développements. Votre effort devra permettre d'assurer la cohérence et la pérennité des logiciels existants et futurs. Votre mission consistera aussi à décider des aménagements spécifiques à chacun de nos clients.

Le poste s'adresse à un ingénieur de formation pouvant faire état d'une expérience d'au moins 5 années dans le développement et l'encadrement de projets orientés CAO/DAO dans un environnement UNIX-SGBD/R. La maîtrise de méthodes de conception et de développement ainsi que l'expérience d'une approche projet seront des atouts qui vous permettront rapidement d'évoluer vers une direction technique.

REF. RD/BP/111

UN INGENIEUR DEVELOPPEMENT DEBUTANT

Intégré au sein d'une petite équipe, vous participerez au développement de nos produits permettant la gestion des données physiques liées à la cartographie. Vous prendrez en charge à partir des spécifications générales les spécifications fonctionnelles, détaillées ainsi que la réalisation de ces applications.

Issu d'une école d'ingénieurs, vous avez pu au travers de vos stages vous familiariser avec l'environnement UNIX - langage C (des connaissances dans le domaine des SGBD/R seraient un atout supplémentaire pour ce poste). Votre évolution au sein de notre structure, fonction de votre tempérament, pourra se traduire au niveau de la prise en charge de projets ou du conseil chez nos clients.

REF. ID/BP/112

Bernard PELTIER vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sous la référence du poste choisi à SZC ASSOCIES - 5, rue du Heider - 75009 PARIS.

SAINT-GOBAIN



CHIEF DE CENTRE CALCUL SCIENTIFIQUE

Nous sommes un groupe industriel français (C.A. 5 Milliards) exerçant son activité dans des secteurs de pointe. Nous recherchons notre CHIEF DE CENTRE CALCUL SCIENTIFIQUE Responsable d'une équipe d'une dizaine d'ingénieurs et techniciens, il devra maîtriser la croissance du service et son organisation pour assurer la meilleure réalisation possible des projets de calculs scientifiques destinés aux activités du groupe en France et à l'étranger.

Lieu de travail : 110 km Sud de Paris.

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole, vous avez une expérience approfondie dans le domaine des calculs de structure par éléments finis et vous maîtrisez parfaitement l'Anglais. Adressez-nous votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite, et prétentions sous référence 4590 à

RSOG Carrières - 48, rue St-Ferdinand
75017 PARIS qui transmettra

IMPORTANT GROUPE recherche pour l'un de ses filiales "ETABLISSEMENT FINANCIER" son

DIRECTEUR INFORMATIQUE

Environnement actuel IBM 30, à terme AS 400

PARIS 35000F +

Sous l'autorité du Directeur Administratif, vous serez responsable

du développement de nouvelles applications, de leur réalisation et mise en œuvre,

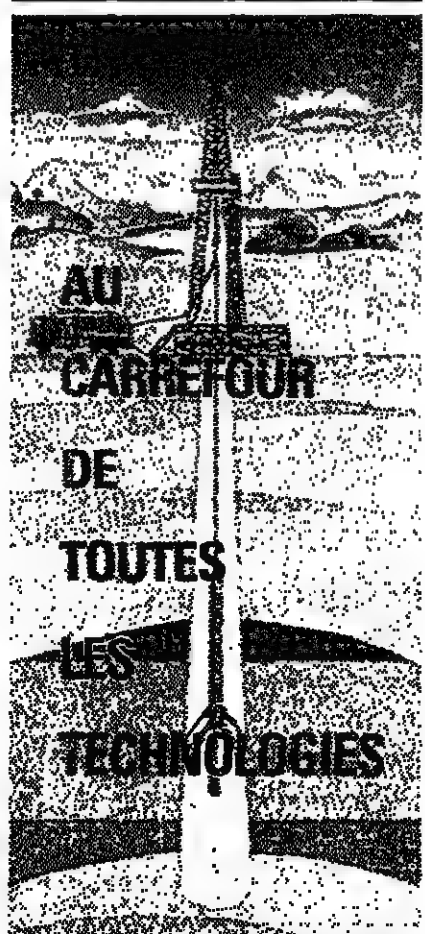
de la maintenance des bases actuelles, de l'exploitation, de l'évolution du matériel et logiciels d'un équipe de 5 personnes

Nous vous offrons : un cadre de travail très professionnel, une rémunération attractive et évolutive et les moyens de votre réussite.

Vous apporterez : une formation supérieure, une première expérience réussie, des qualités d'animation d'une équipe au travail, un sens de la communication et une volonté de vous investir et de réussir avec nous.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite a/réf. 8582/M à PARAYRE - B.P. 508 75008 PARIS Cedex 08 qui transmettra.

Schlumberger



■ Les Services Pétroliers de SCHLUMBERGER conçoivent, fabriquent et utilisent, partout dans le monde, des équipements destinés à la recherche, à l'évaluation et à l'exploitation des champs pétroliers.

A CLAMART, notre Centre d'Etudes et de Productions recherche, pour de nouveaux programmes intégrant des développements techniques avancés, des

MÉCANICIENS GRANDES ÉCOLES

Débutants ou 2 à 3 ans d'expérience

Les postes proposés s'adressent à des ingénieurs souhaitant évoluer dans un environnement de haute technologie, exigeant et motivant. Ils requièrent des connaissances et/ou de l'expérience dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- ACOUSTIQUE
- TECHNIQUES INERTIELLES
- HYDRAULIQUE
- ÉLECTROMÉCANIQUE

Rattachés au Département Études Mécaniques, vous rejoindrez une équipe pluridisciplinaire (physiciens, électroniciens, informaticiens...) et vous prendrez en charge, sous l'aspect mécanique, pour de nouveaux capteurs et systèmes de mesures :

LA CONCEPTION, LE DÉVELOPPEMENT ET LES TESTS

Vous serez assistés d'une équipe de dessinateurs et de techniciens et vous disposerez d'importants moyens d'étude, de simulation et d'expérimentation. Les perspectives d'évolution sont à l'échelle de SCHLUMBERGER, tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo), sous référence MGE/254, au Service du Personnel

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER
25, rue de la Cavée
92140 Clamart Cedex

INGENIEURS RESEAUX TELECOM

Filiale d'un groupe international, nous sommes leaders sur le marché de la conception et de la distribution, auprès d'un réseau de professionnels, de produits destinés au secteur de la maison et à l'aménagement de haut de gamme.

Rattaché au responsable des Ressources Techniques, vous assurerez :

- l'analyse des besoins,
- les études techniques et financières sur des produits du type : TRANSPAC, RNIS pour la partie Télécom, DECNET, TOKEN RING et ETHERNET pour la partie réseaux locaux,
- la mise en œuvre des solutions retenues,
- la prise en compte des problèmes opérationnels techniques.

Votre formation supérieure (ingénieur ou universitaire) est aujourd'hui enrichie d'une première expérience en matière de réseaux. Autonomie et sens relationnel seront les atouts de votre réussite à ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre + prétentions) sous réf. 2404 M à Geneviève BASTIE - TECHNOL - Département du Personnel - 270 Av. Léon Joulin - 31037 TOULOUSE CEDEX.



CREE L'ESPACE EN BEAUTE

Ch. M. 150

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



**LE DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE**

recrute

PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES ET DÉTACHEMENT

DES INGÉNIEURS

POUR

- LA DIRECTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT
* Spécialité : Génie civil (connaissances en géologie et informatique); expérience souhaitée en assainissement.
- LA DIRECTION DE LA CIRCULATION ET DES ÉQUIPEMENTS ROUTIERS
* Spécialité : Bureau d'études. Jalonnement.
- LA DIRECTION DES BATIMENTS DÉPARTEMENTAUX
* Spécialité : Ingénieur en structure. Téléphone et télésecrétariat.

CONDITIONS

PAR CONCOURS SUR TITRES :

- Etre âgé de moins de 40 ans au 1^{er} janvier 1989.
- Etre de nationalité française.
- Etre titulaire de l'un des diplômes ou titres figurant à l'annexe I du statut particulier des ingénieurs du cadre départemental.

PAR DÉTACHEMENT :

- Etre titulaire du grade d'ingénieur dans la fonction publique.

SALAIRE NET MENSUEL DE DÉBUT DE CARRIÈRE :
7.930,44 F + prime de technicité.

CLOTURE DES INSCRIPTIONS

LUNDI 16 MAI 1989

(le cachet de la poste faisant foi).

ADRESSER LE DOSSIER DE CANDIDATURE COMPRENANT :

- un curriculum vitae,
- la photocopie du diplôme,
- une photographie d'identité,
- deux enveloppes timbrées portant nom et adresse, à :

**M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL
HOTEL DU DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
Direction du personnel départemental
(1^{er} bureau recrutement)
Avenue du Général-de-Gaulle,
94011 CRÉTIL CEDEX.**

OROGEL, 500 personnes, CA 820 MF, conçoit, produit et commercialise des additifs pour les huiles de lubrification et progresse rapidement sur le secteur des additifs pour carburants. Principale implantation européenne de la société Chevron Chemical, elle a une politique ambitieuse de développement.

**Ingénieurs assistance
technique internationale**

Vous assurez le support technique auprès des clients de votre secteur géographique (pétroliers, fabricants de lubrifiants...) pour l'ensemble des produits OROGEL. Rattaché à la Direction produit, vous êtes l'interface entre le laboratoire de développement et la clientèle pour définir ses besoins, les évolutions à apporter aux produits et répercuter les éléments techniques de notre politique commerciale (présentation de nouveaux produits, promotions). Parallèlement vous avez une action plus générale sur une ligne de produits définie en intégrant les évolutions à plus long terme et les actions de la concurrence.

De formation ingénieur chimiste ou mécanicien, vous avez une réelle connaissance des produits ou techniques de lubrification. Votre bonne maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand, associée à votre mobilité géographique et votre compétence technique, vous permettront de donner sa pleine dimension à ce poste et de bénéficier des perspectives d'évolution d'un groupe reconnu sur le plan mondial. Poste basé à Neuilly. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations sous réf. L81 33 H à notre Conseil : ARCO 25, rue Cambon - 75001 PARIS.

NOTRE
MÉTIER :
LA FIABILITÉ



M.S. CERAM

MASTERS SPECIALISES

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

NICE - SOPHIA ANTIPOLIS

- MS EN MANAGEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (5^{ème} promotion)
Former aux métiers de l'ingénierie des Systèmes d'Information.
- MS EN ARCHITECTURE ET ADMINISTRATION DE RESEAUX (2^{ème} promotion)
Former aux métiers de la Conception et du Management des Réseaux.

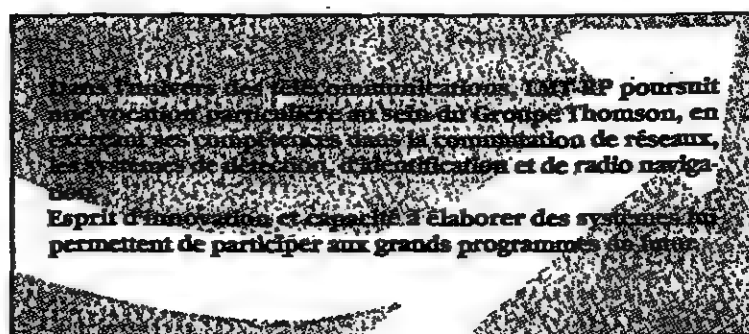
Ces formations d'un an à des métiers de pointe ont été définies et sont réalisées par les entreprises partenaires du Groupe CERAM (AT & T, BULL, DIGITAL, IBM, IS2, NIDORF, CITEL, ROCKWELL, XEROX, SEMA Group, SOPRA...). Le recrutement est effectué au niveau national et européen par un cabinet de recrutement spécialisé et par les entreprises accordant des contrats de pré-embauche.

GRUPE CERAM
BP 120 SOPHIA ANTIPOLIS
06561 VALBONNE CEDEX

Renseignements et inscriptions
CERAM - MASTERS
Sébastien GECOFFROY, Tél : 93 95 45 73

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE NICE COTE D'AZUR
DELORME & ENTREPRENEUR

**L'intelligence au coeur des réseaux
c'est LMT-RP**



Les communications LMT-RP poursuivent leur développement au sein du Groupe Thomson, en s'adaptant aux nouvelles exigences de la commutation de réseaux, de la transmission de données et de radio navigation. L'esprit d'innovation et l'expertise permettent de participer aux grands programmes de l'avenir.

Pour faire face à la concurrence et aux exigences de la transmission urgente et prioritaire des informations, les ingénieurs de LMT-RP conçoivent de nouvelles architectures de réseaux maillés de commutation. Pour exemple, THOMPAC, commutateur de paquets rapides pour RNIS (normes X75, X25), est spécialement étudié pour répondre aux besoins des nouveaux systèmes de communication. Acheminant en temps réel la parole, les données et les images, il permet dans n'importe quelle situation, de communiquer avec un abonné fixe ou mobile (air, terre, mer) et de satisfaire aux contraintes de sécurité et d'interopérabilité.

Rassemblant toutes les énergies et à la recherche constante de la performance, LMT-RP s'oriente en permanence vers les systèmes les plus originaux. Pour ce faire, les services de recherche et d'études s'impliquent dans les technologies les plus avancées et pour développer sa capacité d'innovation, plus de 7 % de la masse salariale sont consacrés à la formation.

Apporter une dimension nouvelle aux réseaux de télécommunication en les dotant d'un coeur intelligent, tel est l'objectif des ingénieurs de LMT-RP. Elle fait appel à toutes les ressources de l'ingénieur : créativité, dynamisme, esprit de remise en cause, volonté d'enrichissement permanent.

Résultats : le succès du réseau tactique RITA/MSE, en service dans les armées française et américaine, le développement de l'ensemble des activités mais aussi un carnet de commandes en croissance et 50 % du C.A. réalisés à l'export.

**Des opportunités de carrière pour des
INGENIEURS**

**INGENIEURS
LOGICIELS**

Ils développent les logiciels de grands projets de télécommunications militaires, avec la charge de définir et de réaliser les systèmes de commutation multiservices. Des fonctions diversifiées sont offertes, allant des débutants aux ingénieurs très expérimentés ayant de bonnes connaissances des réseaux de télécommunications.

Environnement : utilisation des techniques temps réel, langages de haut niveau (ADA, Pascal), cadre méthodologique complet (Ateliers logiciels, SADT conception orientée objet), développement logiciels sur stations de travail sous UNIX (Apollo - HP/VALID pour le matériel), utilisation des 68000.

**INGENIEURS SYSTEMES
DE TELECOMMUNICATIONS**

Au sein d'équipes systèmes de haut niveau, ils conçoivent de nouvelles architectures de réseaux dont le coeur est constitué par la commutation de paquets pour l'acheminement de la parole et de la messagerie électronique.

Adressez votre dossier de candidature à : LMT - Radio Professionnelle - Gestion des cadres
46/47, quai Alphonse Le Gallo - BP 402 - 92103 Boulogne

Les candidatures seront traitées en collaboration avec



Telemecanique

Les Solutions de Progrès

La Division 1 (DIJON)
Automatismes du Bâtiment
Constituants d'équipements
industriels

**UNE VITRINE
TECHNOLOGIQUE
EN MATIERE DE
PROCESS
INDUSTRIELS**

3 sites industriels avec
1.000 personnes
20% du C.A. du Groupe
50% de la production à
l'Export

Une Direction Technique
forte de 200 Ingénieurs
et Techniciens

LA DIRECTION TECHNIQUE DE LA DIVISION 1 est chargée de la conception et des préséries des produits nouveaux, ainsi que de l'étude et de la mise au point définitive des process industriels les plus automatisés pour les fabriquer. Elle recherche

INGÉNIEURS

Sup. Elec - Centrale - A & M - ENSIEG...

Vous êtes débutants, ou vous avez 2 ou 3 années d'expérience.

Vous recevrez une formation de terrain, puis vous serez appelés à prendre des fonctions de management qui nécessiteront que vous ayez un large spectre de connaissances techniques (Mécanique, Electromécanique bien sûr, mais aussi en Productique, Automatismes, Robotique...) et de réelles compétences d'animation des équipes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence M/3125/AE (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

CHP - CABINET DE RECHERCHE ET D'ETUDE

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LOGICIELS

Un pôle voué à la croissance

Nous vous présentons aujourd'hui Télésystèmes Logiciels, l'un des trois pôles de compétences de Télésystèmes.

Traditionnels mais en constante évolution : les métiers du développement de logiciels doivent intégrer les progrès des techniques et méthodes, tout en tenant compte des exigences croissantes des commanditaires. Des métiers soumis à l'aiguillon de la qualité, comme l'exposent ici deux directeurs de divisions de Télésystèmes Logiciels.

"Au fil des années, notre société a démontré, au travers des activités de ses ingénieurs-concepteurs et réalisateurs, le professionnalisme indispensable à la maîtrise de grands projets logiciels. Il est vrai que nos relations avec les entreprises clientes ont bien changé et prennent plus souvent, aujourd'hui, l'allure d'une coopération. Il est également vrai que les conditions de production de logiciels sont en pleine transformation et s'industrialisent pour répondre aux critères de qualité. Nous avons adapté en conséquence nos prestations, avec la proposition d'un plan assurance qualité, l'utilisation de méthodes de conception et d'outils d'aide au développement, l'adoption de techniques avancées (L4G, Intelligence artificielle). Mais le fondement de notre stratégie, lui, ne change pas, c'est-à-dire la capacité d'appréhender l'ensemble des composantes des systèmes d'information, logiciels et moyens de communication inclus, sous un angle évolutif."

Autour d'une application, les échanges entre le service utilisateur

et la SSI ne s'arrêtent pas, en effet, à la conception ni au développement du logiciel. Il y a son suivi, parfois sa transposition sur divers matériels, son intégration dans son environnement. "Tous aspects sur lesquels notre société a prouvé son efficacité. Les contacts existants entre les différents pôles de compétences du groupe, notamment avec Télésystèmes Réseaux et intégration de systèmes, sont bien utiles. La poursuite du regroupement, en 1988, de toutes les équipes concernées par le logiciel, depuis la conception des applications jusqu'à l'assistance technique en clientèle, en une seule entité baptisée Télésystèmes Logiciels, manifeste notre intention de poursuivre cette ligne stratégique" insiste l'un de nos interlocuteurs.

L'approche est la même, qu'il s'agisse des projets de France Telecom (le plus récent étant le schéma directeur de planification, programmation et ingénierie des réseaux télécoms) ou des applications développées pour les grandes entreprises, par le centre de Sophia-Antipolis et la division Industrie et Administrations.

"Nous ne sommes pas des organisateurs" souligne-t-on. "Les représentants des utilisateurs qui nous confient des projets sont censés connaître leurs besoins. Nos concepteurs doivent cependant les aider à les formaliser, en faire une

synthèse, la mettre sous une forme qui permette au client de vérifier qu'il a été compris. Aux chefs de projet de manager le projet, depuis les phases de conception jusqu'à la mise en place". Il arrive que les deux profils soient réunis en une seule personne, que le concepteur prenne en charge la conduite du projet. L'inverse est moins probable. "Il est difficile pour un ingénieur tourné vers la réalisation d'acquiescer la souplesse nécessaire au concepteur, notamment lorsqu'il s'agit de coordonner les relations avec de multiples interlocuteurs, comme c'est bien souvent le cas de nos interventions dans les grandes organisations, que ce soit EDF, NTT, la Générale Sûrrière ou France Telecom" commentent nos interlocuteurs.

Le profil de concepteur serait donc le plus recherché ?

"Oui, mais nous recrutons aussi des ingénieurs de bon niveau, capables de prendre en charge des programmes techniques pointus" répondent-ils. Au sein de la division qui travaille avec France Telecom, "une quinzaine d'ingénieurs opèrent en environnement Unix, notamment pour des applications d'infographie, schémas et documentations techniques". Pour la division Industrie et Administrations, ils sont une vingtaine de personnes à concevoir et développer des programmes techniques sous Unix, "répondant à l'attente des industriels qui sont prêts à aller beaucoup plus loin avec nous". Sans oublier le département Intelligence Artificielle de TS Logiciels : une équipe qui a pour mission de coordonner les travaux de la société dans ce domaine, d'intervenir en conseil ou de réaliser

des applications pratiques telles que le système expert de télé-diagnostic (en collaboration avec la division concernée) ou la préparation d'outils intelligents de planification de réseaux (avec le CNET).

Si le sur-mesure constitue la majeure partie du chiffre d'affaire de Télésystèmes Logiciels (110 MF en 1988, croissance annuelle de 22%), l'offre produit est appelée à s'étroffer rapidement. "Plus que les autres Directions de la société, nous sommes voués à la croissance".

VOUS ÊTES DE CEUX POUR QUI BÂTIR L'AVENIR REPOSE D'UNE STRATÉGIE

Ingénieurs Conseil, Ingénieurs concepteurs, Ingénieurs d'affaires, Ingénieurs analystes, Chefs de Projet, Analystes, Professionnels des environnements IBM, Bull, DEC, ou équivalents.

Vous saisissez pleinement, maintenant, les opportunités liées à notre pôle de compétences Logiciels, ainsi que les valeurs de professionnalisme, de synergie, de réussite portées par Télésystèmes.

Le groupe Télésystèmes compte deux autres pôles de compétences vers lesquels vous pourrez évoluer si vous le désirez : Services et exploitation informatiques, Réseaux et intégration de systèmes.

Vous êtes de ceux pour qui bâtir l'avenir relève d'une stratégie. Sachez que Télésystèmes développe la sienne à Paris, St Quentin-en-Yvelines, Lyon, Marseille, Sophia Antipolis et Toulouse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) S/Réf. INSLOG/AM/264 à : TÉLÉSYSTÈMES - Direction des Ressources Humaines - 115, rue du Bac - 75007 Paris - Tél : 45 49 87 00

Telesystemes

SECRE Filiale du groupe SCHNEIDER (CA 350 MF, 750 personnes dont 200 ingénieurs) nous sommes spécialisés dans l'étude de systèmes et matériels High Tech. Débutants ou confirmés, nous vous offrons les opportunités d'évolution d'une entreprise en forte croissance.

INGENIEURS ELECTRONICIENS INFORMATIENS
POUR APPLICATION DEFENSE AERIENNECHEF DE PROJET
INGENIEUR G.E.

Pour notre secteur Télécom militaires.
Compétences :
- 68000 VME
- logiciels temps réel : VMS - UNIX
- langage C
- protocole X 25 et réseau
Pratique des outils d'analyse et de conception logiciels. Organisation et animation d'une équipe de 4 ingénieurs. Relations clients.
Anglais indispensable. Réf. C63A

GENERALISTE SYSTEMIER
INGENIEUR G.E.

Chargé de la conception et de la réalisation de grands projets en co-traitance dans le domaine du contrôle aérien militaire.
Large culture technique orientée électronique. Esprit d'entreprise - Organisé - Méthodique. Qualités relationnelles pour contacts clients et co-traitants.
Connaissances appréciées : Station radar et réseaux Télécom.
Anglais indispensable.
Evolution rapide des responsabilités pour candidat entrepreneur. Réf. V61A

INGENIEURS DE
DEVELOPPEMENT

Connaissances :
- matériel
- et/ou microprocesseur 68000 / langage C + unix
Le croisement des techniques à la pointe du progrès dans nos applications intéressera des ingénieurs passionnés de technique et curieux.
Contacts possibles avec le client.
Anglais indispensable. Réf. B61A

Merci d'adresser C.V. lettre manuscrite sous la réf. du poste choisi à SECRE, Direction du Personnel, 214, rue du Faubourg Saint Martin 75010 PARIS.

SECRE

QUALITE LOGICIEL, TOUT LE MONDE EN PARLE
NOUS, NOUS LA VIVONS !

Notre entreprise (2900 personnes), appartenant à un groupe français de notoriété internationale est spécialisée dans les domaines de l'informatique industrielle et des techniques avancées (électronique embarquée, traitement de l'information, aide à la décision...).

Vous rejoindrez la Direction Assurance Qualité et serez détaché auprès des équipes d'études projets logiciels, pour développer et mettre en œuvre avec eux des méthodologies permettant de garantir la qualité globale de nos systèmes. Véritable conseil, vous serez le promoteur de notre approche qualité et participerez au développement de son originalité. Vous interviendrez progressivement sur des projets plus nombreux ou plus importants.

Ingénieur logiciel et déjà expérimenté dans une fonction d'Etudes et Développement, la trentaine environ, vous êtes attiré par cette conception de la qualité et y voyez une bonne opportunité de carrière. Une formation, spécifique à notre groupe, vous sera proposée après votre intégration.

Votre réussite dans ce poste vous permettra d'acquiescer un niveau de responsabilité plus large.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, en indiquant la référence 551/M

JFD conseil 75008 PARIS
8, rue Saint-Philippe-du-RouleSTEIN INDUSTRIE
groupe ALSTHOM

Etude et Construction de grands matériels thermiques industriels, chaudières pour centrales thermiques, tuyauterie nucléaire, recherche

INGENIEUR CALCULS

POUR LA SECTION CALCULS MECANQUES DE NOTRE BUREAU D'ETUDES
Dans le cadre du déroulement de nos affaires tournées essentiellement à l'exportation, vous prenez en charge tous les calculs mécaniques correspondants au cours des phases projet et réalisation.
Au sein de notre équipe, vous êtes responsable de l'affaire qui vous est confiée et vous participez à sa conception justifiée par vos calculs.
Vous êtes diplômé AM ou équivalent, vous maîtrisez l'anglais. Des déplacements de courte durée sont à prévoir en France et à l'étranger.

Merci de nous adresser votre lettre de candidature avec CV, photo et références sous référence BE.6 à STEIN INDUSTRIE - 19/21 avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

Ingénieur de
production

ENSAM ou EQUIVALENT

Une société en forte expansion (850 personnes, C.A. 500 M) leader sur le marché européen des pompes et vannes aérosols utilisées en pharmacie et parfumerie, recherche un ingénieur AM possédant quelques années d'expérience dans le domaine de la production et si possible, la maîtrise de la langue anglaise. Dès son entrée en fonction, il sera l'animateur principal du projet d'entreprise "TOTAL PRODUCTIVE MAINTENANCE" au sein du département assemblage puis, à l'issue de cette mission, se verra confier une responsabilité opérationnelle dans l'un des départements de production du groupe. Ce poste est basé à 120 km à l'ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions s/réf. 163 LM à IDL CONSEIL 27220 JUMELLES (près d'Evreux).

JFD conseil

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Quel rapport entre le N°1 des loueurs de voitures, un réseau privé et un Ingénieur "Support" HP?

LA MAÎTRISE DU SERVICE. Celle de Hertz qui lui a permis de devenir le leader mondial de la location de véhicules. Celle de Hewlett-Packard qui a joué un rôle de maître-d'œuvre sur un projet de réseau privé X 25 autour de systèmes à Architecture RISC rendant possible la prise de contrats dans tous les points Hertz, en privilégiant la sécurité et la fiabilité à tous les niveaux (c'est une première mondiale HP).

Celle enfin des ingénieurs de la Division Technique HP qui ont coordonné leurs efforts et pu concevoir, mettre en place, démarrer ce projet sur l'ensemble du territoire, et en assurer la maintenance.

La maîtrise technique au service de la satisfaction client, c'est le propre de l'ingénieur support HP. Conseil pour l'étude du projet et l'aide à la décision, technicien et formateur, il est l'interlocuteur unique et le partenaire de son client. Garant de la vie du projet, il le fait évoluer avec l'entreprise.

Consultants, Chefs de projets, Ingénieurs logiciels, Ingénieurs d'application, Ingénieurs formateurs, Ingénieurs de maintenance, si la dimension de leurs clients les

différencie, ils partagent tous une même ambition au support HP : offrir des prestations permettant d'améliorer la productivité des sites-clients. Pour cela, ils bénéficient d'outils performants (systèmes experts, télé-assistance) et de l'appui de la structure internationale d'HP. HP offre aussi un environnement ouvert et chaleureux qui favorise l'initiative et permet d'évoluer dans différents métiers en fonction de ses aspirations et de ses capacités.

Si vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école, informaticien ou électronicien, si vous avez 2 à 5 ans d'expérience avec, si possible, une bonne connaissance de UNIX, des SGBD et/ou des réseaux, le sens de la relation et le goût des contacts et si vous êtes une personne sur qui nos clients pourraient compter, maîtrisez votre avenir comme vous maîtrisez la technique, rejoignez la Division Technique HP.

Merci d'adresser votre candidature (CV + photo + lettre), sous référence SUP1-LM-CLR, à Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 2 avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.



CUISIMER

Filiale du groupe BONGRAIN, leader des produits de la mer, crée la fonction de :

RESPONSABLE INFORMATIQUE IBM 36 AVEC EVOLUTION AS/400

Rattaché à la Direction financière, il devra prendre en charge la maintenance des premières applications, et coordonnera le développement et la mise en place de l'informatique concernant nos trois sites industriels.

Pour ce poste basé à CARENTAN, âgé de 25-30 ans, de formation supérieure (Ingénieur, MIAGE...), vous êtes méthodique et disponible. La réussite de cette mission, votre sens des relations humaines et vos capacités d'adaptation sont les garants de votre évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo, sous réf. LM890425/RI, à notre Conseil P. BOLENTIN.

ABGOR
31, rue de
Constantinople
75008 PARIS



PARIS - CAEN - RENNES - ROUEN...

KAISER

CONSTRUCTEUR DE VEHICULES
INDUSTRIELS

recherche

RESPONSABLE DES ETUDES

Ingénieur de formation mécanique ou résistance des matériaux (AM, INSA ou équivalent), familiarisé avec les systèmes C.A.O., pouvant justifier de trois à cinq années d'expérience industrielle.

Il aura à prendre en charge la responsabilité du bureau d'études et à animer une équipe d'ingénieurs, dessinateurs et techniciens. Le lieu de travail est situé à LONGUYON (54).

Adressez lettre de candidature et C.V. à :
Direction des Ressources Humaines KAISER S.A.,
route de Sorbey, 54260 LONGUYON.

Section d'études et de fabrifications des télécommunications

La SEFT (600 personnes, plus de 120 ingénieurs), a pour mission au sein du Ministère de la Défense de lancer et de mener toutes les actions permettant de satisfaire les besoins de l'Armée de Terre en équipements et systèmes d'armements complexes faisant appel aux technologies suivantes :

ELECTRONIQUE INFORMATIQUE TELECOMMUNICATIONS

Notre vocation est de piloter en tant que maître d'œuvre les études et la réalisation de projets que nous confions à de grands industriels sous-traitants.

La reconnaissance des compétences de la SEFT s'exprime au travers de l'adoption par les ETATS-UNIS du réseau de Télécommunications RTA.

Pour faire face au développement constant de nos activités nous recherchons de jeunes INGENIEURS appelés à s'intégrer dans plusieurs de nos départements.

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS INFORMATICIENS

Vous êtes par tempérament un généraliste, vous recherchez un poste à contacts où vous ne vous enfermerez pas dans la technique...

Dans cette perspective, nous vous proposons d'assurer la conduite d'une ou de plusieurs de nos affaires (orientées électroniques et/ou informatique - télécommunications) dont vous aurez la charge complète.

A ce titre nous vous confierons...

- l'étude des caractéristiques techniques de matériels et/ou systèmes en fonction des besoins exprimés par les utilisateurs,
- le suivi des consultations que vous aurez lancées auprès de grands industriels sous-traitants chargés de l'étude et de la réalisation de ces projets,
- la conception, l'organisation, l'analyse des essais en laboratoire et sur le terrain,
- l'animation, la coordination, le suivi à tous niveaux (technique, financier, contrats) de ces projets.

Vous souhaitez

**ne pas vous enfermer
dans la technique...**

Jeune diplômé d'une école d'INGENIEUR, vous appréciez la variété dans le travail et les contacts à tous niveaux, vous cherchez à exprimer votre sens de l'autonomie et votre esprit d'initiative dans une entreprise qui facilitera votre intégration...

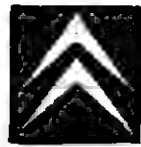
Nous souhaitons vous rencontrer...

Si cette opportunité vous motive, transmettez votre dossier sous référence LM/02 à Thierry HURET Responsable du Recrutement de la SEFT - 18, rue du Docteur ZAMENHOFF - 92131 ISSY LES MOULINEAUX.

	UN TREMPLIN
	POUR VOTRE
	CARRIERE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



CITROËN : une informatique d'avance, la puissance en plus.

Notre Direction des Systèmes et de l'Informatique se développe et renforce son potentiel technique en région parisienne.

INGÉNIEUR SUPPORT LOGICIELS

En liaison avec les Etudes et les Exploitations et avec votre équipe, vous suivrez et coordonnerez la mise en place des logiciels CICS/DLI/VSAM sur nos différents sites. Vous adapterez les procédures d'exploitation, les standards de développement et recherchez de nouveaux outils pour améliorer les performances de cet ensemble de logiciels. Ingénieur de formation, vous avez 5 à 7 ans d'expérience mixte en étude et production système et de bonnes connaissances MVS. Réf. 116/88 CM

RESPONSABLE SYSTÈME ET QUALITÉ DU CENTRE DE CALCUL SCIENTIFIQUE

Vous participez aux projets scientifiques du groupe PSA, animez l'équipe support système d'exploitation du calculateur CRAY, gardez l'architecture globale, la qualité de service liée aux conditions d'exploitation... Vous veillez au bon fonctionnement des dispositifs de sécurité logique (pilote RACF). Ingénieur de formation, vous avez dix ans d'expérience, de solides compétences techniques surtout en exploitation et en système ainsi que la maîtrise d'une méthodologie. Réf. 037/89 CM

RESPONSABLE SYSTÈME D'UN CENTRE INFORMATIQUE

Rattaché au Chef du Service informatique et en relation avec les services centraux, vous assurez la mise en place de logiciels, le suivi des performances et les procédures de correction d'incidents dans un environnement IBM MVS, VM. Ingénieur diplômé, après 5 à 10 ans d'expérience dans un environnement identique, vous êtes parfaitement autonome et très disponible. La connaissance de TANDEM et DEC serait un plus. Réf. 139/88 CM

RESPONSABLE SUPPORT TECHNIQUE DE LA SECTION NOMENCLATURE ET GESTION DE PRODUCTION

Vous jouez un rôle de support technique auprès des équipes de développement. Vous administrez les bases de données et assurez leur évolution pour faire face aux besoins applicatifs. Vous pilotez la plateforme de tests avec une équipe de réalisation. Ingénieur de formation, vous avez quelques années d'expérience dans un contexte d'études IMS, CICS, SGBD. Temps réel. Vous souhaitez vous orienter vers une fonction plus technique en vous appuyant sur votre rigueur. Réf. 40/88 CM

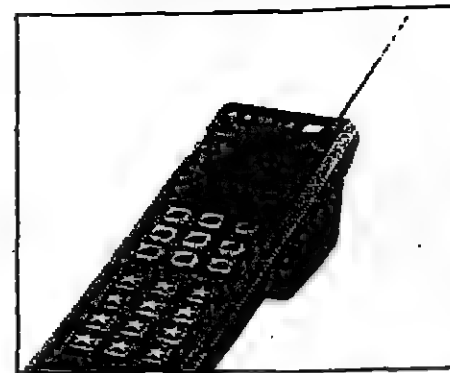
Ces postes nécessitent la connaissance de l'anglais. Ils ouvrent diverses perspectives d'évolution au sein de la Direction Centrale ou dans nos unités informatiques décentralisées.

Au-delà des compétences techniques propres aux fonctions proposées, les qualités humaines et le potentiel de développement personnel seront déterminants.



cogid

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à notre Conseil Denis CASTELLS - 137, boulevard Voltaire 75011 PARIS - Tél. : 40 09 33 00.



Responsable méthodologie/qualité Ingénieur méthode et outils Vous avez demandé l'Europe ?

... Et vous avez bien fait, Alcatel Radiotéléphone, déjà leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de Radiotéléphone public et privé vous propose de construire avec elle l'Europe des Radiotéléphones.

Responsable méthodologie/qualité

Notre département développement de logiciels bénéficie d'un environnement "High Tech" unique (atelier de génie logiciel, outils de gestion de configuration, outils de Debugging, aide à la documentation).

Vous aurez pour mission :
• de contrôler la mise en œuvre et l'évolution de la méthodologie
• d'en garantir l'application auprès

des équipes de développement • d'assurer le support technique auprès des utilisateurs.

De formation Ingénieur (Contrôle, Sup Télécom, Supélec...) ou équivalent vous avez une expérience récente de 3 à 7 ans dans la conduite de projets en informatique industrielle et/ou Télécommunication et la pratique d'une Méthodologie. Réf. 3249/RM/982

Ingénieur méthode et outils

Notre direction Productique et Informatique fait face à la croissance des équipes de développement logiciel.

Vous aurez pour mission :
• de renforcer l'implantation de l'atelier de génie logiciel société sous environnement UNIX et VAX/VMS
• l'évaluation et le choix des outils

• l'expertise auprès des utilisateurs • la formation et l'assistance aux utilisateurs.

De formation Ingénieur, vous avez une 1ère expérience dans un environnement micro/micro. La conduite d'un développement en langage C serait un plus. Réf. 3254/O/987

Ces postes nécessitent de réelles qualités relationnelles, le goût des contacts et la compétence pour convaincre. Bonne maîtrise de l'anglais. Implantation géographique : PARIS périphérie immédiate.

ALCATEL
RADIOTÉLÉPHONE

La passion de communiquer

Envoyer C.V. + Photo + salaire actuel sous référence choisie à Madame JACOB ADEQUATION 62/64, avenue Emile Zola 75013 PARIS.



VOS TALENTS, NOTRE EXPERIENCE, UNE REUSSITE DEJA PROGRAMMEE...

L'automate programmable : l'outil de la production d'aujourd'hui et de demain. Un marché difficile et fortement concurrentiel. Si April s'est basé en 3 ans au rang des premiers constructeurs mondiaux, ce n'est pas le fruit du hasard. Notre stratégie est claire : la qualité, les hommes. Entrez chez April, c'est s'attacher très vite à un réel esprit de communication, de responsabilisation et d'initiative à tous les niveaux de l'entreprise. Ici, nous comptons sur vous pour participer pleinement à notre objectif : la satisfaction totale de nos clients. Venez partager notre réussite, ou entendez parler de vous !

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

CLERMONT-FERRAND - RHINES
JOUY-EN-JOSAS (BANLIEUE PARISIENNE)

Votre profil : une formation d'ingénieur (automatismes, informatique industrielle) • une forte motivation pour un poste commercial de terrain et pour le management d'une petite équipe (3-4 personnes) • des qualités relationnelles importantes. Une expérience de la vente de biens d'équipement industriels serait un atout.

Nous vous offrons : une formation sur des produits techniques de pointe qui vous permettra de gérer un portefeuille clientèle en toute autonomie • une culture d'entreprise reposant sur un professionnalisme construit à partir de la formation continue.

INGÉNIEURS D'APPLICATION

JOUY-EN-JOSAS

Vous intervenez en avant-vente pour définir les besoins des clients, élaborer le cahier des charges, concevoir des solutions et enfin, faire évoluer les produits déjà existants.

Cette mission implique rigueur, esprit d'analyse et de synthèse : sens de l'équipe et qualités relationnelles. Vous êtes débutant (ou première expérience) ; vous parlez anglais.

april

ET LES TALENTS FLEURISSENT

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. M89/184 à notre Conseil ROUBERTY DECISION - 32, rue des Volontaires - 75013 Paris.

ANTIBES 06

legrand

Leader européen de l'appareillage électrique, recherche dans le cadre de l'expansion de son unité d'ANTIBES (Parc International de Sophia-Antipolis).

Jeunes ingénieurs

de formation AM, SUPELEC, ENSCM, ENI, UTC ou équivalent pour les spécialités suivantes :

- Bureau d'Etudes

- Laboratoire

- Industrialisation nouveaux produits.

De réelles perspectives de développement de carrière sont possibles au sein du groupe.

Adressez votre lettre manuscrite + C.V. + prétentions à :
LEGRAND ANTIBES - BP 2052 - 06600 ANTIBES.



INGÉNIEUR TELECOM ET PASSIONNE PAR LES ACTIONS DE PROGRES ? DEVENEZ

SL2
génie informatique

DIRECTEUR DE PROJETS

De formation X ou EST vous êtes après 5 à 8 ans d'expérience un véritable spécialiste des réseaux et des Télécommunications.

A la tête d'équipes d'ingénieurs de haut niveau vous amenez à bien des projets réseaux que vous

SG2 Génie Informatique c'est : • La maîtrise du Conseil et de l'Ingénierie informatique • Une activité en plein essor et des objectifs de croissance ambitieux.

Aujourd'hui, nous recherchons un INGENIEUR TELECOM à qui nous offrons un poste de :

Développez soit dans la société, soit chez nos clients dans des contextes technologiques très pointus.

A terme, vous pouvez évoluer vers une fonction de direction d'Agences ou de direction technique au sein du Groupe.

Merci d'inscrire sous la référence UP/IM 2404 à Michelle ZIEGLER

**GROUPE
SL2**

SG2 GENIE INFORMATIQUE
55, Quai de Grenelle
75015 PARIS.

CHEF DE SERVICE APPROVISIONNEMENTS

Ouest

Une société qui développe une politique dynamique en matière de conception, fabrication et commercialisation de semi-conducteurs destinés à des secteurs de pointe de l'industrie (spatiale, aéronautique, armement, télécom...), recherche un CHEF DE SERVICE APPROVISIONNEMENTS. En liaison avec la Direction Générale et les responsables opérationnels, il sera chargé de définir et mettre en œuvre une politique d'achat de biens d'équipement et de produits consommables. Dans cette optique, il mènera les négociations auprès de fournisseurs internationaux, en veillant au respect strict de normes, de qualité, prix et délais. Il sera également responsable de la gestion interne des stocks (plusieurs milliers de références). Il sera assisté dans ses fonctions par une équipe d'une dizaine de personnes dont il définira et coordonnera les actions. Ce poste pourrait convenir à un ingénieur âgé d'environ 35 ans et possédant quelques années d'expérience professionnelle acquise dans une fonction semblable (schéma et gestion) au sein d'une entreprise, si possible du secteur électronique. Ce poste, basé dans l'Ouest, implique des déplacements à l'étranger, ce qui rend nécessaire une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Ecrire sous référence 1117/M à

GRH Conseils

43 rue de la Brèche aux Loups - 75012 PARIS. Discretion assurée.

24/11/89

Politique

La situation en Corse

Les syndicats réclament le paiement des jours de grève

AJACCIO
de notre envoyé spécial

Ils savent que le continent risque encore de ne pas les comprendre. Ils savent que l'on va les vilipender en Lorraine, hauser les épaules à Billancourt : à se demander si Rocard ne le fait pas exprès pour diviser les travailleurs, disent-ils. Ils s'en inquiètent. Comme un seul homme, en presque, les fonctionnaires encore en grève ont traité par le mépris l'offre de reprise formulée, lundi 24 avril, par la préfecture : seuls treize jours de salaire seront retenus aux fonctionnaires ayant participé à cette longue grève de soixante-deux jours (et non cinq jours, comme nous l'écrivions dans le Monde daté du 25 avril sur la foi de ce qu'indiquait, au cours du week-end, le préfet de région, M. Jean-Gilbert Marzari), douze autres devront être récupérés.

Ce que demandent les grévistes ? Tout simplement le paiement intégral des jours de grève, « compte tenu de ce que la grève a permis de révéler sur les problèmes corses », explique M. Jean-Claude Vesperini (FO). Un effacement d'ardoise, en somme, pour services rendus à la Corse. Comme, par enchantement, l'annulation des négociations d'il y a quinze jours à Bastia est ressortie intacte, avec les mêmes mots : « Ce n'est pas tant un problème de fond que de forme, disent-ils.

De quelle façon, cette fois, les a-t-on « humiliés » ? En essayant de les diviser. Pour tenter de scinder le front commun de FO et de la CGT, la préfecture avait imaginé de recourir aux syndicats séparément, pour leur exposer les conditions de la reprise. Peine perdue. Si la CFDT a bien accepté d'être reçue seule et de franchir les grilles avec les lazzis de la CGT — ainsi que la CFTC,

laquelle a préféré, pour sa part, passer par une porte dérobée, — FO et la FEN n'ont rien voulu savoir et ont exigé de rencontrer le préfet en présence de la CGT, ce que le représentant de l'Etat, de guerre lasse, a fini par accepter.

Comme « le téléphone arabe fonctionne même en Corse », tous les militants, rassemblés devant les grilles, n'ont pas tardé à être informés des conditions de la reprise. Et comme, après plus de neuf semaines, plus personne n'est pressé de conclure, ils ne devaient en débattre que le lendemain, mardi matin. Pour sa part, la préfecture indique que toute journée de grève au-delà de mardi sera intégralement retenue et, cette fois, croix de bois, croix de fer... Au moins ce débat sur les conditions de la reprise semblait-il avoir définitivement remplacé la polémique sur la fameuse « prime d'insularité ».

DANIEL SCHNEIDERMAN.

A l'Assemblée nationale

La création d'un intergroupe RPR-UDF-UDC peut freiner l'entreprise des « rénovateurs »

Prendant de vitesse les « rénovateurs », les trois groupes de l'opposition de l'Assemblée nationale devaient, dès ce mardi 25 avril, constituer un « intergroupe » parlementaire. Les fondateurs de l'UDC, en juin dernier, avaient émis cette proposition pour montrer que l'autonomie du groupe centriste ne signifiait pas une rupture avec le reste de l'opposition.

M. Chirac, avait le 1^{er} avril, repris cette idée assortie du projet de création d'un « bureau politique commun » aux trois formations lors des journées parlementaires RPR de Nice. M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée, s'en est entretenu, à plusieurs reprises, avec ses homologues, M. Méhaignerie pour l'UDC et M. Gaudin pour l'UDF, qui lui ont donné leur accord de principe.

Cet « intergroupe » doit constituer une structure légère groupant les trois présidents de groupe qui se réuniront une fois par semaine pour coordonner leur action sur le plan parlementaire. Les députés plus spécialement concernés par les sujets à l'ordre du jour seront invités à ces réunions. Il s'agit donc d'une institutionnalisation de la coopération qui existait déjà de façon informelle. Jusqu'alors, cette concertation n'avait pas toujours abouti à des prises de position communes dans tous les débats parlementaires. En sera-t-il autrement désormais ? Chacun assure qu'il s'agit de renforcer la coopération dans le cadre de l'opposition mais en laissant à chaque formation, après explication, la liberté de ses choix si une attitude commune n'est pas obtenue.

Cette structure décidée par les bureaux de chaque groupe engage donc l'ensemble des parlementaires qui sont membres de ceux-ci. Cette décision confirme — si ce n'est besoin — l'existence propre des trois formations mais contrecarre la conception d'un « grand parti unique » de l'opposition envisagée par certains « rénovateurs ».

Cette dernière thèse, surtout, développée par MM. Millon (UDF-

PR) et Baudis (UDC) comme l'aboutissement d'un long processus, n'était pas partagée par les « rénovateurs » du RPR, qui proclamaient leur attachement à leur propre parti. Le groupe des douze « rénovateurs » avait aussi envisagé la création de leur propre intergroupe pour concrétiser la tendance qu'ils incarnent. Celui-ci pourrait donc devenir une sorte de cercle de réflexion, d'amicale ou de club.

Car le courant nouveau qu'ils veulent représenter pourrait aussi se manifester au sein de leurs formations respectives. A condition toutefois qu'ils agissent à l'intérieur de celles-ci. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, les invite à participer plus activement aux instances du mouvement dont certains font déjà partie, et il note qu'ils ont même pu obtenir un vote à bulletins secrets sur leur motion lors du conseil national. Il en est allé de même au conseil national de l'UDF.

Toutefois, M. Létard, président du Parti républicain, qui s'oppose avec vivacité aux « rénovateurs » de son parti, veut lui-même, à compter du 19 juin, prendre des initiatives en vue de la rénovation, qui ne sont pas exactement semblables à celles de ses contestataires. Enfin, M. Méhaignerie se dit prêt à accompagner toutes les autres initiatives que prendraient les « rénovateurs » bien qu'il se soit battu pour renforcer l'existence d'un groupe et d'un parti centristes autonomes.

Le mouvement des « rénovateurs » qui avait pris un essor médiatique spectaculaire se voit donc imposer un freinage brutal même si certains de ses promoteurs espèrent qu'il ne s'agit que d'un ralentissement temporaire. La restructuration du paysage politique qui s'effectue en réaction à leur initiative n'est pas celle qu'ils souhaitaient. La confirmation du rôle des partis traditionnels, même si tous leurs dirigeants se disent maintenant adeptes de la rénovation et affirment qu'elle doit se faire « de l'intérieur », s'accompagne cependant de l'émergence

d'un mouvement centriste qui se fait au détriment de l'UDF. Le Parti républicain court le risque d'être réduit à une portion relativement congrue, ce qui explique que ses dirigeants aient été les plus réticents. Le RPR ne peut que profiter de cette nouvelle distribution des rôles et c'est pourquoi ses responsables ont accueilli sans alarme l'émancipation du centre. M. Giscard d'Estaing est contraint de faire contre mauvaise fortune bon cœur en baptisant sa liste du terme générique mais fallacieux de « liste d'union » (il installe son siège de campagne, 22, boulevard Malesherbes à Paris en dehors de ceux des partis). M. Veil, en un élan de générosité, affirme qu'au soir des élections il faudra additionner les voix des deux listes et espère même récupérer les voix de « ceux qui finissent par voter socialiste ».

Les courants que les « rénovateurs » voulaient faire vivre trouveront-ils ainsi chacun leur place dans ce kaléidoscope ? M. Giscard d'Estaing, qui déplorait naguère que « la France soit coupée en deux », doit constater amèrement qu'aujourd'hui l'opposition est coupée en trois. Est-ce l'effet du combat des chefs ou un constat imposé par la sociologie politique du pays ?

ANDRÉ PASSERON.

● Conférences sur l'environnement international. — Le service de formation continue de l'Institut d'études politiques de Paris organise un cycle de dix conférences sur le thème : « L'environnement international : quels changements en 1989 ? » Ces conférences, qui s'adressent à un large public, auront lieu les jeudis de 18 h 30 à 20 h 30, jusqu'au 29 juin.

Seront notamment abordées l'effet Corbatschov en Europe de l'Est, les mutations de l'URSS, de la Chine et des Etats-Unis, la diplomatie de la paix et le rôle des Nations unies, la politique extérieure de la France.

* Renseignements : Sciences-Po Formation, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-49-50-99 ou 45-49-51-95.

M. Georges Marchais « condamne » la « méthode Rocard »

La méthode Rocard est « mauvaise et condamnable », a estimé M. Georges Marchais qui était l'invité du journal de 20 heures sur A2, lundi 24 avril. Selon le secrétaire général du PCF, en Corse, cette méthode « consiste à laisser pourrir le mouvement au lieu d'engager des négociations sérieuses. C'est en quoi elle est condamnable », a souligné M. Marchais, « et plus encore quand elle est le fait d'un gouvernement socialiste ».

Interrogé sur le vote éventuel d'une motion de censure du gouvernement par les députés communistes, le secrétaire général a rappelé que le PCF n'était ni dans la majorité présidentielle, ni dans la majorité gouvernementale, bien qu'il ait appelé à voter pour M. François Mitterrand contre M. Jacques Chirac, ainsi que pour les candidats socialistes contre les candidats de droite aux législatives. « Nous soutenons tout ce qui va

dans le bon sens et nous combattons tout ce qui est contraire aux intérêts populaires et nationaux », a poursuivi M. Marchais, en indiquant que pour se manifester à l'Assemblée nationale, « il y a l'abstention, il y a le vote contre et il peut y avoir un jour la censure, le cas échéant » (1).

Concernant les élections européennes, il a souhaité le score « le plus élevé possible » pour la liste du PCF conduite par M. Philippe Hecqz. M. Marchais s'est prononcé contre tout « abandon de la souveraineté nationale dans quel que domaine que ce soit », en affirmant que les communistes seront « les seuls puisque Chirac a abandonné le terrain ».

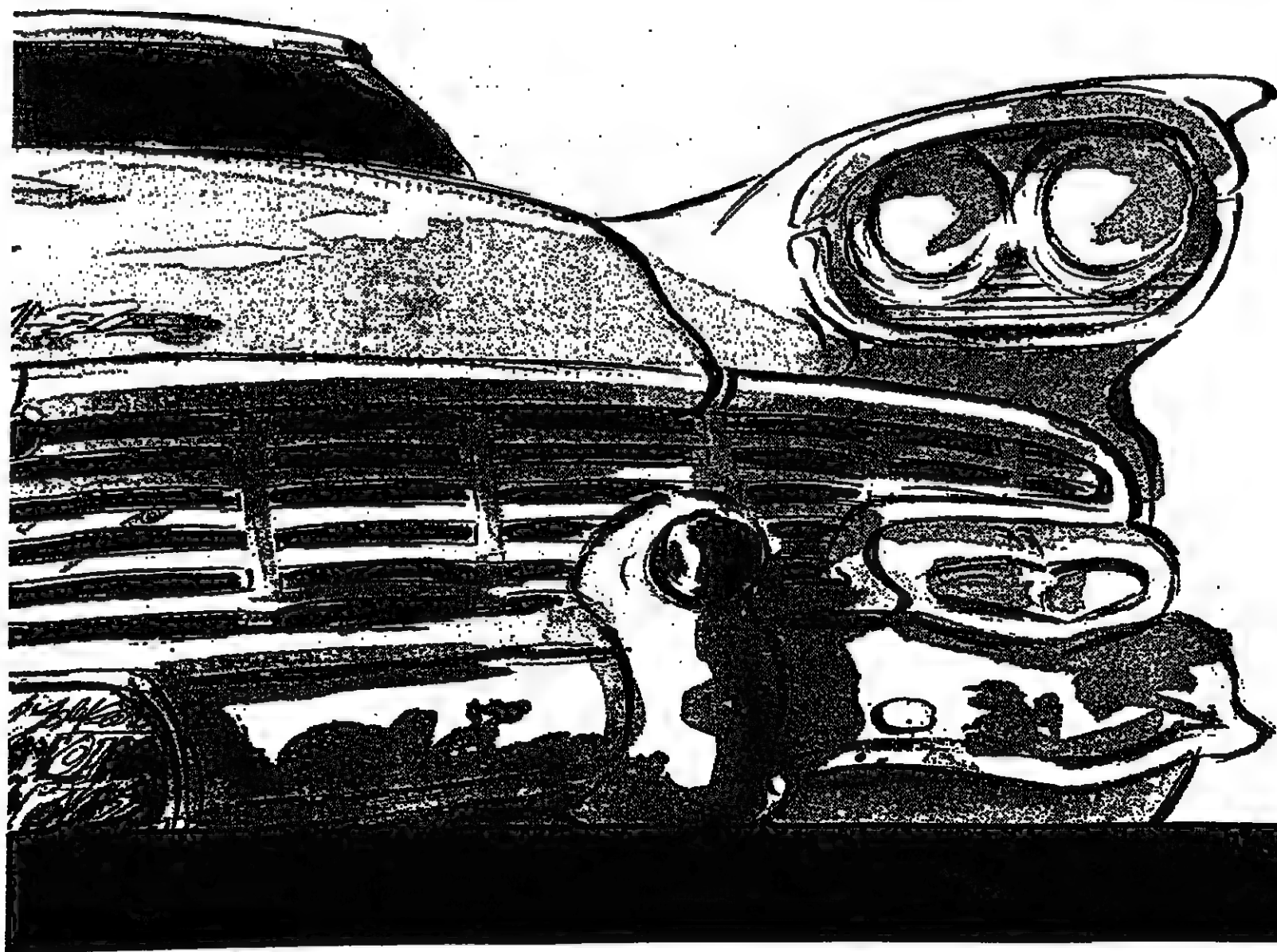
Sans avoir été interrogé sur la présence de M. André Sarran sur la liste du PS, le dirigeant communiste a déclaré : « Cela ne me surprend pas. Visiblement le PS fait sienne maintenant une certaine

politique de débauchage à l'intérieur de notre parti. Sarran avait démissionné de ses responsabilités de secrétaire de la Fédération des mineurs CGT, puis du comité central de notre parti, le voilà en position d'être élu sur la liste de Fabeux. C'est une promotion extrêmement rapide qui montre que Fabius et Rocard ne pardonnent pas à la CGT le rôle qu'elle joue aux côtés des travailleurs en lutte. » M. Marchais a ajouté qu'il ne pouvait être communiste et présent sur une liste socialiste.

Le secrétaire général du PCF a confirmé que M. Georges Séguy, ancien secrétaire général de la CGT, avait été proposé sur la liste du parti aux européennes (le Monde du 21 avril).

(1) Le PCF n'ayant pas 10 % des députés ne pourrait voter qu'une motion de censure déposée par la droite.

VOUS RAPPROCHE DES BELLES AMERICAINES



Depuis le temps que vous rêviez des belles américaines, Northwest Airlines vous propose de venir les découvrir avec son premier vol direct Paris-Détroit. Un vol non stop qui va vous faire gagner de 2 à 4 heures sur toutes les autres solutions existantes. Cela vous donne un peu plus de temps à passer avec la créature de vos rêves que celle-ci soit en chair ou en métal... Pour tout renseignement, contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42 66 90 00.

Sous réserve de l'approbation des autorités compétentes.

Politique

La préparation des élections du 18 juin

M. Giscard d'Estaing n'a que peu de chances d'accéder à la présidence de l'Assemblée européenne

Le plus gros handicap de M. Giscard d'Estaing pour le percéder de Strasbourg est sa nationalité. Non que la condition de Français n'ait été abolie, mais elle a été si abondamment démontrée que M. Giscard d'Estaing pourrait cette fois en faire le frais : sur les quatre présidents qui se disputent l'Assemblée de Strasbourg depuis qu'elle est émise au suffrage universel, deux étaient des Français (M^{me} Simone Veil et M. Pierre Pflimlin) ; nul ne peut ignorer d'autre part que la Commission de Bruxelles (l'Assemblée européenne) est de vocation trans-européenne et de vocation apatride, est dirigée depuis 1985, et pour quelques années encore, par un Français.

Enfin, la France va prendre au 1^{er} juillet prochain, en une période cruciale, la présidence tournante du conseil des ministres de la Communauté. A quel l'on peut encore ajouter, même si c'est sans rapport direct avec la CEE, que c'est à une Française, M^{me} Catherine Lalumière, que va échoir dans quelques jours le secrétariat général du Conseil de l'Europe. Voilà qui fait beaucoup et qui pourrait, injustement ou pas, avoir raison à Strasbourg de toute francophilie.

Tractations et regroupements

Le malheur d'être français pourrait d'ailleurs ne pas s'arrêter là pour M. Giscard d'Estaing. Même si la querelle siège qui a agité les parlementaires strasbourgeois ces derniers mois s'apaise jusqu'à ce que soient achevés les travaux de l'hémicycle concurrent en construction à Bruxelles, on peut supposer qu'elle dessert les candidats trop engagés dans la défense de l'une ou l'autre ville. De la même manière qu'une candidature du Belge Willy De Clercq (un des noms qui circulent dans les couloirs de l'Assemblée) aurait sans doute contre elle les fidèles de Strasbourg, une candida-

M. Valéry Giscard d'Estaing l'a dit récemment à l'Europe 1, le 14 avril : il « alimenterait » bien le président de l'Assemblée européenne qui sera élu le 18 juin. En cette période de renforcement du rôle du Parlement de Strasbourg, la fonction ne manque pas de brío, et la perspective serait du meilleur effet pour la liste UDF-RPR dans la campagne électorale. A condition, toutefois, qu'elle apparaisse comme plausible sinon comme probable. Or l'affaire ne se présente pas sous les meilleurs auspices.

L'inconvénient d'être français

ture française quelle qu'elle soit risque de déplaire aux frondeurs, partisans du transfert à Bruxelles.

Le handicap de départ est donc considérable pour M. Giscard d'Estaing, même s'il n'est pas rédhibitoire. Des tractations vont s'engager au lendemain du 18 juin qui se traduiront par un jeu de compensations complexes dans l'attribution des différents postes : la présidence et la vice-présidence du parlement, les présidences des commissions et les présidences des groupes politiques. Plutôt que l'attribution du portefeuille, ce qui nourrit actuellement les spéculations à Strasbourg, c'est la physionomie du futur hémicycle après les ralliements et les défections qui s'annoncent. Les conservateurs espagnols ont déjà laissé entendre qu'ils quitteraient le groupe des Démocrates européens où ils siègent avec les Tories britanniques pour rejoindre les Démocrates-chrétiens du Parti populaire européen (PPE) dont les allemands du CDU forment le gros des troupes. Les communistes italiens ont souhaité pour leur part rallier le groupe des socialistes européens ce qui pour le moment ne sied guère à M. Craxi.

Bref, un grand chambardement s'annonce dont le comportement de la droite française est l'une des inconnues majeures. Ses représentants, élus en 1984 sur la liste unique de M^{me} Veil sont actuellement répartis dans trois groupes différents (1). Par souci de cohérence,

La personnalité du candidat

M. Giscard d'Estaing s'est en tout cas bien gardé jusqu'à présent de préciser ses intentions sur ce point, ce qui explique sans doute en partie la scintillante irritation de l'Allemand Egon Klempner, actuel chef du PPE, quand on l'interroge sur l'éventualité de cette candidature à la présidence : « Je n'en ai pas connaissance par la presse, dit-il. Je n'ai pas l'habitude de prendre position sur des questions dont je n'ai pas été personnellement saisi. » On verra, répond donc et substance M. Klempner et cette prudente expectative laisse augurer du type de marchandages qui pourraient conditionner son soutien à la candidature Giscard.

Les droites ont été majoritaires à Strasbourg lors des deux précédentes élections européennes. Le seraient-elles encore cette fois ? Cela ne serait encore pas une garantie absolue de succès pour leur candidat. N'a-t-on pas vu, en 1982, les conservateurs britanniques faire

lire le socialiste néerlandais Pieter Dankert par allégeance à la personne du candidat proposé par le PPE, M. Klempner ?

Certes on fait valoir que ces transferts politiques pourraient jouer en faveur de M. Giscard d'Estaing, grâce à sa vieille amitié et à l'œuvre européenne accomplie avec M. Helmut Schmidt. Mais comment se comporteront les fidèles de l'ancien chancelier allemand parmi les futurs élus d'un SPD qui a bien changé ? Et les idées que partagent les deux hommes sur l'Europe monétaire notamment ne sont-elles pas un handicap après des conservateurs britanniques, et même que les réticences que l'ancien président de la République française exprime naguère envers l'élargissement de la CEE et que les conservateurs espagnols et portugais n'ont sans doute pas oubliées ?

Les concurrents potentiels de M. Giscard d'Estaing ne se sont pas encore officiellement déclarés. Du côté démocrate chrétien, on prête à M. Thudemann, personnalité européenne connue et actuel ministre des affaires étrangères de Belgique, l'ambition d'achever en beauté, au percée de Strasbourg, sa longue carrière politique. L'Espagne a le vent en poupe : si M. Oreja, qui vient d'abandonner le secrétariat général du Conseil de l'Europe à l'intention de conduire la liste des conservateurs espagnols, on lui prête plutôt des ambitions politiques nationales, de même qu'à M. Suarez dont il n'est même pas sûr qu'il se présente sur la liste du CDS espagnol. Du côté socialiste, on s'attend à M. Enrique Baron Crespo, qui a échoué de peu contre Lord Pithers, à se présenter en tant que vice-président, à la machine du Parlement européen, ferait un candidat fort respectable, même si on lui reproche de manquer de charisme.

A toutes ces réserves M. Giscard d'Estaing peut évidemment opposer sa grande expérience, son prestige d'ancien chef d'Etat, son caractère pour un parlement qui consacre une énergie croissante à ses relations extérieures. C'est là son atout maître, dans un jeu qui, on le voit, n'est pas gagné d'avance.

MARCEL SCOTTO et CLAUDE TREAN.

(1) Les centristes siègent au PPE où ils entendent rester ; les membres du parti républicain, du Parti radical et du PSD, au groupe libéral ; les membres du RPR au Rassemblement des démocrates européens.

M. Laurent Fabius menacé d'une fronde outre-mer

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, ne croyait pas si bien dire, mardi 18 avril, lorsqu'il prévoyait des tensions outre-mer à l'approche de l'échéance européenne de 1993 (le Monde du 20 avril). Le Parti socialiste subit, dès à présent, les effets des inquiétudes que la perspective de l'abolition des frontières de l'Europe des Douze suscite dans les quatre départements de la France du grand large (Guadeloupe, Martinique, Guyane, la Réunion).

L'Assemblée introduit, le week-end dernier, sur l'insistance de M. Le Penec, dans le texte du manifeste européen du PS, afin de tenir compte de la « déception » et de l'« amertume » exprimées par les porte-parole des fédérations socialistes des Antilles devant la convention nationale de leur parti, n'a pas suffi à dissiper ces craintes, justifiées par les faiblesses économiques et sociales chroniques des départements d'outre-mer.

Les alliés locaux du PS démentent d'autant plus critiques que, sur la liste du parti aux élections européennes, le premier représentant des DOM, M. Yves Dailleur (la Réunion), ne figure qu'en vingt-septième position, sans certitude d'être élu. Ils menacent de ne pas soutenir la liste de M. Laurent Fabius, si celui-ci ne reprend pas à son compte leurs préoccupations. Leur offensive est menée par les élus du Parti progressiste martiniquais (PPM), la formation du maire de Fort-de-France, M. Aimé Césaire, député apparenté socialiste, principal soutien de la majorité présidentielle aux Antilles.

Le secrétaire général du PPM, M. Camille Darsières, président du conseil régional de la Martinique, avait exposé son point de vue, le mercredi 19, à M. Le Penec et le jeudi 20 avril à M. Michel Rocard. Il vient de le préciser à l'adresse de M. Fabius, dans une lettre en date du 23 avril : « Les instances de Bruxelles, qui connaissent notre état de sous-développement avancé et savent que nous sommes les régions les plus défavorisées d'Europe, croient, pensent quand même que deux démarches doivent simultanément être suivies nous concernant : l'harmonisation fiscale, le rattachement économique. C'est absolument inacceptable par le simple motif que c'est contraire à la priorité des priorités et tous les

être mis en œuvre par l'Europe pour que ce soit à présent la seule préoccupation dans les rapports des régions d'outre-mer avec la CEE. »

Selon M. Darsières, cette priorité implique « la prise en compte, le plus rapidement possible, des plans de développement régional, d'ores et déjà élaborés par les régions d'outre-mer, dans le respect des directives de Bruxelles (...), la révision des accords de l'octroi de mer (taxe parafiscale frappant tous les produits importés outre-mer) ne constitue pas une atteinte à la libre circulation des produits et qu'elle est une aide à ne pas toucher, tant que le rattachement économique ne sera pas un fait réel ».

Le lieutenant d'Aimé Césaire ajoute : « Il n'est pas acceptable que, tous les six ans, se pose le problème de la représentation effective des régions d'outre-mer au sein du Parlement européen : il est indigne que les leaders français s'engagent expressément à la révision de la procédure des élections européennes, de sorte que les régions d'outre-mer constituent une ou des circonscriptions électorales désignant directement leur représentant. »

Une liste Césaire-Vergès-Tijbaou ?

Le PPM a fait savoir à M. Fabius que, faute de « garanties » sur ces points, il refuserait, comme en 1979, d'appeler à voter pour la liste du Parti socialiste. M. Césaire a personnellement confirmé au président de l'Assemblée nationale, qui semblait en douter, la détermination de la gauche antillaise dans son ensemble. Il n'en fallait pas davantage pour que M. Fabius entreprenne aussitôt d'améliorer le risque d'une grosse déperdition de suffrages, les appréhensions du PPM étant partagées, au-delà des circonscriptions, par tous les partis d'outre-mer. Un risque plus gros encore que les dirigeants du PS pourraient le penser, puisqu'il apparaît très vite que non seulement les dirigeants du PPM envisagent, s'ils ne sont pas entendus, de faire « voter blanc », mais qu'ils songent aussi à constituer une liste commune à tous les DOM. S'il s'agit là, surtout, d'un moyen de pression sur le PS, il n'en est pas moins vrai que M. Césaire et Darsières ont déjà pris contact avec le secrétaire général du Parti communiste réunionnais, M. Paul Vergès, favorable à une telle initiative, et qu'ils réfléchissent à la possibilité de solliciter la candidature du président du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, M. Jean-Marie Tijbaou, qu'une tribune strasbourgeoise pourrait intéresser.

La perspective de voir ces trois fortes personnalités d'outre-mer faire cause commune après de l'électorat des DOM a incité M. Fabius à déléguer auprès du PPM le numéro trois de sa liste, M. Claude Cheysson, qui s'est employé à séduire, samedi, le lieutenant de M. Césaire à l'Assemblée nationale, M. Claude Lise, député apparenté socialiste, qui a aussi l'oreille de M. Rocard.

M. Cheysson a fait savoir à M. Lise que M. Fabius ne manquait pas, au cours de sa campagne, de rassurer les populations des DOM et qu'il n'avait pas l'intention de dénigrer le PPM et d'ajouter au manifeste européen du PS une déclaration sur la nécessité de protéger les DOM des effets pervers potentiels du futur marché unique communautaire. L'ancien ministre des affaires étrangères a même indiqué à son interlocuteur qu'il se rendrait volontiers outre-mer pour essayer de convaincre les électeurs de faire confiance au gouvernement et au Parti socialiste.

Bien décidé à enfoncer le clou, M. Lise n'est fait inscrire dans le débat sur le projet de X^e Plan, qui doit avoir lieu, mercredi, au Palais-Bourbon. Il se propose de répondre aux dirigeants socialistes en fondant les exigences de son parti et des autres « domaines » sur une citation qui résume parfaitement leur pensée : « L'irréversible situation que la leur, quand on voit nos départements d'outre-mer intégrés au marché commun ! Ce peut être pour eux un atout supplémentaire. C'est aussi un vrai risque, qu'il incombe au gouvernement d'assumer, en préparant et en négociant le statut de ces régions en voie de développement avec, pour chacune d'elles, des caractéristiques particulières. » Une citation extraite de la Lettre à tous les Français, adressée, il y a un an, à tous les électeurs par M. François Mitterrand.

ALAIN ROLLAT.

Le X^e Plan au Palais-Bourbon

L'Assemblée nationale devait examiner, mardi 25 avril, le projet de loi approuvant le X^e Plan (1989-1992). L'UDF a décidé, lundi, de défendre une question préalable dont l'objet est de couper court au débat. M. Hervé de Charette (UDF, Maine-et-Loire) devait défendre cette motion de procédure pour convaincre ses amis de l'opposition de la nécessité de repousser le projet de Plan de M. Lionel Stoléru avant tout débat. Cette initiative, prise sans concertation avec le RPR et l'UDC, ne devrait pas, a priori, déboucher.

Dans l'entourage du président de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie, on estime tout à fait « absurde » de vouloir empêcher la discussion d'un sujet aussi important. D'autant que les députés centristes se sont déclarés favorables au projet Stoléru tel qu'il a été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire avant qu'il ait été amendé par les députés socialistes. Le bureau de l'UDC devait arrêter, mardi matin,

son attitude vis-à-vis de cette initiative de l'UDF.

Pour autant, ce texte ne devrait pas échapper à l'article 49-3 (engagement de responsabilité), la droite, le centre et le groupe communiste s'étant déclarés hostiles au texte amendé.

M. Michel Rocard, qui fut ministre du Plan dans le gouvernement Mauroy, devait intervenir dès l'ouverture du débat, pour présenter les grandes lignes de ce projet. Le 49-3 est attendu pour conclure la discussion mercredi soir ou vendredi. L'opposition a l'intention de répliquer par une motion de censure qui pourrait être discutée la semaine prochaine, vraisemblablement mercredi, qui ont émis le souhait depuis quelques jours de censurer le gouvernement sur sa politique européenne, pourraient être invités à insérer dans la motion de censure sur le Plan, un chapitre européen.

Le rôle du Parlement

« Le moindre conseiller est plus puissant qu'un député », s'inquiète M. Belorgey

Dans un entretien accordé à Libération du mardi 25 avril, M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier), président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, observe que le Parlement « ne légifère plus » mais « torche » et que « le moindre conseiller technique de

ministère est plus puissant qu'un député ».

« Si on estime, note M. Belorgey, qu'on n'est élu ni pour brasser son pouvoir local ni pour détourner des fonds et se payer une résidence secondaire ni pour être l'opérateur discipliné d'une formation, il y a à faire. » Dans l'état actuel, poursuit le député, siéger au Parlement est une sorte de pension qui mortifie l'initiative individuelle. »

« Dans le système de la V^e République, le travail se déplace de l'Assemblée aux commissions, des commissions vers les groupes de travail des partis. Et des partis vers les deux ou trois interlocuteurs privilégiés du ministre concerné. Souvent ce n'est même pas un élu qui décide », ajoute M. Belorgey, qui déplore le manque de communication entre le gouvernement et le Parlement : « On s'apprête à affronter le long bavardage sur le X^e Plan (soumis à partir de mardi à l'examen des députés), dans des conditions de virginité absolue. Que le rapporteur soit désigné quinze jours seulement avant le débat, c'est un signe. Dans les grands débats de fond, il faut que le Parlement devienne un véritable interlocuteur du gouvernement. »

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

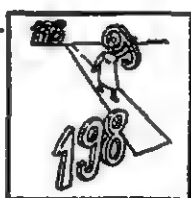
LES O.N.G.

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Bicentenaire

Le programme de l'« apothéose » du 14 juillet à Paris

La République à la parade



A défaut d'Expo universelle, à laquelle avait eu droit son devancier d'un siècle, le Bicentenaire aura sa grande manifestation. Et lors de la célébration du progrès, de la science et des techniques. En 1989, on a eu le temps d'en éprouver les limites. Sans rien rater toutefois : Monoparc entrera au Panthéon. Mais l'heure est davantage à la convivialité. Au fond, une société célèbre toujours ce qui lui manque le plus et dont elle entrevoit seulement les délices.

9 000 participants

Allons-y pour la convivialité ! « L'apothéose du Bicentenaire », selon le mot de Monique Sauvage, directrice de cabinet de Jean-Noël Jeanneney, président de la Mission du Bicentenaire, sera une gigantesque parade. « A l'américaine », oserait-on dire. Ce serait un juste retour des choses à l'égard d'une nation naissante, dont les premiers pas ont quelque peu pesé sur notre année 1789. D'ailleurs, la conception en a été confiée par la Mission du Bicentenaire au plus franco-américain des publicitaires-graphistes-concepteurs. Jean-Paul Goude, en effet, ne partage-t-il pas sa salle de bains entre Paris et New York ?

Il a très bien senti, en tout cas, ce qui peut intéresser les Français et les autres, un soir de 14 juillet. Une parade « scénarisée », qui dilate l'esprit aux dimensions

nationales, c'est-à-dire de Paris et des régions françaises, mais aussi internationales.

Neuf mille participants descendront les Champs-Élysées, de 21 h 30 à minuit. D'emblée, ce défilé du soir a été pensé pour qu'un million et demi de spectateurs puissent le voir (gratuitement), sans compter les dix-huit mille invités hébergés sur des gradins, place de la Concorde, comme les représentants du peuple l'étaient au Champ de Mars, le 14 juillet 1790, jour de la Fête indélébile de la Fédération. Ces dix-huit mille invités seront des amis étrangers, mais aussi cent personnes nées en 14 juillet depuis 1889, et les mille des communes de France ou responsables d'associations qui, déjà, ont bien œuvré pour le Bicentenaire.

La parade aura la plus grande scène du monde : les Champs-Élysées. L'exaltation des droits de l'homme ne peut pas se faire dans l'obscurité. Le « fête des tribus planétaires », comme dit Jean-Paul Goude en sous-titre à son spectacle, génériquement intitulé la *Marsaillaise*, a besoin d'espace. Sur un fond en damiers de mille tampons blancs et noirs, Français et Africains défilent, images vivantes hissées sur des chars pour être visibles. Mille interprètes de musiques traditionnelles des provinces : vieilles à roue, flûtes et gobelets ; des joueurs de cornemuse londoniens noyés dans le bruissement des danses de l'Opéra de Pékin arrosés par des cyclistes ; des Américains dansant à rythme de la moon walk.

King ». Inventé par Michael Jackson, Les Soviétiques devraient marcher sous la neige, babouchkas et pèlerine en glisade ; mais Jean-Paul Goude vient de révéler qu'il a « quelque difficulté à les convaincre ».

A 22 h 30, Jessie Norman se lèvera, au pied de l'Élysée, pour chanter le *Marsaillaise*, tandis qu'une partie des éléments du défilé franchira un rideau d'eau entre la Concorde et les Tuileries, une autre remontera les Champs-Élysées pour le bon plaisir des spectateurs restés près de l'Étoile.

« Fête maîtresse »

Pour cette « apothéose », qui prolongera, en septembre, l'évocation de Valmy, la Mission a mis le prix : 98,5 millions de francs, dont 40 % seront versés par des sponsors ou couverts par des droits de télévision. Presque 30 millions de plus, tout de même, que « l'autre » grande célébration, celle de la Ville de Paris, le 17 juin (le Monde du 3 avril).

Ces deux heures de « fête maîtresse », qui « prendront à contre-pied la tentation concorde » — au moment où les sept chefs d'Etat des pays industrialisés et près de vingt chefs d'Etat de pays moins riches séjourneront à Paris, — seront produites par Charles Gassot (producteur du film *Le Vie est un long fleuve tranquille*). Il a déclaré : « Ce sera un régal parce que le scénario est génial. D'un bout à l'autre, les gens regarderont ébahis en disant : ce, je ne l'ai jamais vu. » Puisqu'il le dit.

CHARLES VIAL.

Un Livre blanc pour une conduite automobile « apaisée »

- Création d'un permis de conduire provisoire
- Institution d'une police de la route
- Limitation de la vitesse des véhicules dès la construction

C'est un remarquable Livre blanc d'une quarantaine de pages consacré à la sécurité routière que M. Pierre Giraudet, président de la Fondation de France et ancien président d'Air France, a remis le 25 avril au premier ministre ainsi qu'à MM. Michel Delebarre et Georges Sarre, ministre et secrétaire d'Etat en charge de ce secteur.

Avec le concours de parents de victimes, d'un magistrat, d'un préfet, d'un médecin, de psychologues et d'experts, les auteurs du rapport appellent de leurs vœux « une conduite apaisée ».

Ce n'est pas parce que l'écroulement routier, en France, est revenu de 16 500 morts en 1972 à 10 500 environ l'an dernier qu'on peut se satisfaire de la situation. A population comparable, la RFA n'a à déplorer que 5 000 victimes par an sur les routes, et la Grande-Bretagne, 5 000. La mortalité routière américaine est 1,7 fois inférieure, proportionnellement au kilométrage parcouru, à celle constatée dans l'Hexagone.

Le Livre blanc estime que le conducteur français n'a pas une claire conscience des risques encourus, notamment en matière de vitesse : « Seuls 17 % des Français admettent que les excès de vitesse fassent l'objet d'une répression sévère (...). Les opposants les plus déterminés sont les « gros rouleurs », les jeunes et les couches

sociales supérieures possesseurs de voitures sportives et puissantes (...). En s'appuyant sur une désinformation bien orchestrée, ces conducteurs rejettent les constatés des effets de la vitesse (...). Défenseurs d'une vision purement individualiste de l'automobile, niant — au mépris des lois de la physique — le danger des vitesses élevées, ils représentent deux fois plus de risque que la moyenne. »

Parce que l'insécurité routière est mal connue, la commission propose tout d'abord la création d'un centre d'étude et d'information chargé d'organiser la collecte des données statistiques et de diffuser des résultats et des interprétations incontestables.

Elle souhaite la création d'un haut comité de la sécurité routière chargé de promouvoir « un modèle de comportement automobile apaisé et civilisé », s'appuyant sur le centre d'études présenté plus haut et sur une agence de moyens pour la communication de la sécurité routière.

50 km/h dans les agglomérations

Les jeunes conducteurs étant particulièrement dangereux, le Livre blanc propose qu'à côté de l'apprentissage de la conduite accompagnée dès seize ans, le permis de conduire classique soit assorti d'une période probatoire de deux ans pendant laquelle le jeune ne pourrait pas piloter de véhicules puissants.

La commission estime que « la répression doit reposer sur des sanc-

tions fréquentes (forte probabilité de détection), immédiates (sans procédure longue ou aléatoire), sûres (barème forfaitaire), mais pas nécessairement lourdes ». Elle conclut à la nécessité de la création d'une police spécialisée de la route, à la multiplication des contrôles systématiques, au recours aux amendes forfaitaires. Elle souhaite la création d'un « délit de mise en danger de la vie d'autrui » et la confiscation des véhicules des conducteurs particulièrement dangereux.

Parmi les autres propositions, on relève l'installation de ceintures à enrouleur aux places arrière, des voyants de contrôle aux tableaux de bord, la généralisation du système de freinage ABS, l'instauration d'un contrôle technique obligatoire, périodique et indépendant des infrastructures, la limitation à 50 km/h de la vitesse en agglomération et l'amélioration du système d'alerte et de secours.

L'ultime suggestion de la commission Giraudet fera couler beaucoup d'encre. En 1967, 10 % des voitures françaises produites dépassaient 150 km/h ; en 1987, ce taux atteignait 73 %. Ce n'est pas raisonnable, disent les sages, qui plaident pour qu'une norme européenne limite la vitesse, dès la construction, des automobiles (160 km/h), des camions et des deux roues (130 km/h).

Le gouvernement Rocard, qui a déjà décidé, le 27 octobre 1988, certaines des mesures proposées par la commission, puisera dans ce Livre blanc un surcroît de motivation et quelques idées pour faire régresser le « mal national » dénoncé par le président de la République, lors du dernier Salon de l'auto.

ALAIN FAUJAS.

EDUCATION

Grève des surveillants de lycée le 27 avril. — Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FEN) appelle à une grève des surveillants d'externat et maîtres d'internat (MI-SE) le jeudi 27 avril. Cette action est destinée à protester contre l'absence dans le plan de revalorisation de toutes mesures, pour ces 44 000 surveillants qui sont en même temps des étudiants. Le SNES estime qu'il faudrait créer 15 000 postes pour retrouver un taux d'encadrement comparable à celui de 1958. Il demande aussi un rattrapage du pouvoir d'achat et une revalorisation des rémunérations.

DÉFENSE

Si les dépenses militaires sont trop réduites

M. Chevènement laissera le premier ministre choisir les projets d'armement à annuler ou à retarder

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a confirmé, lundi soir 24 avril à Cambrai, où il assistait aux adieux à l'armée de l'air de son chef d'état-major, le général Achille Lerche, que le ministère de l'économie et des finances devrait obtenir une réduction de 70 milliards de francs des dépenses d'équipement des armées par rapport aux prévisions, sur quatre ans, de la programmation militaire 1990-1993, qui s'élevait à 470 milliards.

A la question sur son éventuelle démission, M. Chevènement, qui avait déjà quitté volontairement son poste de ministre de la recherche et de l'industrie en 1983, a répondu que « tout ministre devait être prêt à démissionner ». Mais il n'a pas dit s'il envisageait, ni ce qui pourrait le conduire à présenter aujourd'hui sa démission.

La programmation militaire, qui fixe les dépenses pour les équipements nucléaires et classiques et qui a été approuvée à la quasi unanimité par le Parlement, couvrait à l'origine les années 1987-1991. Il était entendu qu'elle devrait être révisée en 1989 pour intégrer les années 1992 et 1993.

Sur les hypothèses de départ énoncées par les élus en 1987, avec une augmentation annuelle de 5 % des crédits, les besoins en matière d'équipement ont été évalués à 470 milliards de francs environ entre 1990 et 1993.

Pour respecter les priorités gouvernementales en faveur de l'éducation, de la recherche et de la santé, M. Chevènement a remis en question les hypothèses de départ de la loi et fait, successivement, une série de propositions de révision à la baisse, qui déboucheraient, selon les deux références principales retenues par lui, à des économies de 20 milliards de francs (avec un montant global de 450 milliards de francs sur quatre ans) ou de 37 milliards (avec un total de 433 milliards de francs).

De son côté, le ministère de l'économie et des finances a fixé à une évaluation inférieure à 400 milliards de francs pour la période couverte par la programmation.

A Cambrai, le ministre de la défense n'a pas précisé si M. Michel Rocard était à l'origine des estimations du ministère des finances ou s'il les soutenait. Mais, dans l'entourage de M. Chevènement, on indique que, lors de la rencontre dimanche matin 23 avril entre le ministre de la défense et le premier ministre (le Monde du 25 avril), on n'avait

pas entendu M. Rocard aller à l'encontre des évaluations des services de M. Pierre Bérégovoy.

M. Chevènement a toutefois laissé entendre que, si les arbitrages entre le ministère de l'économie et des finances et le sien imposaient des réductions de crédits plus importantes qu'il ne le juge possible, il laisserait le premier ministre choisir les programmes d'armement à annuler ou à différer.

« Si l'on veut des coupes... »

« Si l'on veut des coupes, il faut faire des choix, a-t-il expliqué à Cambrai. Cette responsabilité n'est pas seulement la mienne. On peut faire des économies, mais dans le temps, après réflexion. »

« Il ne serait pas sain, a encore estimé M. Chevènement, de réduire

le débat budgétaire à un tête-à-tête entre la défense et l'éducation », car il n'y a pas lieu de les opposer. Il n'a pas nié que l'éducation ait besoin de crédits. Il a rappelé que l'éducation absorbe 4,5 % du produit national brut, la défense 3,9 % et les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) 45 %.

Le président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Boucheron, député PS d'Ile-et-Vilaine, a estimé que « les économies proposées par M. Chevènement permettent de financer très au-delà les besoins du plan Jospin » pour l'éducation.

De son côté, l'ancien président de cette commission, M. François Fillon, député RPR de la Sarthe, redoute « l'abandon de toutes nos capacités aéronavales, la diminution de notre flotte d'avions de combat au niveau de celle des Pays-Bas et la dissolution de deux divisions blindées au moins ».

Le plan national de renseignement devra désormais être approuvé par le président de la République

Le plan national de renseignement, qui fixe les axes de recherche des services spécialisés français, sera désormais soumis à l'approbation du chef de l'Etat.

Ainsi le précise le décret, au Journal officiel du dimanche 23 avril, qui fixe la composition et les attributions du comité interministériel du renseignement. Ce comité, créé en 1962, était en réalité tombé en désuétude et il a été décidé de lui redonner une pleine activité sous l'autorité du premier ministre (le Monde du 23 avril).

Le comité interministériel est chargé d'assurer l'orientation et la coordination des activités des services de renseignement en

France, qui dépendent principalement du ministère de la défense et de celui de l'intérieur.

A cette fin, comme le précisait l'ancien décret, ce comité renouvèle un plan national de renseignement, c'est-à-dire les priorités et les urgences dans la recherche du renseignement ainsi que des plans plus techniques. A la différence du précédent texte, qui désignait déjà le premier ministre comme seule autorité de coordination des différents services, avec l'aide du secrétaire général de la défense nationale, il est indiqué que le plan national de renseignement est, en outre, soumis à l'approbation du président de la République.

Un 3^e Cycle de Communication dans une Ecole-Entreprise

Créée en 1984 par Philippe de VILLIERS, Sciences Com accueille chaque année 40 diplômés de Grandes Ecoles ou d'Universités sur concours (maîtrise minimum). Objectif : former en 14 mois des généralistes capables d'intégrer la Communication dans une stratégie d'Entreprise et dans leur démarche personnelle. Premiers emplois ? Directions de communication, médias, pub, production... Sciences Com recourt à 200 professionnels intervenants et met à disposition de ses étudiants des moyens considérables (studios vidéo, son, graphique, photo, médiagraphique...).

Cette Ecole-Entreprise alterne enseignement fondamental et pratique sur des travaux confiés par les partenaires de l'Ecole et sur les supports médias de l'Ecole (presse, radio, vidéo, télématique...). Concours d'entrée 1989 : 26 juin.



Fondation pour les Arts et les Sciences de la Communication
1, rue Dufrenoy - 92 01 - 92020 Neuilly Cedex 02
Tél. 01 47 38 11 00

Une merveille, une fresque magistrale, un faisceau qui balaie de sa lumière les confins de notre histoire.

Didier Eribon, Le Nouvel Observateur



Avec L'ère des Empires, 1875-1914 s'achève l'imposante trilogie que ce grand intellectuel britannique a consacrée à l'épopée de la société bourgeoise à travers l'histoire générale du « long XIX^e siècle » : 1789-1914.

Déjà parus :

- L'ère des révolutions, 1789-1848
- L'ère du capital, 1848-1875

FAYARD

COGEDIM MÉCÈNE DES JEUNES ARCHITECTES

EXPOSITION DU PRIX COGEDIM 1989 DE LA 1^{RE} ŒUVRE

Ce prix, qui sera organisé dorénavant chaque année, a pour objet de mettre en lumière de jeunes talents. Il donne au lauréat du concours, réalisé en concertation avec l'Ordre des Architectes, la possibilité de construire son premier immeuble sur un terrain acquis à cet effet, au cœur de Paris dans le XV^e, et de bénéficier ainsi de sa première référence.

EXPOSITION DES 20 PROJETS PRÉSENTÉS
MAISON DE L'ARCHITECTURE
7, RUE DE CHAILLOT, PARIS XVI^e
17-29 AVRIL



Société

JUSTICE

Au procès des accusés de Condé-sur-l'Escaut

L'avocat général demande dix ans de réclusion criminelle contre Raymond Delgado

DOUAI
de notre envoyé spécial

L'avocat général Louis Wallon est manifestement un technicien du droit. Alors que la cour d'assises est une juridiction où seule « l'intime conviction » emporte la décision, le magistrat du parquet a jugé nécessaire d'infliger aux jurés de la cour d'assises du Nord un véritable cours de droit criminel de plus de quatre heures pour les convaincre de la culpabilité des sept personnes accusées de recel ou de complicité par fourniture de moyens aux auteurs du vol à main armée commis à la perception de Condé-sur-l'Escaut le 28 août 1979.

Méthodiquement, M. Wallon a donc consacré toute la première partie de son réquisitoire à reprendre chaque détail du dossier pouvant constituer une charge envers les accusés. « Ce sont des éléments de faits justifiés », rappelle-t-il, le reconnaissant, « à admettre le magistrat en regrettant que subsistent de nombreuses zones d'ombre. Ainsi, l'enquête n'a pas permis de savoir qui avait organisé le vol ni d'identifier la totalité des auteurs. En outre, sur les 16 millions de francs dérobés, 4 millions de francs ont été récupérés, et l'incertitude règne sur la destination des 12 millions restants.

Pour se prononcer sur l'amnistie dont les accusés demandent à bénéficier, et qui fera l'objet d'une question particulière posée au jury, l'avo-

cat général s'est abrité derrière des arguments de droit parfois complexes. Le plus simple était de soutenir que la loi prévoyait l'amnistie de fait « en relation avec une entreprise tendant à entraver l'autorité de l'Etat », il ne voyait pas comment ce texte pouvait s'appliquer à une attaque à main armée, même s'il s'agissait d'une perception. « C'est une loi d'interprétation stricte », précise M. Wallon, avant de reconnaître, peu après : « Votre liberté d'interprétation est aujourd'hui entière. » L'argumentation a été plus solide lorsque M. Wallon a relevé le paradoxe qui consiste pour les accusés à nier leur culpabilité, tout en réclamant l'amnistie. Fidèle au langage judiciaire, l'avocat général a estimé : « Je ne vois pas comment on pourrait appliquer l'amnistie à des actes dont ils ne reconnaissent pas le caractère pénal. »

Le temps de l'indulgence

Enfin, le magistrat ne comprend pas l'indignation de la défense concernant le dessaisissement de la Cour de sûreté de l'Etat à la veille de sa suppression au profit d'une juridiction de droit commun. Il s'agit, à ses yeux, de l'aboutissement logique d'une instruction qui n'avait pu établir aucun lien avec le mouve-

ment dissous Action directe, alors que les premiers éléments de l'enquête pouvaient le laisser supposer.

En définitive, M. Wallon déclarait : « Qu'il y ait un contexte politique, c'est évident. Qu'il y ait une infraction politique, ce n'est pas sûr. » Aussi, en invoquant l'indulgence due à l'écoulement du temps, le magistrat a-t-il requis cinq ans de prison avec sursis contre Annie Dessaux, Floreal Cuadrado, Sylvie Porte et Jean-Pierre Cazenave-Laroche « qui ont participé ou aidé à la dissimulation du butin ». Contre Luigi Azavedo, qui s'est acheté un volier, il a demandé une peine de cinq ans d'emprisonnement, sanctionnant « un profit immédiat » du vol, et contre Martine Fournier, qui avait fabriqué de fausses plaques d'immatriculation, il a demandé cinq ans de prison avec sursis, en soulignant son « rôle dans la préparation du hold-up ».

Mais la sévérité du magistrat est montée de manière significative lorsqu'il a demandé à la cour de condamner Raymond Delgado à dix ans de réclusion criminelle. Celui-ci possédait les clés d'un appartement qu'il avait loué à Lille et dans lequel les auteurs de l'agression se sont réunis. On lui reproche, en outre, d'avoir acheté deux émetteurs-récepteurs. Pour le magistrat, « il est très proche de la commission du crime : j'ai beaucoup réfléchi, le temps écoulé ne peut tout excuser. Il faut une sanction nette ».

Libéré en octobre 1981 après avoir été détenu pendant trois mois, Raymond Delgado est imprimeur à Toulon.

Avant ce réquisitoire, les jurés du Nord avaient entendu un tout autre discours. M. Yves Dechezelles, soixante-dix-sept ans, avocat honoraire, avait dit des accusés : « Ce sont des hommes et des femmes qui ont une grande générosité de cœur et qui méritent la liberté pour laquelle ils ont tant lutté. »

De son côté, M. Jean-Pierre Worms, député socialiste de Seine-et-Marne, avait expliqué au jury dans quelles conditions l'Assemblée nationale avait voté l'amnistie avec un amendement destiné à éviter que les accusés de ce procès puissent en être exclus à cause du dessaisissement de la Cour de sûreté de l'Etat. Ce dessaisissement est pour M. Henri Noguères, ancien président de la Ligue des droits de l'homme, « une manœuvre, plus politique que judiciaire ». Elle semble avoir atteint son but, et l'amiral Antoine Sanguinetti, membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme, a donné son avis sur l'exclusion de l'amnistie des personnes impliquées dans l'affaire de Condé-sur-l'Escaut : « Je pense qu'à l'époque la nouvelle majorité, animée d'un certain angélisme, pouvait penser qu'en se montrant sévère envers ceux qui partageaient son idéologie, elle pouvait peut-être marquer sa bonne foi. »

MAURICE PEYROT.

La mort de Malik Ousseine

La chambre d'accusation de Paris renvoie les deux policiers inculpés devant les assises

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Albert Mouly, a rendu, lundi 24 avril, un arrêt par lequel elle renvoie devant la cour d'assises les deux policiers, membres du peloton voltigeur motocycliste de la préfecture de police, qui avaient été inculpés de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner de Malik Ousseine.

Ce jeune homme de vingt-deux ans était décédé le 6 décembre 1986 après avoir été violemment frappé dans une entrée d'immeuble où il s'était réfugié, rue Monsieur-le-Prince, à Paris (6^e), après une des manifestations étudiantes qui se déroulaient à cette époque.

Le drame avait causé une vive émotion dans l'opinion particulièrement parmi les jeunes gens de la même génération que la victime. L'enquête, suivie d'une information judiciaire conduite par M. Philippe Jeannin, juge d'instruction, avait abouti à la mise en cause du brigadier Jean Schmitt, quarante-quatre ans, et du gardien de la paix Christophe Garcia, vingt-six ans.

Plusieurs expertises furent ordonnées qui conclurent à l'existence d'un lien de cause à effet entre les coups reçus par Malik Ousseine et sa mort, le jeune homme vivant sous dialyse en raison d'une insuffisance rénale. Cette circonstance particu-

lière avait conduit M. Robert Pandrand, alors ministre délégué à la sécurité, à prononcer cette phrase, « La mort d'un jeune homme est toujours regrettable mais (...), si j'avais un fils sous dialyse, je l'empêcherais de faire le con dans la nuit. »

Bien que MM. Schmitt et Garcia aient reconnu au cours de l'enquête avoir porté des coups à Malik Ousseine, ils contestaient le bien-fondé de l'inculpation dont ils font l'objet et qui, en application des articles 186, 198 et 311 du code pénal, leur fait encourir une peine maximum de vingt ans de réclusion criminelle.

Lors du débat devant la chambre d'accusation, le jeudi 30 mars, leurs défenseurs avaient demandé à la cour de rendre un non-lieu en faveur du brigadier Schmitt et d'ordonner une nouvelle expertise pour fixer les responsabilités du gardien Garcia.

L'arrêt est finalement conforme aux réquisitions qu'avait prononcées à l'audience l'avocat général, M. Jean-Noël Chambeyron. Cependant, M. Henri-René Garaud, avocat de M. Schmitt, a déjà annoncé qu'il formait un pourvoi en cassation. Quant à l'association SOS-Racisme, elle fait savoir qu'elle attend « une justice intransigeante ».

La suppression des frontières

Des associations s'inquiètent du sort futur des demandeurs d'asile

La Commission de sauvegarde du droit d'asile (CSDA), qui regroupe trente-trois associations concernées, s'inquiète du sort qui sera réservé aux demandeurs d'asile lors de la suppression des frontières transfrontalières.

« Des accords internationaux sont actuellement signés ou négociés sans aucune concertation, dans la plus grande secret », s'est indigné M. Joffe, président de la Ligue des droits de l'homme, au cours d'une conférence de presse, lundi 24 avril, à Paris. Une allusion à l'accord de Schengen (Luxembourg), signé en juillet 1985 par la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et la RFA, portant sur l'harmonisation des politiques d'immigration et d'asile, et aux négociations qui y font suite en vue de futurs accords.

En substance, l'accord de Schengen stipule que, les frontières entre États disparaissant, les problèmes des demandeurs d'asile seront traités aux frontières extérieures de la Communauté. Autrement dit, un individu considéré comme persona non grata dans l'un des États le sera dans l'ensemble des autres États.

Rappelant que « l'Europe a été le creuset de l'élaboration d'une protection juridique et sociale solide pour les réfugiés », la CSDA « déplore que les pays qui s'apprêtent à signer ces accords préparent

désormais une Europe fermée aux demandeurs d'asile et réfugiés ».

Faisant état d'une « indécision » qui a permis de connaître un avant-projet d'accord, rédigé lors d'une réunion à Bruxelles, en avril 1988, la CSDA regrette que la politique commune des États membres soit celle de la dissipation : instauration de conditions de ressources, de listes d'étrangers indésirables ; refus d'entrée pour des motifs d'ordre public, etc. Selon la Commission, les États auraient l'intention de « sous-traiter leurs pouvoirs de police » en exigeant des transporteurs (maritimes, terrestres ou aériens) qu'ils s'assurent que leurs passagers remplissent les conditions pour être admis dans le pays de destination, et qu'ils ramènent dans leurs pays ceux dont l'entrée serait refusée par l'un des États.

Enfin, les accords internationaux ayant prééminence sur les législations nationales, la CSDA déplore que ces questions ne fassent pas l'objet d'un débat au Parlement et que les organisations concernées (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, associations) ne se soient pas concertées. Les accords à venir auront en effet qu'à être ratifiés, ou non, par les parlementaires. Or la Commission « refuse le secret et exige un débat démocratique ».

M.-P. S.

MÉDECINE

A l'étranger

Sur le front du sida

En Union soviétique, les étrangers porteurs du virus du sida seront priés de quitter volontairement le territoire, sous peine d'être expulsés, a annoncé lundi 24 avril M. Guennadi Guerassimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères. Il a ajouté que les étrangers quittant l'URSS pour plus d'un mois et y revenant devront subir les tests de sida, même s'ils y avaient déjà été soumis.

Jusqu'à présent, les tests des étrangers étaient limités aux groupes supposés « à haut risque » comme les étudiants.

A Rio de Janeiro, 66 mineurs séropositifs ont été exclus d'une fondation pour enfants abandonnés. Selon le docteur Mauro Werneck, médecin de cette institution, cette exclusion a été décidée afin d'éviter la propagation de la maladie chez les autres pensionnaires.

« The Lancet » en français

La célèbre revue médicale britannique The Lancet sera prochainement éditée, en français. Cette décision entrera en application à compter du mois de septembre.

C'est la société Elsevier, spécialisée dans les éditions médicales et scientifiques, qui assurera la traduction et la diffusion en France (et dans les pays francophones) de l'hebdomadaire médical. « Il ne s'agit pas de la traduction de la totalité de l'hebdomadaire, mais des articles qui concernent le plus les praticiens, hospitaliers ou libéraux, soucieux de leur formation continue », nous explique M. Alain Devanley, éditeur chez Elsevier. Dans certains cas, des traductions simultanées seront possibles.

Des éditions traduites du Lancet existent déjà en Italie, en Espagne et en Allemagne. L'annonce de la publication d'une édition française coïncide avec la polémique née de la décision prise par l'Institut Pasteur d'englober un certain nombre de ses revues (Le Monde des 29 mars et du 14 avril). Coïncidence ou non, c'est la même maison d'édition qui réalisera la traduction en français du Lancet et la diffusion en anglais des Annales de l'Institut Pasteur.

Le Conseil international de la langue française (CILF) propose, pour sa part, de financer la publication en français des œuvres pastorales, proposition jugée totalement « irréaliste » par la maison Elsevier.

A Montpellier

Saisie d'une traduction en Français des « Versets sataniques »

En exécution d'une décision du tribunal de Montpellier, sur la demande de l'éditeur Christian Bourgois, une traduction en français des Versets sataniques, le livre de Salman Rushdie, a été saisi, samedi 22 avril, par le SRPJ de Montpellier dans une imprimerie de la ville.

Expédiée de Paris, cette copie, qui a été placée sous scellés au palais de justice, était destinée à être publiée à 50 000 exemplaires dans l'idiot

international, la revue dirigée par M. Jean-Edem Hallier et actuellement tirée dans une imprimerie de Montpellier.

M. Christian Bourgois, propriétaire exclusif en France des droits de publication des Versets sataniques, avait demandé à un avocat de Montpellier d'intervenir auprès du tribunal pour obtenir la saisie de « l'édition pirate » du livre de Salman Rushdie.

Le petit Joris Villèle a subi des sévices sexuels. M. Jean Ory, procureur de la République à Draguignan, a indiqué, lundi 25 avril, que, selon les résultats de l'autopsie, Joris Villèle, dix ans, avait subi des violences sexuelles avant d'être assassiné (le Monde du 25 avril). L'enfant, qui était venu passer des vacances avec sa famille à Port-Grimaud (Var), a été tué et le jour

même ou dans les heures qui ont suivi son enlèvement, le 5 avril. Des analyses génétiques seront effectuées à partir de prélèvements pour déterminer « le profil génétique du violateur », a précisé le procureur. Les gendarmes recherchent toujours deux témoins éventuels. Deux portraits-robots ont été diffusés en France et en Belgique, dont la famille de Joris est originaire.

Denis Ducloux

LA PEUR ET LE SAVOIR

La société face à la science, la technique et leurs dangers

Plus les sciences et les techniques apportent des solutions raisonnables aux problèmes humains, et plus semble grandir l'angoisse de l'incontrôlable, qu'elle concerne les atteintes à l'environnement ou les risques des manipulations génétiques : chaque avancée du savoir paraît exiger une rançon de peur.

C'est ce paradoxe que Denis Ducloux, sociologue, éclaire dans ce livre à partir d'enquêtes menées auprès des patrons de la science et de ses dangers : techniciens, savants, journalistes, industriels, syndicalistes, écologistes.

Une analyse révélatrice des failles et des faiblesses de notre culture et de la démocratie face au progrès.

140 F

LA DÉCOUVERTE

SPORTS

TENNIS : l'Open de Monto-Carlo

Retour sur terre

L'Open de tennis de Monto-Carlo, qui a débuté lundi 24 avril, fête ses vingt ans. Il est doté cette année de 600 000 dollars de prix, avec un chèque de 123 000 dollars promis au vainqueur. En 1990, il intégrera l'élite des tournois qui proposeront, sur le circuit remanié de l'Association des tennis professionnels (ATP), un minimum de 1 million de dollars. En attendant, le central du Country Club, à Roquebranne, sera le cadre des premières grandes passes d'armes de la saison sur terre battue.

Sur place depuis deux semaines déjà (il est résident monégasque), l'Allemand, double champion à Wimbledon, doit remonter, face à Lendl et à Wilander qui le précèdent au classement mondial, et même face à Edberg qui le talonne, le manque d'une vraie polyvalence dans son palmarès. Lendl et Wilander ont remporté trois des tournois majeurs, et Edberg deux. L'ambition de Boris Becker, pour avoir gagné en mesure, ne reste pas moins poignante. Le joueur allemand, son impresario Ion Tiriac et son entrai-

neur australien Bob Brett souhaitent vivement que son jeu évolue de la même manière.

Le Suédois Wilander aussi s'entraîne dur, ici, sous la direction d'un des multiples ex-préparateurs de Martina Navratilova. Pour lui, le problème n'est pas d'atteindre mais plutôt de retrouver la maîtrise sur sa surface fétiche.

Epuisé par la meilleure série réalisée par un tennismen depuis la grande saison de Connors en 1974 (l'Américain revient à Monto-Carlo cette année) : trois titres majeurs conquis et la première place mondiale brièvement occupée, Wilander a oublié sa préférence qui l'avait tracé en finale de la Coupe Davis et à Melbourne. Il est prêt à nouveau à restreindre son jeu sur la surface qui ménage ses articulations et donne à son esprit le temps de réfléchir.

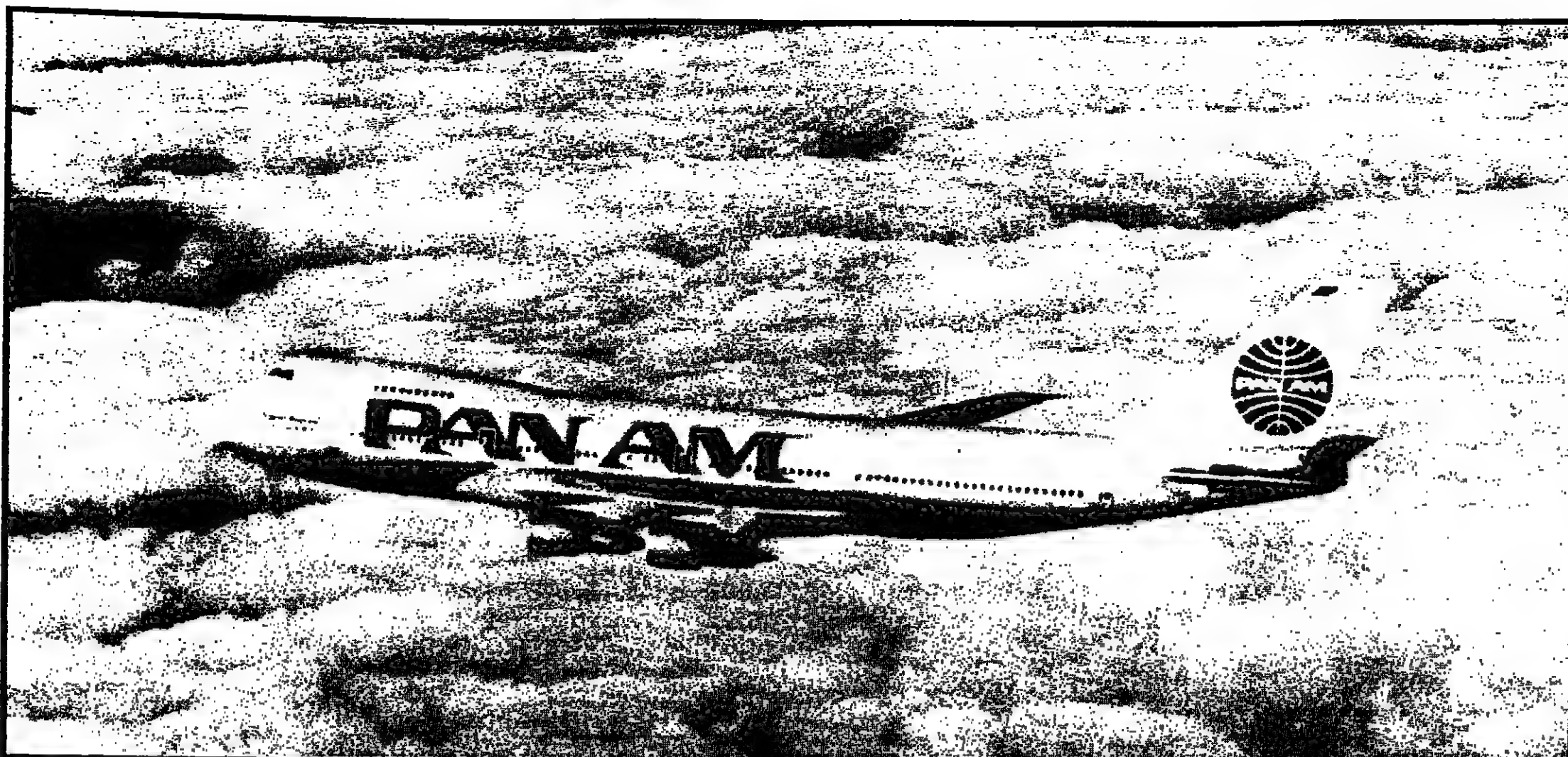
MARC BALLADE.

RÉSULTATS

(premier tour)

Forget (Fr.) b. Lavalle (Mex.), 6-0, 6-4 ; Cancellotti (It.) b. Samary (Fr.), 6-4 ; Sorella (It.) b. Delaive (Fr.), 6-4, 6-0 ; Giamberini (Sua.) b. Champion (Fr.), 2-6, 6-2, 7-6 (7-2) ; Tulasne (Fr.) b. Vajda (Tch.), 6-3, 6-1.

Jy Min 150



Le voyage + l'hôtel + la voiture*, c'est l'Amérique!

Sauv. à New York

NEW YORK

4655 F

PAR PERSONNE

Le vol aller-retour + les 7 nuits d'hôtel en chambre double

WASHINGTON

4980 F

PAR PERSONNE

Le vol aller-retour + l'hôtel en chambre double, 2 nuits à Washington, 5 nuits en Virginie + la voiture Alamo 7 jours kilométrage illimité.

FLORIDE

4990 F

PAR PERSONNE

Le vol aller-retour + l'hôtel en chambre double, 2 nuits à Miami, 5 nuits à Orlando + la voiture Alamo 7 jours kilométrage illimité.

CALIFORNIE

5950 F

PAR PERSONNE

Le vol aller-retour + l'hôtel 7 nuits avec bons Fly Drive, selon la ville où vous vous trouvez + la voiture Alamo 7 jours kilométrage illimité.

Des tarifs particulièrement planants, du 10 avril au 20 juin 89, pour 7 jours à deux en Amérique, c'est l'offre amicale que vous font Pan Am et Vacances Fabuleuses. Demandez la documentation à votre Agent de Voyages ou à Vacances Fabuleuses, 1 Rue Scribe, 75009 PARIS. Tél: (1) 42.66.41.76.

Nom _____

Adresse _____

Code Postal _____

**VACANCES
FABULEUSES**

PAN AM

N° 1 SUR L'ATLANTIQUE

Offres soumises à des conditions particulières de vente. Prix sujets à modification.

EXPOSITIONS

A l'Ecole des beaux-arts

Deux siècles de dessin

En hommage à l'un de leurs plus récents donateurs, les Beaux-Arts présentent un choix de cent trente dessins français des dix-septième et dix-huitième siècles.

L'époque, décidément, n'a d'yeux que pour les collectionneurs. Alors que le Louvre célèbre ses donateurs avec faste, l'Ecole des beaux-arts honore la mémoire de celui qui lui a légué, il y a trois ans, trois mille dessins. Ce bienfaiteur éclairé se nomme Mathias Polakovsky et, il fut, sous le pseudonyme de Paul Mathias, grand reporter à Paris-Match. Entre ses voyages, il composa une collection de dessins essentiellement vouée à l'art français. Composée, et non réunie : Paul Mathias n'achetait pas au hasard, d'une séduction à l'autre, mais au nom d'un principe. Il cherchait moins le chef-d'œuvre que l'effet d'ensemble, moins le coup d'éclat que la cohérence, et n'aimait rien tant que les « petits maîtres ». Il agissait plus en historien qu'en pur amateur, ne négligeant aucun genre,

du plus charmeur au plus rébarbatif, du portrait à l'exercice topographique, de la bataille à la scène triviale, de l'esquisse mise au carreau à la veduta notée dans un carnet.

L'anthologie tirée de sa donation, qui s'expose avec sobriété et grâce dans la chapelle-panthéon de l'Ecole des beaux-arts, respecte les mêmes règles de variété et d'universalité. Aller y chercher de grands dessins signés de grands noms provoquerait bien des déceptions. Il y a certes un Callot, un Poussin, un Coppel, des Boucher et des Fragonard. Mais le Poussin est terriblement sommaire, vigoureux sans doute mais d'une vigueur fort elliptique. Les Boucher et les Fragonard ne sont pas davantage de taille à lutter avec ceux qu'enferment les musées nationaux.

Mais quel musée accepterait de montrer l'effigie d'un charcutier saisi par ce Greuze que l'on croit d'ordinaire plus larmoyant qu'ironique ? Lequel présenterait un musculeux nu maculin d'Hubert Robert plutôt qu'un paysage de ruines et d'arbres ? Lequel accorderait une place, fût-elle réduite, à Louis Brardin, Jean Chauvourier, Jean-Démétrios Dugouret ou Nicolas de

Plattemontagne ? Or ces quatre-là et bien d'autres de leurs compagnons d'acrobacie, artistes oubliés que Paul Mathias avait entrepris de resusciter, inconnus dont la biographie demeure encore incertaine, ont fait sinon la grandeur du moins la fertilité de l'art français classique.

Contre la religion du nom

Elèves de maîtres qu'ils n'ont pas su égaler ou héritiers de dynasties familiales d'artistes, ils mettaient en pratique les canons et les méthodes de leur temps. Brardin était un Bourguignon, disciple du maniérisme italien qu'il fit régner à Turin et Chauvourier, un spécialiste de la perspective, qu'il enseigna à Mariette. Dugouret se frotta à Vincennes et à Piranèse, à Rome, vers 1765. Plattemontagne vint, lui, d'Avoyers à Paris se mettre à l'école de Champagne et Le Brun. Tous, pour peu qu'on leur consente l'attention nécessaire, révèlent quelque singularité. Les uns parce qu'ils exaspèrent telle manie de l'époque et poussent le pastiche jusqu'au système, au risque de paraître un rien ridicules. D'autres s'exercent à l'art

périlleux de la synthèse des influences. Et certains, parfois, ont des instincts de réussite, un dessin superbe, une feuille si réussie qu'on l'attribuerait volontiers à un artiste de premier ordre.

C'est dire qu'une telle exposition peut se regarder de deux manières également profitables. L'une est l'historique. Elle impose de chercher filiations et dates et permet à qui l'applique de suivre les avatars des modes et des enseignements cathédraux. L'autre est l'épique. Elle ne requiert que du temps et une certaine disposition à la flânerie. Et toutes deux mènent aux mêmes conclusions : il convient de se garder absolument de la religion de la signature qui triomphe aujourd'hui dans les expositions, grandes-messes de la curiosité. Et que curiosité et anticonformisme demeurent les vertus majeures du vrai collectionneur, plus riche de goût que de ressources. Il est bon qu'une exposition rappelle ces vérités élémentaires en un temps où le marché de l'art est frappé de frénésie et d'aveuglement.

PHILIPPE DAGEN.
* Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 14, rue Bonaparte, jusqu'au 25 juin.



Jean-Baptiste Greuze : « Le charcutier »

VENTES

Baudelaire en vedette

Deux éditions des *Fleurs du mal*, de Charles Baudelaire, ont été adjudgées à des prix dépassant largement leur estimation lors de la vente de la bibliothèque Sickles. L'édition originale complète des pièces poétiques, agrémentée de lettres et de dessins du poète, a été adjugée 1,3 million de francs. Elle était estimée à 300 000 F. Un autre exemplaire des *Fleurs du mal*, dédié à Alexandre Dumas, a été vendu 800 000 F. Un manuscrit d'une *vie raturée* et corrigé par Meunier a été emporté pour plus de 1 million de francs.

Cette collection, la plus importante de manuscrits, de lettres et de livres français du dix-neuvième siècle rassemblés par le colonel américain Sickles, est estimée à plus de 100 millions de francs. Sa dispersion devrait s'étaler sur trois ans. — S.M.

A Genève et à Londres

Les œufs de Fabergé

Carl Fabergé était un grand orfèvre-joaillier russe de la fin du dix-neuvième siècle. Il est aujourd'hui surtout recherché pour ses fameux « œufs » émaillés, fabriqués en très petit nombre pour les têtes couronnées européennes et quelques familles fortunées de Saint-Petersbourg. Le tsar Nicolas II offrait chaque année, à Pâques, un œuf de Fabergé à son épouse. Le 10 mai prochain, à Genève, un minuscule œuf de Pâques en forme de pomme de pin, émaillé d'un bleu translucide et incrusté de petits diamants taillés en rose, sera mis en vente chez Christie's. Estimé à 1 500 000 francs suisses, il contient un éléphant automate dont les défenses sont en ivoire et qui est surmonté d'un cornac.

En dépit d'un bon nombre de faux poinçons qui circulent actuellement sur le marché, ces œufs atteignent toujours des prix extraordinaires comme cet œuf pendule adjugé 1,7 million de dollars (12 millions de francs) à New York, en 1985. Car, depuis une vingtaine d'années, ils sont collectionnés avec passion par les Anglais, y compris par la reine d'Angleterre elle-même, les Suisses et les Américains. Le milliardaire Malcolm Forbes en possède douze. Le Kremlin, de son côté, n'en conserve que dix.

Dans une vente du 27 avril à Londres, toujours chez Christie's, quatre-vingt-cinq œufs de Fabergé seront dispersés entre 3 300 et 22 000 francs. Ils correspondent à des études qui n'ont pas abouti ou à des commandes qui lui ont été passées.

Comme ce dessin d'un « kvoch » (38 500 francs), sorte de bassine avec des motifs « rocaille », dont la pièce réalisée a été offerte au roi Christian X et à la reine Louise du Danemark pour leur nocce d'or en 1892. Pour les traditionalistes moscovites, Fabergé aura aussi l'émail cloisonné, une spécialité russe et traditionnelle très prisée à la fin du siècle dernier. Une aquarelle délicate ces motifs avec ses triangles dégradés, entourés d'un fil d'argent torsadé délimitant le dessin (5 500 francs). Fabergé ne resta pas insensible aux volutes de l'art nouveau. En octobre de l'année dernière, un vase en verre irisé de chez Tiffany, dont les anses et la base sont formées par des serpents entrelacés, a été adjugé 50 000 dollars (300 000 francs). Son dessin est ici estimé 35 000 francs.

ALICE SEDAR.
* Ventes : le 10 mai chez Christie's à Genève ; le 27 avril chez Christie's à Londres.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

THEATRE CHAMPS-ELYSEES	CHATELET	CHATELET	CHATELET
Mardi 28 avril 20 h 30 (Vendredi)	27 avril 20 h 30 (Vendredi)	27 avril 20 h 30 (Vendredi)	27 avril 20 h 30 (Vendredi)
Maria-José PIRES MOZART, BEETHOVEN SCHUBERT	Lella CUBERLI soprano Robert KITTILSON	LES MEDIS MUSICAUX NOUVEAU TRIO DE PRAGUE BRAHMS - DEBUSSY BEETHOVEN - LALO	ORCH. SYMPH. PRO-ARTE DE PARIS Dir. : R.-P. CHOUTEAU BRAHMS Symphonie n° 1 PUCCINI MESSA DI GLORIA

THEATRE CHAMPS-ELYSEES	THEATRE CHAMPS-ELYSEES	THEATRE CHAMPS-ELYSEES	THEATRE CHAMPS-ELYSEES
Mardi 28 avril 20 h 30 (Vendredi)	Mardi 28 avril 20 h 30 (Vendredi)	Mardi 28 avril 20 h 30 (Vendredi)	Mardi 28 avril 20 h 30 (Vendredi)
EVA MARTON Soprano ORCHESTRE NATIONAL DE LYON Dir. : JULIUS RUDEL VERDI - MASCAgni BIZET - ROSSINI CATALANI - PUCCINI	Schlomo MINTZ violin Yefim BRONFMAN piano BRAHMS : sonatine	LES MOMENTS MUSICAUX DE L'ATHENEE IVO POGORELICH BRAHMS - LISZT CHOPIN	

DANSE

« A la renverse » de Mathilde Monnier

Sonate des spectres

La nouvelle chorégraphie de Mathilde Monnier ne retrouve pas la rigueur des œuvres précédentes mais garde le même sens de la théâtralité.

S'essouffait-elle déjà, la belle Mathilde ? On avait raffiné de *Mort de rire*, sa dernière création en collaboration avec Jean-François Durieux, en décembre 1987. On avait bien aimé. *Je ne vois pas la femme cachée dans la forêt*, sa première œuvre à part entière, en février 1988. Voici la deuxième, présentée à l'issue d'une résidence de deux mois au Centre de production chorégraphique d'Orléans : *A la renverse*. Un titre provocant : non seulement on ne tombe pas à la renverse, mais on n'y trouve pas la nécessité, l'urgence que l'on ressentait dans les œuvres précédentes.

On y retrouve, en revanche, le sens théâtral aigu de Monnier et de son équipe dans les éclairages (Eric Wurtz), dans la bande-son (Christophe Séchet) et dans certaines images. Un homme, la tête en bas dans une petite cabine suspendue qui se balance, émet une litanie d'expressions relatives au corps humain : « Un pied dans la tombe... La langue bien pendue... Les murs ont des oreilles... », etc. De la pénombre émerge peu à peu des pans de murs en ruine, de formes diverses, percés d'une ouverture.

Un metteur en scène, dans un fauteuil jaune roulant, donne des indications à un certain Claude, machiniste en salopette bleue, pour déplacer des pratiques... « On va essayer autre chose... Le grand dans le coin, le petit à côté... » Les six autres danseurs, en pantalons et chemises ou bustiers

ocre, marron, rouille, aléant au démenagement ou prennent des poses.

Une bougie sur la tête, le dénommé Claude parle au metteur en scène d'un « terrible événement » qui aurait eu lieu : « On a déjà trouvé douze cadavres, que l'on suppose être ceux d'acteurs et d'actrices de l'Opéra ». Plusieurs fois, au cours du spectacle, il sera fait allusion à cette catastrophe, probablement un incendie.

Les danseurs dansent, aussi. Une chorégraphie contrastée, très rapide ou très lente, jouant sur la crispation et l'abandon, avec de beaux portés cancrés, des chutes violentes, des attitudes de noyé ou d'anges foudroyés. Sont-ils des spectres errant dans leur mémoire ? Parfois ils seront touristes, munis de sacs et d'appareils photos, visitant les ruines sous la conduite de Claude : « Mesdames et messieurs, il y avait sept tours portant chacune le nom d'un jour de la semaine, seule resta intacte la tour du Mardi... »

Tantôt le groupe s'agglutine pour une danse d'ensemble, tantôt il explose : il y a beaucoup d'entrées et de sorties qui modifient sans cesse le nombre de danseurs en scène. Quelques gags (des serpilières attachées au bout du pied droit, les têtes encapuchonnées, une radio qui parle de fourmis aux mandibules très développées) ne parviennent pas à tirer le spectateur de la légère torpeur qui l'envahit. On ne comprend pas pour quoi les danseurs reviennent avec de nouveaux costumes, bizarres harnachements de toile blanche avec des ceintures métalliques et des bouts de ficelle un peu partout.

De bons danseurs, un spectacle habile, assez mode, bien fait, mais qui laisse indifférent.

SYLVIE DE NUSSAC.
* Centre d'arts contemporains d'Orléans, jusqu'au 27 avril.

La grève des danseurs de l'Opéra

Le dialogue de sœurs continue entre les danseurs de l'Opéra (affiliés au SNAM) et le ministère de la Culture, dans le conflit qui les oppose au sujet du projet de loi sur l'enseignement de la danse dans le secteur privé.

Malgré un accord intervenu le 24 mars, les danseurs ont repris leur grève le 18 avril, annulant plusieurs représentations de *La Belle au bois dormant*.

Dans une conférence de presse tenue le 22 avril, ils ont déclaré que le projet de loi, tel qu'il avait été présenté au Sénat le 12 avril, ne leur apportait « aucune garantie réelle », leurs amendements ayant été refusés à l'exception d'un seul. Ils proposent aujourd'hui quinze amendements, et demandent l'ajournement de la discussion du projet à la session de printemps 1990.

Tenant à son tour une conférence de presse le 24 avril, M. Michel Schneider, directeur de la musique et de la danse, a maintenu que le projet était conforme aux accords passés avec le SNAM, et précisé que la loi fixait les grandes orientations, des décrets d'application devant régler les détails.

Soutenu par de nombreuses personnalités, à titre représentatif ou privé, il a réaffirmé la détermination du gouvernement à défendre ce projet de loi devant l'Assemblée le 2 mai prochain. *La Belle au bois dormant* risque de se redormir pour longtemps.

B. de N.

SALLE PLEYEL UN EVENEMENT
ALBERT SARFATI présente
L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE LENINGRAD
vendredi 28 avril 20 h 30
direction
MARISS JANSONS
soliste
NIKOLAI PETROV
samedi 29 avril 20 h 30
direction
YOURI TEMIRKANOV
« Cet orchestre ne peut se comparer qu'aux Philharmoniques de Berlin ou de Vienne. » LE MONDE
LOCATION OUVERTE
Salle Pleyel, Agences, FNAC et par téléphone
45 63 88 73/45 61 06 30

ORCHESTRE DE PARIS
Directeur Musical Daniel Barenboim
Directeur Général Pierre Vozzinsky
SALLE PLEYEL 20 H 30
10, 11 mai
Andras Schiff,
direction et piano
Bach,
Concerto pour piano en la majeur
Suite pour orchestre n° 3
Concerto pour piano en re mineur
SAISON 1989 :
Brochure disponible
Salle Pleyel
RENSEIGNEMENTS : LOCATION
SALLE PLEYEL 45 63 07 96

ESSAION - 42.75.46.42
THOMAS B.
DE JACQUES KRAEMER
AVEC DENIS MANUEL
« On souffre en soi sans cesser d'avoir la gorge nouée »
« Donner emporte la conviction. Denis Manuel atteint la limite extrême du paroxysme du comédien »
« C'est intelligent, grinçant, convaincant et authentiquement drôle »
En raison du succès repété du spectacle crée au Théâtre Renaud Baroult

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS
THEATRE CHAMPS-ELYSEES
Mercredi 28 avril 20 h 30 (Vendredi)
Maria-José PIRES
MOZART, BEETHOVEN
SCHUBERT
CHATELET
27 avril 20 h 30 (Vendredi)
Lella CUBERLI
soprano
Robert KITTILSON
CHATELET
28 avril 20 h 30 (Vendredi)
LES MEDIS MUSICAUX
NOUVEAU
TRIO DE PRAGUE
BRAHMS - DEBUSSY
BEETHOVEN - LALO
ORCH. SYMPH. PRO-ARTE DE PARIS
Dir. : R.-P. CHOUTEAU
BRAHMS
Symphonie n° 1
PUCCINI
MESSA DI GLORIA

LES MOMENTS MUSICAUX DE L'ATHENEE
EVA MARTON
Soprano
ORCHESTRE NATIONAL DE LYON
Dir. : JULIUS RUDEL
VERDI - MASCAgni
BIZET - ROSSINI
CATALANI - PUCCINI
THEATRE CHAMPS-ELYSEES
Mardi 28 avril 20 h 30 (Vendredi)
Schlomo MINTZ
violin
Yefim BRONFMAN
piano
BRAHMS : sonatine
LES MOMENTS MUSICAUX DE L'ATHENEE
IVO POGORELICH
BRAHMS - LISZT
CHOPIN

PIANO
9 MAI
MURRAY PERAHIA
16 MAI
RADU LUPU
29 MAI
MAURIZIO POLLINI
6 JUIN
VIKTORIA MULLOVA
9 JUIN et 10 JUIN
L.S.O.
SOLTI PERAHIA
13 JUIN
NIKITA MAGALOFF
16 JUIN
CLAUDIO ARRAU
19 JUIN
ALFRED BRENDL
20 JUIN
MARIA TIPO
23 JUIN
VLADO PERLEMUTER
SALLE PLEYEL
LOCATION : 45.63.88.73
Programmes disponibles à la salle

THEATRE DE POCHES MONTMARTRE - Loc. : 45 48 92 97
JOURNAL D'UNE PETITE FILLE
adaptation et interprétation Marion BERRY (musique de Pierre TENDRILLO)
Marion BERRY, révélation théâtrale de l'année
nommée « aux Molières » 1989
Un théâtre unique en son genre, drôle, poignant... IRRESISTIBLE. LE MONDE. Pour le charme de Marion BERRY il faut aller voir ces pages admirables. FRANCE-SOIR. Un miracle de délicatesse. LE FIGARO. Charmant et grove, gai et comique comme le cœur d'une petite fille. LE QUOTIDIEN DE PARIS.
Ce journal est un petit joyau. S. FRESPO
SCENE 2
24h
OSSIA
50 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
avec Helene ROUSSEL et André CELLIER
mise en scène collective
C'est drôle et beau, Mille Amours - responsable, André Cellier - Festival, Michel Comte à Montp.
THEATRE DE LA POCHETTE
43 57 42 14
SHAKESPEARE « LES SONNETS »
JOURDHEUIL/PEYRET
19 avril au 14 mai

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeanne Gatineau

**INGENIEUR
RECHERCHE et
DEVELOPPEMENT H/F**

Rattaché au Directeur Technique, vous participez avec votre équipe à la Recherche et au Développement de nouveaux produits (SOINS, MAQUILLAGE).

Vous êtes Ingénieur Chimiste (connaissances en biologie) avec 10 années de pratique de formulation des produits soins et maquillages. Vous avez de solides connaissances en anglais.

Ce poste est évolutif au sein d'une Entreprise dynamique dont les produits sont reconnus sur le marché.

Conditions de travail intéressantes / réelles responsabilités, salaire motivant.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 46.2492 LM, portée sur la lettre et sur l'enveloppe à MERCURI URVAL 14bis, rue Daru, 75008 PARIS.

Mercuri Urval

**FUTURS CHEFS
DE PROJET**

INGENIEURS GRANDES ECOLES

**L'OPPORTUNITÉ
D'UNE VRAIE
CARRIÈRE**

C'est ce que propose un groupe international de 8.500 personnes, leader incontesté sur son marché où le talent individuel est recherché et apprécié, à des :

JEUNES INGÉNIEURS DIPLÔMÉS
(PREMIÈRE EXPÉRIENCE OU DÉBUTANTS)

Après une période de formation, vous serez intégrés au sein d'une équipe et participerez à l'étude et à la réalisation de projets stratégiques recouvrant de nombreux domaines tels que l'optimisation de nos circuits de diffusion, la gestion des activités de notre Siège Social, le suivi commercial des produits que nous distribuons...

Vous évoluerez dans un environnement techniquement très motivant comprenant un puissant site IBM doté des technologies de pointe (3090, AS 400, 9370, DB2...).

Diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (ECP, ECL, INSA LYON...) dynamiques et ambitieux, vous êtes attirés en début de carrière par les métiers de l'informatique. Votre pragmatisme et vos qualités relationnelles vous permettront rapidement de manager d'importantes équipes et de piloter des projets d'envergure.

Si cette offre vous intéresse, adressez lettre manuscrite de motivation, C.V. photo et prétentions sous référence CACM.2 à CEFORPE - 10, rue de la Victoire 75009 PARIS.

ceforpe marc forger et associés

entrer

par la grande porte

J'ai opté d'emblée pour l'informatique et demande quelle pourrait être ma carrière à Paribas.

Monsieur, Aujourd'hui, en France et dans le réseau international de Paribas, plus de 400 informaticiens développent les projets les plus sophistiqués dans les domaines bancaire, industriel et financier. Paribas prend également une part active aux grands programmes communs à la profession tels que la réorganisation de la place financière de Paris (RELIT) ou des relations interbancaires (SIT).

Vous voulez rejoindre nos équipes et affirmer vos qualités professionnelles et humaines dans un environnement créatif et performant, sachez qu'à Paribas, tout est mis en œuvre - formation, méthodes... pour permettre aux nouveaux talents de s'épanouir.

Jeunes Diplômés, vous avez la parole.

Paribas - Recrutement - BP 141 - 75078 PARIS Cedex 02 **PARIBAS**

**INGENIEURS
ELECTRONICIENS
DEBUTANTS**

VELEC

Télécommunications

**MARKETING PRODUITS
INTERNATIONAL**

Cette entreprise intégrée dans un des premiers groupes français est leader mondial dans le domaine des produits et systèmes complexes des télécommunications. Elle réalise plus d'un milliard de Francs de chiffre d'affaires à l'export dont une part importante vers les U.S.

Au sein d'une petite équipe autonome et pluridisciplinaire, affectée à un domaine d'application particulier, vous prendrez en charge de manière complète le marketing d'une ligne de produits au plan international (analyse de la concurrence, définition des stratégies commerciales, appui à la force de vente, formation, etc...).

Ce poste est basé à Paris. Il s'adresse à des diplômés d'écoles de commerce ou d'ingénieurs souhaitant, après une première expérience dans un domaine commercial ou affaires aborder ou approfondir une responsabilité marketing au plan international et dans des produits sophistiqués.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 32/1385 BP à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, Avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA MEDIANORD PORTUGAL UNITED KINGDOM

fininfor

Pour nous, un commercial est avant tout un homme de conseil.

Nous sommes un groupe de sociétés de services informatiques en forte croissance, qui réalisera en 1989 plus de 200 millions de francs de CA avec un effectif de plus de 160 personnes. Pour notre filiale SBA spécialisée dans les logiciels de gestion destinés aux PME - PMI, nous recherchons des :

"CONSULTANTS"
PARIS et LYON

De nature commerciale mais reposant sur la connaissance approfondie de la gestion d'entreprise, leur mission est : proposer et vendre des solutions à base de logiciels.

Vous avez :

- une connaissance de la gestion de l'entreprise et des fonctions qui s'y exercent.
- une expérience de l'utilisation des outils informatiques.
- le goût de convaincre et de vendre.

Vous êtes diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce et/ou Gestion et avez acquis une expérience minimum de 2 à 3 ans dans ce domaine. Vous souhaitez vous voir confier un poste à haut niveau de responsabilité doté d'une rémunération attractive...

Adressez votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite) à :
SBA - Direction du Personnel - 29-31, rue Dalry - 93698 Pantin Cédex.

Ingénieur consultant GPAO **LYON**

Filiale française (500 personnes) d'un grand groupe, la multi-compétence high tech de nos équipes (70% d'ingénieurs), les projets novateurs que nous développons, les Grands Comptes que nous fidélisons sont pour vous les meilleurs gages d'un environnement propre à favoriser toutes les prises de responsabilités.

Vous avez une formation supérieure (école d'ingénieurs, INSA Lyon, Centrale Lyon...), 30 ans minimum et 5 à 10 ans d'expérience en entreprise. Vous avez déjà mis en œuvre des systèmes de GPAO et avez eu un rôle d'organisation, de méthode ou de conseil. Ce sont vos atouts pour prendre en main, au sein de notre agence de Lyon, la responsabilité totale de grands projets concernant une clientèle industrielle (PMI) et Grands Comptes.

Votre mission : diagnostiquer nos portefeuilles clients, élaborer des préconisations, participer à la mise en place de nos logiciels, former les utilisateurs.

A votre professionnalisme et votre disponibilité, vous alliez une personnalité affirmée et un réel sens du service et du conseil.

Pour ce poste basé à Lyon, des déplacements sont à prévoir sur la région Rhône-Alpes.

Adressez votre dossier de candidature à CMG, Francis Bussière, 24, rue Joannès-Masset, Bât. 3, 69009 Lyon cedex.

CMG

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ALCATEL ESPACE

L'univers des grands projets

Spécialiste des Télécommunications Spatiales
TOULOUSE

Rejoignez nos ingénieurs technologues

Vous participerez aux projets **INTELSAT VII, HERMES, COLOMBUS**.
Votre expérience (supérieure à 5 ans), acquise de préférence dans le spatial, se situe dans le domaine des **MATERIAUX** et **PROCEDES** (assemblages mécaniques et micro-électroniques, brasage de puces, couches minces, substrats).
Suivre l'évolution des technologies est pour vous un must.
Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole ou Université. Vous pourrez exercer un métier passionnant dans un secteur de pointe et évoluer dans l'une des filiales d'un groupe international.
Faites-nous parvenir un dossier de candidature à la Direction du Personnel, B.P. 1187, 31037 TOULOUSE CEDEX.

ALCATEL
ESPACE

**ECOLE DES MINES
DE PARIS**

MASTRE MATERIAUX ET MISE EN FORME

OBJECTIF
Donner une formation pluridisciplinaire concernant le domaine de la transformation des matériaux (métaux, polymères, composites). Sanctionnée par un diplôme de haut niveau (Master spécialisé) délivré par l'Ecole des Mines de Paris, cette formation s'adresse à des **Ingénieurs et des titulaires de D.E.A.**
Destinée à favoriser l'insertion et l'évolution de cadres dans un secteur économique à haute technologie, cette formation bénéficie de l'appui d'industries importantes. Elle s'adresse également aux ingénieurs de l'industrie dans le cadre de la formation permanente.

DURÉE ET LIEU
Un an dont quatre mois de stage, début des cours : 2 octobre 1989, à SOPHIA-ANTIPOLIS (Alpes Maritimes), au Centre de Mises en Forme des Matériaux (CMEF), centre de recherche de renommée internationale, en liaison constante avec l'industrie.

FRAIS DE SCOLARITÉ
30 000 F plus en charge par l'entreprise où s'effectue le stage rémunéré. Possibilité de préembauche industrielle.

INSCRIPTION - Dès maintenant (promotion de 12 étudiants)
M. Y. LACROIX - Ecole des Mines - Sophia Antipolis
06565 VALBONNE CEDEX - Tél. (16) 93 95 75 24
(Joindre un C.V. complet à la demande)

Notre **SSI (2500 personnes - 1,3 milliard de CA)** est spécialisée dans les prestations à forte valeur ajoutée.
Implantation européenne, cotation en Bourse prévue pour 1991 : notre succès est patent.
Une de nos 3 entités (500 personnes - 300 millions de CA) a pour vocation d'apporter aux Entreprises une gamme complète de services destinés à l'optimisation de leur système informatique (Système, Réseaux, Automatisation, Traitement, Back up...).

INGENIEURS COMMERCIAUX

Après formation à nos produits et méthodes, vous intégrez notre équipe commerciale. A ce titre, vous êtes chargé de :

- gérer un portefeuille Clients/Grands Comptes,
- développer votre propre clientèle.

De formation supérieure, votre expérience réussie dans la vente de services informatiques vous a familiarisé avec l'environnement IBM Grands Systèmes. Vous bénéficierez d'un soutien logistique de premier plan et d'un contexte professionnel performant. Notre groupe connaît un fort taux de croissance (+15%/an). Les perspectives de carrière sont donc très ouvertes.

Transmettez votre dossier complet sous réf. 89.04.165 à Lydia di Martino.

gdi
24, rue de Madrid
75008 PARIS

Les valeurs humaines de l'informatique.

**ECOLE DES MINES
DE PARIS**

**CENTRE DE MISE EN FORME DES MATERIAUX
SOPHIA-ANTIPOLIS (06)**

CHERCHEURS

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES AGREGATION - DEA

Les recherches concernent les **MATERIAUX MODERNES** (alliages métalliques, polymères, composites) et s'appliquent à des **THEMES MOBILISATEURS** (productique, aéronautique, modélisation numérique des procédés par éléments finis, tribologie).
Les travaux sont menés en relation contractuelle avec l'INDUSTRIE française et internationale (projets Euréka, Brita, EURAM).

- Préparation de la thèse de DOCTORAT de l'Ecole des Mines de Paris.
- Rémunération annuelle nette : 94 000 F/an - Contrat CIRE.

Envoyez CV détaillé + photo à Mme B. CARIANT
Ecole des Mines - Sophia Antipolis
06565 VALBONNE CEDEX - Tél. (16) 93 95 74 37

Un des premiers groupes mondiaux de la «HIGH TECH» crée à Paris la fonction d'

INGENIEUR SYSTEME GPAO

Chargé de l'harmonisation des systèmes informatiques liés à la production, vous coordonnerez l'ensemble de nos sites de production en France et en Europe.

Vous serez l'interface entre les concepteurs de la direction des systèmes d'information et les utilisateurs de la direction industrielle.

Avec une solide expérience acquise dans l'industrie vous voulez développer vos qualités d'animateur et d'homme de communication. Bien sûr vous parlez anglais couramment.

Merci d'adresser une candidature détaillée ainsi que votre rémunération actuelle sous référence 156 à notre Conseil qui vous garantira une entière confidentialité. **EUROSELECTION**, 3 rue Troyan 75017 Paris.

EUROSELECTION

SUD - OUEST

Appartenant à un groupe leader dans la conception et la fabrication de composants électromécaniques, nous recherchons un

Ingénieur Qualité HF

240.000 F

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs électromécanique, (Arts et Métiers, ENSI...), vous avez déjà une première expérience industrielle de 3 ou 4 ans acquise dans la production de séries. Vous êtes fortement attiré par la fonction "qualité" dont vous connaissez la rigueur et l'exigence.

Agissant en véritable consultant interne, vous serez en prise directe avec le Directeur de l'usine dont vous dépendrez.

Vous aurez pour objectif d'atteindre "l'Assurance de Qualité Totale" en faisant accéder l'entreprise à un niveau élevé de certification.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) en précisant la référence 9731 et un numéro de téléphone à Guy POSTEL Conseil, BP 19, 06480 LA COLLE SUR LOUP. Discretion assurée.

Guy Postel

Le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, dont le **SIEGE EST A STRASBOURG** est une banque du Groupe CIC, bien implantée dans l'Est de la France, qui compte 2 900 collaborateurs.

Pour renforcer la

DIRECTION DE L'ORGANISATION

nous recherchons un

→

Débutant, vous prendrez progressivement en charge l'élaboration de projets organisationnels qui comprendront soit des études visant à optimiser les méthodes de travail ou à informatiser les traitements, soit des études plus générales (coûts des produits, besoins en effectifs, investissements...).

Homme d'analyse, pragmatique, vous intégrerez une équipe jeune et serez apprécié pour vos excellentes capacités de synthèse alliées à de solides facultés relationnelles.

Ce poste s'adresse à un élément motivé par de réelles perspectives de carrière au sein d'un groupe bancaire puissant et inter régional.

Merci d'adresser un dossier de candidature complet à la Direction des Affaires Sociales
C.I.A.L., 31, rue Jean Wenger Valentin - 67000 STRASBOURG

CIAL
des solutions bien venues

Société de Services implantée dans le Centre de la France,
110 personnes, leader sur son marché, recherche pour dynamiser et accompagner son développement national à partir de CLERMONT-FERRAND

Chef d'Aménagement

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (formation Urbaniste, Ingénieur, Géographe), âgé de 35 à 40 ans, fort d'une solide expérience dans le domaine du Tourisme et des Loisirs, ayant une profonde connaissance des procédures d'urbanisme opérationnelles et des Collectivités Locales, possédant un tempérament de manager et d'aménageur.

Il sera chargé d'assurer, au sein d'une équipe pluridisciplinaire :

- La conception et le suivi d'études d'aménagement et de développement (PPDT, ZAC...)
- La réalisation d'études de faisabilité préalable à des investissements touristiques
- L'encadrement d'un Chargé d'Etudes Junior.

Possibilité d'évolution vers un poste de Chef d'Agence.

Chargé d'Etudes Junior

Niveau DEUG ou BTS ayant 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine du Tourisme et des Loisirs, il assistera le Chef d'Aménagement pour la réalisation d'études d'aménagement, de développement et de faisabilité préalable à des investissements.

Pour ces postes, une disponibilité rapide sera appréciée. Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à M. REGNIER

SCHIVALL
Boite Postale 28
63061 Clermont Ferrand Cedex

JP 1120150

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

«DÉCENTRALISEZ NOS SYSTÈMES D'INFORMATION»

Nous sommes un important Groupe agro-alimentaire : plus de 4 000 personnes, 6 milliards de F.F. de chiffre d'affaires dont un quart à l'export. Notre croissance interne et externe, s'appuie sur une structure opérationnelle très décentralisée.

DIRECTEUR INFORMATIQUE
BASÉ EN BRETAGNE

Vous élaborerez, avec le Directeur Financier du Groupe auquel vous êtes rattaché, la stratégie informatique de notre Société et la mettez en œuvre dans une optique de décentralisation : plan directeur, investissements, choix techniques, relations fournisseurs et sous-traitants. En outre, vous animez vos équipes : un service Etudes de 5 personnes et un service Exploitation de 5 personnes. Notre Groupe dispose de moyens techniques importants : IBM 4381 au siège et un parc d'IBM 38 reliés par système Transpac ou lignes spécialisées.

Agé de 32 ans au moins, vous avez une formation supérieure et une expérience de 5 à 8 ans, acquise si possible dans un contexte décentralisé, en tant que Directeur Informatique, ou Directeur des Etudes dans un environnement complexe. Vous avez déjà encadré et dirigé une équipe. Votre sens de la communication et de la négociation vous permettront d'agir en véritable conseil interne.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 681-05 à notre Conseil qui vous assure de sa totale discrétion. COFROR - Sandrine FRENOY - 20 Place de l'Iris - La Défense 2 - 92400 COURBEVOIE.

Cofror



N°1 Mondial des métros automatiques...

Nos pilotages automatiques de métro et notre système VAL, c'est le talent technologique appliqué aux transports terrestres : plus de 2 milliards de passagers transportés par an.

Nous poursuivons notre expansion dans un contexte international très concurrentiel et recherchons

Ingénieurs Grandes Ecoles Electroniciens

Selon votre expérience en développement matériel, nous vous proposons d'intégrer nos équipes :

• de recherche de produits nouveaux

Vous étudiez et développez les circuits électroniques des automatismes de nouvelle génération. Votre goût du travail en équipe et de l'innovation vous permettront d'aborder un domaine diversifié et de mettre en valeur l'ensemble de vos compétences avant tout en analogique mais aussi en logique, commutation et micro-informatique.

• de projets d'automatismes

Dans le cadre des réalisations de pilote automatique de métro, vous étudiez et développez des matériels numériques avec l'aide d'outils de conception performants (simulateurs, émulateurs). Vous êtes déjà familiarisé avec les microprocesseurs, leurs périphériques et les technologies numériques, vous saurez alors l'occasion de démontrer tout votre savoir-faire dans un contexte très évolutif et ouvert aux méthodes d'ingénierie de pointe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à MATRA TRANSPORT Direction du Personnel - 48/56 rue Barbès - BP 531 - 92542 MONTROUGE Cedex

MATRA TRANSPORT

INGENIEURS Centrale, Mines, Ponts, Géologie, PC,... Mesures, Essais, Recherche et Développement.

Nous sommes la principale filiale d'un Groupe mondial très puissant, nous réalisons un CA supérieur à 2 milliards de Francs (60 % à l'export), nous fabriquons des produits de haute technicité équipant l'automobile.

A notre Centre de Recherche et Développement (300 personnes) sont conçus, testés et mis au point des produits soumis à des contraintes d'utilisation sévères.

Vous rejoignez le département chargé de définir, d'évaluer et de tester les performances des produits, leurs caractéristiques physiques et mécaniques (rigidité, géométrie, acoustique, endurance...).

Vous vous appuyez sur des équipes d'ingénieurs et techniciens, travaillez en collaboration avec les labos, le centre d'Essais, la Direction Qualité, et mettez en œuvre des études numériques.

Vous avez un rôle déterminant de proposition, de conseil, d'animation.

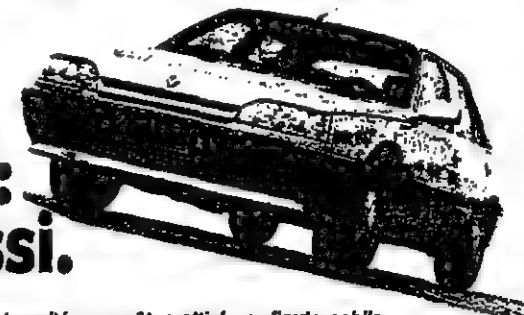
Pour réussir dans cette fonction de haut niveau technique, vous avez acquis une expérience de 5 ans environ en mécanique de l'endommagement ou de la rupture et connaissez les polymères.

Nous sommes situés près d'une ville universitaire de l'Est de la France et tournés vers l'Europe de demain.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier, sous référence BI 408 M à notre Conseil SEFOP.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec



La production : un départ réussi.

Jeune diplômé d'une école d'ingénieurs ou d'université, vous êtes attiré par l'automobile et possédez le goût du terrain et des défis.

RENAULT AUTOMOBILES, 22 sites de fabrication, vous propose de commencer votre carrière par la fabrication.

Après un parcours d'intégration de quelques mois, vous prendrez la pleine responsabilité d'une équipe de production dans l'une de nos usines de carrosserie, de montage ou dans une de nos unités de fabrication d'organes mécaniques ou de fonderie.

Après cette première expérience, vous évoluerez soit au sein des usines : services techniques, qualité, logistique, gestion, ressources humaines... soit dans des directions centrales : Méthodes, Direction des Etudes, Planification... Vos capacités d'animation et de réalisation, vos qualités d'organisation seront les atouts de votre réussite dans un groupe où la mobilité est réelle.

Nous vous remercions d'adresser un curriculum vitae et une lettre de candidature précisant vos orientations professionnelles, sous réf. FAB, à Madame Florence DUMEZ - Carre Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.

Chefs de projet

Paris-Etoile. Cette société du secteur tertiaire (1 400 personnes, près de 2 milliards de CA) est en expansion : pour aller de l'avant et donner à son activité et à sa gestion plus de rigueur et d'efficacité, elle met en place un schéma directeur global et, dans ce cadre, elle renforce ses équipes informatiques et recherche :

Chef de projet "temps réel"

Réf P 372/M

En liaison étroite avec les utilisateurs et selon une méthodologie rigoureuse, il définit les besoins, établit les cahiers de charges techniques, assure le suivi de la réalisation et de l'installation des matériels et logiciels ainsi que la mise en exploitation et l'évolution des applications (200 équipements de stations, 35 équipements de locaux de surveillance). Le candidat, de formation ingénieur en informatique ou électronique, possède au moins 5 ans d'expérience en informatique technique ; il a une connaissance des systèmes UNIX, MS/DOS, des langages C, Pascal, Assemblers. De nombreux déplacements en province sont à prévoir.

Chef de projet gestion du personnel

Réf. P 373/M

Avec des équipes qu'il doit animer et encadrer, et en relation étroite avec les services du personnel, il conçoit, réalise et met en œuvre des applications de gestion : de formation supérieure (école d'ingénieur ou université) et possédant au moins 3 ans d'expérience, il a déjà conduit des projets informatiques de gestion : il est ouvert à une méthodologie (Merise, Axix), et il est un animateur dynamique et efficace. La connaissance de DEC serait un atout. Le poste est basé à Paris ; quelques déplacements sont à prévoir en province.

Merci d'adresser votre C.V., avec lettre manuscrite, photo et prêt., en indiquant la réf. du poste souhaité, à Bernard BEAUNOIR, 16 rue Barbès, 92126 MONTROUGE CEDEX.

SEMA SELECTION
Paris - Lyon - Toulouse

JEUNE INGENIEUR METALLURGISTE OU CHIMISTE : VENEZ PROMOUVOIR UN SAVOIR-FAIRE MONDIALEMENT RECONNU

AVESTA S.A. est la filiale française du Groupe métallurgiste AVESTA A.B. (6500 personnes, 5 milliards de F. de CA), en tête des grands producteurs mondiaux d'acier inoxydable. Outre la distribution d'une large gamme de produits semi-finis, nous devons promouvoir des nuances spéciales résistant à des conditions sévères en milieu humide et à hautes températures.

Le développement de nos produits haut de gamme exige un partenariat permanent et confiant avec les utilisateurs et les grandes industries.

Nous recherchons l'homme capable d'orchestrer ce partenariat : analyse des besoins, interface avec nos laboratoires et nos usines, mise en œuvre de l'Assurance-Qualité, veille technique. Vous aurez également à apporter une assistance technique efficace à notre équipe de vente. Vous organiserez et mettrez à jour en permanence une bibliothèque technique.

Votre expérience en milieu industriel (R.E. Méthodes... ou Technico-Commercial) vous a permis de démontrer, non seulement de solides compétences techniques, mais également une qualité relationnelle faisant de vous un partenaire apprécié et écouté. Aidez de nouvelles connaissances, disponibles pour des déplacements fréquents (mais de courte durée), vous parler et écrire en excellent anglais.

Outre une ambiance de travail particulièrement sympathique, vous trouverez chez nous une rémunération élevée (salaire d'une vingtaine) et de réelles possibilités d'évolution de carrière. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre curriculum vitae, CV et photo, sous réf. 6245 M, à notre Conseil SERIFO, 47 bis avenue Daumesnil - 75007 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec

INGENIEURS

Pour la conception de CIRCUITS INTEGRES HYPERFREQUENCES. Nous leur confierons la simulation et l'étude des circuits, le suivi des contrats de fonderie ainsi que les tests des produits finis.

Ces postes s'adressent à des candidats diplômés d'une grande Ecole ou Université qui ont une expérience obligatoire de 2 ans minimum dans ce domaine.

Adresser dossier complet de candidature sous réf. 70146 à MEDIA SYSTEM, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17 qui transmettra.

DE L'INFORMATIQUE A L'AUDIT

Nous sommes l'un des plus importants cabinets français d'audit comptable et financier, et nous recherchons pour renforcer notre structure informatique en pleine expansion des

CONSEILS EN INFORMATIQUE

Vous êtes : Diplômé d'une grande école d'ingénieur (X, ECP, MINES...) ou de commerce (HEC, ESSEC...), et vous avez désormais une première expérience réussie de développement et de la conduite de projets en informatique, si possible en environnement IBM grands systèmes. Vous avez par ailleurs acquis, ou vous souhaitez acquies des compétences complémentaires dans le domaine de l'organisation et de la gestion financière.

Nous vous proposons : De faire évoluer votre carrière vers l'audit et le conseil informatique, au sein d'une équipe jeune et de haut niveau. Vous participerez à des missions très variées avec une large autonomie : diagnostic et audit d'installations existantes, élaboration de plans informatiques, conception de cahiers de charge, contrôle d'application informatique.

Votre intégration sera facilitée par une formation initiale théorique et pratique appropriée. La rémunération et les perspectives d'évolution de ces postes sont particulièrement motivantes.

Si vous pensez avoir le profil des personnes que nous recherchons, nous vous remercions d'écrire à Alain RIJZ sous référence 8902 M qui étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.

REPEC MULQUIN ASSOCIES

Filiale du 1er groupe mondial de l'industrie chimique spécialisée dans la production et la commercialisation de peintures et d'encres, nous préparons d'important projets d'extension et créons le poste d'

INGENIEUR CHIMISTE Assistant de Production

Après d'un des Directeurs de notre division production et avec l'aide de l'ingénierie, vous réaliserez des études de notre installation, des modernisations, automatisations et extensions des capacités de production. Vous structurerez et améliorerez l'organisation de l'existant, suivrez la mise en place des aménagements.

Homme de contact, votre créativité, votre formation d'ingénieur en génie chimique et si possible une expérience industrielle vous permettront, après une période de formation à nos techniques, de prendre rapidement des responsabilités.

Envoyer lettre C.V. + prétentions sous réf. LMAP254 à : Département des Ressources Humaines BASF Peintures + Encres B.P. 26 63002 CLERMONT DE L'OISE CEDEX

BASF
l'esprit d'innovation

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Sogitec

**SIMULATION
ET IMAGE DE SYNTHÈSE**

SOGITEC, l'un des grands de la simulation, recherche pour son Département Electronique Rapide, des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Vous avez acquis 2 à 3 ans d'expérience en bureau d'études et vous souhaitez mettre à profit vos connaissances en technologie numérique rapide et ASIC, en conception CAO et en informatique spécialisée temps réel.

Venez rejoindre notre équipe de conception hardware (traitement du signal, calculateurs d'imagerie temps réel...). Notre développement rapide vous permettra de réaliser une carrière évolutive dans un domaine technologique avancé.

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. MO/GC8901 à G. CASTANER

SOGITEC Division Electronique
B.P. 127 - 92106 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex

ALCATEL

CGA-HBS

L'automatisation du tri postal (lecteurs optiques et vidéo-codage, machines de tri, postes d'indexation...) recherche des

INGÉNIEURS LOGICIELS DÉBUTANTS

Sous l'autorité du Chef de Service Études Informatiques, et dans le cadre d'une équipe, ils participeront au développement de programmes et systèmes temps réel (analyse, codage, mise au point en usine, évaluation sur site) pour des calculateurs multi-processeurs et pour des systèmes d'automatisation postale. Ils veilleront à la tenue de leurs objectifs en termes de délais, coûts et qualité. Ils auront à disposition les moyens du centre de calcul (Réseau Ethernet avec VAX, VAX-Stations, PC, SUN...) et les logiciels permettant des développements méthodiques. Ces postes conviendront à des ingénieurs débutants, de formation ESSE, ISEI, ISEN, Sup, Télécom, et désirant évoluer dans un environnement informatique scientifique. Ils pourront travailler dans le cadre de contrats et projets internationaux. La connaissance de l'anglais serait particulièrement appréciée. Ces postes sont à pourvoir dans un premier temps sur le site de Saint-Denis, puis, à partir de janvier 1990, sur celui de Brétigny (Essonne).

Ecrire sous référence 1124/M à :

GRH Conseils
43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS.
Discretion assurée.

L'Institut National de la Propriété Industrielle
PARIS

recrute

Ingénieurs ou universitaires diplômés

Pour examen des demandes de brevets d'invention comportant étude de documents en anglais et en allemand.

SPECIALITES DEMANDEES :

- Transmission, freinage, embrayage.
- Imprimerie.
- Serrurerie.
- Electricité.

Adr. demande et CV à Institut National de la Propriété Industrielle, 26 bis rue de Léningrad 75001 PARIS.

Case Poclain

LEADER DANS LES MATERIELS DE TRAVAUX PUBLICS.

Dans le cadre du développement de nos produits, nous recherchons pour notre Direction Etudes, Recherche et Développement Produits un

INGENIEUR CHEF DE PROJET (Nouveaux Produits)

Il aura la responsabilité du développement des nouveaux produits, depuis la phase préliminaire de l'avant-projet, jusqu'à la mise en fabrication "série". Il coordonnera les études de faisabilité, la fabrication des prototypes et les essais, il suivra l'évolution des produits dans un souci de qualité et de maîtrise des coûts de revient.

Environ 30 ans, vous avez une formation supérieure d'ingénieur (mécanique, hydraulique) ; une expérience d'environ 8 ans, dont 3 ans dans un bureau d'études portant sur des applications proches (biens d'équipements automobiles, véhicules industriels, engins portuaires ou de TP, etc.).

Imaginatif et créatif, vous avez également de réelles qualités d'animateur et un sens pragmatique développé.

Ce poste, basé en Région Parisienne, implique la maîtrise de la langue anglaise.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), en précisant la référence 5140 M, à notre Conseil ACTIMAN, qui vous garantira une entière discrétion.

251 Bd Péreire - 75017 Paris

Actiman

SATCABLES

Filière de l'ensemble industriel SAGEM - SAT - SILEC (17 750 collaborateurs dont 8 800 Cadres et Techniciens - 9 milliards de francs de CA), nous sommes spécialisés dans l'étude, la conception et la fabrication de câbles d'énergie ou de télécommunication (coaxiaux, fibres optiques...).

Pour faire face à notre développement, nous recherchons

Jeune ingénieur recherche et industrialisation

Intégré au Labo Etudes, Recherches et Industrialisation (4 Ingénieurs, 10 techniciens), en liaison directe avec le Directeur Technique, vous prenez en charge l'optimisation de câbles d'énergie existants et le développement de nouveaux produits.

Vous assurez la réalisation des prototypes et l'assistance technique aux ateliers de fabrication. Vous participez à différents groupes de travail intra ou inter-entreprises en vous associant, en particulier, aux audits de qualité.

Ingénieur débutant en électrotechnique, vous souhaitez vous orienter vers l'étude et la mise au point de produits haute technologie. Rejoignez un groupe performant ou de larges perspectives d'évolution vous seront offertes dans les cinq années à venir.

Ce poste est basé à Clermont-Ferrand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil,

Hay Auvergne
BP 163 63203 RIOM CEDEX

SPRAC

Leader dans les techniques optiques - surveillance et traitement de l'image

INGENIEUR COMMERCIAL RESPONSABLE DE PROJETS

A 30 ans minimum, de formation supérieure électronique, vous disposez de solides connaissances de systèmes utilisant les techniques vidéo, traitement de l'image, optique, d'une bonne culture informatique et d'une expérience réussie d'environ 5 ans. Vous parlez anglais.

En liaison étroite avec l'ingénieur commercial, et en collaboration avec le département études, vous serez chargé d'analyser les besoins des clients, de concevoir les avant-projets techniques et d'établir les devis correspondants.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. ICRP, en précisant votre rémunération actuelle à SOFRETREC - Service du Personnel - 53, rue Casimir Périé - 95870 BEZONS

COMPAGNIE DES PLASTIQUES INDUSTRIELS DE L'OUEST
THE LAIRD GROUPE P.L.C.

Nous appartenons à un grand groupe (5,5 Md de CA) qui développe et fabrique des composants complexes pour l'industrie et le Secteur Automobile.

Pour faire face au développement de notre division Transformation des Matières Plastiques, nous recherchons

INGENIEURS TECHNICIENS SUPERIEURS

Les candidats devront être de formation (INGENIEUR MECANICIEN ou BTS Matières Plastiques) et avoir acquis au moins une première expérience professionnelle dans la transformation des plastiques.

Les fonctions à exercer sont relatives aux mises au point et essais d'outillages nouveaux, à l'assistance technique, à la fabrication, à l'automatisation des moyens de production.

La rémunération sera fonction du profil et de l'expérience acquise.

Lieu de travail : NANTES.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature à M. BRENON
COMPAGNIE DES PLASTIQUES INDUSTRIELS DE L'OUEST
B.P. 320 - 44473 CARQUEFOU Cedex.

Notre société d'entreprise internationale fabrique des engins spéciaux et unitaires, du matériel de voirie.

La notoriété de notre entreprise repose sur :

- LES INNOVATIONS - LES COMPETENCES - LA QUALITE
- et nous misons sur notre capital humain pour atteindre nos objectifs. Nous recherchons :

3 INGENIEURS DIPLOMES A.M. OU EQUIVALENT

motivés par nos fabrications.

- En rapport constant avec nos délégués commerciaux prospecteurs, vous serez chargé de l'encadrement du service Technique Commercial FRANCE et EXPORT.
- Etude d'avant-projets
- Etablissement des devis
- Gestion des dossiers des mines
- Parfaitement bilingue anglais, vous animerez notre secteur "Grand Export"
- De profil technique de production, homme de terrain, vous aurez choisi l'option Construction Mécanique

REF : 1
REF : 2
REF : 3

DES B.T.S. OU D.U.T. (OPTION CONSTRUCTION MECANIQUE)

Agent technique pièces détachées : Vous serez chargé de la réception des appels téléphoniques, de l'identification des pièces en commande, du traitement et saisie des commandes clients. Vous aurez une bonne connaissance de l'anglais technique

REF : 4

Un dessinateur

REF : 5

Un technicien qualité

REF : 6

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et prétentions à NICOLAS - BP 3
89200 CHAMPS SUR YONNE
(merci de préciser la référence choisie)

Recruter en haute technologie

Paris (proche banlieue Est). Cette importante société européenne d'ingénierie en informatique (8 500 personnes) recherche deux chargés de recrutement (H/F).

Intégrés au sein de la branche informatique technique (près de 1 000 personnes) et en liaison étroite avec les unités opérationnelles, ils auront pour mission d'assurer l'intégrité des opérations de sélection des ingénieurs et cadres informaticiens.

Les candidats, de formation supérieure (sciences humaines, DESS de psychologie, psychoprat...) possédant au moins 3 ans d'expérience dans le recrutement. Ils sont motivés pour travailler dans un environnement de technologie avancée et pour participer au développement d'une entreprise dynamique qui prépare 1992.

Merci d'adresser C.V. avec lettre manuscrite et photo, sous référence 10759/M, à Mireille BESSON, SEMA SELECTION, 16 rue Barbes 92128 MONTRouGE CEDEX

SEMA SELECTION
Paris - Lyon - Toulouse

Leader Mondial dans son domaine de MATERIAUX HAUTE TECHNOLOGIE

CORNING GLASS

recrute pour son Centre Européen de Recherche et Technologie de FONTAINEBLEAU (77)

INGENIEUR DEVELOPPEMENT MATERIAUX

Doté d'une large autonomie au sein d'une équipe scientifique de haut niveau, vous aurez à coordonner le développement de nouveaux produits, depuis la mise au point des matériaux et procédés jusqu'à la réalisation de prototypes puis du produit final.

Ingénieur Grande Ecole, avec 3 à 5 ans d'expérience en matière de développement de produits de haute technologie, vous avez acquis de solides connaissances dans les matériaux. Une expérience dans le domaine de l'Optique et des matériaux organiques sera appréciée.

Ce poste s'adresse à une personnalité dont les compétences techniques ont été démontrées et qui, fortement motivée, souhaite valoriser ses qualités de créativité, rigueur et animation dans l'accomplissement de projets d'envergure internationale.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et CV à CORNING EUROPE, Service du Personnel, réf. 11.467, B.P. n° 3, 77211 AVON CEDEX.

Avec passion, vers le succès

CABINET FRANÇAIS DE CONSEIL EN MANAGEMENT ORGANISATION

Paris, Lyon

Des Consultants réunis par des valeurs fortes. Une passion de la qualité s'exprimant dans l'innovation, la Différence, l'Indépendance.

Nous renforçons nos équipes de Paris et Lyon et recherchons :

CONSULTANTS SENIORS EN ORGANISATION INFORMATIQUE

A 30-35 ans, vous bénéficiez d'une solide formation en informatique (et/ou gestion) et d'une expérience confirmée dans l'analyse et la conception de projet.

Avec nous vous contribuerez à la performance de la vie intérieure de l'entreprise en accompagnant les hommes dans la conduite de leurs projets et dans l'adaptation de leurs organisations.

Vous coordonnerez des missions variées (Schéma Directeur et Plan Informatique, Organisation et Informatisation de la Production...) et travaillerez au contact de Consultants formés à des disciplines différentes et complémentaires. Vous pourrez ainsi élargir votre champ d'action et enrichir vos compétences professionnelles.

Ecrire sous référence 1312 en mentionnant sur l'enveloppe les Cabinets auxquels vous ne souhaitez pas soumettre votre candidature et en indiquant la région choisie ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

TRANSPAC, Réseau National de Transmission de Données Informatiques, support de la Télématique Française, Service de Messagerie ATLAS 400 et d'EDI, recherche pour sa Direction Commerciale

Ingénieurs Commerciaux
(quelques années d'expérience)

Nous vous offrons la chance de vous valoriser en contribuant au développement commercial de TRANSPAC sur un secteur d'activité pour les services réseau et ATLAS 400 (prospection et conseil auprès de la clientèle, suivi des contrats et de leur exécution).

Adresser CV, photo et prétentions au Département du Personnel et des Ressources Humaines

Tour Maine-Marguerite
33 avenue du Maine
75755 PARIS Cedex 15

TRANSPAC

Le centre hospitalier régional de Rennes
recrute

INGENIEUR EN ORGANISATION

Placé sous la responsabilité du directeur du système d'information et de l'organisation au sein d'une équipe, il sera chargé de mission d'organisation dans tous les secteurs de l'hôpital. Il devra être diplômé de l'ESTO ou justifier des titres requis pour le recrutement des ingénieurs hospitaliers.

Les candidatures (c.v. et prétentions) sont à adresser à :

M. le Directeur du Personnel
Pavillon Balle C.H.R. de Rennes
Rue Henri-le-Guillev, 35033 RENNES Cedex.

JP 11/10/150

Très important gestionnaire de patrimoine immobilier occupant une position prépondérante en Région Parisienne recherche dans le cadre de son expansion et de ses diversifications :

Responsable marketing vente

Agé de 28 à 35 ans environ, vous êtes de formation supérieure (HEC, ESSEC, Ecoles Supérieures de Commerce...). Vous serez chargé de l'ensemble des études marketing permettant à l'entreprise de conquérir de nouveaux clients ou d'offrir aux clients existants de nouveaux produits. Dans le cadre de ce poste stratégique vous serez également un support efficace à l'action commerciale effectuée par les différents services commerciaux de l'entreprise. Une première expérience réussie comme Responsable Marketing en activité de services serait appréciée.

Ingénieur chef de projets

Agé d'une trentaine d'années environ, vous serez de préférence de formation ingénieur. Vous définirez la faisabilité des projets aux plans technique, financier et logistique. Votre expérience professionnelle vous aura permis d'effectuer de la gestion de projets, de l'analyse de coût global de projets, ou du contrôle de gestion. Vous serez intéressé par l'extrême diversité des projets à évaluer et par l'encadrement des équipes de réalisation.

Dans les deux cas, il s'agit de création de postes basés au siège de la société à Paris.

Merci d'envoyer C.V., lettre manuscrite et photo sous réf. MJT/0789 à XAVIER PIETRE CONSULTANTS - 5, rue de Chartres 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

Du métier d'ingénieur à la gestion des ressources humaines.

4000 personnes, un C.A. supérieur à 2 milliards de francs, des produits destinés à l'automobile et au mécanisme agricole, une expansion régulière depuis plusieurs années et un management animé d'un esprit de - qualité compétitive - : tel est le cadre de votre action.

Chef du service formation

Vous analysez les besoins, définissez les orientations, organisez les stages, choisissez organismes extérieurs et intervenants internes, gérez le budget formation de l'entreprise et animez vous-même certaines sessions.

Ingénieur, mais aussi homme d'expérience dans l'animation d'équipe, vous avez vécu plusieurs années au contact des réalités industrielles (méthodes, fabrication...) et participé activement à la mise en œuvre d'actions de formation.

C'est une responsabilité globale que nous vous confions (services centraux et usines) auprès de notre Directeur des Ressources Humaines, au siège de notre Société située dans une importante ville universitaire de l'Est de la France.

SEFOP, notre Conseil, vous remercie d'adresser votre dossier, sous la référence BSF 407 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTec

RÉGION LYONNAISE

Les plus grands constructeurs automobiles nous accordent leur confiance, et notre savoir-faire reconnu nous a permis d'engager une diversification prometteuse. PME de forte notoriété, particulièrement bien implantée sur son marché, nous confortons notre croissance et nous recrutons notre futur

DIRECTEUR

Homme d'expérience et de décision, vous bénéficiez d'un vécu significatif à un poste de direction ou de gestion d'un centre de profit.

Homme de terrain et de contact, vous savez motiver vos collaborateurs (70 pers) autour d'un but commun.

Homme de dialogue et de perspective, vous savez vous appuyer sur les traditions pour conduire le développement.

Homme d'initiative et de confiance, vous jouirez d'une large autonomie d'action et de responsabilité. Nous souhaitons rencontrer un généraliste d'entreprise d'au moins 35 ans et ingénieur de formation.

Nous vous remercions de bien vouloir faire parvenir vos lettres de candidature, curriculum-vitae, photo et prétentions

à l'adresse ci-dessous à notre Conseil
CEDEC S.A. 13, chemin du Levant
01210 FERNET-VOLTAIRE
qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

DU PONT DE NEMOURS

Au sein de DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) (4 milliards de francs C.A., 1500 personnes, 4 usines, 2 Etablissements) le Département PROTECTION DES CULTURES connaît une très forte expansion. Nous recherchons un "BATTANT" pour la région Sud-Est de la France, basé à AVIGNON.

INGENIEUR DE REGION (INGENIEUR AGR/AGRO)

A une formation d'ingénieur agronome, vous associez quelques années d'expérience réussie en vente et marketing dans le domaine des produits phytosanitaires.

Vous atteindrez ainsi votre objectif :

- Promouvoir nos produits et participer à l'effort de l'équipe de vente sur le territoire assigné
- Contribuer au lancement de produits nouveaux
- Former et informer, assister et conseiller les membres de l'équipe de vente, les prescripteurs, etc.

La pratique de l'anglais, le sens de la communication et du travail en équipe ainsi qu'une disponibilité totale pour effectuer de nombreux déplacements sont vos qualités pour cette mission.

Votre potentiel vous ouvrira de larges possibilités d'évolution au sein d'une multinationale performante.

Rémunération motivante - Avantages sociaux

Veillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Département des Ressources Humaines/MA
137, rue de l'Université
75334 PARIS CEDEX 07



CHEF DU SERVICE ETUDES ECONOMIQUES

PARIS

Un organisme professionnel - transformation des métaux - (50 personnes - 400 adhérents) recherche le responsable de son service Etudes Economiques.

En relation directe avec le Délégué Général, le titulaire de ce poste sera chargé de fournir aux adhérents les informations souhaitées, de mener à bien les études d'intérêt collectif sur les marchés et l'évolution de la profession à moyen et long terme.

Vous avez au moins 32 ans, vous possédez un diplôme d'ingénieur et/ou d'une Ecole de Gestion. Vous maîtrisez la micro-informatique et parlez bien anglais.

Votre expérience vous a permis de bien connaître la gestion de production, les relations commerciales, l'évolution des produits.

Il s'agit d'un poste autonome, demandant de la rigueur intellectuelle et une grande aisance dans les relations.

C'est aussi une situation d'avenir.

Merci d'adresser votre C.V. avec une lettre manuscrite à : Philippe VINCHON - CENAS, Tour Neptune - Cedex 20 - 92086 PARIS LA DEFENSE 1

CENAS

Cette filiale française d'un Groupe Multinational Américain fabrique des biens d'équipements pour les Travaux Publics et l'Agriculture.

Elle se tient au premier rang mondial et français dans sa spécialité, et recherche pour une de ses unités de production : (600 personnes - 200Km Sud de Paris)

DIRECTEUR TRAVAUX NEUFS et MAINTENANCE

Réf. 50482

La mission :

- Dépendant du Directeur d'usine :
- animer un service de 30 personnes,
- organiser et améliorer l'efficacité et la productivité des équipes de maintenance (5000 interventions / an),
- conduire une stratégie de maintenance préventive,
- réfléchir le redéploiement des ateliers et la construction éventuelle de nouvelles implantations.

Le candidat :

- ingénieur, 30 ans et plus, il a une expérience similaire dans une usine industrielle,
- il possède une bonne connaissance de l'outillage, de l'automatisme, de la robotique,
- à la fois homme de terrain et d'études, c'est un leader, énergique et rigoureux,
- il parle anglais couramment.

MLI conseil
LECONTE - LIBERGE consultants

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo en précisant la référence du poste choisi à :
16, rue Jacques Dulud 92523 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex

CHEF des ACHATS

Réf. 50483

La mission :

- Répondant au Patron de la logistique :
- animer une équipe d'une dizaine de personnes,
- se coordonner avec les approvisionnements et la production,
- dégager en permanence des tendances, élaborer des plans d'action améliorant les conditions, la qualité, les coûts, les délais, les stocks...

Le candidat :

- diplômé, 30 ans minimum, il possède une expérience réussie appro-achats dans une société industrielle de biens d'équipements (hydraulique, mécanique, de préférence),
- homme organisé, curieux il est capable d'innover,
- il maîtrise parfaitement l'anglais pour pouvoir coordonner les achats avec les autres usines du Groupe.

membre de la CSNCR

SCANIA FRANCE

Notre usine de production des camions SCANIA, située en Hollande recherche un

TRADUCTEUR SUEDOIS / FRANÇAIS

Vous serez chargé de traduire les brochures techniques et commerciales du suédois en français.

Il s'agit d'un poste en free-lance à Paris, les communications se feront par disquettes IBM. Nous souhaitons rencontrer des candidats très qualifiés justifiant de sérieuses références.

Veillez adresser votre dossier complet à SCANIA NEDERLAND BV, CTS A, Postbus 618, 8000 AP ZWOLLE, HOLLAND.



CHEF DE MISSION INSPECTION GENERALE

emembre d'un groupe international, NSM est une banque commerciale privée à forte vocation financière. A une clientèle de haute qualité, nous offrons un service personnalisé, alliant tradition et innovation.

CHEF DE MISSION Vous occuperez un des plus hauts postes du service -directement rattaché à la Présidence de la Banque- et prendrez en charge le contrôle qualité des procédures et fiabilité des services, à Paris comme en Province. Votre compétence portera également sur l'appréciation de la bonne gestion des valeurs confiées à la Banque.

De formation supérieure, vous avez à 30/35 ans une expérience confirmée de la fonction dans une grande banque.

Les nouveaux produits financiers, la structure bancaire à réseau n'ont pas de secret pour vous. Homme de synthèse, vous êtes à même d'avoir une vision globale faisant de votre intervention un élément de progression pour tous.

Madame Thérion vous remercie de lui répondre par courrier sous réf. CM/LM/480.NSM, BP 46608, 75008 Paris. Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.

Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet



GRUPE ABN BANK

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

PLUS DE RESPON- SABILITES



Démarrez vite votre carrière
Prenez vos responsabilités chez SYSECA au sein
d'équipes légères où chacun a sa part d'auto-
nomie.

Élargissez vos compétences en suivant des pro-
jets dans des domaines très diversifiés (systèmes
temps réel, logiciel de base, génie logiciel, trai-
tement du signal, intelligence artificielle, réseaux
et télématique, informatique industrielle, systè-
mes d'information, systèmes de gestion de
bases de données).

Enrichissez vos connaissances avec 1 000 ingé-
nieurs pour un effectif de 1300 personnes, qui
vous feront profiter de leur expérience acquise
sur des projets d'envergure.

Respirez le dynamisme et l'esprit d'ouverture
d'une SSII, composée d'hommes jeunes qui
mettent l'informatique de pointe à la portée de
tous, et parient sur l'avenir en consacrant 10 %
à la Recherche et Développement (CA 525 MF).

INGENIEURS INFORMATIENS

De formation Grandes Ecoles,
Doctorat, DEA et Maîtrise, débu-
tants ou avec une première expé-
rience.

Merci d'adresser votre candida-
ture sous réf. 447
à Robert CUADRADO
315, Bureaux de la Colline
92213 SAINT-CLOUD CEDEX.



**AU CREG, L'AVENIR,
C'EST TOUT DE SUITE !**

Filiale SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, le CREG recherche un

ORGANISATEUR

De formation supérieure (École de Commerce, MIAGE ou
équivalent), vous avez 2 à 4 ans d'expérience dans l'organisation
ou le conseil.

Vous serez chargé(e) de missions complètes et diversifiées
dans le cadre de la mise en place de notre nouvelle structure
pour la doter de procédures performantes (circuits
d'information, produits, réseau...).

Vous intégrerez notre Département Organisation, une petite
équipe "professionnelle". La connaissance d'une méthode
(AXIAL ou MERISE) serait un atout supplémentaire pour
réussir dans ce poste et évoluer dans notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier (CV + prétentions)
sous réf. 41/LM à notre Conseil

TRIANGLE

4, RUE DE LA PYRAMIDE - 92100 BOULOGNE

GTI INFORMATIQUE, SSII spécialisée dans les commu-
nications informatiques recherche pour son département :

RESEAUX ET INTEGRATION DE SYSTEMES des

INGENIEURS INFORMATIENS GRANDES ECOLES

Diplômés : ESC, ENST, ENSIMAG, ENSEERB, INSP

Vous avez une expérience de deux ans minimum dans le domaine
des réseaux locaux et des télécommunications en milieu hétérogène.
La maîtrise de l'anglais ou du langage C serait un plus.
Vous intervenirez dans le cadre de projets de haut niveau dans la
division "systèmes et réseaux" de nos clients "grands comptes".
Poste à pourvoir dans une entreprise de 200 personnes à Toulouse.

Métrieux Bienvenue, nous vous remercions de votre candidature confidentielle
et vous prions de nous adresser votre dossier de candidature (lettre,
CV, photo et prétentions) sous réf. R 102 :

GTI INFORMATIQUE
32, boulevard de Vaugirard
75015 PARIS



L'informatique en action

INGENIEURS GRANDES ECOLES
(X-ECP-MINES-ENS Physique Chimie...)
et UNIVERSITAIRES
+ DOCTORAT

Valorisez votre Thèse Valorisez votre première expérience de chercheur

dans un secteur scientifique et technique de haut niveau

Usinor Sacilor, pour sa Branche Produits Plats Sollac, leader
européen des tôles d'acier, a besoin de Chercheurs pour :

- Développer les Aciers de Demain
- Développer la mise en oeuvre de ses produits auprès de sa Clientèle
- Améliorer ses processus de fabrication

Nous recherchons des spécialistes, dans les domaines suivants :

- Métallurgie
- Chimie minérale et organique
- Sciences des Matériaux
- Mécanique
- Physique du solide
- Thermique
- Mathématiques appliquées

Nous apprécions la valeur de votre formation. Nos Centres de Recherches sont prêts
à vous accueillir, ils mettront tout en oeuvre pour faciliter votre entrée dans la vie active
et pourront répondre à vos souhaits de mobilité professionnelle.

Prenez contact dès maintenant avec

Usinor Sacilor - Ref. n/Sol/01
Ressources Humaines Ingénieurs et Cadres
Immeuble Ile de France
92070 Paris la Défense - cedex 33



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Systèmes de Défense Anti-Aérienne/ Ingénieurs Expérimentés

**Nos Systèmes intègrent
les plus hautes technologies.
Nos ingénieurs maîtrisent
toutes les technologies.**

Conception de systèmes d'armes anti-aériens courts et
moyenne portée, participation aux programmes de défense
stratégique, politique de maîtrise d'oeuvre industrielle, ingé-
nierie de systèmes : c'est la mission de la Division Systèmes
Electroniques du groupe THOMSON.

La DSE conçoit, fait réaliser et fabriquer, commercialise des systèmes électroniques de très grande complexité. De la recherche à la production, en passant par les études (systèmes et logiciels) et les affaires, la Division maîtrise toutes les technologies. Organisée en structure de maîtrise d'oeuvre, coopérant en permanence avec l'international, ses ingénieurs répondent aux exigences de la technique, de la fabrication, de l'après-vente et, à tout instant, des attentes du client.

Faire des ingénieurs qui nous rejoignent des généralistes aptes à intervenir à terme sur l'ensemble des parties du système, c'est aussi notre mission.

Ingénieurs d'études logiciels et chefs de projets

Créer, développer et gérer les logiciels opérationnels de nos systèmes et leurs configurations.
1ère expérience ou expérience confirmée dans les domaines de l'électronique de pointe.

Ingénieurs d'études systèmes

Concevoir, spécifier, faire réaliser, intégrer nos nouveaux systèmes.
1ère expérience dans les domaines de l'électronique de pointe (équipements ou ensembles).

Ingénieurs d'affaires

Conduire la définition et la réalisation de nos projets.
3/4 ans d'expérience industrielle (dans ses aspects techniques ou de production).

Ingénieurs d'études et méthodes industrielles en gestion de production

Définir et implanter les procédures de dossiers industriels et de gestion de configurations. Expérience industrielle confirmée.

Ingénieurs d'applications des moyens industriels en gestion de projet

Associer, dans une même approche, la gestion de projet et la gestion de production pour aboutir à une véritable GPPAO.
Expérience confirmée.

Ingénieurs contrat

Assurer aux meilleures conditions, la réalisation de nos programmes sous tous ses aspects
(technique, industriel, financier, juridique...). Expérience du milieu industriel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste choisi à : Christine LEPRETRE
THOMSON-CSF - DIVISION SYSTEMES ELECTRONIQUES - 9, rue des Mathurins - 92223 BAGNEUX.

THOMSON

FAMAT

Près de la Baule.
Filière commune GENERAL ELECTRIC (U.S.A.) et
SNECMA (France) - 550 personnes. Nous produisons
des ensembles mécaniques et mécano-soudés pour
moteurs d'avions, en utilisant des techniques de pointe.
Nous recherchons des

INGENIEURS
débutants ou ayant quelques années d'expérience
AM ou équivalent.

destinés à prendre en main progressivement des fonctions impor-
tantes au sein de notre unité.
Vous serez au préalable chargé de missions dans les services ME-
THODES INDUSTRIALISATION ou ASSURANCE QUALITE.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite,
C.V. et photo) à FAMAT, Direction du Personnel - BP 218
44804 S' Nizore Cedex.

**Opportunité pour
INGENIEUR CHIMISTE ou GENIE CHIMIQUE :**
Le métier de Consultant

Vous avez prouvé lors de votre expérience (3 ans minimum) de
démontage d'usines ou de chantiers votre motivation pour la Sécurité
des hommes et des biens, ainsi que votre sens commercial.
Vous aimez vous déplacer et possédez la capacité de mener plusieurs
projets à la fois.

Nous sommes une jeune société réalisant des missions et des études
relatives à la SECURITE des installations industrielles et à leur
environnement.

Nous vous proposons un CHALLENGE lié étroitement
à votre profil. A terme un partenariat est envisageable.
Nous attendons votre dossier de candidature.
OSI - Z.I. Saint Hippolyte, RN 96, 13770 VENELLES.

OSI ORGANISATION ET SECURITE INDUSTRIELLES

LE PARC OCÉANIQUE COUSTEAU
pour constituer son équipe technique d'exploitation
recherche

- Electroniciens** spécialisés automates programmables. Suivi,
maintenance et dépannage, transporteur de personnes, capables faire de
l'audio-visuel.
- Technicien** en audiovisuel et expérience technique de cinéma.
Nécessaire tenir riga, son et image.
- Technicien** spécialisé dans systèmes de contrôle d'accès automa-
tiques par billetterie magnétique. Chargé interventions dépannage, gestion
billetterie et traitement fonds collectés. Expérience et sérieuses références
exigées.
- Agents techniques** de maintenance, électriciens de forma-
tion, niveau OP 2. Expérience minimum 3 ans.
- Agents d'accueil H./F.** de préférence bilingues pour
assistance usagers et surveillance. Excellente présentation.
- Caissières** sur caisses électroniques. Billetterie magnétique infor-
matisée. Bonne présentation et sérieuses références exigées.

Pour tous ces postes : 39 h, possibilité heures supplémentaires, 1 week-end sur 2 et
certains jours fériés travaillés, horaires décalés, fermeture hebdomadaire le lundi.
Ecrire avec C.V. : SPOC - 98, rue de Sèvres, 75007 PARIS.

AEROPORT NICE COTE D'AZUR
recherche

**CHEF DES SERVICES
DE LA MAINTENANCE**

Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, 30 ans minimum, ayant
l'expérience de la responsabilité et de l'encadrement d'équipes
d'entretien technique, connaissant les méthodes modernes de
maintenance assistée par ordinateur.
Il aura à gérer une centaine de personnes travaillant dans les secteurs du
bâtiment et plus généralement des installations aéroportuaires

Adressez C.V. + prétentions
sous référence CT 139
à **PROFILS**
5, avenue du Puits - 06000 NICE

PROFILS

PARIS, Informatique de Gestion de la Micro très "Pro" vers la Mini

SSI leader dans un créneau vertical passionnant,
notre société (S.A., 10 ans d'existence) a une grande
notoriété. A taille humaine, solide, elle se développe
rapidement pour répondre à la demande.
Elle offre de réelles opportunités. Nous intégrons de
Jeunes Ingénieurs GRANDES ECOLES ou MIAGE

Nous les formerons à notre domaine pour en faire des
piliers de notre développement. Nous recherchons :

1 CHEF DE PROJET "Terrain"

Réf. TER Il installe des applications "clés en main". Il deviendra
Ingénieur d'Affaires et/ou Chef de Groupe.

1 CHEF DE PROJET "Produit"

Réf. PRO Après formation sur le terrain, il deviendra un rouage
essentiel de notre cellule de création de logiciels.

Profil Vous avez une bonne connaissance :
• des générateurs d'application (MAGIC II ou autres),
• des Bases de Données Relationnelles,
• de l'environnement MS/DOS, réseau NOVELL, et si
possible UNIX et/ou VMS,
• des applications évoluées de gestion commerciale,
et/ou d'un créneau vertical.

Poste Vous travaillerez avec méthode et en équipe avec les
clients (grandes entreprises) et vos collègues. Vous
avez le goût de la négociation, de l'approche conseil.
Nous vous offrons une ambiance saine et constructive,
l'occasion d'un "challenge". Votre rémunération,
dynamique, sera fonction de votre expérience.

Votre candidature sera traitée avec discrétion.
Envoyer votre dossier (C.V., photo, lettre manuscrite,
rémunération actuelle et prétentions) sous référence,
à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris,
qui nous transmettra votre dossier. Réponse assurée.

Si la recherche est votre façon d'être, devenez un "Pro de l'image"



JEUNES INGENIEURS DE RECHERCHE

De formation Grande Ecole (X - TELECOM, ESE, ENST, INPG...), vous
êtes débutant ou justifiez d'une première expérience.

Notre environnement technique exceptionnel, notre structure en
petites équipes responsables de projets complets simuleront vos
compétences dans la conduite de l'une des missions suivantes :

- Informatique, Génie Logiciel, C, Interface Homme-machine, base de
données images ;
- Traitement d'images, traitement de signal, algorithmes (C, Fortran,
LISP) ;
- Conception et réalisation de systèmes en électronique numérique
rapide (Vidéo, télécommunication) ;
- Solide expérience en étude et réalisation d'électronique analogique
(caméras CCD/tubes, fibre optique...).

Dans tous les cas, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature
(lettre, CV, photo et prétentions) à :

Françoise JOULAUD - THOMSON-CSF/L.E.R.
Avenue de Belle Fontaine - 35510 CESSON SEVIGNE

THOMSON

INGENIEURS ELECTRONICIENS ISEN-ENSEIHT-SUPELEC "PLUS CADRES" VOTRE NOUVEL ATOUT

Vous voulez vivre l'entreprise avec dynamisme, prendre de nouvelles res-
ponsabilités, tester votre prochaine société, c'est aujourd'hui possible
avec PLUS CADRES. PLUS CADRES recrute pour de longues missions
temporaires dont certaines peuvent permettre d'intégrer l'entreprise.

- Un Ingénieur d'études électroniques. Expérience électronique digitale.
(Activité Espace). Anglais indispensable. Mission à pourvoir à VELIZY.
Réf. M496
- Un Ingénieur logiciel temps réel. Bonnes connaissances machines et lan-
gage (CADA). (Activité Espace). Anglais indispensable. Mission à
pourvoir à VELIZY.
Réf. M497
- Plusieurs Ingénieurs développement et traitement de données. (Acti-
vité Défense Aérienne). Anglais indispensable. Missions à pourvoir à
BAGNEUX.
Réf. M498
- Un Ingénieur contrôleur de projet. 5 ans d'expérience. (Activité
Espace). Anglais indispensable. Mission à pourvoir à VELIZY.
Réf. M499
- Un Ingénieur électronique et statistiques (automatismes, télé-transmis-
sion) maîtrise contrôle qualité. (Activité TP). Anglais indispensable.
Mission à pourvoir à PARIS.
Réf. M4910

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie aux
consultants de PLUS CADRES qui l'étudieront en toute confidentialité.

54, rue François 1er
75008 Paris

**plus
CADRES**

Plus Cadres est un département de Plus INTERIM

JP 11/01/150

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Valeo

Notre branche est leader européen dans la fabrication de projecteurs et de feux de signalisation. Nous recherchons pour notre centre d'EVREUX

Responsable des Achats

Rattaché au Directeur d'usine, il définit la politique d'achat de matières et de matériels au niveau de l'usine. Il négocie les contrats d'approvisionnement et de sous-traitance, gère son budget par la recherche de nouveaux fournisseurs compétitifs en termes de prix, de qualité, de service, et par l'établissement de relations de partenariat. Il établit les tableaux de bord et contrôle les indicateurs de suivi de son activité. De formation supérieure (Ecole d'ingénieur en Génie), vous avez environ 30 ans. Après une première expérience de 3 ans minimum acquise dans un environnement industriel, par exemple à des postes techniques, vous souhaitez mettre à profit vos qualités dans des fonctions de gestion et de management qui seront pour vous l'occasion d'élargir votre domaine de compétence. Dans le cadre d'une carrière évolutive, ce poste constitue un tremplin au sein d'un groupe performant. Solide, tenace, vous avez le goût et le sens de la négociation. Excellent gestionnaire, vous êtes méthodique et rigoureux. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Réf. 4308/LM

Responsable Logistique

Il occupe une fonction clé et stratégique dans notre secteur d'activités où l'optimisation des délais et la rapidité de réaction sont capitales. Impliqué étroitement dans la définition et la mise en place d'un CFAO (logiciel MAC-PAC d'Arthur Andersen), il prend la responsabilité du cycle complet du traitement des commandes, dans un environnement de juste à temps : organisation et contrôle des flux de matières et de produits finis, transcription des besoins Clients en programmes de fabrication, déclenchement des approvisionnements, gestion dynamique des stocks de produits et des expéditions. Environ 30 ans, vous êtes diplômé d'une grande Ecole d'ingénieurs ou d'une Université. Vous maîtrisez bien l'outil informatique et êtes ouvert aux méthodes nouvelles de gestion de production en flux tendu. Vous possédez une première expérience valorisante de 2 à 4 ans dans l'industrie ou le conseil, où vous avez prouvé vos talents d'organisateur et votre souci de l'efficacité. Ce poste implique la maîtrise de la langue anglaise et, si possible, de la langue allemande.

Réf. 4307/LM

251 Bd Péreire - 75017 Paris

Artiman

Valeo L'Equipement Automobile

Ingénieur actions stratégiques

Il y a des normes qui changent tout.

En effet, l'AFNOR est au service des industriels français qui veulent s'imposer hors de l'Hexagone, sans en Europe que dans le monde, en intégrant la normalisation dans leur stratégie de développement. Vous recherchez et définissez des plans d'actions pour répondre aux besoins des producteurs, transformateurs et utilisateurs de matériaux liés à l'innovation. Après évaluation et analyse des facteurs économiques, vous mettez en œuvre les programmes, études de faisabilité, travaux de normalisation, conférences (anglais indispensable). Homme de communication, vous mobilisez vos différents partenaires autour de projets nouveaux. 30 ans, ingénieur généraliste, type INSA, ENSAM, UTC (techniques industrielles, physique ou chimie appréciées), vous bénéficiez d'une expérience de 3 à 5 ans acquise en milieu industriel.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et présentations), à M. BACQ / DPHI - AFNOR - Tour Europe - 92080 PARIS-1A-DEFENSE Cedex 7.

association française de normalisation

EDF-GDF : à la pointe de l'informatique

EDF GDF

Jeunes Ingénieurs débutants grandes écoles

Pour une entreprise dont le savoir-faire est reconnu dans le monde entier, un univers informatique de qualité, diversifié, à la pointe de la technique s'impose : IBM, BULL, gros systèmes, mini, micro, génie logiciel, bases de données, réseaux, aide à la décision, systèmes experts, bureautique...

En rejoignant le Service du Traitement de l'Information, société de services et d'ingénierie interne à EDF-GDF, vous proposerez vos compétences informatiques à l'ensemble de nos 170 centres de profit en France. Après une formation concrète et suivie (méthodes, langages, outils...), au sein d'équipes de spécialistes informatiques et télécommunications, votre champ d'action sera multiple :

- conception et réalisation de système d'information et de communication,
 - développement et intégration de réseaux télé-informatiques...
- Disponibilité, sens du dialogue, prise de recul pour s'investir dans sa mission : vos atouts pour garantir la fiabilité et la pérennité d'un service interne. Diversifier son savoir-faire, évoluer dans des Directions Opérationnelles : c'est tout ça le domaine de l'informatique d'entreprise à EDF-GDF.

Postes à pourvoir sur Paris.

Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre, photo, prétentions)

sous réf. M/2 254 à : EDF-GDF, Guy Lamberet, Département Recrutement, 12 Place des Etats-Unis, 75783 Paris Cedex 16.

CHEF DE PROJET BUREAU D'ETUDES



Premier constructeur mondial, nous disposons en France d'un outil industriel puissant. Le centre de LAMOTTE-BEUVRON (40 km au sud d'Orléans) est spécialisé dans le développement et la fabrication d'appareils d'éclairage décoratif. Ingénieur généraliste avec option électromécanique, vous êtes débutant ou avez une 1^{re} expérience. En collaboration avec un dessinateur, vous serez responsable du développement d'un nouveau produit et ferez la coordination avec les autres services impliqués (fabrication, marketing, achats...). Ce poste, qui vous conduira à évoluer dans un contexte international, nécessite une bonne maîtrise de l'anglais. Merci d'adresser votre candidature à Compagnie Philips Eclairage, Service du Personnel, 5, rue de l'Allée-Verte, 41600 Lamotte-Beuvron.

"Philips en France, c'est plus de 21 milliards de C.A., 27 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique".

PHILIPS

PHILIPS, C'EST DÉJÀ DEMAIN.



Synthelabo

recherche pour le PLESSIS-ROBINSON (92 HAUTS DE SEINE)

UN MEDECIN

CARDIOLOGUE ou MEDECINE INTERNE

- Intégrant l'équipe de Direction Médicale, il devra :
- assurer les relations avec le monde hospitalier universitaire,
 - collaborer à la mise en place des actions d'information médicale,
 - prendre en charge les programmes d'études cliniques,
 - participer à la formation du réseau de visite médicale.

Expérience dans le domaine des produits cardiovasculaires au sein de l'industrie pharmaceutique souhaitée. Anglais indispensable. CESAM apprécié.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitæ, photo et prétentions sous la référence 89/57 LM à l'attention de D. VOLTZ

SYNTHELABO
22, avenue Gallée
92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

DES MOYENS ET DES HOMMES

Important Groupe, intervenant dans la réalisation de nombreux programmes prestigieux français et européens, renforce les équipes pluridisciplinaires de sa Division chargée de concevoir et développer des équipements électroniques embarqués.

INGÉNIEUR CAO MÉCANIQUE

Dans le cadre d'un vaste programme CFAO, cet ingénieur sera chargé, au sein d'une équipe expérimentée, de la mise en place des nouvelles versions du logiciel EUCLID et du développement des interfaces avec les autres systèmes de la chaîne de CFAO Mécanique.

ECP, ECL, A & M, ENSAM... débutant ou première expérience, ayant une connaissance en VMS et systèmes CFAO (EUCLID de préférence). (Réf. R1)

INGÉNIEURS D'ETUDES ÉLECTRONIQUES

Ces ingénieurs rejoindront des équipes regroupant de fortes compétences pour prendre en charge, sous la conduite d'ingénieurs expérimentés, tout ou partie d'un projet. Assistés de techniciens, ils étudieront et mettront au point des sous-ensembles électroniques.

ESE, ENST, ENSERG, ISEP... débutants ou première expérience. (Réf. R2)

INGÉNIEUR CAO ÉLECTRONIQUE

Au sein d'une équipe ayant 10 ans d'expérience dans ces technologies, cet ingénieur sera chargé de l'étude et de la mise en place des interfaces entre les différents systèmes de la chaîne de CAO électronique (simulation

comportementale, simulation de lentes, implantation de prédiffusés et de circuits imprimés...).

Ingénieur grande école, option informatique ou électronique, débutant ou première expérience. (Réf. R3)

CONCEPTION DE CIRCUITS INTÉGRÉS

Cet ingénieur utilisera un compilateur de schéma pour intégrer sur une puce des systèmes complexes, depuis la conception de l'architecture jusqu'à la réalisation par le fondeur.

Ingénieur grande école (microélectronique, informatique temps réel), débutant ou première expérience. (Réf. R4)

COORDINATEUR TECHNIQUE

Il secondera le Chef de Département pour :

- l'harmonisation technique de l'ensemble des projets;
- les actions permettant la maîtrise des techniques et des technologies avancées;
- la conduite des actions de progrès devant contribuer à l'amélioration de la qualité;
- les relations avec les administrations.

Ingénieur électronicien, 10 ans d'expérience dans l'étude et le développement de matériels électroniques, ayant démontré de réelles qualités pour le management des projets et des hommes. (Réf. R5)

Ces postes sont basés en région parisienne

Si vous souhaitez rejoindre des équipes autonomes qui, pour conduire la totalité d'un projet, maîtrisent les techniques et les technologies de pointe de l'électronique numérique rapide et utilisent des outils performants supportés par un réseau de stations informatiques très moderne,

adressez votre dossier de candidature en précisant la référence du poste à notre Conseil chargé de ces recherches

21, avenue Saint-Fiacre
78100 Saint-Germain-en-Laye



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

AXA

AXA, premier groupe privé d'assurances français, a la volonté de devenir l'un des tout premiers groupes européens d'ici 1992.

Afin de développer l'architecture de système d'information commune au groupe et les applications d'assurance, il recherche :

4 Ingénieurs débutants
titulaires d'un diplôme de Gestion.

qui, au sein de petites équipes, participeront progressivement à la conception et à la réalisation de projets ambitieux dans un environnement IBM performant.

Ces jeunes diplômés - d'une école d'ingénieurs ou de l'université - auront, de préférence, été sensibilisés à l'informatique de gestion par un ou plusieurs stages.

Pour les non-informaticiens, une formation sera assurée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 8930 PM à notre conseil :

CREFORM - 7, rue Louis David - 75116 PARIS

CAP SESA CONSEIL

Consultants-Architectes de systèmes d'information

Consultants en systèmes d'information et de communication, nous sommes convaincus que des architectures de qualité, pertinentes, cohérentes et flexibles, représentent un avantage stratégique clé pour l'entreprise compétitive des années 90.

Vous qui partagez cette conviction, venez conduire et développer chez nos clients des interventions de conseil de haut niveau :

- études de stratégies technologiques,
- schémas directeurs (informatique, bureautique, télécommunications),
- planification et assistance à la mise en œuvre de projets.

Vous y valoriserez vos talents : une formation Grande Ecole Scientifique, un sens aigu de la synthèse et de la communication, une expérience confirmée de conseil ou de conduite de grands projets acquise au sein d'un grand groupe ou d'un cabinet de conseil.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Jean-Pierre Levy, CAP SESA CONSEIL, 30 Quai de Dion Bouxon, 92806 Puteaux.

Les technologies de l'informatique au service de la stratégie de l'entreprise.

VOUS NE MANQUEZ PAS D'ENERGIE !
REJOIGNEZ UNE ENTREPRISE QUI N'A PAS FROID AUX YEUX.

STAL
INTEGRO

Filiale d'ABB, un des grands de l'équipement frigorifique industriel, une P.M.I. en plein développement au sein d'un groupe performant.

Nous intégrons aujourd'hui à nos équipes deux :

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
200 KF +

VOUS AVEZ une bonne formation dans le domaine (BTS Froid + IFFI) ou vous êtes Ingénieur généraliste (Centrale, INSA...) avec une spécialisation Génie Thermique ou Energétique. Vous avez une première expérience réussie dans la vente de biens d'équipements. L'anglais est indispensable.

NOUS VOUS CONFERONS les négociations commerciales de haut niveau et vous assurez l'orientation technique des projets (évaluation, devis) au sein d'une structure légère et efficace.

VENEZ DECOUVRIR un style de management participatif où responsabilité et enthousiasme vont de pair.

Intéressés ? Merci d'adresser CV, photo, rémunération actuelle sous réf. 472460 LM à MERCURI URVAL 14bis rue Daru, 75008 PARIS.

Mercuri Urval

Spécialiste Mondial du Service aux Collectivités locales. Nous réalisons avec 5 500 personnes, 3,5 Milliards de C.A. dont 30 % à l'étranger. Nous recherchons pour notre Siège Social de GUYANCOURT (78) un :

INGENIEUR HYDRAULICIEN

Débutant ou expérimenté

- Vous rejoindrez notre équipe d'Hydrauliciens pour développer et participer à la modernisation des réseaux.
- Vous assurerez la promotion de votre activité, établirez des devis et participerez aux négociations avec les collectivités locales.
- Vous vous appuyerez sur nos moyens informatiques pour effectuer les calculs et sur nos structures locales pour coordonner les mesures sur sites et ensuite présenter vos conclusions.

Ce premier poste vous permettra ultérieurement dans le cadre d'une structure évolutive d'accéder à des responsabilités plus étendues.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo et prétentions) à SAUR - JRM 1, avenue Freyssinet - 78064 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

SAUR

GRUPE BOLLIGUES

VEZ PILOTER DES PROJETS INDUSTRIELS A RAYONNEMENT INTERNATIONAL

Entrez au cœur de notre recherche technologique (innovation très forte, équipes pluridisciplinaires, outil de production entièrement automatisé) et rejoignez 600 collaborateurs rattachés à l'un des deux premiers groupes au classement mondial.

Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles
(Centrale, A & M, INPG, ENSEEIHT...)

Avec le soutien direct de notre maison mère (6 mois d'immersion technologique aux USA sont à prévoir) et en coordination étroite avec nos équipes de R & D et de production, vous prendrez la maîtrise d'œuvre du développement d'une nouvelle génération de produits diversifiés.

Pour réussir dans cette mission complète, vous possédez une maturité et un sens relationnel certains.

Vous voulez en savoir plus ? Contactez les collaboratrices d'ALLO CARRIERES du lundi au vendredi de 9 h à 17 h, au (1) 45.02.15.74 en précisant la référence 990.

Si vous ne pouvez pas téléphoner, envoyez votre candidature sous la référence 990/LM à ALLO CARRIERES - 53, av. Victor Hugo - 75116 PARIS qui transmettra.

45.02.15.74
ALLO CARRIERES

Important établissement industriel de l'Etat, implanté dans l'Ouest de la France, nous recherchons pour notre Bureau d'Etudes de Construction Navale :

JEUNES INGENIEURS

ARTS ET METIERS, ENSI, ENI...

GENIE CLIMATIQUE

Vous serez chargé(e) de mener des études de ventilation et de conditionnement d'air à bord des navires, d'étudier l'implantation des réseaux de fluides et d'électricité, et des matériels correspondants. Vous utiliserez des moyens informatiques de calcul scientifique et des logiciels de C.A.O. (réf. 1262 GC)

PLANNING ETUDES

Vous serez chargé(e) de planifier l'ensemble des études et des approvisionnements nécessaires à la construction d'un grand navire complexe au moyen d'un logiciel performant de gestion de projet. Vous veillerez ensuite au respect de cette planification. (réf. 1262 PE)

De formation Ingénieur, vous avez si possible une première expérience dans des environnements semblables (B.E., Service planification, gestion de grands projets...). Vous possédez des capacités certaines de méthode, de suivi et d'animation et saurez entretenir d'excellentes relations avec vos partenaires (B.E. et chantiers) pour les deux postes, ainsi que fournisseurs industriels pour le poste Génie Climatique.

Postes basés sur le LITTORAL OUEST.

Prenez contact avec nous : • par téléphone au (1) 42 61 82 81 (8 h 30 à 18 h 30 et le samedi de 10 h à 13 h) • par minitel 3616 code CVCOM • par courrier en adressant lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, en précisant la réf choisie à : ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Morengo 75001 PARIS, qui transmettra.

CONTACT-TELEPHONE
16(01) 42 61 82 81

ARTS ET METIERS, ENSM, INSA

Technip est aujourd'hui le premier groupe français d'ingénierie.

Notre développement, largement ouvert sur l'international, est lié à notre capacité à maîtriser des projets complexes et de plus en plus diversifiés (pétrochimie, chimie fine, agro-alimentaire, industries diverses).

Dans chaque spécialité, nos équipes relèvent ce défi. Au sein de notre département Equipements, vous assurerez :

- les études de conception du matériel chaudronnerie intégré dans nos projets industriels.
- la spécification et le suivi des équipements.

Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur, vous maîtrisez les domaines de la mécanique générale et de la résistance des matériaux (une expérience en thermique serait appréciée). Souhaitant valoriser une expérience d'au moins cinq années acquise en bureau d'Etudes ou chez un constructeur, vous aspirez à une fonction de leader technique.

Anglais requis.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. IRT à Stéphane Demarquette, Technip, Division du Personnel, cedex 23, 92090 Paris-La Défense

TP
TECHNIP
L'INGENIERIE EN TOUTE

INGENIEURS Responsables techniques de projets

REVCO, P.M.I. du secteur Chimie, est devenue le partenaire de grands groupes industriels avec lesquels elle travaille dans un esprit d'innovation et avec un souci de qualité. Une part importante de son C.A. est réinvestie dans la Recherche-Application. Elle poursuit une politique d'implantation en Europe : Belgique, Espagne, G.B. et bientôt R.F.A. Pour faire face à ses objectifs, elle recherche :

UN INGENIEUR-CHIMISTE

Le poste est localisé en Seine-et-Marne. Il prend en charge une équipe de formulateurs... puis devient l'adjoint du Responsable du Développement.

Ce poste concerne un ingénieur dont l'expérience dans une fonction similaire et un secteur voisin est significative.

Si la motivation et l'implication sont des critères de sélection, l'âge n'en est pas un.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. complet, photo, et rémunération actuelle sous référence ED à :

REVCO S.A.
77390 - OZOUER-LE-VOULGIS

Jeune fille 1550

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

La Technologie en tête la Passion au cœur

Du plus grand système intégré de couverture aérienne, installé au Brésil, au "fameux" RITA, destiné à équiper l'Armée Américaine d'un réseau de communication mobile, la Branche Systèmes de Détection, Contrôle et Communication du Groupe THOMSON s'affirme comme l'un des leaders mondiaux de l'électronique de défense.

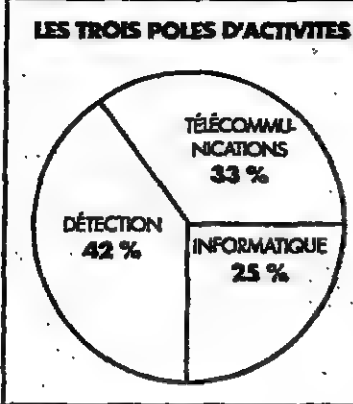
Face à des marchés de plus en plus concurrentiels, devant l'exigence d'une coopération européenne accrue, nous attendons des ingénieurs capables de faire aboutir leurs idées et des personnalités animées du sens de l'équipe et ouvertes aux défis.

Du produit au système, le pouvoir d'innover

Mobilisés autour de trois grands pôles d'activités, la DÉTECTION RADAR, les TÉLECOMMUNICATIONS et l'INFORMATIQUE, nos 4500 ingénieurs visent l'excellence. C'est en France un budget de 2 400 MF consacré à la recherche et développement et une des plus fortes concentrations de matière grise dans un secteur de pointe qui a connu, en quelques années, une profonde évolution de ses métiers.

"La conception et la mise en œuvre de grands réseaux, de systèmes de radio-communications spécialisés impliquent des investissements considérables dans les études ; être leader sur le marché exige non seulement une excellente compréhension des besoins du client mais aussi l'application d'une méthode de travail rigoureuse : tous les constituants du projet sont précisément définis et évalués" explique Olivier, Responsable de projet au sein de la Division Télécommunications.

De l'ingénieur d'études au responsable de labo, de l'ingénieur d'affaires au maître d'œuvre, du commerçant au négociateur de grands programmes, l'électronicien est amené à évoluer dans un univers où la vision de l'architecte vient épauler celle de l'expert.



"The best value for money" le savoir vendre

La complexité chaque jour accrue des projets, la multiplication des technologies et des compétences nécessaires ne masquent pas pour autant l'objectif final : trouver, pour chaque affaire, la réponse offrant au client la meilleure prestation au coût le plus bas.

"Seul l'esprit d'équipe peut nous permettre de relever un tel challenge : pour chaque projet, c'est un groupe formé de spécialistes techniques, de l'ingénieur commercial et d'un chef d'affaires qui va prendre les choses en mains. Les décisions sont prises au plus près de l'action. Chacun est impliqué dans les choix qui engagent l'avenir et la réussite même du contrat" commente Bernard, Chef d'Affaires au Département Contrôle du Trafic Aérien de la Division Systèmes Défense et Contrôle.

La dimension internationale, le vouloir coopérer

Ce sera de l'équipe vlt aujourd'hui à l'heure de COLOGNE et de KANSAS CITY. Déjà présente dans plus de 80 pays avec 60 % de son chiffre d'affaires réalisés à l'export, la Branche Systèmes de Détection, Contrôle et Communication affirme sa position au sein du grand mouvement de coopérations internationales qui anime l'industrie électronique.

"Plus question de raisonner en termes

Philippe, 30 ans, SUPELEC

Ingénieur d'Etudes Antennes (Division Systèmes Défense et Contrôle)

"J'ai travaillé d'abord sur les équipements radar. Aujourd'hui j'en conçois les antennes. Un métier passionnant parce qu'il s'agit d'innover tout en intégrant les risques techniques.

Actuellement, je travaille sur une antenne ultra légère entièrement nouvelle : un véritable défi technologique pour mieux répondre aux besoins des clients ; notre équipe a d'ailleurs déposé plusieurs brevets."

hexagonaux. Il n'est pratiquement plus une affaire à l'export qui ne se conclue sans transferts de technologies, accords de coopération entre industriels ou échanges de savoir-faire". Ainsi, c'est en coopérant avec les ingénieurs américains de GTE à BOSTON que THOMSON a pu relever le défi RITA et remporter le contrat" note Luc, ingénieur export à LMT-Radio Professionnelle.

L'ingénieur qui rejoint nos équipes sera capable de coordonner et de mobiliser les compétences, non seulement des services de l'entreprise mais aussi des autres industriels qui participent au projet... un fédérateur ouvert au dialogue et apte à la négociation. A la croisée de la haute technologie, du savoir vendre et de la coopération internationale, demain, avec nous, vous gagnerez.

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

Vous avez nécessairement une formation Ingénieur Grande Ecole, ou Université 3ème cycle, la volonté de valoriser votre connaissance des technologies les plus récentes et toute la motivation pour intégrer des équipes-projets de haut niveau, tournées vers l'avenir et la réussite.

Vous partageriez la responsabilité de la conception, de la réalisation, et demain de la vente, de grands systèmes électroniques.

Vous développerez vos centres d'intérêt dans les domaines du RADAR, de la VISUALISATION, des TÉLECOMMUNICATIONS et dans des spécialités comme le TRAITEMENT DU SIGNAL, la conception des CIRCUITS VLSI, l'INGÉNIEURIE et la CONDUITE D'AFFAIRES.

Ces postes sont proposés en REGION PARISIENNE : Bagneux, Boulogne, Buc, Colombes, Saint-Cloud, Gennevilliers, Meudon, Suresnes et en PROVINCE : Cholet, Laval, Toulouse, Marcy-en-Baroeul, Rouen.

Merci d'envoyer votre dossier en motivant votre candidature dans les domaines ou spécialités choisis à : THOMSON-CSF - Michaël BUEHLER - Gestion des Cadres de la Branche SDCC 51, esplanade Charles de Gaulle - Cédex 67 - 92045 PARIS LA DEFENSE.



Teissière

Le contrôle, c'est bien, la qualité, c'est mieux.

N° 1 des sirups, nos deux usines de Grenoble-Croix et Agen produisent 63 millions de litres par an.

Vous dirigez une entreprise d'industries et produits A l'industrialisation de notre savoir qualité.

Ingénieurs, vous avez une vraie expérience de la qualité comme n°1 ou 2 d'un service dans l'agro-alimentaire, les liquides de préférence.

Homme ou femme de terrain, vous savez organiser, gérer et dialoguer avec Production et Développement, sans oublier la rigueur des exécutifs.

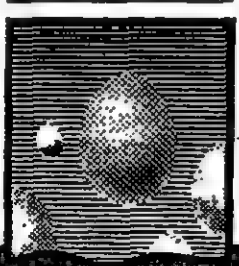
Adressez votre candidature à notre Conseil Daniel Martinon, tel. 3822 LM

ALEXANDRE TIC S.A.
14, RUE STALINGRAD - 38100 GRENOBLE
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

LE GOUT D'ENTREPRENDRE

Ingénieur métallurgique

FRAMATOME grand groupe industriel diversifié (ingénierie, produits et services nucléaires, informatique industrielle, connectique, recherche)



Au sein du département Technologie, votre mission sera de maîtriser la métallurgie appliquée au processus de fabrication.

Vous participerez à l'établissement des règles techniques de construction des matériels ainsi qu'aux interventions correspondantes d'audit et d'assistance technique auprès de nos fabricants.

Cette fonction vous conduira à représenter FRAMATOME devant nos clients et autorités de sûreté le cas échéant.

A votre formation d'ingénieur (une spécialisation en métallurgie serait appréciée), s'ajoute une expérience professionnelle proche de la fabrication (méthode, qualité, site, etc.) d'environ 4 ans.

Une bonne pratique de l'anglais sera indispensable et de solides notions d'allemand seront utiles pour participer notamment aux actions de normalisation engagées dans le contexte de l'échéance européenne.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe opérationnelle de haut niveau qui vous permettra une évolution riche au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre manuscrite) sous réf. ROB à FRAMATOME, Valentine TRABUT, Département Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.

FRAMATOME

L E F U T U R E N T E T E

UNIVERSITAIRES

Vous êtes titulaire d'une Maîtrise, d'un D.E.A. ou d'un Doctorat scientifique et vous avez un réel intérêt pour l'INFORMATIQUE.

Notre jeune société, en pleine expansion a pour vocation la conception et la réalisation de systèmes informatiques de gestion dans les grandes entreprises. Elle vous propose une FORMATION initiale, un travail passionnant dans des équipes dynamiques et compétentes et une évolution de carrière conforme à vos ambitions et à vos mérites.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo et CV) à : INGESOFT 69, rue Dutot, 75015 PARIS.

Inge Soft
INGÉNIEUR ET SOFTWARE

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Filiale d'un groupe à dimension internationale, 110 000 collaborateurs et un C.A. de 12 millions de dollars, nous sommes leader mondial pour les composants de transmission destinés aux véhicules industriels.

Notre expansion rapide nous conduit à recruter deux ingénieurs à fort potentiel

Responsable des études mécaniques

(réf. 941M)

Un projet passionnant vous attend : implanter un nouvel outil de CAO et faire évoluer les méthodes de travail en cohérence avec celles du Bureau d'Etudes de notre Société-mère aux USA.

Bien sûr, vous devrez en parallèle réaliser toutes les études de projets dans les conditions de délais, coûts et qualité définies avec une équipe de 10 collaborateurs.

Ingénieur de formation, vous possédez une expérience de 5 à 6 ans en Bureau d'Etudes Mécaniques (transmission, engrenages, FDM) et maîtrisez parfaitement l'anglais.

La pratique de la CAO serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence choisie, à notre Conseil.

Ingénieur d'affaires

(réf. 942M)

En accompagnement des commerciaux sur le terrain, vous réaliserez l'interface technique entre les grands clients internationaux, les études, le SAV et la qualité.

Après une analyse approfondie des besoins exprimés par les clients, vous proposerez des solutions techniques pertinentes et assurerez le suivi technique pendant la durée de vie du produit.

De formation ingénieur à dominante mécanique, vous souhaitez évoluer vers une fonction technico-commerciale à dimension internationale. Une première expérience de ce type serait un plus.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et si possible, l'allemand. Vous avez le goût et la disponibilité nécessaires pour des déplacements fréquents.

Hay Managers
5, place de la Gare de la Pan-Dieu
69428 LYON CEDEX 03

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Filié de la COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX, le Groupe GTIE (5 milliards de C.A., 80 entreprises, 10 000 professionnels) est l'un des leaders du Secteur Électrique. Nous devons notre forte croissance à notre grande technicité, à notre sens du Service ainsi qu'à notre professionnalisme de nos collaborateurs.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

De formation ingénieur électrotechnicien, votre expérience en électricité, automatisme et/ou informatique pour la réalisation de projets (10 MF minimum) dans le secteur industriel (procédés continus), alliée à vos qualités relationnelles vous amènent aujourd'hui à rechercher des responsabilités et un champ d'activité plus large.

En véritable entrepreneur encadrant des équipes d'étude et de réalisation, vous négociez des projets importants dont vous assurez pendant l'exécution la direction technique et financière. (réf. GE/LM1)

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Ingénieur de formation, votre expérience de la conduite de projets en

environnement DEC/VMS et HP/UNIX et votre connaissance de la base de données ORACLE vous permettent aujourd'hui de manager une équipe de 10 personnes.

Très autonome, votre esprit d'initiative et vos qualités d'animateur seront vos meilleurs atouts pour réussir et élargir vos responsabilités. (réf. GE/LM2)

INGÉNIEUR ELECTROTECHNICIEN CONFIRME

Ingénieur de formation, très compétent dans les réseaux électriques d'usine, vous ANIMEREZ du personnel D'ETUDES traitant plusieurs affaires simultanément et interviendrez ponctuellement lors de la réalisation et de la mise au point sur les chantiers. Passionné de technique, vous souhaitez faire évoluer votre expérience dans ce type de fonction en prenant une réelle autonomie. (réf. GE/LM3)

INGÉNIEUR CAO DEBUTANT

De formation ingénieur ou universitaire, débutant ou avec une première expérience et passionné par l'informatique, vous connaissez les systèmes d'exploitation VMS et UNIX et le langage C. Vous participerez à des projets CAO civils ou militaires dans le domaine de l'ingénierie ou de la Cartographie, puis vous évoluerez vers la fonction de Chef de Projet. (réf. GE/LM4)

Pour l'ensemble de ces fonctions en région parisienne, nous vous proposons une rémunération très attractive, une prime d'intéressement et des perspectives d'évolution à la mesure de votre potentiel.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et enveloppe à votre adresse, en précisant la référence choisie à



michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

PARIS-LILLE

Martine,

Chef de Projet Logiciel
Maîtrise EEA
Sodeteg TAI
Buc - Versailles

"Chez SODETEG-TAI, filiale THOMSON, j'ai trouvé ma façon d'être"

Au départ, pourquoi Thomson ?

Au sein de Thomson, c'est le poste offert par Sodeteg-TAI dans le domaine de l'énergie nucléaire qui m'a séduite. Plus intéressée par l'informatique que l'électronique, j'ai pu ainsi trouver une opportunité dans mon domaine de prédilection tout en valorisant ma formation électronique et automatisée. J'ai eu la chance d'être immédiatement intégrée dans une équipe travaillant sur un grand projet logiciel à l'international.

Les grands traits de mon parcours ?

La participation à d'autres projets de courte durée m'a permis d'aborder progressivement toutes les phases de conception et de réalisation logicielle et d'être aujourd'hui Chef de Projets. Ma première réalisation a été la conception d'un logiciel permettant d'analyser à distance le fonctionnement d'une centrale nucléaire. En tant que responsable de projets, j'interviens dès la spécification sur la base du cahier des charges. J'ai une vue d'ensemble sur le projet, de l'analyse de l'architecture à la validation par le client



avec en plus, la satisfaction de coordonner une équipe. Pour moi c'est indispensable car la bonne fin d'un projet dépend non seulement de sa conception mais surtout des équipes mises en place.

Des raisons de continuer ?

Bien sûr. La vie d'une entreprise, c'est très différent du monde universitaire et les enjeux du travail sont passionnants. J'ai acquis une compétence informatique Temps Réel et mes contacts avec les clients m'ont appris qu'il faut non seulement maîtriser la technique, mais aussi la dépasser. J'aime que mes efforts soient reconnus et j'attache beaucoup d'importance à l'état d'esprit dans lequel on travaille. Chez Sodeteg-TAI, j'ai eu la chance d'évoluer rapidement au sein d'équipes de formation et de niveaux d'expérience divers. Je souhaite continuer dans cette voie en prenant la responsabilité de projets de plus grande envergure.

THOMSON (RUE STALLAN)
Monseigneur BUIER
Gestion des cadres de la Branche SDCC
51, allée Charles de Gaulle
Cedex 67
92045 PARIS LA DEFENSE
Merci de préciser la référence

THOMSON

Grenoble

Réaliser et réussir le Must

INGÉNIEURS INFORMATIENS

C'est à Grenoble que nous avons mis en place dans notre environnement bases de données CUD (200 personnes), l'équipe qui développe notre système avancé de gestion de l'information, MUST.

Ce système généralisé à tous types de données, doté de différentes couches logicielles (RAC, langage naturel, systèmes experts) représente l'avènement des grands systèmes d'information de la décennie 90.

Nous renforçons notre potentiel et créons des postes. Soyez parmi les cinq nouveaux ingénieurs, concepteurs et analystes, qui prendront en charge, dans notre site de travail exceptionnel de MEYLAN, la conception et la réalisation complète de sous-projets en liaison avec les équipes française (30 personnes) et américaine (10 personnes).

Nous attendons la candidature d'ingénieurs informaticiens diplômés de grande Ecole ou titulaires du doctorat ou DESS informatique, pouvant se prévaloir d'une compétence en système d'exploitation UNIX, langage «C», avec une première expérience dans des environnements bases de données et/ou télécoms. Anglais souhaité.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 449
315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD Cedex.



Imagerie médicale : des métiers qui ont la vie pour enjeu

Fort de 6000 personnes réalisant un CA de plus de 5 milliards de francs, GE OGR est le pôle européen de General Electric Medical Systems, leader mondial de l'imagerie Médicale.

Nous recherchons, pour notre Direction «Tubes et détecteurs» un :

Ingénieur Méthodes Contrôle

Mission : En étroite liaison avec les fournisseurs, les ateliers de fabrication et les services techniques ainsi que les unités européennes du groupe, vous définissez et mettez en place les gammes de contrôle d'entrée et de contrôle fonctionnel au stade des produits finis. Vous analysez les défauts et menez les actions correctives. Enfin, vous installez et «auditez» les auto-contrôles de fabrication.

Profil : Jeune ingénieur physicien (2 à 3 ans d'expérience), vos connaissances en mécanique et électrotechnique vous permettent de développer des moyens de contrôle et des logiciels adaptés. Par ailleurs, vous maîtrisez suffisamment bien l'anglais pour évoluer dans un contexte totalement international. Ce poste est basé à Issy les Moulineaux (92).

Veillez adresser votre candidature sous référence IMC à Pierre GROISY, Responsable Ressources Humaines - GE OGR - 52 Bd Galliéni, 92135 Issy les Moulineaux.



General Electric OGR

EURODATA INGÉNIEUR INFORMATIQUE

Jeune SSII au service d'unités de recherche de l'industrie pour des projets d'audiovisuel interactif, de temps réel, de télécommunications, recherche en création de postes

INGÉNIEURS INFORMATIENS

confirmés ou débutants à fort potentiel

Après une indispensable période d'intégration, vous mettez en œuvre votre savoir-faire, pour bâtir de nouvelles applications informatiques, chez EURODATA ou l'un de ses partenaires.

Ecrivez à EURODATA - 52, rue d'Oradour-sur-Glanes - 75015 PARIS. Réponse assurée très rapidement.

J.P. 11/11/50

Le Carnet du Monde

Naissances

— Agnès, Jean et Hermine
NAUDIN-SARRAILLE,
ont la joie d'annoncer la naissance de
leur fille et petite sœur
Iris,
le 15 mars 1989,
429, rue Paradis,
13008 Marseille.

— Christian et Stéphane **GOMPERTZ**,
Armand et Alexandra,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Pierre-Mathias,
le 13 avril 1989,
6, chemin des Noyers,
1295 Tannay (Suisse).

Mariages

— M. Louis **BELEPER**,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palmes,
médaille de la Résistance,
médaille du combattant volontaire
de la Résistance,
chevalier de la Santé publique,
M. Louis **BELEPER**,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques,
et M. Raymond **FRANDJ**,
né de Mamouille,
ont l'honneur de faire part du mariage
de leur petite-fille et fils

Nathalie,
interne des hôpitaux,
avec
M. Hervé Barbier,
avocat.

La bénédiction nuptiale leur a été
donnée par M. le chanoine Doménil, le
samedi 15 avril 1989, en l'église du
Sacré-Cœur, à Marseille.

Villa Marseille,
546, bd Mirabeau-Laure,
13011 Marseille.
12, rue du Commandant-Rolland,
13003 Marseille.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
daté lundi 24 et mardi 25 avril :
UN DÉCRET
N° 89-259 du 24 avril 1989
relatif à la prime spéciale d'installation
attribuée à certains personnels
débutants d'une administration de l'Etat.

UNE LISTE
Des élèves de l'Ecole spéciale
d'architecture ayant obtenu à la
deuxième session de 1987 le diplôme
d'architecture de cet établissement.

— Paris, Amsterdam.

Anne-Mieke VAN STEEN
et
Stéphane DEVAUX,
sont heureux de faire part de leur
mariage, célébré le vendredi 12 mai
1989, à Bangkok, Thaïlande.
NO.49/10 Soi Ram Road,
Phloen Jit Road 10500,
Bangkok.

— M. et M^{me} Jacques **Elsmann**,
Daniel et Véronique **Elsmann**,
née Gutzgott,
et David,
M. et M^{me} Louis **Montagné**,
Michel et Colombe **Montagné**,
sont heureux de faire part du mariage
de

Michel EISENMANN
et
Gisèle MONTAGNÉ,
à la mairie de Donzac (Aude), le
6 mai 1989.

333, rue des Pyrénées,
75020 Paris.

— David et Michèle
ont la joie d'annoncer le mariage de
leurs parents.

Neige TARIEL
et
Didier ELBAUM,
le 22 avril 1989,
15-17, rue Campo-Formio,
75013 Paris.

Brigitte RADENAC,
Philippe GIRON,
ont la joie de faire part de leur mariage
qui a été célébré le samedi 8 avril 1989
en l'église Saint-Pierre du Petit-
Montreuil, Paris-14.

26, rue Castagnary,
75015 Paris.

— M. Francis Barroux,
son épouse,
M. et M^{me} Nicolas Barroux
et leurs enfants,
MM. Alexandre et Maxime Barroux,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Bodard, Stenka, Barroux
et Gelman,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} BARROUX,
née Gisèle Bodard,
survenue le samedi 22 avril 1989, après
une longue maladie, dans sa cinquante-
cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 27 avril, à 14 heures, en l'église
Saint-Nicolas de Ville-d'Avray.

11, avenue des Cédres,
92410 Ville-d'Avray.

— Mgr Louis Cornet,
évêque de Meaux,
son auxiliaire,
Mgr Guy Thomas,
Les vicaires généraux,
Et les prêtres du diocèse,
Les frères dominicains des provinces
de Croisic et de France,
Les frères dominicains de la Maison
d'Étoiles,
M^{me} Zora Zovko,
Le commandant catholique croate de
Paris,
Tous sa famille,
Et ses amis,
vous font part du décès de

Père Zvonimir BRADASECH,
dominicain.
Il était administrateur des paroisses
de Seine-Port, Boissière-le-Bertrand et
Boissière (Seine-et-Marne).
La messe des funérailles sera célébrée
en l'église paroissiale de Seine-Port, le
jeudi 27 avril, à 16 heures.

— M. et M^{me} A. Chaignaud
et leur fille,
M. et M^{me} J.-C. Cantorné
et leurs enfants,
M. Jean-Pierre Cantorné,
ont la douleur de faire part du décès de
leur mère et grand-mère.

M^{me} Jeanne CANTORNÉ,
Les obsèques ont eu lieu à Bordeaux,
dans l'intimité familiale, le vendredi
21 avril 1989.

— Vitrolles, Angoulême.
M^{me} Claude Choquet
Et ses enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Serge CHOQUET,
survenue à Vitrolles (Bouches-du-
Rhône), le 23 avril 1989, à l'âge de
cinquante-huit ans.

Les obsèques religieuses auront lieu à
Vitrolles, le mercredi 26 avril, à
11 heures, en l'église du Val-d'Ambia.
Ni fleurs, ni couronnes.
12, lotissement Clair-Soleil,
13127 Vitrolles.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 42-47-98-03.
Tarif de la ligne M.T.
Toutes rubriques 83 F
Abonnés et actionnaires 73 F
Communications diverses 86 F
Les lignes en capitales grasses sont
facturées sur la base de deux lignes.
Les lignes en blanc sont obligatoires
et facturées. Minimum 10 lignes.

— M^{me} Robert Gerson,
M. et M^{me} Vitis Gerson
et la famille,
M. Albert Alfordary
et la famille,
M. et M^{me} Raymond Hollando
et la famille,
M. et M^{me} Elie Behar
et la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert GERSON,
leur époux, frère, beau-frère et oncle,
survenu le 23 avril 1989 dans sa quatre-
vingt-dixième année.
Les obsèques auront lieu le mardi
25 avril, à 15 h 30, au cimetière de
Bagneux parisien, entrée principale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs, ni couronnes.

— Casablanca, Cergy, Bordeaux,
Boulogne.
Dimanche 23 avril, par une belle jour-
née de printemps.

HIRECHE Abdelhak,
s'est éteint paisiblement dans sa
soixante et onzième année.
Nous n'oublierons pas cet homme de
tolérance et de grande culture.
De la part de :
M^{me} Hireche Akcha,
son épouse,
M. et M^{me} Hireche Kamel,
M. et M^{me} Hireche Nabli,
M. et M^{me} Brochevici (née Hireche),
ses enfants,
Des familles Hireche, Benzaïdi,
Benhabyles, Boumeziane, Sillesse.

La levée du corps aura lieu mercredi
26 avril, à 15 heures, à l'hôpital de
l'hôpital Broussais, 100, rue Diderot,
et l'enterrement au cimetière de Thiais
parisien (carré musulman).

— On nous prie d'annoncer le décès
de

M. Jean HUBERT,
ancien député de Paris,
ancien maire adjoint
du 20^e arrondissement de Paris,
survenu le vendredi 21 avril 1989, dans
sa quatre-vingt-neufième année, à Biar-
ritz.

Un hommage lui sera rendu, à la mai-
rie du 20^e arrondissement, place Gam-
betta, le jeudi 27 avril, à 9 h 30.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le même jour, en l'église Saint-Germain
de Charonne, 4, place Saint-Blaise,
75020 Paris, où l'on se réunira à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu dans la sépul-
ture familiale au cimetière de Vaucre-
son (92).

— M^{me} Robert HUSSON,
son épouse,
Francine, Bernard, Jean-Louis,
Florence et Anne-Marie,
ses enfants,
Et leurs familles,
font part du décès de

M. Robert HUSSON,
survenu le 16 avril 1989, à Compiègne
(Yvelines), à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse a été célé-
brée en l'église Saint-Jean-Baptiste de
Neuilly, suivie de l'inhumation au cime-
tière du Père-Lachaise, dans le caveau
de famille.

2, rue Chartran,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— M^{me} Jean-Jacques Leven,
son épouse,
Xavier et Marie-Renée Leven,
Jean-François et Françoise Leven,
Brigitte et Pierre Zana,
Marianne et Jacques Souquet,
ses enfants,
Julie, Thomas et Antoine Leven,
Alexandre et Franck Zana,
Benjamin, Fladipe, Jonathan et
Timothée Souquet,
Mand et Pierre Durkheim,
Anne-Marie et François Weil,
ses sœurs et beaux-frères,
M. Rael Leven,
son oncle,
M^{me} Paul Lehmann,
sa tante,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Jacques LEVEN
(X.40),
survenu le 19 avril 1989, à l'âge de
soixante-huit ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.
4, allée Florent-Schmitt,
92210 Saint-Cloud.

— Martine Westercamp,
son épouse,
Caroline, Elodie et Camille,
ses filles,
M. et M^{me} Gaston Westercamp,
ses parents,
M^{me} Gagné,
sa belle-mère,
M. et M^{me} Bernard Westercamp,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Philippe Westercamp
et leurs enfants,
M^{me} Olivier Vignal
et ses enfants,
Ses frères, sœurs, belles-sœurs,
neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès, le
15 avril 1989, à l'âge de quarante-deux
ans, de

Denis WESTERCAMP,
ingénieur géologue,
docteur en sciences.

L'inhumation a eu lieu à Paris, le
25 avril.

Anniversaires
— Il y a cinq ans,
Jean FALCONNIER,
quittait les siens.
A tous ceux qui l'ont connu, il est
demandé une pensée.
01350 Calais.

— L'union départementale Force
ouvrière de Paris,
Et la Société des amis de

Léon JOUHAUX,
(1879-1954),
prix Nobel de la paix,
déposent une gerbe sur sa tombe au
Père-Lachaise, le vendredi 28 avril
1989, à 16 h 30.

— Pour le 7^e anniversaire de la dispa-
rition de

Marcel LOICHOT,
une pensée est demandée à tous ceux
qui l'ont connu et aimé.

— Il y a dix ans, disparaissait

Maurice SARFATI,
ETAM.

Une pensée est demandée à ceux qui
l'ont connu et aimé.

Communications diverses

— Sylvie Chevalley signera son livre
consacré à la tragédienne Rachel, jeudi
27 avril 1989, de 18 heures à 20 heures,
à la librairie Coup de Théâtre, 7, rue des
Moulins, 75001 Paris.

— A l'occasion de l'élection du
conseiller
Jacques-Yves COUSTEAU,
à l'Académie française,

le comité des amis du commandant
Jacques-Yves Cousteau, sous la pré-
sidence d'honneur de M. Federico Mayor,
directeur général de l'Organisation des
Nations unies pour l'éducation, la
science et la culture, ouvre une souscrip-
tion pour lui offrir son épée. Les per-
sonnes qui souhaitent s'associer à cet
hommage peuvent adresser leur partici-
pation à : M. Jacques Cousteau, Fonda-
tion Cousteau, 25, avenue de Wagram,
75017 Paris, sous la forme d'un chèque
postal ou bancaire ainsi libellé : « Pour
l'épée du commandant Jacques-Yves
Cousteau ».

— Cercle Bernard-Lazare, Esther
Bottmann, chercheur en histoire de
l'art et archéologue, présentera et com-
mentera la projection d'un film et de
dispositifs consacrés à « L'architec-
ture et la décoration des synagogues
antiques d'Israël », jeudi 27 avril 1989,
à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003
Paris.

Soutenances de thèses
— Université Paris-I : le lundi
17 avril, M^{me} Marie-Louise Kalks
Panagiotou « *Soutenances et soutenus* : Recherche
des éléments grecs traditionnels dans la
peinture de jeunes Grecs contempo-
rains ».

— Université Paris-I (Panthéon-
Sorbonne) : le jeudi 27 avril, à
14 heures, amphithéâtre 102, 9, rue
Malher, M. Michel Pousse : « Du nom-
bre à l'image. Aide à l'interprétation des
données de télédétection par le traite-
ment d'images et la composition ».

— Université Paris-I (Panthéon-
Sorbonne) : le vendredi 28 avril, à
14 heures, amphithéâtre 102, 9, rue
Malher, M^{me} Marie-Teresa Andes
Toledo : « Franciscan Bouillier et le
vitalisme animiste au XIX^e siècle, en
France ».

— Université Paris-I (Panthéon-
Sorbonne) : le samedi 29 avril, à
14 heures, salle L. Liard (Sorbonne),
M^{me} Nijwa Hamada : « Réflexions sur
les aspects du positivisme dans la pensée
arabe contemporaine ».

— Université Paris-VII : le mardi
2 mai, à 14 h 30, tour 23, rez-de-
chaussée, M. Jean-Paul Boukou Poba :
« Synthèse et propriétés de quelques
modèles d'ontogénèse phénotypique-
épigénétique de méthylation et d'épissage ».

— Université Paris-I (Panthéon-
Sorbonne) : le vendredi 5 mai, à
16 heures, salle 304, Institut d'art,
3, rue Michelet, M. Michel Hajji-
giannis : « L'architecture byzantine à
l'époque des Paléologues : le cas du
cathédrale de l'Ypokratissa à Ecasson
(Thessalie) ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 850672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wonta.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse immédiats ou ultérieurs : nos abonnés sont invités à for-
muler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LILLE-ATHENES 1150 F*
PARIS-BANGKOK 4580 F*



Jumbo SEULS LES DISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 6^e : 46 34 19 79 / PARIS 14^e : 45 42 03 87
LILLE : 20 57 58 62 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

36 29 36 19, C'EST L'AFP SUR MINITEL.

L'AFP en accès direct sur votre Minitel, sans abonnement ni mot de passe, c'est 700 dépêches quotidiennes dès le lendemain de leur diffusion, en texte intégral, provenant du service général et économique de l'AFP, et remontant jusqu'à 6 mois. Un outil d'information indispensable au développement de l'entreprise. Puisse l'information à la source en tapant le 36.29.36.19. Les professionnels de l'information le font déjà.

Telesystemes
Questel

Economie

SOMMAIRE

■ La Grande-Bretagne est prête à discuter de la construction monétaire européenne à condition que soit levé le préalable d'un nouveau traité, nous déclare le chancelier de l'Echiquier britannique (lire page 45).

■ Singapore Airlines est une des plus brillantes compagnies aériennes, la plus rentable en 1988 (lire ci-contre).

■ Les Caisses d'épargne française et belge ont souscrit un accord de coopération (lire ci-dessous).

■ La politique de formation d'EH-Aquitaine met l'accent sur l'amélioration des compétences techniques des ingénieurs (lire page 43).

Quelle est la première compagnie à avoir mis en ligne dans le Pacifique le nouveau mastodonte de Boeing, le 747-400, qui transporte depuis quelques jours quatre cent dix personnes sur 13 000 kilomètres d'un coup d'ailes ? Quelle est la compagnie qui aligne la flotte la plus neuve de l'aéronautique civile ? Quelle est la compagnie aérienne la plus bénéficiaire au monde ? C'est en Asie qu'il faut chercher ce fort en thème : à Singapour, micro-Etat de 2,6 millions d'habitants qui contribue à déséquilibrer la balance commerciale des Etats-Unis et qui inonde l'Europe de disquettes informatiques et de fausses montres Cartier.

SINGAPOUR
de notre envoyé spécial

La réputation de Singapore Airlines n'est plus à faire. La gentillesse et la prévenance de ses hôtes et stewards ont conquis nombre de voyageurs qui y ont goûté. Certains ont apprécié le nautisme d'agneau à la tomate ou le mérou au gingembre. D'autres ont été sensibles au petit cadeau offert en classe « affaires » ou aux trois canaux musicaux en stéréophonie. C'est en classe « économie » que l'on éprouve le plus la différence avec la concurrence : la serviette chaude, le repose-pieds ou l'attention permanente redoublent au passage sa qualité d'hôte. Les agents de voyages européens plébiscitent autant que leurs clients la compagnie singapourienne et la classent même devant Swissair pour la qualité de son service de bord.

Autre signe extérieur de réussite : Singapore possède la flotte la plus jeune. Ses 35 appareils — 22 Boeing-747, 4 Boeing-737 et 8 Airbus A-310 — ont 4,5 ans d'âge moyen, alors que les avions de l'européenne la plus

« neuve », Swissair, ont 5,7 ans et ceux de l'américaine Delta 9,3 ans.

Il existe cent façons de classer les compagnies aériennes. On peut les ranger selon le nombre de passagers multiplié par le nombre de kilomètres parcourus : dans ce cas, Singapore Airlines est au quatorzième rang mondial, juste derrière Air France mais devant Air Canada. On peut aussi les classer selon leur capitalisation boursière : Singapore Airlines remonte au quatrième rang derrière les japonais ANA et Japan Airlines et l'américaine United Airlines. Si l'on retient les bénéfices nets, Singapore est en 1988, le champion mondial avec 298 millions de dollars (1,8 milliard de francs) talonné par Cathay Pacific, de Hongkong, avec 293 millions de dollars, le colosse American Airlines dégageant seulement 248 millions de dollars (1,5 milliard) avec ses 450 avions.

De plus en plus privatisée

Ajoutons à ce palmarès que Singapore n'a plus une seule dette depuis l'an dernier et que les emprunts qu'elle réalise le sont pour des raisons fiscales. La fête ne serait pas complète si le personnel n'y participait pas : les excellents résultats ont permis de distribuer, en 1988, à l'ensemble des salariés un bonus équivalent à trois mois de salaire.

On comprend que le premier ministre de Singapour, M. Lee Kuan Yew, se félicite d'avoir initié l'ordre à la compagnie nationale d'équilibrer ses comptes et de ne pas assurer de vols de prestige. Les résultats flatteurs ont permis, en 1987, d'accroître la part du secteur privé dans le capital aujourd'hui réparti de la façon suivante : 55 % pour l'Etat, 14 % pour les citoyens singapouriens, 11 % pour le personnel et 20 % pour des investisseurs étrangers. A terme, le gouverne-

ment souhaite ramener sa part aux environs de 30 %, à condition que 51 % restent détenus par lui-même et des nationaux singapouriens.

Les causes de cette réussite sont nombreuses. On a dit que ce prestige, le dynamisme économique de la Ville-Etat qui attire les acheteurs et les investisseurs du monde entier en quête d'une main-d'œuvre qualifiée et peu onéreuse. Des prévisions pessimistes annoncent une année 1989 nettement moins bonne que la précédente, ce qui vaudra tout de même au produit national brut de progresser de 7 % et aux exportations de 20 %. Cette croissance soutenable remplit inévitablement les avions.

La mobilisation du personnel est un autre principal atout pour Singapore Airlines qui le doit à la docilité des citoyens qui obéissent sans rechigner aux consignes musclées de propreté, de moralité et d'épargne du gouvernement. Peu de transporteurs aériens pourraient faire chanter à leurs hôtes un « hymne à la compagnie » où l'on entend : « Nous sommes fiers d'être le sourire de Singapore Airlines » ou encore : « Nous devons travailler et apprendre pour rester les meilleurs », etc. Avec de telles dispositions, la formation ne peut être que fructueuse, qu'il s'agisse d'apprendre à se rassembler, à servir un vin français ou à respecter les canons de l'étiquette britannique.

Les syndicalistes européens ne manqueraient pas de dénoncer comme concurrence déloyale les salaires deux à trois fois inférieurs à ceux pratiqués sur le Vieux Continent. En effet, une hôtesse débutante perçoit un salaire mensuel fixe de 1 300 F environ auquel viennent s'ajouter des primes de vol (3 300 F pour un vol Singapour-Amsterdam) ; au sommet de sa carrière, elle peut escompter une rémunération de 10 500 F. Quant aux pilotes, l'échelle de leurs salaires mensuels va de 10 000 F pour un capitaine à 30 000 F pour un commandant de bord. Tou-

tefois, la pénurie de navigants pousse ces barèmes vers le haut et le recrutement se fait largement à l'étranger ; on compte trente et une nationalités dans les postes de pilotes.

La capacité de réaction de la direction de Singapore Airlines est remarquable. Sent-elle que les hommes d'affaires veulent des vols sans escale qui leur font gagner du temps et épargner de la fatigue ? Elle achète vingt Boeing 747-400, avions très long-courrier qui économisent deux heures entre la Californie et Singapour. Voile le trafic « bas de gamme » se développer dans l'Asie du Sud-Est et notamment avec la Thaïlande ? Elle réactive sa filiale charter Tradewinds qui aide à faire transiter par Singapour les groupes de touristes. Singulière-elle de l'Europe des Douze en formation ? Elle donne des cours d'aéropologie à ses pilotes et organise des séminaires pour ses cadres asiatiques afin de les mettre au garde contre des comportements ethnocentriques inadéquats à la CEE.

Singapore était une ville chinoise aux trois quarts, il n'est pas étonnant que sa compagnie nationale ait pratiqué une diplomatie très subtile qui a fait s'associer avec ses concurrents et travailler avec profit pour le compte d'autrui. Singapore Airlines concourt à la prospérité touristique de la ville, qui a accueilli l'an dernier plus de 4 millions de visiteurs. Son vice-président, M. Lim Chin Beng, est également président du bureau de promotion touristique et rêve d'organiser au départ de Singapour des croisières pour l'Amérique et l'Europe. Singapore Airlines participe à la prospérité de l'aéroport de Chengli, qui veut devenir une plaque tournante et accueillir 20 millions de passagers par an avant la fin du siècle, contre une douzaine actuellement.

Singapore Airlines s'est alliée avec KLM et British Airways afin d'assurer des vols cargo vers Amsterdam et Londres. Pour fabriquer des équipe-

ments de cabine, elle a créé une société industrielle avec le japonais Jamco. Elle s'est associée avec Cathay Pacific pour mettre sur pied un système de réservation électronique, Abacus. Elle entretient les moteurs de certains Boeing d'Air France. Elle prête son simulateur de vol à Boeing pour l'aider à former ses instructeurs.

Cette compréhension et cette courtoisie lui permettent de plaider avec obstination pour la stratégie « douce » qu'elle met en œuvre. Pas question d'acquiescer d'autres compagnies : « Nous ne voulons pas devenir un gigantesque transporteur », explique M. Cheong Cheong Kong, directeur général. Ce n'est pas la taille, mais la qualité du service qui fait le succès ainsi qu'une politique intelligente de coopération technique et commerciale.

Chez Singapore Airlines, on ne craint guère la concurrence et c'est pourquoi on s'efforce de se heurter à tout de protectionnisme à travers le monde. N'acceptent-ils pas, eux, à Singapour, toutes les compagnies des pays de l'Est que leurs avions ne desservent pas faute de trafic ? Alors pourquoi les Etats-Unis n'ouvrent-ils pas plus de cinq de leurs aéroports ? Pourquoi la France ne permet-elle pas aux avions de Singapour en route pour New-York de se poser à Paris, en échange du même traitement pour les avions français, au-delà de Singapour ? Pourquoi refuse-t-elle d'accroître les fréquences ? Pourquoi le blocage est-il le même à Madrid ? « Le protectionnisme n'est pas une bonne façon d'agir », conclut M. Maslow Samuel, responsable des négociations internationales. Le développement du marché ne doit pas être artificiellement bloqué par un gouvernement. Regardons ensemble la capacité et le taux d'occupation des avions. Si cela ne suffit plus, créons de nouveaux vols, car nous devons suivre la demande. C'est tellement simple d'être libéral quand on est sûr d'être le meilleur !

ALAIN FAUJAS.

La compagnie aérienne la plus bénéficiaire du monde Singapore Airlines, le fort en thème

ATERRISSEZ DANS LA PRECISION

LE DOUBS, une solide tradition industrielle avec ses grandes entreprises, françaises et étrangères. PEUGEOT à Sochaux-Montbéliard, Du Pont de Nemours, ALCATEL... mais surtout la maîtrise d'un "savoir-faire" qui place ce Département à la pointe de la technologie des microtechniques. Aujourd'hui, tout ce qui vole d'AIRBUS à ARIANE, tout ce qui roule ou tourne, utilisant des techniques de précision qui marient électronique, informatique, mécanique, temps fréquence, est issu d'entreprises du DOUBS.

Situé sur les grands axes de développement stratégique de l'Europe, le DOUBS, avec ses P.M.I. compétentes qui gagnent des points sur tous les marchés mondiaux, sa main-d'œuvre expérimentée, ses laboratoires de recherche, son Université, constitue un atout réel dans la course à l'expansion nationale et internationale.

L'A.D.E.D. (Agence de Développement Economique du Doubs) peut vous aider à réussir votre atterrissage vers la réussite dans le pays de la précision.

LA TECHNOLOGIE DE PRECISION A UN PAYS ... LE DOUBS

AGENCE
DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE DU DOUBS

HOTEL DU DEPARTEMENT, 7 AV. DE LA GARE D'ORLÉANS, 25031 BESANCON CEDEX
FRANCE - TEL. : 01.83.24.31 - TELEX : AGINDEV 361184 - TELECOPIE : 01.82.01.40

L'Eureuil s'ouvre à l'Europe Accord franco-belge dans les réseaux de caisses d'épargne

LILLE
de notre correspondant

Le réseau des caisses d'épargne Eureuil et l'une des plus importantes institutions financières belges, la Caisse générale d'épargne et de retraite (ASLK-OGER Bank) ont signé, lundi 24 avril à Roubaix, une convention de coopération. Elle offrira aux clients des deux institutions un ensemble complet de services, notamment des nouveaux produits à vocation européenne.

Plutôt que de s'opposer à créer un réseau sur l'ensemble du territoire européen ou à en racheter dans tel ou tel pays, les caisses d'épargne ont choisi de s'appuyer sur leur propre réseau et sur celui de leurs partenaires européens pour assurer une présence dans l'Europe de 1993 : « Il nous paraît souhaitable, explique M. Jean-Pierre Thiolon, président du directeur du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (CENEP), de travailler en confiance avec des institutions amies disposant d'une bonne connaissance de leur propre marché national, et de ce fait mieux à même de nous en faire partager les risques et les opportunités. Le partenariat est souvent le moyen le plus rapide et le moins coûteux d'être efficace sur des créneaux où les compétences complémentaires des partenaires peuvent susciter des synergies. Les caisses d'épargne représentent ensemble un maillage territorial probablement unique et une puissance d'intervention considérable. Réunies, leurs moyens constitueront sans doute une des premières forces financières d'Europe, augmentée encore de des convergences en termes d'image et de valeurs de référence ».

Le réseau Eureuil a déjà signé des accords de coopération avec les caisses d'épargne de Barcelone et de Madrid, en Espagne, avec la Fédération des caisses de Rhénanie en RFA, et devait signer le 26 avril une autre convention avec Saragossa (Espagne).

La convention signée le 24, par M. Thiolon et par M. Léon Peeters, administrateur directeur de ASLK-OGER est sans doute la plus marquante en raison du poids des deux institutions signataires. Le réseau Eureuil, fort de trois cent caisses d'épargne et quatre mille quatre cents agences, revendique le titre de premier réseau financier pour l'Europe en France, avec des placements s'élevant à 792 milliards de francs au 1er janvier 1989. L'ASLK-OGER Bank compte 1 100 points d'accueil et s'affirme comme la deuxième caisse d'épargne au monde avec un bilan s'élevant à 1 500 milliards de francs belges.

L'accord prévoit une représentation réciproque et exclusive (affichage de l'enseigne, détachement de personnels pour accueillir les clients), la distribu-

tion de produits et de services financiers, une coopération en matière d'affaires financières, dans le domaine technique, dans ceux de la formation et des échanges de personnels, dans les actions de communication et de parrainage.

Une nouvelle dimension

En vertu de cet accord et au fur et à mesure de sa mise en œuvre, particuliers et professionnels bénéficieront d'un accueil et de prestations particulières dans les agences du réseau partenaire (dépannage de trésorerie, facilités pour l'octroi de crédits, systèmes de garanties croisées, etc.). Les directions des deux réseaux avaient choisi le tout nouveau siège (inauguré le même jour à Roubaix), de la SOREFI Nord-Pas-de-Calais, qui réunit les vingt-quatre caisses d'épargne de la région, pour signer cet accord, parce que celui-ci trouvait immédiatement son prolongement naturel dans une convention spécifique passée entre les caisses d'épargne du Nord-Pas-de-Calais et l'ASLK-OGER Bank. Les relations entre les deux sont anciennes, suscitées par les échanges frontaliers ; elles vont trouver une nouvelle dimension qui, de plus en plus, gommara la frontière. Cet accord particulier permet en effet la mise en œuvre immédiate de services réciproques ou communs, s'appuyant sur 418 points de vente côté français, et 1 361 côté belge.

Dès l'été prochain, les touristes français pourront, dans une vingtaine d'agences de la CGER, acheter des devises à un taux de change préférentiel, sur simple présentation de leur chèque ordinaire ; un service minimum existe déjà en France pour les Belges. De même, un client souhaitant faire une acquisition immobilière dans le pays voisin pourra contracter auprès de son agence bancaire un prêt dont la caution sera assurée par l'institution financière partenaire. Et ce n'est là, soulignent les signataires du double accord, qu'une ébauche financière sur la voie d'une « véritable Europe des caisses d'épargne ».

JEAN-RENE LORE.

● Coopération maritime entre la CNN et l'UIM. — Les deux sociétés de transport maritime, la Compagnie nationale de navigation (CNN) et l'Union industrielle et maritime (UIM), ont décidé de développer leur coopération. La CNN prendra une participation de 10 % dans le capital d'une filiale de l'UIM qui exercera ses activités dans le domaine du cabotage international. La CNN a enregistré en 1988 un résultat net consolidé de 59 millions de francs, en hausse de 58 % par rapport à 1987, grâce notamment à d'importantes plus-values sur des ventes de matériel naval.

OPÉRAES

Lifting
chez H

Rémy

Chiffre
Mont
198

L'infat
la plus riche, la

"Une f

344 pages - 189

Économie

AFFAIRES

Le groupe pharmaceutique suisse renforce son capital

« Lifting » juridique et financier chez Hoffmann-La Roche

Le suspense déclenché par l'arrêt de la cotation des actions du groupe suisse Hoffmann-La Roche, quatrième fabricant mondial de médicaments, aura duré quarante-huit heures. Il n'y avait pas d'acquisition majeure sous roche. Le firme bâloise a seulement décidé de procéder à un « lifting » juridique et financier de ses structures, par trop vieillottes, capable à la fois de la rendre à l'abri des « raiders » de favoriser une meilleure diffusion des actions et de lui fournir les capitaux nécessaires pour se lancer, le cas échéant, dans une vaste opération d'achat d'entreprises à l'étranger.

Cette restructuration très complexe comporte trois volets, dont le premier a trait à l'abandon du jumelage Roche SAPAC Corporation (Canada).

Depuis plus d'un demi-siècle, chaque titre Roche était en effet indissociablement lié à un action SAPAC corp., holding canadienne détentrice de nombreux brevets et marques utilisés par des filiales étrangères, qui avait été créée pour mettre éventuellement le groupe à l'abri en cas d'un conflit planétaire.

SAPAC va devenir une filiale par rachat des actions « C » et « D » (sans droit de vote), qui seront payées 365 F suisses pièce.

Deuxième volet de l'opération : une nouvelle holding va être créée en Suisse (Roche holding SA), qui détiendra désormais toutes les participations du groupe. Les actifs liés à l'exploitation seront, eux, apportés à l'actuelle Hoffmann-La Roche. Ces modifications seront soumises à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Troisième partie de ce vaste programme de réforme, et non la moindre : le capital va être entièrement transformé. Le capital actuel s'élève à 50 000 F (1) et se compose de

16 000 actions d'une valeur nominale de 3 1/8 FS chacune. En outre, 61 440 bons de jouissance sans valeur nominale sont en circulation. Une telle structure ne répondrait plus, ni aux exigences actuelles des marchés boursiers, ni aux usages pour les admissions à la cotation boursière, ni, enfin, aux intentions du législateur suisse en ce qui concerne la révision du droit des actions. De plus, la valeur élevée du cours, le plus élevé du monde (250 000 FS pour l'action), affectait la négociabilité et aboutissait à un système complexe de certificat partiel de dépôt, dit « Baby Roche ».

Tout cela va changer. La valeur nominale des actions sera portée à 100 FS, moyennant paiement par des fonds de la société. Le capital-actions s'élèvera ainsi à 1,6 million de francs suisses. Après quoi, il sera porté à 80 millions de francs suisses par émission de 784 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 100 FS. Une transaction analogue sera proposée pour les bons de jouissance. Au total, Roche Holding disposera ainsi d'une capacité financière supplémentaire de 452 millions de francs suisses. Le conseil proposera la remise gratuite de 258 000 bons de jouissance aux actionnaires et détenteurs de bons jouissance.

A l'issue de toutes ces transformations, le capital de Roche Holding se composera de 800 000 actions et de 3 330 134 bons de jouissance sans valeur nominale. Selon la firme bâloise, les actions et les bons de jouissance nouveaux auront une valeur mathématique, respectivement de 4 800 FS et de 2 900 FS environ.

(1) FS = environ 3,84 FF.

Rémy et Associés se renforce aux États-Unis

Rémy et Associés, filiale de distribution du groupe Rémy Martin, vient de prendre le contrôle de trois sociétés américaines afin de renforcer sa présence aux États-Unis, où le groupe français réalise déjà 14 % de son chiffre d'affaires. Rémy et Associés a racheté au groupe américain McKesson Corp pour une somme de 50 millions de dollars (un peu plus de 300 millions de francs) les participations que celui-ci détenait dans 21 brands, dans la distillerie Remy de Liqueur et dans la distillerie Mount Gay de Bridgetown (Barbades).

Les trois entreprises réalisent ensemble un chiffre d'affaires d'environ 100 millions de dollars (630 millions de francs) sur le marché américain. La première, 21 brands, distribue sur l'ensemble du territoire une gamme de vins et

spiritueux, dont la première marque de vins de table vendus outre-Atlantique. La deuxième, Remy de Liqueur, fabrique en Italie le liqueur Galliano. La troisième, enfin, Mount Gay Distilleries, dont Rémy et Associés n'acquiert que 60 % du capital, contre 100 % dans les deux premiers cas, - produit le rhum Mount Gay.

Le groupe français possède déjà depuis 1981 une filiale de distribution aux États-Unis, « Première Wine Merchants. Cette acquisition devrait lui permettre d'accroître de façon significative son potentiel de distribution outre-Atlantique. Rémy et Associés est l'un des principaux réseaux de distribution mondiaux de vins et spiritueux, le numéro trois du champagne et le numéro quatre du champagne depuis l'acquisition, en octobre 1988, de Piper Heidsieck.

SOCIAL

La formation des ingénieurs d'exploitation pétrolière d'Elf-Aquitaine

Des stages plus longs et plus « pointus »

M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, devait inaugurer mardi 25 avril, avec M. Michel Pecqueur, président d'Elf-Aquitaine, un nouveau « centre international de rencontre et d'éducation au management » installé à Bougeval (Yvelines). Cette formation vise à asseoir aux cadres supérieurs du groupe, qui s'internationalise de plus en plus, « une culture et une identité commune » et à compléter la « culture professionnelle » qu'Elf cherche à donner dans les différents centres de ses trois branches (pétrole, chimie, hygiène, santé et bio-industries).

BOUSSENS (Haute-Garonne) de notre envoyé spécial

Des rangées de chiffres s'inscrivent sur les écrans de contrôle. De l'autre côté du mur, des colonnes de verre remplies de liquide et de gaz, avec un enchevêtrement de tuyaux et de vannes. L'ensemble permet de reproduire la conduite d'opérations de déshydratation de gaz sur un site d'exploitation : un des équipements utilisés au centre de Bouspens (Haute-Garonne) de la société nationale Elf-Aquitaine (SNEAP) pour la formation des ingénieurs et des techniciens de l'exploitation pétrolière. Dans une salle voisine, d'autres écrans d'ordinateurs, d'autres claviers, permettent aux géophysiciens qui vont travailler à la prospection, grâce à un nouveau logiciel, de matérialiser des coupes de terrain, d'analyser des données sismiques sans compulser des milliers de feuilles de papier.

Bouspens peut être considéré comme le centre le plus technique du secteur pétrolier d'Elf-Aquitaine. C'est là que se déroulent les formations les plus « pointues » et les plus longues pour l'ensemble de la branche : c'est là qu'on étudie mis en point celles qui touchent la régulation et les automatismes destinés à l'ensemble de la direction générale de l'exploitation et de la production en France et à l'étranger. Ces formations sont ouvertes à des stagiaires extérieurs venant de la branche chimie du groupe, d'établissements d'enseignement supérieur et même d'entreprises de la région.

Le développement du centre de Bouspens - qui doit passer, en 1989, de huit mille à douze mille journées de stage après une moyenne

annuelle de cinq mille à six mille depuis 1980 - est significatif. « L'industrie pétrolière est une industrie à très haute technicité, très coûteuse - une journée de forage coûte 1 million de francs, - avec des exigences de sécurité très fortes. On ne peut pas se permettre d'erreurs », souligne M. Dominique Babin, directeur des ressources humaines à la SNEAP.

Cette technicité se manifeste dans la composition du personnel : un tiers du secteur exploration-production dans son ensemble est formé d'ingénieurs et de cadres ; dans les installations à l'étranger comme dans les bureaux d'études, la proportion atteint 50 %. Seule l'usine de Lacq, plus proche d'une unité pétrochimique que de la production d'hydrocarbures, compte une proportion significative d'ouvriers (35 %).

Besoins en hausse

Le développement de techniques nouvelles d'exploration et de production (« C'est notre capacité technique qui nous permet d'obtenir des permis de recherche à l'étranger », souligne M. Pecqueur, président du groupe), la mise en route d'installations nouvelles, la pression de la concurrence comme celle des prix tendent à accroître cette technicité et à augmenter les besoins de formation. Le temps de formation représente en moyenne cinq jours par an pour chaque salarié de la SNEAP, mais il est beaucoup plus élevé dans les filiales d'exploitation : neuf jours en Norvège, dix-huit en Angola où la production monte en charge. Au-delà des stages, elle peut nécessiter des séminaires de mise en commun des expériences, voire un « compagnonnage » avec les plus anciens sur le site, qui peut atteindre jusqu'à cinq ans pour les ingénieurs de forage.

Les trois quarts des heures de formation sont consacrées à la technique, au « métier » (forage, informatique ou finances). Mais la direction du groupe et du secteur veut en faire un outil de gestion des carrières. Chaque « famille » (exploration, production, gestion, etc., regroupant un ensemble de « métiers ») à la fois organise les mouvements de personnel (sept cents à huit cents par an) avec les responsables des ressources humaines et les directions des établissements, et propose des formations. De véritables filières de for-

mation, communiquées à l'avance, sont ainsi proposées aux ingénieurs et aux techniciens lors de l'entretien annuel avec la hiérarchie afin d'« amener l'homme idoine au bon poste au bon moment », comme dit M. Dominique Aasseur, secrétaire général de la SNEAP.

Ces filières doivent assurer un déroulement de carrière et mettre les individus « en état pour une promotion ultérieure ». Mais la formule ne répond pas toujours aux attentes : « J'ai déjà fait un long stage il y a six mois, qui ne m'a apporté ni promotion ni augmentation », déclare un technicien en stage à Bouspens.

A Lacq, siège de la « famille » fabrication, il s'agit, d'une part, de faire acquiescer des réflexes de sécurité et, d'autre part, de motiver le personnel dans une situation de « déclin programmé ». En effet, avec l'épuisement du gisement, l'effectif du centre, de mille six cents personnes aujourd'hui contre deux mille cent en 1983, doit retomber à un millier dans les huit ans à venir, et moins encore lorsque l'usine sera réduite à ses activités chimiques. On a cherché à y élever le niveau de formation, notamment dans des domaines spécifiques comme le génie chimique ou la maintenance ; mais on y a créé aussi un programme destiné à habituer l'encadrement intermédiaire (du chef opérateur au chef d'unité) à la gestion des équipes. Il s'agit aussi de permettre à des bacheliers ou à des titulaires du BTS de poursuivre une carrière dans d'autres établissements du groupe.

Des qualifications transformées

Cette nécessaire transformation des qualifications apparaît de façon encore plus aiguë dans le secteur chimique d'Elf-Aquitaine : par rapport à 1983, date de la restructuration de la branche, la proportion d'ouvriers non qualifiés doit passer d'ici à la fin du siècle, de 45 % à 25 %, celle d'ouvriers qualifiés et d'agents de maîtrise de 38 % à 45 %, et celle des techniciens et des ingénieurs de 17 % à 30 %. Une transformation nécessitée aussi par les investissements importants dans la branche. « Nous sommes contraints à la formation par l'automatisation », dit M. Daude-Lagrave, directeur des relations humaines d'ATOCHEM, principale société de la branche, quatre-vingt mille heures par an sur deux cent-cinquante mille sont

Formation dans la métallurgie

Renouvellement de la convention entre le ministère du travail et le patronat

Satisfait des résultats obtenus par la précédente convention, signée en 1986, le ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) ont renouvelé, le 20 avril, et pour une période de trois ans, leur engagement de développement de la formation professionnelle.

L'objectif en est triple sur la période 1989-1992 pour les 12 000 entreprises des secteurs de la mécanique, de l'électronique, de l'automobile et de l'aéronautique, dont les plans de formation pourront être aidés, si elles le souhaitent et si leurs programmes correspondent aux orientations prévues en faveur de l'introduction des nouvelles tech-

nologies, par exemple, ou de l'amélioration de la compétitivité. Dès cette année, l'Etat consacrerait 80 millions de francs à cette convention, et les entreprises, de leur côté, devraient participer à hauteur d'environ 260 millions de francs.

Pendant la période 1986-1989, la convention d'engagement de développement de la formation professionnelle a permis de former 80 000 salariés dans 400 entreprises relevant de l'UIMM avec l'équivalent de trois millions d'heures de stage. A 39 %, elle avait profité aux agents de fabrication, à 44 %, aux techniciens et à 17 %, aux ingénieurs et cadres alors que, d'ordinaire, les proportions sont inverses.

EN BREF

● Fonction publique : FO et la CGT protestent. - FO, suivie par la CGT, a quitté « solennellement » une séance du Conseil supérieur de la fonction publique, réuni le 24 avril sous la présidence de M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, pour protester contre les réductions d'effectifs prévues dans le projet de budget 1990. Pour FO, « en décidant de réduire à nouveau les effectifs de 1,6 %, le premier ministre poursuit ainsi une politique de mise en cause de la fonction publique engagée par un gouvernement libéral ». La CGT a mis en cause « les refus ou les silences opposés à tout débat réel au sein du Conseil supé-

rieur sur ce qui est au centre des préoccupations des fonctionnaires ».

● Aux États-Unis : Volkswagen va payer des indemnités à d'anciens salariés noirs. - Volkswagen, qui a fermé en 1988 son usine de montage aux États-Unis en raison d'une baisse des ventes des modèles Golf et Jetta, a accepté de verser 670 000 dollars (plus de 4 millions de francs) à ses anciens ouvriers noirs qui avaient porté plainte pour discrimination (ils réclamaient 70 millions de dollars). Le syndicat des ouvriers de l'automobile versera, pour sa part, 48 000 dollars. La firme automobile a préféré payer ces indemnités et éviter le coût d'une procédure. - (AFP.)

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

CONJONCTURE

En 1988

La France a continué de perdre des parts de marché à l'exportation

La France a continué de perdre des parts de marché importantes à l'étranger l'année dernière. Selon les chiffres de l'INSEE, les exportations françaises de produits manufacturés ont augmenté de 7,8 % en 1988, alors que la croissance de la demande mondiale pour les mêmes produits a été - selon les chiffres publiés par le ministère de l'économie et des finances - de 9,7 %.

Cette perte, de presque deux points, est confirmée par le recul de la part française dans les exportations des huit grands pays industrialisés, part qui passe de 9,7 % en 1987 à 9,5 % en 1988 (1).

Après le recul accéléré des positions françaises en 1987, l'impression avait prévalu qu'une certaine reconquête s'était opérée l'année dernière à la faveur du « boom » du commerce mondial et du dynamisme des industriels français. Mais l'INSEE avait corrigé récemment cette vision trop optimiste, attirant l'attention, dans sa dernière note de conjoncture, sur la dégradation continue des positions françaises à l'étranger. Les chiffres qui viennent d'être publiés semblent mettre un point final - négatif, hélas ! - à ces incertitudes.

Reste maintenant à savoir si la très forte croissance des exportations de la France depuis la fin de l'année dernière ne marque pas les premiers signes d'un redressement ou, à tout le moins, d'une stabilisation de notre situation sur les marchés étrangers... Le pire n'est pas toujours sûr.

AL. V.

(1) Le quotient de 9,7 % sur 9,5 % aboutit bien à un recul de 2 %.

Chiffres du Monde 1989

atlas statistique

L'information la plus riche, la plus accessible, la plus actuelle.

«Une fabuleuse bible statistique.»
(LIBÉRATION)

544 pages - 189 cartes - 1000 tableaux - Diffusion SODIS 180 F

GUY HERZLICH

Vienne vous fait une

A présent le journal de Vienne est diffusé chez vous. Gratuitement. Pour que rien ne vous échappe. Que ce soit musique, et théâtre, comédie musicale et exposition, shopping et vie nocturne. Retirez le journal de Vienne auprès d'Austrian Airlines et à l'Office National Autrichien du Tourisme, 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris ou téléphonez tout simplement au (1) 47427857. Vienne ne laissera cet été personne indifférent. Servus. Bienvenue en Autriche!

Vienne
West Vienna Vienna 1989

Europe 1993

Un entretien avec M. Lawson, chancelier de l'Echiquier



(Suite de la première page.)

« L'idée d'une adhésion totale au système de taux de change européen ne nous pose pas de problème. La question n'est pas de savoir si nous allons y adhérer, mais quand. Il existe par contre une grande différence entre participer pleinement au SME, ce qui implique une étroite coopération entre États indépendants et souverains, et une union économique et monétaire totale équivalant à une Europe fédérale dirigée par un super-Etat fédéral.

Union politique et monnaie unique vont de pair

« Ce n'est pas notre conception de l'Europe. Nous la voyons plutôt comme une « Europe des patries » (en français, NDLR). Viser une fusion des souverainetés nationales, c'est ouvrir la voie à de multiples difficultés. Dans des pays comme la France ou la Grande-Bretagne, le sens même de la nation est très fort.

« Il y a un danger : en se laissant emporter par la rhétorique, voire par des idées grandiloquentes, certains dirigeants risquent de s'éloigner de ce qui est réalisable et acceptable par les peuples de leur pays. Il est une autre menace : nous sommes engagés sur la voie réalisable mais très difficile, de la création d'un marché unique européen d'ici à

1992. C'est le projet le plus important dans lequel la Communauté se soit engagée depuis très longtemps. Le gouvernement britannique le soutient totalement. Nous ne devons pas nous laisser détourner de ce but.

« Vous revenez à votre compte l'expression guelfe d'« Europe des patries » qui date d'un mois un quart de siècle. L'Europe n'a-t-elle pas changé depuis tout ce temps ?

« Un quart de siècle, ce n'est pas très long au regard de l'Histoire. Dans la vie d'une nation, c'est très court. Certes, d'importants changements économiques ont eu lieu. Nous avons été amenés à éliminer des barrières. Mais un transfert complet de souveraineté, c'est tout autre chose. Regardez par exemple, l'évolution de l'Allemagne au XIX^e siècle, à partir des différents États allemands qui existaient à l'époque. Ils se sont rassemblés mais ils avaient des monnaies distinctes. Ce n'est qu'à partir d'une union politique, quarante ou cinquante ans plus tard, sous la conduite de la Prusse, qu'ils sont parvenus à une monnaie unique. Union politique et monnaie unique vont de pair.

« Je ne dis pas qu'il y a quelque chose de maléfique à chercher à obtenir une union politique complète. Il y a toujours eu des partisans de l'Europe fédérale, jusque dans notre pays. Mais ce n'est l'opinion ni du gouvernement, ni du Parlement, ni du peuple britannique. C'est une vue irréaliste, susceptible de provoquer les difficultés que j'évoquais tout à l'heure.

« Est-ce qu'on peut avoir une véritable monnaie unique sans une véritable monnaie commune ?

« Je crois qu'on peut avoir un marché unique avec des monnaies différentes. Avant la première guerre mondiale, l'Europe était par bien des côtés un marché unique, même si les économies étaient très différentes et beaucoup moins développées qu'aujourd'hui. Des monnaies différentes n'empêchaient pas les échanges. Bien sûr, il est utile d'avoir un maximum de stabilité entre les monnaies. Le SME l'a démontré. Mais il n'y a rien dans l'Acte unique européen qui prévoit l'instauration d'une monnaie unique.

D'ailleurs, le rapport du comité Delors indique clairement qu'il faudrait un nouveau traité pour y parvenir.

« Comment réglez-vous aux propos tenus le 20 avril par M. Michel Rocard sur la « jungle » économique qui serait, selon lui, l'idéal européen de M^{re} Thatcher ? Le premier ministre français a opposé deux visions de l'Europe, celle de M^{re} Thatcher (« une jungle », « une union ouverte à tous les vents », « un avion sans pilote ») et la sienne (« une Europe pilotée », « où il y ait des règles »).

« Je ne veux pas préjuger de l'avenir »

« Je suis d'accord avec lui sur un point. Je crois qu'il y a deux conceptions de l'Europe, mais je ne pense pas qu'il les a correctement présentées. Il n'y a pas de pays qui ait une plus longue tradition de respect de la loi que la Grande-Bretagne. Dire que nous croyons à « la loi de la jungle » est absurde. Mais il y a une

différence fondamentale entre l'Europe de libre échange et l'Europe de la bureaucratie et de l'harmonisation imposée.

« On vous reproche parfois d'être à la fois dans et hors du Marché commun. Ancrer la livre au SME maintenant qu'elle a perdu une part de caractère volatil des pétromonnaies répondrait à cette critique et vous permettrait de mieux lutter contre l'inflation, voire de réduire des taux d'intérêt élevés.

« Notre engagement envers la coopération économique et monétaire européenne est clair. Contrairement à la Bundesbank, nous ne détenons pas uniquement des dollars, mais aussi d'autres monnaies européennes dans nos réserves, ainsi que des ECU. Nous avons lancé des émissions du Trésor en unités de compte européennes, et la place de Londres est devenue la première pour ce marché.

« Voilà dix ans que nous disposons d'une liberté totale des changes que la France, en dépit de progrès

substantiels, n'a pas encore totalement atteints. En ce domaine, nous avons été à la pointe. Quant à l'adhésion au SME, ce n'est qu'une question de temps. La livre est très utilisée de part le monde. Adhérer au système des taux de change européen représente pour nous un pas plus important que pour d'autres monnaies.

« Mais bien sûr, le facteur pétromonnaie appartient au passé, et une adhésion au SME, j'en suis certain, pourrait renforcer la stabilité de la livre et la lutte contre l'inflation. Cela dit, le SME n'est pas l'union monétaire européenne. Entre les deux, la différence, notamment de statut politique, est totale.

« Vous n'êtes pas opposé à la première phase de l'union monétaire définie par le comité Delors ?

« J'ai accueilli favorablement cette partie du rapport. En principe (en français, NDLR), je suis d'accord avec un renforcement de la coopération monétaire entre les États membres de la CEE comme avec l'adhésion de la livre au système de taux de change du SME. Mais dans le cadre des traités existants, j'ai mentionné deux problèmes particuliers, lundi (17 avril, lors de la présentation du rapport du comité Delors).

« Le premier est suggéré dans le paragraphe 39 du rapport : s'engager dans la première phase implique d'aller jusqu'au bout de la troisième. Le second problème tient à l'idée qu'il faudrait commencer tout de suite à négocier un nouveau traité alors que la première phase ne l'exige pas. Même si le gouvernement britannique envisageait une telle approche, jamais le Parlement n'accepterait de ratifier un tel traité.

« Vous allez être confrontés à un dilemme : refuser la négociation d'un nouveau traité, vous trouvez isolés et prenez le risque de l'émergence d'une Europe monétaire à onze ; accepter la discussion, entrer dans le SME et chercher à faire prévaloir vos vues.

« Je ne veux pas préjuger de l'avenir. Ces sujets seront discutés lors du conseil européen de juin, à Madrid. Ce que je veux dire, c'est que nous sommes opposés à un nouveau traité. Mais créer une division

majeure au sein de la Communauté serait une mauvaise chose pour l'Europe.

« Êtes-vous totalement opposé à toute discussion informelle ? Les Britanniques, après tout, aiment bien les conversations de ce type.

« Nous aurons des discussions informelles sur tous ces points au cours des semaines à venir et lors du sommet de Madrid.

« Pourquoi avoir mis la barre si haut en affirmant votre opposition à l'union monétaire ?

« Il est important que l'opinion publique connaisse l'attitude du gouvernement britannique sur un rapport aussi important que celui du comité Delors. Il serait malhonnête de faire semblant d'en soutenir les objectifs.

« D'accord avec la première étape, hostile au but final, excluez-vous également la deuxième phase permettant d'instaurer de façon progressive un système de banques centrales européennes ?

« Nous ne sommes pas prêts à y souscrire si elle implique au préalable un amendement des traités. Si ce préalable était levé, nous pourrions discuter de façon plus pragmatique. Engageons la première étape et au bout de quelques années, au vu de l'expérience acquise, voyons ce que nous voulons faire. A vrai dire, ce qu'implique cette deuxième phase n'est pas encore très clair dans mon esprit.

Propos recueillis par FRANÇOISE CROUIGNEAU et DOMINIQUE DHOMBRES.

Lire aussi

- La coopération entre la CEE et les pays de l'Est page 2
- La prépar. des élect. européen. ... page 10
- Inquiétude à propos du sort des demandeurs d'asile après la suppression des frontières ... page 12
- L'Euroville s'ouvre à l'Europe page 42

Trois étapes, un engagement politique

Le rapport sur l'union économique et monétaire établi par le comité Delors fera l'objet d'un premier débat lors de la réunion informelle des ministres des finances des Douze qui se tiendra les 19 et 20 mai à S'Agaro près de Gérone en Espagne. Il sera ensuite discuté par les chefs d'Etat et de gouvernement les 26 et 27 juin à Madrid. Le rapport propose un programme de trois étapes sans fixer de délai pour passer de l'une à l'autre.

La première étape serait de nature préparatoire : les États membres s'y efforceraient de rendre moins académique leur coopération économique et monétaire, mais les mécanismes institutionnels actuels n'auraient pas à être modifiés. La deuxième étape serait celle des grandes changements : elle verrait la mise en place d'un système européen de banques centrales. Les banques

centrales nationales s'y trouveraient confondues par un institut fédéral, indépendamment des gouvernements qui conduiraient la politique monétaire. Le rapport constate que la création de cette nouvelle institution et les transferts de compétences qui l'accompagneraient rendent nécessaire la rédaction d'un nouveau traité. La troisième étape, celle de l'accomplissement, serait caractérisée par l'établissement de parités fixes, puis par la création d'une monnaie unique.

Trois étapes, mais un engagement politique irrévocable dès le début de l'opération : « La décision d'entamer la première phase, souligne en effet le comité Delors, devrait être une décision d'engager tout le processus. » Cet engagement clair serait marqué par la décision de négocier un nouveau traité.

Trop de voitures couinent... comme une portée de souris: nous y mettons bon ordre!



Toute médaille a son revers: si les matériaux de synthèse font faire de plus en plus de progrès à la construction automobile, ils sont parfois la cause, en frottant l'un contre l'autre, de petits bruits lancinants.

Des « couinements » qui pourraient faire penser qu'une souris a fait son nid dans la voiture! On a tenté d'y remédier sans succès avec des lubrifiants siliconés. Alors que faire? Tendre une souricière?

Soyons sérieux! Chez DSM, l'un des principaux groupes chimiques européens, on a découvert la solution en mettant au point une matière plastique aux qualités multiples: très solide, durable, résistante à la chaleur, se teintant avec exactitude, s'usant sans difficultés particulières. Et en plus, les tests le prouvent, tout « couinement » est éliminé.

Ainsi, sur la route, avec le silence retrouvé grâce à DSM, plus rien ne grince... conducteurs compris!



Nous avons déjà la solution, ou bien nous la trouvons.

Marchés financiers

Le britannique Ranks Hovis lance une OPA de 15 milliards de francs sur l'australien Goodman Fielder

La firme alimentaire britannique Ranks Hovis MacDougall (RHM), géant de la boulangerie, de la minoterie et de l'épicerie, a annoncé, le 24 avril, qu'elle lançait une OPA (offre publique d'achat) de 1,4 milliard de livres (15 milliards de francs) sur le premier groupe alimentaire australien Goodman Fielder-Wattie.

Dès lundi matin, RHM s'est rendu maître de 10,1 % du capital de Goodman Fielder au cours d'un raid boursier à Sydney. Les dirigeants de RHM ont indiqué à Londres que les activités de leur groupe étaient complémentaires de celles de Goodman Fielder et que la fusion des deux entreprises créerait « un groupe alimentaire majeur au niveau international ».

En juillet 1988, un scénario inverse s'était produit lorsque la firme australienne avait lancé une OPA inamicale sur le groupe britannique Goodman Fielder, qui détient encore 29,9 % du capital de Ranks Hovis, avait offert 1,73 milliard de livres (18,5 milliards de francs) avant de renoncer en septembre, après la saisie de la commission britannique des monopoles et des fusions.

Les autorités anglaises avaient, en effet, estimé que le montage financier proposé par Goodman Fielder avec un consortium bancaire risquait de fausser la concurrence entre les deux géants britanniques du secteur, RHM et Associated British Foods. Le directeur financier de RHM a démenti que l'initiative de son groupe soit une manœuvre de défense contre une possible contre-attaque de l'australien.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE 1989

Le bénéfice net de Schlumberger pour le premier trimestre de 1989 est de 82 millions de dollars, soit 0,35 dollar par action. Au premier trimestre de 1988, il était de 101 millions de dollars, soit 0,37 dollar par action. La diminution du bénéfice net est principalement due à une baisse de 19 millions de dollars des produits financiers, comme suite au rachat en 1988 par la Société d'environ 34,5 millions de ses propres actions pour une somme de 1,2 milliard de dollars. Le chiffre d'affaires d'exploitation du premier trimestre est de 1,18 milliard de dollars; il était de 1,25 milliard de dollars en 1988.

Euan Baird, président-directeur général, a indiqué que la baisse des prix du gaz et le doute quant au maintien de la hausse des prix du pétrole, depuis l'accord sur la production conclu par les pays de l'OPEP en novembre, ont entraîné en Amérique du Nord une baisse de 25 % de l'activité de forage par rapport au premier trimestre de 1988. Hors de l'Amérique du Nord, l'augmentation du chiffre d'affaires et du bénéfice des activités des Services pétroliers est due à un accroissement des dépenses de recherche par les compagnies pétrolières dans les régions où le rendement est le plus intéressant.

Le chiffre d'affaires, le bénéfice et les commandes de Schlumberger Industries sont comparables aux niveaux records atteints au premier trimestre de 1988.

Une banque libanaise en difficulté

La United Banking Corporation (UBC) ex-Saudi Lebanese Bank for the Middle East, ayant connu des difficultés de trésorerie, le 21 avril 1989, a dû être pourvue d'un administrateur provisoire par la commission bancaire. Une solution évitant le dépôt de bilan et des pertes pour les déposants est activement recherchée par les actionnaires, qui s'efforcent, dans les jours qui viennent, d'obtenir de nouveaux concours, de renforcer le capital et de l'ouvrir à de nouveaux associés.

Les difficultés de cette petite banque (soixante personnes et 1,5 milliard de francs de bilan) dont le capital de 75 millions de francs est détenu par deux sociétés libanaises, la Project Holding S.A. (51 %) et la Société libanaise d'investissement international (49 %), sont la conséquence d'une affaire pénale concernant CDF-LAOU, société de bimbeloterie installée à Pantin et impliquée dans un circuit de « cavalerie ».

Des cadres de l'UBC ont été incarcérés et son directeur général inculpé. Les dépôts de l'UBC sont un peu inférieurs à 1 milliard de francs, les déposants étant pour la grande majorité des non-résidents, essentiellement libanais.

Tout récemment, la commission bancaire a demandé à deux autres établissements, la Banque libanaise pour le commerce et la Saudi European Bank de renforcer leurs fonds propres, jugés insuffisants, opération actuellement en cours.

BIBLIOGRAPHIE

Un guide fiscal mondial

L'édition 1989 du guide *International Tax Summaries* est disponible pour la première fois en France. Cette véritable « bible » fiscale internationale préparée et rédigée par Coopers & Lybrand (l'un des « grands huit » de l'audit) est publiée annuellement depuis 1979. L'ouvrage expose de façon homogène les dispositions fiscales appliquées actuellement dans quatre-vingt-dix pays, de l'Argentine au Zimbabwe en passant par le Vanuatu, l'île de Man ou la République populaire de Chine.

Des modèles de calcul d'impôts sur les sociétés et sur le revenu des personnes physiques sont présentés pour cinquante pays.

★ *International Tax Summaries 1989. A guide for planning and decisions*, par Coopers & Lybrand International Tax Network. Édité par John Wiley & Sons Inc. - États-Unis. Disponible auprès de Coopers & Lybrand France, 56, rue de Fombion 75008 Paris - Tél. : 45-63-11-13. Prix : 700 F - Franco de port.

EN BREF

● **Mercure va doubler le nombre de ses hôtels.** — La chaîne hôtelière Mercure va doubler le nombre de ses établissements, qui passera de 100 fin 1989 à 200 en 1994, en se développant principalement en Europe, a annoncé le 19 avril, M. Benjamin Cohen, directeur général de la branche hôtellerie du groupe Accor et président de Mercure. Mercure, qui compte déjà 15 hôtels 3 étoiles en RFA, Autriche, Belgique, aux Pays-Bas et en Andorre, prévoit ainsi d'ouvrir 85 établissements hors de France au cours des cinq prochaines années. Selon M. Cohen, Mercure devrait ainsi s'implanter dans de nouveaux pays comme l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne. En France, Mercure devrait ouvrir 35 nouveaux établissements au cours des cinq prochaines années.

NEW-YORK, 24 avril

Effritement

La séance de lundi marquait d'intérêt à New-York. Seules les raisons techniques expliquent l'effritement de la cote, qui a terminé, selon l'indice Dow Jones, sur un repli de 6,78 points, à 2 402,68.

Le marché a été, d'autre part, sec et calme, avec 142 millions de titres échangés. Le nombre des titres en baisse dépassait largement celui des hausses : 788 contre 641. Le cours de 519 actions n'a pas varié.

Vendredi dernier pour la première fois depuis le 14 octobre 1987, l'indice Dow Jones avait repassé la barre des 2 400 points. Cet événement avait, selon les professionnels, des conséquences techniques sur le marché qui manquaient, lundi, d'indications incertaines. En effet, depuis quatre semaines, les valeurs ont progressé quasi continuellement. Les titres vedettes de la cote ont été les valeurs touchées par les ventes bénéficiaires, car ces dernières avaient été propulsées, vendredi, par les programmes informatiques liés aux indices boursiers à terme. McDonald-Douglas, Syntex et Chevron ont cédé du terrain. McGraw Hill, UAL et American Petroleum étaient en hausse.

VALEURS	Cours de 24 avril	Cours de 25 avril
Alcoa	63 5/8	64 1/4
AT&T	73	72 3/4
Boeing	72 1/2	72 1/2
Chemical Bank	36 7/8	37 1/8
Chrysler	111 1/2	112 1/2
Eastman Kodak	47 3/8	48
Exxon	44 7/8	44 5/8
General	48 5/8	48 1/2
General Motors	43	42 7/8
IBM	113 1/2	113 1/2
ITT	67 7/8	68 1/4
Johnson & Johnson	61 3/4	61 3/4
Pfizer	61 3/4	61
Schlumberger	40 3/8	40 5/8
Union Carbide	32 1/8	32 1/4
Westinghouse	25 1/4	25 3/8
Worthington	25 1/4	25 3/8
Yarn Corp.	25 1/4	25 3/8
Yarn Corp.	25 1/4	25 3/8

LONDRES, 24 avril

Indécision

Indécision tout au long de la séance, la Bourse de Londres a terminé la journée de lundi sur une note positive, l'indice Footsie des cent valeurs gagnant 1 point, à 2 062. Le petit accès de faiblesse de Wall Street ouvert vendredi, a été compensé, surtout l'attente des chiffres de la balance des paiements courants britanniques pour le mois de mars incitant les investisseurs à la prudence.

Quelques affaires particulières ont, toutefois, donné un peu de sel à cette séance terne. Aux alimentaires, par exemple, Ranks Hovis a abandonné 23 pence, à 366, à la suite de l'annonce de l'ouverture d'une OPA de 1,4 milliard de livres sur le géant alimentaire australien Goodman Fielder. En revanche, Asda a gagné 2 pence, à 158, en raison de rumeurs sur une éventuelle fusion avec la compagnie américaine.

Le groupe minier Consolidated Gold Fields a cédé 25 pence, à 1 283, après que Minoro ait annoncé son intention de vendre sa participation de 30 % dans Consolidated en cas d'échec de son OPA. Les fonds d'Etat se sont améliorés de près d'un quart de point. Les mines d'or sont restées inchangées. Des secteurs ont enregistré des hausses, notamment ceux des produits pharmaceutiques, des magasins, des brasseries et des électroniques.

FAITS ET RÉSULTATS

● **EMC (chimie) : bénéfice net de 230 millions de francs en 1988.** — En dépit des pertes de sa filiale Mines de potasse d'Alsace, l'entreprise chimie et chimique (EMC) va dégager, pour 1988, un bénéfice net consolidé, part du groupe, de 230 millions de francs, le meilleur résultat depuis 1974.

En 1987, EMC perdait 56,2 millions de francs. Le chiffre d'affaires consolidé est passé de 14,44 milliards de francs à 15,7 milliards de francs. Les Mines de potasse d'Alsace ont dégagé des pertes nettes de 166 millions de francs en 1988, contre des pertes de 270 millions l'année précédente. Sanders, la filiale d'alimentation animale, a également été déficitaire en raison d'une conjoncture désastreuse au niveau de l'élevage, selon les dirigeants d'EMC, qui s'attendent, pour 1989, à des résultats sensiblement meilleurs qu'en 1988 pour l'ensemble du groupe.

● **Saint-Louis : hausse de 53 % du bénéfice net consolidé.** — Le groupe agro-alimentaire Saint-Louis a dégagé, en 1988, un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 446 millions de francs, en progression de 53 % par rapport à l'exercice précédent. Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale le versement d'un dividende net par action de 20 F, contre 17 F au titre de l'année 1987. Le résultat net consolidé a progressé de 46 % par rapport à 1987 pour s'établir à 485 millions de francs. La progression des résultats s'est réalisée en dépit d'une baisse du

PARIS, 24 avril

Bonne orientation

La hausse des taux d'intérêt en Allemagne, qui avait provoqué une belle stupor sur les marchés financiers, n'était plus qu'un mauvais souvenir lundi, notamment à Paris. Dès l'ouverture, l'indice des valeurs étrangères a enregistré une hausse de 0,53 %. Une plus-value que la cote allait conserver pendant une grande partie de la journée. En clôture, la hausse s'effaçait, toutefois, plus que 0,30 %.

La cote était donc en hausse, mais pas le volume des affaires traitées. En effet, les professionnels se plaignaient du manque d'affaires. « Il n'y a pas d'ordres dans les carnets », déclarait un gestionnaire, qui ne cherchait pas à prendre des initiatives spectaculaires en attendant la publication, jeudi, des chiffres du commerce extérieur français. « La demande faible, la surprise allée dans le bon sens avec un excédent de 500 millions de francs pour janvier », déclarait un opérateur publicitaire, jeudi, des chiffres du commerce extérieur français. « La demande faible, la surprise allée dans le bon sens avec un excédent de 500 millions de francs pour janvier », déclarait un opérateur publicitaire, jeudi, des chiffres du commerce extérieur français.

La petite hausse du loyer de l'argent au jour le jour n'a pas eu d'incidence sur les actions. Par contre, elle a pesé sur le meilleur effet sur le MATIF, qui était très incertain.

La spéculation s'est quelque peu calmée sur les valeurs des grandes entreprises et de la distribution après l'annonce, la semaine dernière, d'un accroissement de la participation du néo-allemand Ron Brierley dans le capital des Galeries Lafayette. Ce titre a cédé 4 %. Les Comptoirs modernes et Casino étaient toutefois encore rattrapés.

TOKYO, 25 avril

Forte hausse

Soulagée après l'annonce de la démission du premier ministre, M. Noboru Takeda, l'impasse dans le scandale Recruit, la Bourse de Tokyo s'est envolée, mardi, dans un marché, néanmoins, pas très actif. L'indice Nikkei a fini la séance sur une hausse de 438,86 points, soit 1,34 %, à 33 244,78.

Le marché a également été rassuré par la relative stabilité de la parité yen-dollar, mardi matin, à Tokyo, où le billet vert cédait que de 100 yens dans le sens du yen, contre 131,38 yens lundi en clôture. Les investisseurs ont, toutefois, limité leurs achats, car ils craignent un relèvement du taux d'escompte de la Banque du Japon. L'action Nippon Telegraph and Telephone (NTT), qui avait atteint son plus haut niveau historique en raison de son implication dans le scandale Recruit, s'est très nettement redressée, gagnant 90 000 yens, pour finir la séance du matin à 1,52 million de yens.

VALEURS	Cours de 24 avril	Cours de 25 avril
Alcoa	747	738
AT&T	1 865	1 860
Boeing	1 800	1 800
Chemical	3 260	3 260
Chrysler	3 260	3 260
Eastman Kodak	2 300	2 320
Exxon	1 070	1 080
General	6 870	6 870
Yarn Corp.	2 480	2 520

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Amal & Associés	461	461	Le groupe de la cote	380	380
Amal & Associés	270	270	Le groupe de la cote	288	288
BAC	334 80	334 70	Le groupe de la cote	151	151
BELM	594	594	Le groupe de la cote	240	240
B. Dumas & Associés	594	594	Le groupe de la cote	709	709
BELM	594	594	Le groupe de la cote	183	183
BELM	594	594	Le groupe de la cote	825	825
BELM	594	594	Le groupe de la cote	201	201
BELM	594	594	Le groupe de la cote	1071	1071
BELM	594	594	Le groupe de la cote	182	182
BELM	594	594	Le groupe de la cote	301	301
BELM	594	594	Le groupe de la cote	510	510
BELM	594	594	Le groupe de la cote	471	471
BELM	594	594	Le groupe de la cote	440	440
BELM	594	594	Le groupe de la cote	888	888
BELM	594	594	Le groupe de la cote	860	860
BELM	594	594	Le groupe de la cote	303	303
BELM	594	594	Le groupe de la cote	108 30	108 30
BELM	594	594	Le groupe de la cote	471	471
BELM	594	594	Le groupe de la cote	380 80	380 80
BELM	594	594	Le groupe de la cote	810	810
BELM	594	594	Le groupe de la cote	230	230
BELM	594	594	Le groupe de la cote	225	225
BELM	594	594	Le groupe de la cote	399 40	399 40
BELM	594	594	Le groupe de la cote	181	181
BELM	594	594	Le groupe de la cote	408	408
BELM	594	594	Le groupe de la cote	217	217
BELM	594	594	Le groupe de la cote	298	298

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 24 avril 1989

Nombre de contrats : 14 450.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	sept.	juin	sept.
Accor	680	12,50	-	-	-
CGE	400	30	33	10	-
EX-Aquilaine	440	41	41,50	3	-
Lafarge-Coppée	1 700	28,01	53	-	-
Michelin	240	3,90	9,50	34	-
Midat	1 550	-	100	-	95
Paribas	440	47,10	61,01	3	-
Pengout	1 700	106	150	58	85
Saint-Cobain	560	52	-	5	-
Société générale	400	25	-	16	-
Thomson-CSF	240	9,50	15	17	22

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 24 avril 1989

Nombre de contrats : 39 397.

COURS	ÉCHÉANCES		
	juin 89	sept. 89	déc. 89
Dernier	106,52	106,50	106,12
Précédent	106,46	106,42	106

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE			
OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
juin 89	sept. 89	juin 89	sept. 89

106 0,93 1,13 0,43 1,12

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,30 F ↑	PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)
Le dollar s'est inscrit en hausse, le mardi 25 avril au matin, à Paris. Celui-ci cotait environ 6,30 F dans le matin, contre 6,2850 F la veille. Le deutchmark était également faible contre le franc, à 3,3850 environ. Les opérateurs attendaient la publication, mardi en début d'après-midi, des statistiques des commandes de biens durables aux États-Unis en mars, et surtout celles, mercredi, du PNB au premier trimestre.	Valeurs françaises : 110,9 21 avril 111,4
FRANCOFONIE 24 avril 25 avril	Valeurs étrangères : 108,7 109,9
Dollar (en DM) ... 12605 12608	(Stk, base 100: 31-12-81)
TOKYO 24 avril 25 avril	Indice global CAC 40 468 470,4
Dollar (en yen) ... 131,38 131,37	(Stk, base 1000: 31-12-87)
MARCHÉ MONÉTAIRE	Indice CAC 40 ... 1 700,59 1 698,67
(effets privés)	(Olivier, base 100: 31-12-81)
Paris (25 avril) ... 81/244/84	Indice OMF 50 ... 481,59 481,57
New-York (24 avril) ... 81/244/84	NEW-YORK (Indice Dow Jones)
	Industrielles ... 2 409,46 2 402,68
	LONDRES (Indice Financial Times)
	Industrielles ... 1 700,59 1 701,9
	Mines d'or ... 185,7 184,6
	Fonds d'Etat ... 85,98 86,16
	TOKYO
	24 avril 25 avril
	Nikkei Dow Jones ... 32 005,92 32 244,78
	Indice général ... 2 422,98 2 402,73

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SEIZ MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou dép. -	+ ou -	Rep. + ou dép. -	+ ou -	Rep. + ou dép. -
SE-IL	4,2950	4,3000	- 35	- 70	- 125	- 130
SE-IL	4,2950	4,3000	- 35	- 70	- 125	- 130
SE-IL	4,2950	4,3000	- 35	- 70	- 125	- 130
SE-IL	4,2950	4,3000	- 35	- 70	- 125	- 130
SE-IL	4,2950	4,3000	- 35	- 70	- 125	- 130
SE-IL	4,2950	4,3000	- 35	- 70	- 125	- 130
SE-IL	4,2950	4,3000	- 35	- 70	- 125	- 130
SE-IL	4,2950	4,3000	- 35	- 70	- 125	- 130
SE-IL	4,2950	4,3000	- 35	- 70	- 125	- 130
SE-IL	4,2950	4,3000	- 35	- 70	- 125	- 130

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	9 11/16	9 15/16	9 7/8	10	9 15/16	10 1/16	10 1/8	10 1/4
DM	5 7/7	6 1/8	6 3/16	6 5/16	6 1/4	6 3/8	6 5/8	6 3/4
FR	7 1/2	8 1/4	8 1/16	8 3/16	8 1/4	8 3/8	8 5/8	8 1/2
ES	6 5/8	6 7/8	6 11/16	6 5/16	6 3/4	6 5/8	6 7/8	6 11/16
LI	11 5/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8
SE-IL	10 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4
SE-IL	8 3/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8	8 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Univers professionnels, univers privés, opinions, privilèges... pour dépasser les stéréotypes

Mais que cache vraiment cette grande différence ?

F. de Singly C. Thélot

GENS DU PRIVÉ

GENS DU PUBLIC

125 F Dunod

Je m'inscris

BOURSE DU 24 AVRIL

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, posts 4330

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

24/4

VALEURS	% du mont.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Recher net	VALEURS	Emission	Recher net	VALEURS	Emission	Recher net	VALEURS	Emission	Recher net
Obbligations																							
Eup. 8,00 % 77	122 90	8 501	C.I.C. Fin. del. C.I. Matheo	208 30	208 30	Lacis	1390	1400	Victor	1420	1420	A.A.A.	1000 50	979 02	France-Orléans	407 63	403 10	Pauvre-Retrait	178 78	178 78			
9,80 % 78/94	101 80	7 678	Charm (B)	1800	1850	Machinist. Bn	103 50	103 50	Wattman S.A.	140	140	Action	234 90	238 18	Femio	402 30	403 10	Toulou	831 38	832 38			
10,20 % 78/94	104 10	6 896	Charm (B)	1229	1289	Machinist. Bn	140	140	Wattman S.A.	140	140	Action	523 97	525 03	Femio	101 50	101 50	Pauvre-Retrait	264 63	265 31			
10,20 % 80/90	104 40	11 736	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
10,20 % 82/90	104 80	4 483	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
10,20 % 82/90	104 80	13 796	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
10,20 % 82/90	104 80	2 490	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
10,20 % 82/90	104 80	118 80	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
10,20 % 82/90	104 80	112 87	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
10,20 % 82/90	104 80	1 200	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
OAT 10,20 % 82/90	107 35	9 008	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
OAT 10,20 % 82/90	107 35	3 680	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
OAT 9,80 % 1987	104 96	2 256	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
OAT 9,80 % 1996	104 96	2 256	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman S.A.	140	140	Action	612 92	613 92	Femio	1185 34	1180 82	Pauvre-Retrait	248 48	249 17			
Charm (B) 82	102 80	2 178	Charm (B)	334 20	340 20	Machinist. Bn	419 50	419 50	Wattman														

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 Les réactions à la visite en France de M. Arafat. 3 Liban : appel de l'ONU au cessez-le-feu. 4 La Chine malade de ses réformes III. 5 La tension entre le Sénégal et la Mauritanie. 6 La réunion du CC du PCUS.	8 M. Joux a nettement assoupli son projet sur le séjour des étrangers en France. 9 En Corse, les syndicats réclament le paiement des journées de grève. 10 M. Giscard d'Estaing et la présidence de l'Assemblée européenne.	11 Un Livre blanc pour une conduite automobile sagesse. — M. Chevènement et les projets d'armement. 12 Le procès de Condé-sur-l'Escaut.	14 Deux siècles de dessin à l'École des beaux-arts. — Danse : A la renversée, de Mathilde Monnier. 15 Musique : l'ère Bychkov à l'Orchestre de Paris. 16 Communication : le MIP-TV de Cannes. — « Digressions », par Bernard Frank.	42 Singapore Airlines, la compagnie aérienne la plus bénéficiaire du monde. 43 « Lifting » juridique et financier chez Hoffmann-La Roche. — La formation des ingénieurs d'exploitation pétrolière d'Elf-Aquitaine. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements 41 Cartes 41 Météorologie 18 Mots croisés 18 Radio-télévision 18 Spectacles 17 Annonces classées 21 à 40	● M. Arafat chez M. Mitterrand. Vos réactions JOUR ● Consultez votre portefeuille, la Bourse en direct. BOURSE ● Abonnez-vous au Monde ABO 3615 taping LEMONDE ● Commandez vos livres LIVRES 3615 taping LIM

CHINE : tandis que la grève des cours se poursuit

Les étudiants tentent de créer une organisation indépendante

PÉKIN
de notre correspondant

Les étudiants contestataires de Pékin ont goûté, lundi 24 avril, aux difficultés du débat démocratique dans leurs efforts pour mettre sur pied une organisation indépendante. Un rassemblement à l'université de Pékin, où sont coordonnés les mouvements de grève des cours, a tourné à la confusion lorsqu'un membre de l'association officielle des étudiants a tenté de se faire admettre au sein d'un comité préparatoire de dix-sept membres chargé de former cette organisation indépendante, dont les initiateurs entendent, en particulier, publier un journal non censuré.

La presse officielle est tout particulièrement dans le collimateur des activistes, comme on a pu encore le voir dans la soirée de lundi lors d'une manifestation de quelque trois mille étudiants de l'Institut des minorités à travers le quartier des universités. « La radio, la télé, racontent des balivernes », scandaient-ils notamment, s'en prenant également au *Quotidien du peuple*. Le mouvement de grève des cours, diversifié suivi, a fait l'objet d'une courte dépêche de l'agence Chine nouvelle, qui s'est abstenue de préciser les motivations des contestataires. Les étudiants s'insurgent aussi contre l'interdiction, rapportée de diverses sources, de divers organes libéraux de la presse comme la *Revue des sciences et techniques*, fermée au moins temporairement pour fronde anti-gouvernementale, et d'un numéro de l'hebdomadaire shanghaien *World Economic Herald* contenant des discours critiques envers le régime de la part de proches et de partisans du défunt ex-secrétaire général du PCC Hu Yaobang.

Dans tout le quartier universitaire, on pouvait constater depuis lundi un effort déterminé des étudiants pour propager leur cause auprès de la population, avec des affichettes apposées aux arrêts d'autobus et sur les poteaux électriques des marchés, rapportant les faits de l'agitation contestataire au cours de la semaine écoulée.

Comme depuis le début de ce regain d'agitation, le reste de la capitale chinoise vaque à ses occupations dans un calme absolu, et aucun signe de renforcement des forces de l'ordre ou du dispositif militaire n'était visible mardi 25 avril en ville. Si des troupes ont été effectivement transférées à Pékin depuis le nord de la province du Shanxi, comme l'affirment certaines sources, en prévision de troubles éventuels, il est probable que ces effectifs sont rassemblés dans les casernes immenses qui entourent la capitale, à plusieurs dizaines de kilomètres du centre. Ce ne serait pas, au demeurant, la première fois que les autorités prendraient des mesures préventives de cet ordre pour protéger l'image de parfaite sérénité qui sied, dans leur esprit, à la capitale d'un pays socialiste.

FRANCIS DERON.

Lire également le second volet de notre enquête : « La Chine malade de ses réformes ». Page 4.

Placée sous la présidence de M. Jean Ripert

La commission sur l'égalité sociale et le développement économique des DOM remettra ses conclusions avant la fin de l'année

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, a confié à M. Jean Ripert, ancien commissaire adjoint au Plan et ancien secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires économiques et sociales, le soin de présider la Commission sur l'égalité sociale et le développement économique des départements d'outre-mer, qui a été installée le mardi 25 avril, et sera chargée de proposer au gouvernement des mesures permettant de progresser vers ces deux objectifs.

Dans une « lettre de mission » en date du 18 avril, M. Le Penec précise notamment : « Les inégalités sociales, par les exclusions qu'elles provoquent, sont un frein au développement. On ne peut renoncer ni à l'objectif de développement ni à celui de l'égalité ».

Outre M. Ripert, la commission comprendra neuf membres : MM. Etienne Barrat, avocat guyanais, membre du Conseil économique et social, M. Yves Chaigneau, économiste, ancien directeur de l'ANPE pour l'amélioration des conditions de travail, président de la section « travail » du CES, Jacques Frysinger, professeur de sciences économiques à l'université de Paris I, ancien président du conseil d'administration de l'ANPE, Thérèse Gedeon, directeur de la caisse

régionale du Crédit agricole de la Guadeloupe, Fernand Lerichard, directeur général de la SODERAG (Société pour le développement régional des Antilles-Guyane), ancien président de l'agence pour le développement économique de la Martinique, Tony Manglou, président du comité économique et social de la Réunion, François Mercereau, ancien directeur de la Sécurité sociale, Pierre Netter, industriel, ancien président de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, et le directeur du centre d'études de géographie tropicale, M. Singaravelou, président du centre d'études et de recherches caribéennes.

Cette commission, qui travaillera tantôt à Paris tantôt sur le terrain, procédera « à la consultation la plus large des responsables élus et des partenaires socio-économiques » des DOM. Les organisations syndicales autonomes seront donc invitées à exposer à celle-ci leurs réflexions et leurs éventuelles propositions. Le ministre des DOM-TOM l'a d'ores et déjà invitée, pour sa part, à remettre ses conclusions au gouvernement « avant la fin de cette année », conformément à l'urgence soulignée par M. François Mitterrand dans sa Lettre à tous les Français du printemps 1988.

Le projet d'élections dans les territoires occupés

Le premier ministre italien apporte un soutien prudent à M. Shamir

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Du bout des lèvres, avec une prudence de Sioux, le premier ministre italien, M. Ciriaco De Mita, a été, lundi 24 avril, le premier responsable européen à commenter positivement la proposition du gouvernement israélien d'organiser des élections dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

Lors d'une conférence de presse donnée à l'issue d'une visite officielle de quarante-huit heures en Israël, M. De Mita, attentivement chaperonné par son ministre des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, a formulé un soutien appuyé au plan du premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir. « Les élections peuvent marquer le début d'un processus de négociation (...), c'est un pas, une base sur laquelle on peut travailler », a dit M. De Mita. Encore faut-il préciser les « conditions » de déroulement d'un tel scrutin, libéré de candidatures et supervision internationale, a-t-il poursuivi, sans cacher le soutien traditionnel de l'Italie au principe d'un dialogue avec l'OLP.

M. De Mita, dont le pays est l'un des plus gros dispensateurs d'assis-

tance financière à la Cisjordanie et à Gaza, s'est aussi entretenu avec plusieurs personnalités palestiniennes des territoires. Elles ont expliqué que le dirigeant italien leur avait demandé de « réfléchir sérieusement » au plan de M. Shamir. M. De Mita a qualifié la situation sur le terrain de « désastreuse », alors que la journée de lundi était — comme la veille — marquée par de nombreux affrontements : des dizaines de blessés à Gaza, dont des adolescents et des enfants, et un mort en Cisjordanie.

M. Shamir avait indiqué dimanche à son hôte qu'Israël ne sollicitait aucune « médiation » européenne mais demandait aux pays de la Communauté européenne de présenter et d'expliquer au monde arabe son projet d'élections et de régime d'autonomie intermédiaire pour les territoires. Il en avait profité pour stigmatiser à nouveau la prochaine visite en France du chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, « geste inacceptable » : « Les Européens, qui mieux que d'autres, connaissent notre histoire, devraient être les plus conscients de nos inquiétudes et de notre prudence », a dit M. Shamir.

ALAIN FRACHON.

Sur le vif

Orange mécanique

C'est devenu complètement dément. « Orange mécanique », vous savez, le film de Kubrick, ça y est, on est en plein dedans. On peut plus mettre le pied dehors sans risquer d'être bousculé, agressé, violé, assassiné. Hier encore, cette lettre d'une maman, Geneviève, elle s'appelle : son gamin rentrait tranquillement chez lui à vélo, le mois dernier, il tenait bien ses droits et tout. Un chauffard complètement péni, un récidiviste, lui rentra dedans. Tué sur le coup. Elle pleurniche pas, Geneviève, elle me demande de lui expliquer qu'est-ce qu'on attend pour arrêter le massacre.

Mais on sait pas comment, voyons, on n'a aucune idée. Alors, on a réuni une commission, encore une, et on lui a demandé d'écrire un petit bouquin, encore un, sur la question, un livre blanc. Après des semaines et des semaines d'intenses cogitations, elle s'est dit, la commission, qu'on pourrait peut-être essayer de limiter la vitesse à la construction. Alors, là, chapeau ! Le lobby de l'automobile, le l'entends réguler d'ici. Et puis quoi, encore ? Ah oui, renforcer la police de la route. Cause toujours, tu m'intéresses !

C'est comme ces grèves continues dans le métro et le RER, qui gênent depuis trois jours le trafic de la banlieue nord, sim-

plement parce que les employés de la SNCF et la RATP en ont marre de se faire attaquer par des bandes de loubards. Si, en dehors du conducteur, mort de trouille dans sa cabine, et du mac planqué derrière le gril de son guichet, il n'y a plus personne en surface et en sous-sol, plus de contrôleurs, plus de vigiles, plus de flics, cherchez pas, c'est pour ça. Plus personne et plus rien. Rien que des pauvres veaux entassés dans des bétailières saccagées, qui n'osent pas lever le nez de peur de déclencher une bagarre. S'il fallait qu'ils se foutent en grève, la grève des usagers, chaque fois qu'ils se font rançonner ou molestés, où on trait ?

Moi, je vais vous dire où on irait où on devrait aller, nous les quatre cent mille victimes des victimes de nos bourreaux. Sur les autoroutes. En masse. Et les bloquer et manifester et gueuler. C'est le seul moyen d'obliger nos princes à baisser la vitre arrière de leur voiture de fonction. Mais, qu'est-ce qui se passe ? Ils sont devenus fous, ma parole ! Non, sages ! Enfin, sages. Ils exigent de pouvoir circuler à vélo, en train, en bagnole ou dans le métro sans risquer d'y laisser leur peau. Ils payent assez d'impôts pour ça.

CLAUDE SARRAUTE.

M. De Benedetti et Canal Plus étudient une télévision à péage en Italie

En annonçant lundi 24 avril à Turin les résultats de sa holding CIR (107,5 milliards de lire, soit 494,5 millions de francs de bénéfice pour 1988), M. Carlo De Benedetti a précisé qu'il étudiait le lancement d'une télévision à péage en Italie, en collaboration avec Canal Plus. Au travers de Mondadori, qui vient de prendre le contrôle du groupe Espresso (le Monde du 12 avril), M. De Benedetti est déjà à la tête du premier groupe de presse et d'édition italienne. Mais il souhaite étendre ses activités à d'autres médias.

La télévision commerciale étant encore contrôlée par un duopole Berlusconi-Chiavari publiques, M. De Benedetti s'intéresse à la télévision à péage. Il a pour cela conclu un accord d'exclusivité avec la chaîne française Canal Plus, et ne vise pas un intérêt pour le réseau horaire de TSI-Monte-Carlo (Italie), qui serait alors transformé en chaîne payante. Si les études de marché en cours sont concluantes, l'entrée sur la scène des télévisions italiennes de M. De Benedetti permettrait à Canal Plus une nouvelle percée à l'étranger, après son implantation en Belgique, le lancement de Canal Plus Allemagne avec Bertelsmann et la candidature à une réseau espagnol avec El Trece.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

● Prochaine session pour la rentrée 1989 : 12, 13, 14 septembre

● Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 juin 1989.

● Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC-Admissions BP 105

95021 CERGY-PONTOISE Cedex — Tél. : (1) 30-38-38-00

ESSEC, établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat

BOURSE DE PARIS

Matinée du 25 avril

Recul

Après six séances de hausse, une réaction technique s'est produite mardi matin rue Vivienne. A l'effritement au moment de l'ouverture (— 0,17 %), l'indicateur instantané accusait une baisse de 0,57 % vers onze heures.

Recul de GTM-Entreprise, Esso, Galeries Lafayette, Saunier, Radio-technique, Casino, Béghin, Carrefour, BHV, Schneider.

Pure...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

AU BEAUVILLIERS
Paris 18^e

VOLVIC

LES ÉLÉMENTS DE RANGEMENT EN VRAI BOIS

Nombreuses combinaisons possibles, avec ou sans lit relevable, tous styles : chêne, noyer, merisier ou laqué.

CAPELOU

37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43.57.46.35 — METRO PARENTIER

Université de Paris IV-Sorbonne

celsa

Ecole des hautes études en sciences de l'information et de la communication

D.E.S.S.

Ciôture des inscriptions : le 28 avril

Renseignements et inscriptions : 36.16 celsa

Trois options : Public, marketing Relations publiques Gestion des ressources humaines

Celsa-Sorbonne : escalier L 1 rue Victor Cousin 75005 Paris

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F

PANTALONS 890 F VESTONS 1 480 F

3 000 tissus

Luxueuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

PARDESSUS sur MESURE

UNIFORMES ET INSIGES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-61.

De lundi au samedi de 10 h à 18 h

Le numéro du « Monde » daté 25 avril 1989 a été tiré à 585 163 exemplaires

A B C D E F G